



JACQUES HUNTZINGER

LE GLOBE ET LA LOI

5 000 ANS DE RELATIONS INTERNATIONALES

UNE HISTOIRE DE LA MONDIALISATION



JACQUES HUNTZINGER

LE GLOBE ET LA LOI

5 000 ans de relations internationales

Une histoire de la mondialisation

LES ÉDITIONS DU CERF

© *Les Éditions du Cerf*, 2019

www.editionsducerf.fr

24, rue des Tanneries

75013 Paris

EAN 978-2-204-12317-4

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

AVANT-PROPOS

Comment lire notre monde ?

Notre monde semble être devenu illisible. On croyait connaître la société internationale et la politique internationale. Aujourd'hui, on constate que plus rien n'est sûr, que l'on a perdu tous les repères classiques dans un monde « nouveau » presque indéchiffrable.

Quels étaient ces repères ? L'existence du système bipolaire américano-soviétique, clé de voûte d'un certain ordre international. La prédominance politique, économique, culturelle, du monde occidental, qui était le nôtre. Les principes du système classique des États souverains et de la distinction entre la paix et la guerre.

Aujourd'hui, on a du mal à comprendre l'état du monde et son fonctionnement. Et on parle de chaos mondial.

Au début des années 1990, le mur de Berlin était dépecé et, dans la foulée, le monde Est-Ouest issu de la Révolution d'octobre 1917 s'effondrait. Un siècle d'histoire du monde, que tout un chacun voyait durer pour l'éternité, prenait fin brutalement.

Le monde n'avait pas le temps de s'interroger sur son avenir, car il allait vivre une dizaine d'années dans l'illusion d'un nouveau système international, le système unipolaire géré par « l'hyperpuissance » américaine. D'aucuns, à la suite du politologue F. Fukuyama et de son ouvrage intitulé *La Fin de l'histoire*, prédisaient alors un nouveau monde

pacifié, occidentalisé, évoluant vers le libéralisme politique et économique.

Mais, le 11 septembre 2001, l'attaque d'Al-Qaïda sur les *towers* de New York créait un choc immense et ouvrait la voie à une interrogation mêlée de désarroi sur ce que devenait le monde.

 Ces vingt dernières années, l'interrogation et l'inquiétude se sont accrues. Le déchaînement du terrorisme islamique, la crise économique de 2008 liée à l'effondrement des marchés financiers, la guerre hybride entre la Russie et l'Ukraine, l'avènement de la grande puissance chinoise dont on ne perçoit pas les limites de ses ambitions mondiales, le chaos incandescent du Moyen-Orient illustré par le drame syrien, l'élection surprise de Donald Trump et sa politique faite d'embardees unilatérales, les déchirements de l'Union européenne sur ses valeurs et son destin accompagnés du Brexit anglais, mais aussi les risques nouveaux issus des dérèglements climatiques, des nouvelles pandémies et de la cyberguerre, font que l'on a le sentiment que notre monde n'a plus de pilote dans l'avion et qu'il se bouleverse à chaque moment de façon déraisonnée et inquiétante. 

Le désarroi face au spectacle de la scène internationale est aujourd'hui à son comble. Tout le monde est convaincu de la « rupture du système international », qui remonterait soit à 1989 soit au 11 – Septembre 2001. Les uns s'angoissent d'un « monde post-occidental », d'autres parlent de « perte de contrôle et d'affolement du système international présent » (Th. GOMART, *L'Affolement du monde*), d'autres s'interrogent régulièrement sur le « qui gouverne le monde ? », ou sur le nouvel ordre mondial en émergence entre l'Amérique, la Russie et la Chine.

Le signe le plus manifeste de ce désarroi général est l'inflation de la « géopolitique », ce nouveau sésame à partir duquel on pourrait tout décrypter de ce monde illisible.

Comment répondre à la question de savoir où va notre monde ?

Par la bonne lecture de la vie internationale. Il faut apprendre à lire notre monde derrière l'immédiate actualité, il faut discerner les grandes

tendances, les grands courants. Et cette lecture s'éclaire avant tout par l'histoire. Hubert Védrine a écrit en 2007 un essai intitulé *Continuer l'histoire*.

Il y montre que l'histoire ne s'est pas arrêtée après la fin du système est-ouest et la parenthèse de l'hyperpuissance américaine mais, au contraire, a continué de plus belle par l'éclatement de l'antagonisme des civilisations prédit par le « mal-pensant » Samuel Huntington.

Il faut apprendre à lire notre monde par l'histoire, car celle-ci, dans sa continuation, en a fabriqué la trame.

Cette trame est d'abord faite de la « longue durée », matrice du monde présent, comme nous l'a appris Fernand Braudel. Notre monde a une très longue histoire. On s'était créé un confort intellectuel en s'habituant aux règles du jeu du monde bipolaire du xx^e siècle, et on avait oublié le logiciel de « toute la mémoire du monde ». Car si notre monde change à chaque moment, il est par ailleurs lent dans sa démarche, voire immobile.

Ce vieux monde qui a traversé les millénaires jusqu'à aujourd'hui est celui de vieux peuples, de vieux États, de vieilles cultures et civilisations.

Le vieux monde est fait d'une Chine quadrimillénaire marquée au fer rouge par la honte du sac de Nankin et l'humiliation des traités inégaux de 1842, et renouant aujourd'hui avec son destin autour de la dynastie du PCC, de sa culture confucianiste et du développement des routes de la soie ouverte par la dynastie Han. Au côté de l'Empire du Milieu, il est le Japon et l'Inde, deux vieilles cultures ayant eu deux histoires très différentes ayant abouti à un vieil État-nation japonais et à un jeune État indien instable dans son assise.

Notre vieux monde est fait de l'Orient, des peuples perse, juif, égyptien, les plus vieux peuples du monde avec le peuple chinois, d'un monde arabe né et construit par l'islam au vii^e siècle, bâtisseur d'un Empire arabo-islamique immense et prestigieux, d'un Empire ottoman bâti par le peuple turc, long de cinq siècles immobiles, d'un réveil du monde arabe enclenché aux xviii^e et xix^e siècles par les fondamentalismes

et la rencontre traumatique avec l'Europe puissance, recherchant depuis lors les voies de sa renaissance.

 Notre vieux monde est également fait d'une Amérique latine, fécondée par l'Europe et désormais largement stabilisée après deux siècles d'existence politique, et d'une Afrique subsaharienne marquée par une histoire rendue difficile par sa géographie ingrate et le poids conséquent de sociétés traditionnelles.

Notre vieux monde européen est fait depuis mille ans du voisinage de plusieurs histoires : celle d'une Europe occidentale née au sein de l'Empire romain d'Occident et de l'Empire carolingien et ayant connu après sa renaissance cinq siècles de domination du monde, et celle de la Russie orthodoxe coupée depuis ses débuts de l'Europe romaine.

Notre vieux monde est également fait de l'économie capitaliste, vieille comme le monde, modernisée par les Pays-Bas et l'Angleterre, dynamisée par les États-Unis, mondialisée par les économies émergentes et la Chine.

La trame de notre monde, aux côtés de la longue durée, est également faite de l'histoire événementielle. L'événement, le fortuit, les contingences ont joué leur rôle de façon tout aussi importante que la longue durée.

Le « nez de Cléopâtre » a eu des conséquences sur le destin de l'Empire romain, les interminables guerres de la succession d'Espagne du XVII^e siècle doivent beaucoup à l'*hubris* de Louis XIV, l'absence de Grouchy à Waterloo a été essentielle, le déroulement des journées de juillet 1789 aurait pu être autre, Varennes aurait pu ne pas avoir lieu, la Première Guerre mondiale a été tout à la fois la résultante de la défaite de 1870 et des péripéties des journées d'août 1914, et la gestion de la crise cubaine d'octobre 1962 doit énormément aux caractères de Khrouchtchev et Kennedy.

L'histoire du monde a été faite d'une troisième réalité : les systèmes internationaux. Il y a système international dès lors qu'il existe un mode de fonctionnement régulier, voire codifié, des rapports entre les principaux États, les pôles de puissance. Raymond Aron en a été le théoricien, dans *Paix et Guerre entre les nations* en montrant que chaque

période de l'histoire avait connu une certaine « configuration des rapports de forces » entre les États, les empires, les civilisations existantes. Ces configurations stables forment des systèmes.

Les trois grands types de système international fabriqué par l'histoire ont été le système impérial, qui est la domination d'un ensemble de principautés par un prince, de l'Empire de Perse de Cyrus et l'Empire romain à l'Empire soviétique ; le système multipolaire, qui est l'équilibre de puissances entre de multiples principautés, a trouvé sa quintessence dans le système westphalien de l'Europe des XVII^e et XIX^e siècles ; et le système bipolaire, qui est la confrontation de puissances entre deux princes ou deux blocs, a été celui de la Grèce d'Athènes et de Sparte, et du système Est-Ouest du XX^e siècle.

La plupart des périodes de l'histoire ont connu l'un de ces systèmes, ce qui permet de répondre à la question du « Qui gouverne le monde ? » pour ces périodes. Dès lors qu'un, deux ou plusieurs pôles de puissance se formaient, un système international émergeait. Et dès lors que ce ou ces pôles de puissance déclinaient ou s'effondraient, le système engendré suivait le même cours.

Mais certaines périodes de l'histoire, tel le Haut Moyen Âge européen après la chute de l'Empire romain, n'ont pas été gérées par un système international et ont fonctionné dans un certain désordre, voire le chaos. Faut de système constitué depuis la chute du système bipolaire Est-Ouest, on pourrait penser que l'on est entré dans une période de cette nature, un « nouveau Moyen Âge », comme l'a laissé entendre Pierre Hassner.

Mais il est une quatrième réalité fabriquée par l'histoire. Il s'agit de la mondialisation. Si le concept de mondialisation est récent, le processus de la mondialisation est vieux comme le monde.

Contrairement à la théorie classique de la spécificité des relations internationales, l'histoire du monde nous montre que la vie internationale a toujours été dans la continuité de la vie de la cité. Car ce sont les mêmes quatre acteurs qui font la vie de la cité et de la vie internationale. Il s'agit

du peuple, du prêtre religieux ou civil, du prince et du marchand. Les dessous de la géopolitique se trouvent dans les comportements de ces quatre acteurs, dans les réalités sociales, culturelles, politiques, économiques des États.

Or la vie internationale a régulièrement été traversée dans son histoire par des ébranlements venus des profondeurs des sociétés et des États, provenant des quatre acteurs, et provoquant autant de dynamiques. Et ce sont ces dynamiques qui produiront de la mondialisation. Les vagues de mondialisation qu'a connues l'histoire du monde sont à l'image des tempêtes issues des profondeurs des océans qui feront balloter les navires à leur surface.

Le monde sumérien avait créé autour de lui une première mondialisation, allant de l'Égypte à la Perse. L'Empire de Cyrus avait produit à son tour une mondialisation dans l'ensemble du Moyen-Orient. Au II^e siècle avant notre ère, la dynastie chinoise des Han avait mis en place, par son réseau de routes commerciales d'exportation de la soie vers l'Orient qui sera utilisé par la cour de Perse, Alexandre et l'Empire romain, un projet de mondialisation. L'hellénisation de l'Orient par la *koinè* grecque devenue la culture du monde méditerranéen puis par le bref et fulgurant Empire d'Alexandre a été une mondialisation culturelle. L'Empire romain devenu un monde uni politique, juridique, culturel, religieux créera une mondialisation de longue durée qui sera la matrice de l'Europe occidentale. La constitution de l'Empire arabo-islamique long de treize siècles sera en lui-même une mondialisation productrice de l'ensemble des États arabes et de la culture islamique. La Révolution française ouvrira la voie d'une nouvelle mondialisation, amorcée par les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, et poursuivie dans toute l'Europe du XIX^e siècle malgré le congrès de Vienne, par la victoire de l'État-nation et du mouvement des peuples.

L'Europe monde, amorcée par la mondialisation ibérique et portugaise du XVI^e siècle et achevée par la mondialisation britannique du XIX^e, sera cinq siècles durant le foyer de la plus importante mondialisation qu'ait

connu le monde. Du XIX^e au XX^e siècle, l'idéologie communiste et la révolution bolchévique de 1917 donneront naissance à une mondialisation idéologique et politique matrice du monde Est-Ouest du XX^e siècle. L'Amérique, qui a pris le relais de l'Europe, a engendré une mondialisation toujours en cours.

À chacun de ces moments historiques, un mouvement de l'histoire a produit un « nouveau monde ».

On est aujourd'hui dans un moment d'émergence d'un « nouveau monde », engendré par une nouvelle mondialisation. Notre époque est celle du dévoilement de cette nouvelle mondialisation en marche, amorcée avant le cycle Est-Ouest, occultée au XX^e siècle par la massivité du monde Est-Ouest.

Mais cette nouvelle mondialisation n'est pas de même nature que les précédentes, et par son étendue et par sa substance.

Toutes les mondialisations du passé ont été « impériales », produites par un centre rayonnant sur une périphérie liée aux limites des empires. Elles ont été le fait de certains princes et de certaines cités, le rayonnement de certaines civilisations, l'activité au loin de certains commerçants.

La mondialisation en cours n'a plus de centre et donc plus de périphérie. Elle est diffuse et « globale ». Elle n'est plus impériale et verticale, elle est horizontale. Notre mondialisation, à l'inverse de l'ancien modèle centre/périphérie, est une constellation à multiples foyers. Elle est globale par son étendue géographique, par le fait que le monde entier et non plus seulement une petite partie de celui-ci soit pleinement acteur de la mondialisation.

Elle est également globale par le fait qu'il y ait appropriation du monde par chacun et par tout le monde. De plus en plus d'acteurs prennent part aux affaires du monde. Les individus, les peuples, les marchands ont accru leur rôle au sein des cités et, par voie de conséquence, entre les cités. L'ensemble des acteurs de l'État sont devenus acteurs du monde. Aux côtés de la diplomatie des princes, se sont

développés l'activité mondiale des marchands et l'activité transnationale des individus et des groupes, de telle façon que les dynamiques de la mondialisation ne sont pas le seul fait des États. La mondialisation actuelle est « démocratique ».

C'est la dynamique de cette mondialisation globale qui est train de modifier profondément le visage de la vie internationale, créant cette impression d'anarchie du monde. D'autant plus que cette dynamique est faite de cinq mondialisations distinctes, d'âges différents, mais toutes se croisant actuellement, la mondialisation politique, la mondialisation culturelle, la mondialisation économique, la mondialisation sociale et la mondialisation juridique.

La mondialisation politique, vieille de deux siècles, est l'étatisation du monde, la couverture du globe par les États. La mondialisation culturelle, développée en parallèle à la mondialisation politique, est la rencontre de l'ensemble des cultures et des civilisations parvenues sur le devant de la vie internationale. La mondialisation économique, née avec le capitalisme européen du ^{xvi}^e siècle, est l'universalisation du capitalisme. La mondialisation sociale, une révolution silencieuse apparue au ^{xx}^e siècle en pleine explosion aujourd'hui, est le plein accès des acteurs individuels et sociaux à la vie internationale. La mondialisation juridique, en germe depuis peu, marque la naissance d'une communauté mondiale au sein de la société internationale classique des États.

Notre monde est très vieux et tout neuf à la fois. Notre monde se construit dans un certain désordre, mais il n'est pas chaotique. Il est complexe. Ce n'est pas la même chose. Notre monde devient beaucoup plus complexe, car il devient un monde mondialisé dans lequel de nouveaux équilibres politiques, économiques, culturels, régionaux, doivent se construire. Le monde limité d'hier devient global. Et celui-ci se cherche des règles nouvelles. Nous sommes présentement dans la dialectique du globe et de la loi. Et cela sera forcément désordonné et prendra du temps.

CHAPITRE 1

 MON-EBOOK

La naissance de la vie internationale dans le Croissant fertile

3000 – 500 av. J.-C.

La vie internationale commence à Sumer

 Le Croissant fertile, ce demi-cercle cultivable, dessiné entre l'est et l'ouest du bassin du Tigre et de l'Euphrate, aux rives du Nil et à la côte de la Méditerranée orientale, est le premier théâtre d'une grande « rencontre civilisationnelle », celle de deux populations différenciées par leur langue et leur culture, les populations sémites installées en Orient et au Levant, à l'origine des futurs peuples akkadien, ougarit, phénicien, hébreu et arabe, et les populations indo-européennes provenant de l'Eurasie, à l'origine des futurs peuples hittite et perse.

On peut parler d'une « priorité mésopotamienne », pour reprendre le langage de Braudel, dans l'apparition d'une première vie internationale.

Dans cette région du Croissant fertile, apparaîtront à partir du v^e millénaire les premières sociétés, les premières cultures, les premières

religions, les premiers peuples agrégés autour d'une langue, d'une culture, puis d'un territoire ; les premières formes de l'État, la cité-État mésopotamienne et l'État-nation en Égypte et en Perse. Et c'est également dans cette région du Croissant fertile que s'amorceront les premiers courants commerciaux, la toute première forme d'économie internationale, avec le commerçant pratiquant l'échange lointain des produits agricoles contre les métaux du cuivre et de l'étain.

 La Mésopotamie inventera la vie politique et la vie internationale par la naissance des premières cités et des premiers rapports internationaux.

La toute première forme d'une vie internationale a été le fait d'Ubaid, une ville « civilisationnelle » par son rayonnement dans toute la Mésopotamie et au-delà, plus d'un millénaire durant, entre 5000 et 3500.

Une population sédentarisée par l'agriculture et l'irrigation crée l'une des premières villes au monde. Cette population organise une religion autour de temples dévolus à **Enki, le seigneur des eaux**. Le temple devient le pivot de l'organisation sociale, économique et, sans doute, politique de la ville. Le religieux a précédé le politique. Il fera office de politique des siècles durant dans l'histoire mésopotamienne. Ubaid développe une culture artistique par la poterie, qui va s'étendre à toute la Mésopotamie. Elle crée un commerce international par l'échange des surplus de céréales produits et des produits de nécessité venus de loin, tels le bois et la pierre.

 Au côté d'Ubaid vont apparaître de nouvelles villes, dont Ur, la ville de provenance de la tribu d'Abraham, Lagash et Uruk, l'Erekh de la Bible. Après Ubaid, ce sera au II^e millénaire la période d'Uruk, qui précédera Sumer. Uruk, la plus vaste ville de l'Orient antique, le cœur commercial et administratif de la basse Mésopotamie, sera le berceau de **la roue  le la voile, mais surtout de l'écriture, apparue dans ses temples**. Là encore, une « ville civilisation » va rayonner dans toute la Mésopotamie et jusqu'à l'Égypte.

Pour reprendre le titre de l'ouvrage célèbre de S. Kramer, « l'histoire commence à Sumer », au IV^e millénaire avant notre ère. La première, avant l'Égypte et la Chine, « l'île fluviale » située entre le Tigre et

l'Euphrate, issue d'Ubaïd et d'Uruk, héritière des éléments civilisationnels produits par ses voisins, va accomplir la double révolution politique de la création de la cité-État et de l'émergence d'une première vie internationale organisée. La forme de l'État classique n'est pas encore conçue, mais la « substance » de l'État est déjà là.

Cette substance de l'État sumérien est l'assemblage des quatre acteurs immuables de toute l'histoire du monde : le peuple, le prêtre, le prince et le marchand. Quatre acteurs impliqués dans la vie de la cité ainsi que dans la vie à l'extérieur de la cité.

Le peuple, avant le prince, est le premier acteur de la cité et de la vie internationale.

Le passage de la préhistoire à l'histoire a été la longue transition du passage des tribus, première forme d'organisation sociale rassemblant des familles et des clans, aux peuples, les premiers acteurs de l'histoire du monde, les fondateurs de la cité. Les peuples, formés à partir des agriculteurs et des artisans sédentarisés sur un territoire, vont s'identifier à un *topos*, un territoire sacralisé, protégé le plus souvent par des murailles et des portes sacrées, ancêtres de la déesse grecque du foyer, Hestia, et des bornes romaines protégées par le dieu Terme. Tout occupés au travail de la terre et des matériaux, ils vont se souder par la langue et la religion. Ils vont se sédimenter par un lieu et une histoire, une carte et une légende, des ancêtres et des ennemis, autour d'une *affectio societatis*, d'une volonté collective de s'associer. Le sentiment d'une identité culturelle fondée sur l'attachement à une terre, une langue, une religion, un mode de vie, nourrissant le rejet des divers « agresseurs », conduisant à la distinction du « nous » et des « autres », vient fonder la première dimension de la vie internationale.

 Le deuxième acteur de la cité-État sumérienne est le prêtre. En Mésopotamie, contrairement à la Chine antique, le religieux, surgi du peuple, a précédé le politique.

Le peuple sumérien est convaincu qu'il a gagné la terre sur les eaux, l'entourant grâce au dieu-poisson Enki, et qu'il travaille cette terre

protégée des eaux au service des dieux. La sacralité est le ciment de la cité et de la civilisation sumériennes. Le prêtre, par le fait qu'il est l'intermédiaire direct entre le peuple et les dieux tout puissants, dirige le peuple, avant l'avènement des premiers rois. Ces panthéons bâtis par chaque peuple les sépareront encore un peu plus les uns des autres.

« Toute représentation théologique est une représentation polémologique, tous les dieux, qu'ils soient plusieurs ou un, aiment la guerre », dira l'historien des religions J.- F. Colosimo. Le religieux et, de façon élargie, le sacré sous différentes formes, dont celles des religieux civils et des grandes idéologies, ne vont plus jamais quitter la vie de la cité et, partant, la vie internationale.

 Le troisième acteur de la cité-État sumérienne sera le prince qui est, en l'occurrence, un roi, issu des notables de la ville. Désormais, l'autorité est devenue pouvoir. Le meneur, le chef de tribu responsable, est devenu prince en se dégageant du peuple, mais avec l'assentiment du peuple et du prêtre. Le pouvoir du prince ne sera pas absolu ni détaché des autres acteurs de la cité. Un contrat social implicite existe entre le peuple et le prince, perçu comme le représentant des dieux sur la terre. Le palais du roi est bâti à proximité du temple principal de la ville. Il y a osmose entre la dévotion, la cohésion sociale et la légitimité politique.

Mais il se produira un fait essentiel dans l'histoire politique de Sumer.

Le roi Sargon accomplira une révolution politique en faisant passer le pouvoir des prêtres-rois à un roi-prêtre. Sumer est sortie de la théocratie pour faire vivre un régime politique laïcisé, le pouvoir monarchique doté du pouvoir régalien. Ce que l'on appellera à Rome le pouvoir régalien a été inventé par Sumer. Le roi, après s'être dissocié du prêtre, va établir sous son contrôle le guerrier, le fonctionnaire et le juge, soit l'instrument de la guerre, l'instrument de l'administration et l'instrument de la justice, dont le futur Code d'Hammourabi sera l'illustration la plus éclatante.

Ce faisant, Sumer vient créer dans l'histoire la future définition wébérienne de l'État, l'entité qui détient le monopole de la force

organisée à l'intérieur comme à l'extérieur. Sumer a bâti l'État dans sa substance, le fait de faire régner l'ordre public et de pratiquer la guerre.

Le quatrième acteur de l'État sumérien est le marchand, le « négociant-voyageur » dont parlera F. Braudel. Sumer va créer la première forme d'une économie d'échange évoluée.

L'« *homo oeconomicus* » est l'homme naturel, avant l'« *homo politicus* », car l'homme recherche d'abord et avant tout son intérêt et son bonheur personnel. L'homme recherchera naturellement le profit maximal de sa production ou de son argent. A. Smith fait observer que, dès l'Antiquité et les économies primitives, le processus de l'enrichissement du capital, substrat du capitalisme, existera.

 De Sumer à Sinbad le marin, des Médicis et de Jacques Cœur aux grandes familles de notre époque, la recherche de la fortune par le commerce et la manipulation de l'argent a créé un pouvoir particulier, le pouvoir marchand, d'une nature toute différente du pouvoir régalien. Tocqueville a bien dit les choses en parlant des « **mœurs commerciales** ». **Le pouvoir marchand se plaît aux compromis, fuit la colère et l'éclat, est patient, souple, insinuant.**

Le marchand va habiter un quartier spécifique de la ville, le *karum*. Il va sortir de la cité pour commercer avec l'extérieur. L'échange se fera aussi bien au sein de la cité qu'au-delà, au sein de l'Empire et au-delà de l'Empire, vers les contrées extérieures lointaines avec lesquelles le marchand sumérien commerce au nom de la cité ou pour lui-même.

Le marchand négociant sumérien sera l'aube du capitalisme. Il va manier l'argent substitué au cuivre et au bronze, pratiquer le billet à ordre, la lettre de change, le paiement par compensation, bref tous les instruments de base du futur capitalisme. Le marchand-négociant mésopotamien a cette particularité d'avoir un pied dans la cité et un pied en dehors. Tantôt il s'appuiera sur le prince ou sera soutenu par le prince qui aura besoin de lui, et tantôt il prendra ses distances d'avec sa cité lorsque cela l'arrangera, lorsqu'il nouera par exemple des relations personnelles avec d'autres princes ou avec d'autres cités.

Ce statut du marchand-négociant sumérien annonce le statut particulier qui sera celui du futur capitaliste, tout à la fois appartenant à un État et extérieur à tout État, battant pavillon national, mais battant également pavillon mondial.

Il faut en donner raison à Adam Smith. Il existe une nature humaine invariante mue par l'intérêt personnel. L'*homo oeconomicus* recherche naturellement le profit personnel et, si l'intérêt est naturel, la recherche du profit maximal sera naturelle et le capitalisme sera le régime naturel d'une économie évoluée. Dans *La Richesse des nations*, A. Smith a fait observer que, dès l'Antiquité et les économies primitives, il existait trois facteurs de production distincts, le travail, le capital et la terre, et une rémunération spécifique de chacun par le salaire, le profit et la rente foncière. Le processus de l'enrichissement du capital, élément premier du capitalisme, remonte à Sumer.

 L'État est né à Sumer, de la congruence entre un peuple situé sur un territoire et porteur d'une identité et d'une culture, un prêtre gérant le sacré, un prince exerçant le pouvoir dans la cité et la puissance à l'extérieur de la cité, et un marchand pratiquant l'échange économique et recherchant le profit financier.

 Il en est encore ainsi aujourd'hui. L'histoire nous montrera que l'État a toujours été, autour d'un territoire, l'assemblage d'un peuple, d'un sacré, d'un prince et d'un marchand.

Dès lors, il va naître, par ces quatre acteurs assemblés dans l'État-cité, la première forme d'une vie internationale organisée. Le peuple agira par la défense de son identité face aux « autres ». Le prêtre agira par la défense ou l'exportation de son panthéon religieux. Le prince agira par la défense ou par l'extension de la cité jusqu'à l'empire. Le marchand agira par son commerce lointain.

 De Sumer à nos jours, la vie internationale ne s'est jamais résumée à la vie diplomatique de l'État au sens étroit. Elle a été d'emblée l'action des sociétés et des peuples, l'influence des cultures et des religions,

l'activité des marchands et, bien sûr, l'action des princes, projetées à l'extérieur de la cité.

Sumer inventera les modes d'action de la vie internationale : la guerre et la diplomatie, par les premiers envoyés diplomatiques auprès des autres cités et par le développement d'une politique d'alliances matrimoniales ou politiques, mais aussi l'empire et le commerce.

Dans la première période historique de Sumer, on est dans une sorte de système multipolaire, un peu comparable à ce que sera l'Europe des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Dans cette époque multipolaire des premières cités-États, les rois sumériens alterneront entre la guerre et la paix, selon leurs humeurs agressives ou pacifiques et selon les menaces auxquelles ils sont confrontés de la part des cités et des royaumes voisins, des cités élamites et kassites de l'Iran à l'Est, de Suse, d'Assur et de Ninive au Nord, des royaumes sémites à l'Ouest, dont Mari.

Puis, dans son expansion, Sumer évoluera de la cité-État à l'empire. Un empire peut être bâti et géré de façon fort différente. Il peut être « dur » ou « doux ». Sumer concevra les deux formes d'empire.

Sargon, appelé « le roi des quatre directions », bâtit vers 2300 le premier empire de l'histoire, de l'Éthiopie à l'Inde, par la guerre et la vassalité. Mais, après la phase de la conquête territoriale, il développera une politique basée essentiellement sur une puissance économique et une hégémonie culturelle. L'échange des produits de l'agriculture et de l'industrie artisanale sumérienne contre les métaux et les bois nécessaires à Sumer, accompagné du développement d'une production artistique exportable, la poterie de Sumer, diffusée dans l'ensemble du Croissant fertile, vont être la première mondialisation économique s'étendant vers l'Indus, l'Iran, le Bahreïn, la Syrie. Les négociants marchands de Sumer, soutenus par Sargon, ont accompli les premiers pas de l'histoire du capitalisme mondialisé. Sous l'égide du dieu d'Enki, celui qui a décidé de l'ordre du monde, et par la diffusion de la langue et de l'écriture, la civilisation sumérienne vivra bien au-delà de Sumer. Pour la première fois, une culture va faire civilisation.

Le Second Empire sumérien, bâti sous la III^e dynastie akkadienne d'Ur, sera un empire très « doux ».

Il s'agira d'un empire concentrique, dont le cercle éloigné, de Mari à Suse, est celui de pays indépendants liés à Sumer par une politique d'alliance, et dont le cercle rapproché est celui de territoires administrés par des gouverneurs venant de Sumer, dont le cœur est un État très organisé autour d'un monarque, d'une administration efficiente, d'une économie très centralisée et d'un panthéon religieux liant le monarque et le peuple de Sumer.

Sumer a inventé, plus de trois mille ans avant l'Empire d'Alexandre puis l'Empire romain, l'hégémonie culturelle, forme achevée de la puissance douce. Durant les mille années de l'histoire sumérienne, s'est bâtie la première grande civilisation de l'humanité par l'écriture, les premières grandes épopées mythologiques de l'humanité avec l'épopée de Gilgamesh, le premier religieux organisé dans le panthéon sumérien établi à Nippur, la capitale religieuse de Sumer, à l'origine de toutes les autres religions du Moyen-Orient aux II^e et I^{er} millénaires, les fondements de la politique par la cité, les premières idées de justice et de légalité. Ce couple puissance-civilisation, inventé par Sumer, cette combinaison d'une puissance impériale classique et de la diffusion d'une civilisation, sera désormais présent dans toute l'histoire du monde. Après Sumer, l'Empire perse de Cyrus, l'Empire romain de Cicéron et de Justinien, l'Empire islamique, le bref Empire carolingien, les quatre siècles de « l'Europe monde », « l'empire américain », sont tous des mondes formes d'une grande puissance soutenant une grande civilisation.

Le déclin du monde mésopotamien dans les derniers siècles avant notre ère coïncidera avec l'apogée de la puissance égyptienne et l'émergence du monde perse, les seuls mondes, avec le petit peuple juif, à avoir traversé toute l'histoire du monde.

Les trois vieux peuples : égyptien, juif et perse

L'Égypte où, selon Braudel, « il n'existe qu'un seul phénomène qui compte, la crue annuelle du Nil », se fondera sur le lien fabriqué entre un peuple paysan implanté sur le fleuve du Nil et un roi représentant le dieu Horus sur Terre. L'Égypte est immuable. Elle est demeurée largement aujourd'hui ce qu'elle est depuis cinq mille ans, ce pays où le fleuve et sa crue ont enfanté les terres, puis le peuple égyptien, puis les villes, puis les dieux et, enfin, le pharaon, figure politico-religieuse construite après que l'unité des deux Égyptes, la Haute et la Basse, a été accomplie vers 3200 par Narmer, le maître de la Haute-Égypte. L'Égypte connut cent quatre-vingt-dix rois et trente dynasties entre l'Ancien Empire de l'an 3000 et la basse époque de la conquête grecque. Dès 3000, il s'est bâti en Égypte non pas des cités ou un empire de cités, mais un peuple uni et un État centralisé et fort autour du pharaon et des prêtres.

La Perse, dont la première apparition politique sera le royaume d'Élam, contemporain de Sumer, sera progressivement construite sur le plateau iranien par la rencontre de deux populations, une population formée d'Aryens venus du Nord et la population des Mèdes venus de l'Ouest.

Alors que le puissant royaume des Mèdes domine le petit peuple perse, l'héritier du royaume perse, Cyrus, va vaincre le roi mède en 549, s'emparer de son royaume et unifier Perses et Mèdes. Cyrus va fonder la première grande dynastie perse, la dynastie achéménide. On peut considérer qu'à l'égal de l'Égypte, un État-nation est né avec les Achéménides. La construction de la capitale du nouvel État perse, Persépolis (« la cité de la Perse »), par le roi Darius, vers 500, illustrera la naissance de ce nouvel État-nation, le plus ancien avec l'Égypte.

Il traversera toute l'histoire jusqu'à aujourd'hui. La Perse sera d'abord la longue histoire d'une civilisation particulière, imperméable à toute

absorption. Elle sera permanente, « cette civilisation unique surgie entre la Caspienne et le Golfe, le Sind et l'Euphrate, qui a survécu à l'hellénisation d'Alexandrie, à la romanisation de Constantin, à l'arabisation d'Omar, à la russification de Catherine, à l'européanisation de Victoria » (J.-F. Colosimo). L'Iran est un peuple et une civilisation résilients, même s'ils ont beaucoup subi.

La Perse est également une volonté impériale.

Alors qu'à cette époque l'Orient est dominé par deux puissances, l'Égypte et le royaume néobabylonien de Nabuchodonosor, d'entrée de jeu, Cyrus a vu grand pour le jeune État perse en en faisant l'épicentre d'un grand empire qui dominera l'Orient tout entier, de la Méditerranée en allant combattre le roi de Lydie Crésus afin de s'emparer de la côte phénicienne, de l'Asie Mineure et des villes égéennes, à la conquête des territoires à l'est de la Perse jusqu'à l'Indus et la route de la soie. Il lui restera à s'emparer du royaume babylonien en 539 pour devenir en moins de dix ans le maître de tout l'Orient, sauf l'Égypte, le « grand roi » du premier empire universel. Son fils Cambyse parachèvera ce processus en faisant la conquête de l'Égypte. Le symbole de cet immense empire sera la voie royale bâtie sur 3 000 kilomètres entre Méditerranée et Indus.

La Perse, aujourd'hui comme hier, est l'histoire d'un mouvement tectonique vers l'ouest lié à ce que J.-F. Colosimo a appelé son « complexe obsidional » et son objectif de constitution de la « durable voussure persane ».

Cyrus construira un empire qui rompra totalement avec les empires babyloniens en revenant au modèle impérial sumérien, c'est-à-dire un empire « doux », respectueux des identités, des mœurs, des cultures et des religions des peuples conquis, favorisant l'intégration à la gestion de l'Empire des élites locales. La plus forte illustration en sera la libération du peuple hébreu déporté à Babylone et l'aide apportée à la reconstruction du Temple de Jérusalem.

Le peuple juif est l'un des peuples apparus à l'âge du bronze sur la terre de Canaan. Loin d'être le peuple décrit par le récit biblique, les

Hébreux se sont constitués en peuple à partir des XIII^e-XII^e siècles par le transfert de certaines tribus cananéennes vers les collines centrales désertiques de Judée et de Samarie et la création d'une nouvelle culture. Puis ce nouveau peuple va se constituer en État au X^e siècle en édifiant une cité-État monarchique autour du site de Jérusalem et, surtout, en se donnant une religion révolutionnaire avec la proclamation d'un dieu unique, Yahvé. Le peuple hébreu développera et codifiera sa religion nationale monothéiste aux VI^e-V^e siècles par les réformes de Josias, Esdras et Néhémie et l'écriture de la Bible, sa « saga nationale ». Ainsi, sont apparus successivement entre 1100 et 600 un peuple, un État et une religion nationale.

Ce mini-État aurait pu être l'un des nombreux royaumes cananéens apparus dans le Croissant fertile du I^{er} millénaire et disparu par la suite. Mais alors que Cananéens, Philistins et Phéniciens se sont fondus dans des ensembles divers et ont disparu en tant que cités-États, le peuple juif est resté tel quel. Le peuple juif sera le seul de tous les peuples de la région à avoir réussi à survivre aux différentes vagues guerrières assyrienne, babylonienne, égyptienne et perse, aux occupations, expulsions et exodes. Les menées impériales successives organiseront la première déportation des dix tribus d'Israël en Assyrie puis, en 587, la destruction du Premier Temple de Jérusalem et la seconde déportation en Babylonie. Le peuple juif est vraiment né sur les rives de Babylone, en implorant son dieu Yahvé de le faire revenir à Jérusalem. L'empereur de Perse Cyrus permettra ce retour à Sion.

Ce peuple sera un État mille ans durant, de David à la dynastie hasmonéenne, ce qui n'est pas rien, avant d'être expulsé de sa terre par la Rome de Titus et rayé de la carte pendant dix-huit siècles. Ce « petit » peuple a acquis dans les épreuves une résilience unique. B. Porcel parlera fort justement de la « persistance fibreuse » de l'identité juive. Ce qui va assurer la survie et l'unité du peuple hébreu durant ces siècles de tourmente et construire sa résilience sera sa religion, son monothéisme national autour de la figure de Yahvé.

Alors que tous les peuples et civilisations de l'ère mésopotamienne auront été engloutis dans les tempêtes de l'histoire, les trois « intrus » que sont la Perse, l'Égypte et Israël ont survécu parce qu'ils sont devenus très vite des peuples unis, solides, constitués autour d'une terre, d'une langue, d'un religieux et d'un chef. Perses, Égyptiens et Juifs ont constitué les premières véritables « nations » de l'humanité. Les premiers pharaons, Cyrus et la dynastie achéménide, David et Salomon, ont été les clés d'ogive de constructions « nationales » précoces et durables.

CHAPITRE 2

La Chine, le plus vieil État du monde

3000 av. J.-C. – 200 apr. J.-C.

Tandis que le monde mésopotamien s'est fait et défait entre les cités et les empires successifs, la Chine est apparue, telle qu'en elle-même, une et immense, bâtie autour d'une langue écrite commune à l'ensemble des populations installées, devenant très vite une civilisation complète, mais pratiquant « l'entre-soi ». La Chine est, avec l'Égypte, le plus vieil État de notre monde.

Au début du III^e millénaire, la Chine était composée de plusieurs centres de peuplement situés autour des vallées fluviales et au loin des vallées fluviales, du Sichuan à l'ouest au Hunan au Sud. Il va se développer très vite des échanges humains et culturels entre ces divers groupes de populations.

Le « modèle » chinois sera celui de la construction, au sein des populations paysannes majoritairement Han des grandes plaines du centre et du Nord, d'un système étatique tout à fait particulier assis sur la culture d'un peuple et sur l'union de ce peuple avec un prince. Civilisation et État se sont bâtis ensemble très tôt, l'un par l'autre, pour constituer un ensemble totalement homogène.

Il émergera en Chine une langue commune très particulière faite de pictogrammes, une langue totalement « conceptuelle », le mandarin et ses dialectes dérivés. Cette langue imagée faite de milliers de pictogrammes donnera naissance aux mandarins, l'élite sociale et administrative formée parmi les lettres.

D'autre part, à la grande différence de la culture mésopotamienne qui « a inventé dieu » et dont s'inspireront toutes les cultures sémites du Moyen-Orient et de Méditerranée, la culture chinoise se satisfera d'une cosmogonie, sans qu'il soit nécessaire d'y rajouter un mythe de la création, un législateur suprême, une cause première. Cette culture cosmogonique de la cohérence de la totalité est articulée sur la triade immémoriale *tianturen* : sous le ciel, le *tian*, il y a la terre, le *tu* et, sous le ciel et sur la terre, il y a l'homme, le *ren*, produit de l'un et de l'autre. Une telle conception nourrira les principes d'autorité et d'obéissance partagée par l'ensemble des populations, le respect de la hiérarchie d'un ordre familial et social, un rituel codifié entretenu par l'éducation familiale et les chefs de lignage.

En parallèle, il se bâtira un pouvoir politique centralisé, celui d'un empereur. Si le religieux en tant que tel ne sera jamais un paramètre important de la vie chinoise, comme dans toute société, la société chinoise aura un sacré. Ce sacré est rendu nécessaire pour asseoir la légitimité de l'empereur auprès des nombreux princes féodaux qui gouvernent les provinces de cet immense empire.

Il faudra du temps à l'Empire pour s'étendre à la Chine du Sud. Les empereurs des premières dynasties, datées du II^e millénaire avant notre ère, notamment les Shang, n'auront de cesse d'élargir du Nord au Sud l'État initial bâti dans la zone centrale du Fleuve Jaune et étendu jusqu'au grand fleuve du Sud, le Yang-Tsé-Kiang, le Fleuve Bleu.

Très tôt, les Chinois ont parlé d'eux-mêmes comme étant « l'intérieur », distingué de l'extérieur.

Ce sentiment profond d'être le « milieu » de l'univers, tout en étant distinct et différent du reste de l'univers, habitera d'emblée la mentalité

chinoise et ne la quittera plus. La Chine s'est toujours perçue et se perçoit encore aujourd'hui comme « un îlot de culture » entouré par un océan de « barbares ». Ce « culturalisme » chinois très fort, nourri de la conviction de l'ensemble du peuple d'avoir un mode de vie supérieur, comparable au futur « nationalisme » de la Grèce antique et forgé face aux « barbares » de la Perse, fut de tout temps le terreau de la vieille nation chinoise.

C'est la dynastie des Zhou, vers l'an 1000, qui construira l'Empire par une combinaison de féodalité et de sacralité du monarque. Avec le plein assentiment du peuple, l'empereur est doté d'un « mandat du ciel » et l'empereur est appelé « le fils du ciel ». Il s'agit d'une vision totalement absolue et centripète du pouvoir. Le prince est sacralisé et devient donc également le « prêtre ». Quant à la stabilité de l'État, elle est assurée par la culture bureaucratique de l'élite mandarinale, formée de ceux qui ont une connaissance parfaite de l'écriture et des codes sociaux, une élite dévouée au service de l'empereur.

Cette civilisation « forte » et cet État princier sacralisé, malgré de longues périodes de faiblesse, auront une extraordinaire continuité tout au long de la longue histoire de cinq mille ans de la Chine. La légitimité cosmogonique d'un empereur « fils du ciel » maître de la Chine monde durera formellement jusqu'au dernier empereur de Chine du xx^e siècle. La révolution communiste de 1949 n'a pas détruit cette culture politique chinoise. Il est évident que les dirigeants communistes, et notamment Mao Tsé-Toung, ont hérité d'une certaine façon de cette aura de « fils du ciel ».

Cela dit, l'État chinois ne réussira jamais à se stabiliser complètement dans son territoire. Une fragile balance des forces s'établira entre des royaumes régionaux, formés des terres données et gérées par des familles, et l'empereur. Entre 700 et 200, la Chine va connaître une longue période de troubles et d'affaiblissement de l'Empire dans les périodes des « printemps et automnes » puis des « royaumes combattants ». La Chine se disloquera alors entre les principautés du centre, tenues par l'empereur, et les multiples principautés de la périphérie qui prospèrent à l'abri de leurs murailles et de leurs capitales.

À l'image d'autres civilisations qui ont produit leurs chefs-d'œuvre dans leurs périodes les plus critiques, c'est au cours de cette longue période chaotique « des printemps et des automnes » puis des « royaumes combattants » que la Chine va concevoir une pensée philosophique et politique fondatrice, restée jusqu'à aujourd'hui, en dépit des révolutions politiques, la matrice culturelle du peuple et des princes chinois.

À cette époque, la demande de paix et d'ordre est grande au sein de la population chinoise. Des réponses vont y être apportées par les deux courants du confucianisme et du taoïsme.

Plus qu'une morale et un humanisme fondés sur le perfectionnement constant de l'homme par lui-même, qui ont séduit les penseurs occidentaux, le confucianisme est avant tout une réponse donnée face au désordre politique et social de l'époque par l'affirmation d'un conservatisme social profond. Confucius développe l'idée d'une organisation sociale fondée sur l'ordre cosmique intégré par la société chinoise et sur l'organisation hiérarchique qui en découle. Un rôle est assigné à chaque individu, lequel sait la conduite qu'il doit tenir. Confucius établit un modèle d'autorité masculine indiscuté, exprimé dans toute la vie sociale par l'autorité du père de famille et par l'empereur au sommet de la grande famille qu'est le peuple chinois. Ce qui a conduit M. Weber à définir l'État chinois comme étant « un État familial ». Confucius, « par la valorisation de l'âge sur la jeunesse, du passé sur le présent, de l'autorité établie sur la nouveauté, a établi une réponse au problème de la stabilité sociale par le système conservateur le plus accompli » (J. Fairbank).

Cette pensée confucéenne sera intériorisée par le peuple chinois de façon telle qu'elle deviendra tout au long des millénaires la meilleure garantie de la stabilité de la société et de la force du prince. Certes, ce dernier est théoriquement soumis aux devoirs de justice et de vertu. Certes, les révoltes paysannes contre les princes « injustes » seront fréquentes. Mais, de siècle en siècle, jusqu'à aujourd'hui, le confucianisme

aura été et demeure un code culturel de soumission hiérarchique conférant ainsi une légitimité incomparable au « fils du ciel ».

On comprend aisément pourquoi les actuels dirigeants de la Chine ont remis à l'honneur Confucius. En venant affirmer que le confucianisme constitue « l'idéologie culturelle de la Chine d'aujourd'hui », Xi Jinping vient le consacrer comme la religion civile d'un État formellement communiste.

Mais la Chine est plus complexe que cela. Elle est confucéenne, mais également taoïste.

Le taoïsme est l'antithèse du confucianisme. Le taoïsme, à la différence du confucianisme, développé par les lettres et l'élite administrative des mandarins entourant l'empereur, est né dans le peuple. Le taoïsme procède de traditions populaires rejetées par le confucianisme, énoncées par Lao Tseu, et surtout développées par Zhuangzi. Le taoïsme va devenir le réceptacle de croyances et de pratiques populaires contraires au rationalisme confucéen, tels l'alchimie, la magie, l'animisme, l'antique médecine chinoise, mais aussi le mysticisme. Le taoïsme de Zhuangzi procédera d'une vision relativiste du monde et de la société.

Face à la sagesse active et organisationnelle du confucianisme, la sagesse du taoïsme sera une sagesse passive du relativisme et du scepticisme, de « l'agir par le non-agir ». Le principe cosmique, la voie du *tao*, règne sur l'univers et il ne sert rien d'agir. Le taoïsme est une philosophie du laisser-faire où chacun doit suivre sa voie, sa nature intime, sans essayer de la rationaliser ou de combattre contre l'expérience de l'existence. Il est une philosophie du retrait, de la critique du politique et du renoncement.

On le voit bien, la philosophie chinoise d'un Confucius et d'un Zhuangzi est une philosophie du « comment ? », et non pas du « pourquoi ? », à l'image du pragmatisme et de la préoccupation du présent qui ont toujours animé la culture chinoise.

Au bout des cinq siècles de troubles et de guerre civile entre les royaumes, vers 220 avant notre ère, la Chine va réussir à se reconstruire,

plus forte qu'auparavant. Durant les siècles des « royaumes combattants », les cent soixante-dix principautés de la féodalité chinoise se sont réduites à sept royaumes. Ceux-ci vont alors se combattre pour assurer chacun sa prédominance. La victoire reviendra au royaume Qin, installé comme la précédente dynastie Zhou sur les terres nord-ouest de l'Empire.

La dynastie Qin sera très courte, mais essentielle.

Se faisant nommer le « premier empereur de Chine », avec l'appellation de « *Qin shi huangdi* », unifiant la monnaie et l'écriture, imposant le confucianisme en tant qu'armature culturelle de la société et de l'État, commençant la construction de la grande muraille destinée à se protéger des envahisseurs de l'Asie Centrale, remplaçant le pouvoir féodal des royaumes par une organisation bureaucratique de fonctionnaires d'État, la dynastie Qin fera faire un bond en avant considérable à la Chine antique. Mao Tsé-Toung fit de la dynastie Qin la seule référence impériale légitime. Il y a bien eu une Chine d'avant la dynastie Qin et une Chine d'après.

La Chine aura été d'une précocité exceptionnelle. J. Fairbank fait remarquer à juste titre qu'un État autocratique pourvu d'institutions bureaucratiques, d'archives, d'un recrutement de fonctionnaires au mérite ou par concours, assurant un contrôle centralisé de l'économie et de la société, n'apparaîtra ailleurs que près de deux mille ans plus tard, dans l'Europe du XVII^e siècle.

Les successeurs de la dynastie Qin, les Han, dont la dynastie s'étendra sur quatre siècles et dont le grand personnage sera l'empereur Wu qui régnera cinquante-trois ans et est comparable dans son action à celle du Roi-Soleil français, auront une préoccupation majeure, la continuation de l'action de la dynastie précédente quant à l'unification et la centralisation de la Chine par la combinaison d'un gouvernement centralisé autour de l'empereur et d'une idéologie nationale autour du confucianisme, devenu la doctrine officielle de l'Empire.

Mais, surtout, la dynastie Han définira la relation entre la Chine et l'extérieur.

Elle consacra le *Zhongguo*, le concept chinois traditionnel pour parler de la Chine. Le *Zhongguo* est le pays du milieu, le centre du monde entouré seulement des quatre océans. La Chine impériale antique se définit comme le carré inscrit dans le cercle, c'est-à-dire la terre inscrite dans le ciel. Ce carré et ce cercle sont reproduits dans toutes les représentations cosmologiques, du temple de la capitale aux confins des provinces de l'Empire.

Face aux tribus nomades turques, la dynastie Han va consolider, par la guerre et le prolongement de la grande muraille, la frontière nord de l'Empire en Mandchourie, tout en négociant avec certaines de ces tribus. La Chine bâtie par la dynastie des Han, des plaines du nord de la Mandchourie au Yunnan méridional, du Sinkiang à l'Ouest aux mers de Chine, engloba toutes les Chines du Nord et du Sud. L'Empire est désormais configuré sur un territoire qui ne bougera plus, un territoire qui est aussi grand que le futur Empire romain.

D'autre part, les Han ouvrirent la Chine vers l'Occident, c'est-à-dire les mondes de l'Ouest jusqu'à la Méditerranée, et ce par un ensemble de pistes permettant de faire le commerce de la soie, monopole d'État chinois à l'époque, mais aussi celui d'autres produits, le musc, la porcelaine, l'ambre. Les Han ouvrirent ainsi la première route de la soie, qui reprend en fait l'ancien itinéraire du commerce du jade, partant de Xian, la ville capitale de l'Empire, pour se diriger vers l'Inde ou la Perse par le port de Dzoungarie, réutilisée aujourd'hui pour les nouvelles routes de la soie, puis par Samarcande et Boukhara. C'est par cette route de la soie que le bouddhisme indien arrivera en Chine, mais aussi que la Chine de la dernière période Han, au III^e siècle de notre ère, commence à établir des rapports réguliers avec les mondes perse et indien.

L'action extérieure de la dynastie Han est la première sortie de l'Empire du Milieu au-delà de lui-même, par l'édification d'une puissance commerciale extérieure. C'est le début de la longue histoire du couple du prince et du marchand en Chine, qui se reproduit aujourd'hui dans la

relation entre la dynastie actuelle du Parti communiste et le capitalisme chinois.

CHAPITRE 3

La Grèce antique

VIII^e siècle – III^e siècle av. J.-C.

Le cours de l'histoire va déplacer la vie internationale à l'ouest de la Méditerranée. L'histoire grecque avait débuté par la cité-État de Mycènes, fondée au XVII^e siècle par un peuple indo-européen. Liée à la civilisation crétoise, elle disparut au XII^e siècle. La Grèce de l'Antiquité aura d'abord une histoire culturelle, qui débutera au VIII^e siècle. C'est en 778, selon les historiens grecs, que se tiendront les premiers Jeux olympiques, lesquels réuniront les peuples dorien, ionien, achéen, éolien. Ces peuples rassemblent des populations installées en Égée depuis le néolithique et d'autres populations envahisseuses venues des Balkans ou d'Asie, faisant de l'Égée le lieu de rencontres de migrations d'Est et d'Ouest.

Mais ces peuples divers vont produire une langue commune, la *koinè*, formée à partir du dialecte attique. Le brassage progressif des populations aux VIII^e et VII^e siècles produira cette *koinè*. Et c'est cette *koinè* qui fondera une identité culturelle commune en permettant à ces différents peuples de se parler, de chanter et d'écrire leur mythologie nationale de la guerre de Troie, de nouer entre eux des liens forts.

L'ensemble de ces peuples d'origines diverses est devenu les Hellènes, terme générique désignant tous les peuples du monde égéen parlant la

koinè grecque, désormais synonyme d'une identité culturelle forte. Les cités grecques seront toujours très conscientes de leur commune distinction d'avec les autres peuples, les barbares, ceux qui émettent des sons inintelligibles, des *bar-bar*.

Mais cette identité culturelle hellénique ne se traduira jamais par une unité politique. La Grèce antique, comme l'ancienne Mésopotamie, se bâtera politiquement autour d'une multiplicité de cités constituées par le rassemblement de villages ou de populations dispersées. Chaque cité aura ses lieux publics religieux et « laïcs » que sont le temple et l'agora et établira un gouvernement politique, lequel glissera très vite de la monarchie à une oligarchie formée des propriétaires fonciers.

Le monde grec connaîtra au v^e siècle deux moments successifs importants, les guerres médiques et la guerre du Péloponnèse. Ceux-ci produiront les deux premières grandes réflexions sur la vie internationale.

Darius, dans son ambition impériale en Méditerranée, veut pousser son avantage jusqu'au bout en cherchant à s'assurer le contrôle de l'ensemble de la mer Égée. C'est le début des dix années des guerres médiques relatées par Hérodote et dont l'aboutissement sera la victoire des cités grecques à Marathon, aux Thermopyles et à Salamine.

Alors que cet affrontement sera somme toute assez marginal pour le jeune Empire perse, les Grecs feront des guerres médiques un vaste conflit civilisationnel. Cette guerre contre les Perses provoquera au sein des élites et des populations des cités grecques une prise de conscience de leur hellénisme.

Les Grecs cristalliseront cette identité culturelle par leur attachement au caractère sacré du sanctuaire de Delphes, l'*omphalos*, considéré comme le centre du monde civilisé. Les Grecs feront des guerres médiques l'affrontement du « nous contre eux », la victoire des Grecs contre les barbares, c'est-à-dire non pas des « sauvages », mais, au contraire, une civilisation différente perçue comme hostile.

Hérodote rendra compte de l'histoire des guerres médiques dans les neuf livres de son ouvrage intitulé *Historie*, c'est-à-dire « enquête ».

Tentant de comprendre les origines de ces guerres entre le peuple grec et le monde « barbare », il vient bâtir la première définition explicite de l'hellénité en affirmant que ce qui fait qu'on est grec par rapport à « l'autre » renvoie au sang, à la langue, au sanctuaire et aux mœurs. Ces quatre traits caractéristiques que sont la nation, la langue, la religion et la culture peuvent être appelés les « quatre paramètres culturels d'Hérodote », selon le philosophe libanais Bahjat Rizk. Hérodote considère que la guerre entre les Grecs et les Perses n'est pas une simple guerre politique ou territoriale, mais un conflit beaucoup plus profond, plus vital, entre « nous » et « eux », par le choc civilisationnel des deux grandes cultures du monde de son époque. Les guerres médiques seront la première grande production historique d'une « guerre des civilisations ».

Mais son analyse ira bien au-delà.

Par de longs et multiples voyages sur le terrain dans l'ensemble du monde connu de son époque, de la « Libye », nom donné par les Grecs à l'Afrique, à la Perse, il va découvrir la diversité et la richesse des civilisations barbares et il va souligner à quel point les rapports noués entre les peuples de son époque sont avant tout des rapports et des conflits de culture et non pas des conflits de frontières.

L'historien géographe grec, en mettant en valeur les supports d'identité des différentes civilisations, vient ainsi affirmer toute l'importance de la dimension culturaliste de la vie internationale. C'est ainsi qu'apparaît l'idée d'« Europe », le voyageur géographe devenu le premier cartographe, Hécatee de Milet avait déjà dessiné un monde au cœur duquel se trouvait la civilisation grecque face aux autres continents de l'Asie, dominée par la Perse, et de l'Afrique connue alors sous le nom de « Libye ». Hérodote et, après lui, Strabon s'en inspireront.

Mais Hérodote sera également celui qui analysera la dimension « humaine » de la vie internationale. À la suite d'Homère, mais de façon historique et non légendaire, par son analyse fouillée du comportement des rois et des conseillers, par l'importance qu'il accorde aux ressorts humains irrationnels dans les décisions du prince, Hérodote élabore la

toute première analyse sur le rôle du *thumos*, la partie colérique de l'âme dénoncée par Platon. En soulignant le rôle de la vengeance, des folles colères ou encore de l'avidité et de l'appât de l'or, Hérodote a été le premier concepteur de la « théorie des passions ».

Quelques années après la victoire de la coalition hellène contre la Perse de Darius, la « grande guerre » du Péloponnèse éclatera entre les deux grandes cités d'Athènes et de Sparte, dont Thucydide puis Xénophon avec ses *Helléniques* écriront l'histoire et chercheront à analyser les ressorts.

☞ Athènes, après avoir constitué avec de nombreuses autres cités la ligue de Délos destinée à repousser le « barbare » perse, changera d'attitude. Elle passera de la stratégie d'alliance entre cités à une volonté de domination sans partage, un *hegemon*.

☞ Thucydide, par l'histoire du conflit entre Sparte et Athènes entre 431 et 404 qu'il analyse dans *La Guerre du Péloponnèse*, apportera une réflexion sur la vie internationale complémentaire de celle d'Hérodote. Il va chercher à comprendre les raisons qui ont poussé les deux cités à se heurter si durement, alors qu'elles auraient pu vivre en paix côte à côte dans la satisfaction de leurs puissances respectives.

Il va trouver l'explication essentielle du conflit dans l'impérialisme athénien, dont il fait, selon sa propre expression, « la cause la plus vraie ». Il constate l'*hubris* de la cité athénienne, sa volonté de domination absolue qui va la conduire, pour sa perte, à la guerre du Péloponnèse. Le fait pour Athènes d'avoir acquis un empire la condamne à poursuivre dans cette voie. ☞ la guerre trouve à son origine l'excès de puissance d'une cité devenue sûre de sa force et ivre d'ambition, convaincue à l'image de Périclès et d'Alcibiade d'être l'esprit qui devait diriger le corps de la Grèce. Le nationalisme démesuré d'une cité athénienne décidée à faire l'unité de la Grèce autour d'elle sera plus fort que l'appartenance à une civilisation commune. Le cycle de la guerre est alors amorcé par la dialectique de l'ambition dévorante du plus puissant et de la peur accrue des cités voisines.

En élaborant la toute première analyse de la puissance et de la domination, Thucydide ouvre la voie au paradigme « classique » des relations internationales fondé sur la toute-puissance de l'État dans une anarchie internationale, conduisant à la domination des acteurs impériaux.

 Athènes, la toute-puissante et la plus riche, échouera. La guerre du Péloponnèse sera pour la Grèce, à l'image de la Première Guerre mondiale pour l'Europe, une entreprise de suicide, le signe de l'épuisement historique d'un monde où les nationalismes exacerbés viendront l'emporter sur une civilisation commune et mettront à bas la puissance politique de ses acteurs.

L'ensemble du monde grec fut épuisé par cette longue, meurtrière et coûteuse guerre. La Grèce, affaiblie durablement, devra céder devant le « barbare » qu'est le jeune royaume macédonien de Philippe et de son fils Alexandre. Ce dernier aura l'opportunité de mener son rêve impérial en commençant par la subjugation de la Grèce à Chéronée en 338.

Aux côtés de la production du conflit civilisationnel et de l'impérialisme de l'État, le monde grec apportera deux autres éléments essentiels à l'histoire de la vie internationale.

Par l'invention de la démocratie et de la philosophie, la Grèce antique a fabriqué les toutes premières briques du futur monde occidental.

Pour la première fois au sein de l'humanité, nourrie de l'action menée par les réformateurs que sont Dracon, Solon et Clisthène pour élargir la base du régime oligarchique existant, il va surgir entre les VIII^e et VI^e siècles au sein de l'agora athénienne une réflexion sur la meilleure gestion de la cité. Les cités-États grecques comprendront bien les éléments constitutifs de tout État que sont le peuple, le prêtre, le prince et le marchand. Mais le fossé était abyssal entre le roi sumérien ou l'empereur chinois, fils du soleil, et leurs peuples. Les citoyens athéniens inventeront la *polis*, l'art de la gestion de la cité par l'homme. Il n'y a plus seulement, au sein de la cité, le pouvoir du prêtre et le pouvoir du prince. Apparaît le pouvoir du *demos*, le peuple. Certes, époque oblige, le peuple du *demos* n'est pas le

peuple tout entier, le *populus*. Cela dit, pour la première fois dans l'histoire du monde, le peuple a formellement droit de cité, jusqu'à l'exercice direct du pouvoir dans la cité par le régime de la démocratie.

La démocratie athénienne produit la première forme des futurs États-nations modernes. Pour la première fois, un peuple intervient activement dans son histoire, à l'intérieur de la cité par l'exercice de la vie démocratique sur l'agora et à l'extérieur par le patriotisme grec uni dans les guerres médiques contre les Perses.

Aristote théoriserait cette révolution politique en affirmant que la nature de l'homme est d'avoir une « sociabilité naturelle », que celle-ci doit conduire à considérer la cité-État comme la communauté naturelle la plus élevée pour le bien des hommes et que le régime de la démocratie doit s'inscrire parmi les divers régimes politiques possibles.

La démocratie athénienne mourra. Mais l'idée démocratique ne disparaîtra plus.

Quant à la philosophie produite par les Grecs, elle prend le contre-pied de la cosmogonie descriptive chinoise, mais aussi de la mythologie et de la religion mésopotamienne, par une interrogation sur l'homme et son destin. La philosophie vient mettre au centre de l'univers non plus des dieux, des mythes ou le ciel, mais l'homme.

Le point de départ de la philosophie grecque est la démarche socratique apparue au ^v^e siècle, le dialogue constant sur toute croyance et vérité établie. Le point d'apogée en sera la révolution philosophique du stoïcisme de Zénon apparu au début du ⁱⁱⁱ^e siècle.

« L'école du portique » de Zénon vient affirmer l'idée, révolutionnaire dans un monde antique construit sur la toute-puissance légitime des cités et des peuples enfermés dans leurs cités face aux mondes « barbares », qu'il existe une humanité naturelle préexistant aux cités. Les stoïciens grecs viennent affirmer que le monde entier forme un grand État embrassant l'ensemble du genre humain, les différentes cités n'étant que les pierres d'un seul édifice. Par conséquent, un droit unique, le droit naturel, régit l'humanité. Dans son ouvrage sur *La République*, Zénon

viendra dire que les hommes ne devraient pas vivre répartis en cités et en peuples définis chacun par ses propres critères. À l'égal d'un troupeau nourri ensemble dans le même pâturage, sous une loi commune, tous les hommes ont un mode de vie unique, partagent un monde unique et sont donc des compatriotes, des concitoyens.

Cette philosophie du stoïcisme produite dans l'Athènes du III^e siècle est la toute première forme de la conception future de l'universalisme, d'une société universelle supérieure aux États et d'un droit naturel universel supérieur aux droits des États.

Ainsi, la Grèce antique a produit des « couples » encore opératoires, la guerre civilisationnelle et l'idée de l'universel, la démocratie et l'impérialisme de la cité.

La colonisation grecque conduira à un affrontement entre les cités grecques bâties en Méditerranée, les cités étrusques et les Carthaginois. Mais, en même temps, cette colonisation, comme toute colonisation, produira trois siècles durant une acculturation entre l'hellénisme et les « barbares » des côtes de la Méditerranée occidentale, de la Sicile à Marseille. La Grèce antique fut le premier père de la future Europe « occidentale ».

Par contre, l'Empire d'Alexandre, le plus vaste de l'Antiquité, fut aussi fulgurant dans sa construction que dans sa déconstruction. À la mort de son créateur, il se disloqua d'un coup en différents morceaux. À l'exception de la ville d'Alexandrie, devenue le lieu d'un cosmopolitisme exceptionnel, il n'eut donc pas le temps d'opérer une diffusion en profondeur de l'hellénisme en Orient, même s'il réussira à provoquer des chocs créatifs, comme en Inde.

L'histoire de la Grèce antique marque ainsi la première coupure entre un Occident naissant et un Orient riche de ses peuples et de ses cultures, mais immobile.

CHAPITRE 4

Rome, la naissance du monde européen

V^e siècle av. J.-C. – V^e siècle apr. J.-C.

L'Empire romain va vivre mille ans. Ces mille ans marqueront une transition essentielle.

À la suite du monde grec, Rome marque la fin de la période antique dominée par les mondes d'Orient et l'élargissement de la vie internationale au continent européen. Il en sortira les deux Europes, occidentale et byzantine.

Rome va produire deux révolutions essentielles, le droit public, pierre d'angle de l'État moderne, et la *pax romana*, qui est un ordre international par un empire doux de forme inédite, la première grande mondialisation.

La République romaine inventera la forme moderne de l'État.

Le concept de la *res publica*, la distinction entre la chose publique et la chose privée, établit pour la première fois la distinction formelle entre le pouvoir politique et le prince détenteur de ce pouvoir. On sort de la patrimonialisation du pouvoir pratiquée précédemment dans tous les empires et royaumes, même si dans la cité grecque cette distinction était apparue au travers des débats sur le meilleur régime politique et la relation entre le pouvoir et le peuple.

L'idée romaine de l'État existant par lui-même et ne se confondant pas avec le prince se diluera largement au moment du passage de la république au Césarisme puis à l'empire. Mais elle ne disparaîtra plus. Elle ressurgira treize siècles plus tard dans l'Europe du XIII^e siècle, chez les légistes du roi de France, lorsqu'il s'agira de bâtir une légitimité politique destinée à asseoir les jeunes monarchies féodales.

Rome créera d'autre part un empire tout à fait inédit, non pas seulement parce qu'il fut le seul empire géré en continuité par un État sur une très longue période de six siècles, d'Auguste à Justinien, mais surtout parce qu'il fut un empire de nature totalement nouvelle. Rome bâtit à partir d'un empire conquis par ses légions quelque chose de révolutionnaire. La *Pax romana* va bâtir la *mare nostrum*.

Rome va devenir « la Méditerranée plus qu'entière », selon la belle formule de Braudel.

Rompant avec tous les empires précédents, « fixes » géographiquement », en Orient et en Méditerranée, Rome va s'engager bien au-delà du bassin méditerranéen. Elle va conquérir la Gaule par César, contrôler la forêt germanique avec Germanicus, découvrir la Grande-Bretagne par Agricola, se diriger vers l'est par-delà le Danube par Trajan. De l'Euphrate au mur d'Hadrien sur l'Écosse, l'Empire romain régnera des siècles durant sur un monde immense, une Eurasie.

Il a existé un impérialisme romain, puissant et dominateur, dont Jérôme Carcopino a parfaitement analysé les étapes, et dont ni Athènes ni Alexandre n'avaient conçu la substance. On ne retrouvera cette ambition impériale qu'avec les empires européens, celui de Charles Quint et celui de Palmerston. Le « *Delenda est Carthago* » qui a animé les trois guerres puniques, la détermination de César dans sa guerre des Gaules, l'obsession de la conquête de l'Orient qui a habité Pompée, Antoine et Octave, la tradition du défilé des vaincus dans les rues de Rome, l'expression publique répétée par l'ensemble de l'élite politique et culturelle romaine que Rome était faite pour gouverner le monde, en sont des illustrations.

Pourtant, Rome ne va pas du tout pratiquer une politique impériale classique. L'Empire romain ne sera pas, à la différence de presque tous les empires précédents, la traduction d'une simple *hubris* impériale.

Les conquêtes impériales entreprises par la dynastie julio-claudienne seront stabilisées et organisées par les Antonins.

La plus grande réussite de Rome sera de créer, au-delà de l'Empire, la *mare nostrum*, laquelle sera la première grande mondialisation de l'histoire.

À l'inverse d'Athènes, Rome intégrera le barbare et l'étranger, ce qui stabilisera et renforcera son empire. Ce faisant, Rome perfectionnera de façon incomparable l'empire « doux », cette forme d'empire « consensuel » inaugurée par Cyrus par la *mare nostrum*. L'espace s'étendant de l'Euphrate à l'Angleterre et de la Tunisie à la Germanie sera mondialisé par la romanisation.

Il s'agit d'un processus tout à fait original par lequel la puissance impériale, Rome en l'occurrence, transformera une conquête militaire en une construction politique, culturelle et juridique.

La romanisation sera d'abord politique.

Ce qui va être entièrement nouveau avec l'Empire romain est que l'ordre sera bâti non pas tant sur la présence des légions que sur l'acceptation par l'ensemble des peuples conquis de l'idée qu'ils appartiennent à un même monde, la *mare nostrum* romaine.

Alors qu'au départ Rome avait assemblé par la force un nombre considérable de peuples, Rome maintiendra l'ordre impérial non par la puissance et l'hégémonie, mais par la communauté humaine assemblée, à partir d'une certaine idée de l'unité du genre humain prônée par les stoïciens romains.

Politiquement, l'Empire sera organisé dans un assemblage respectueux de la diversité des peuples conquis, fonctionnant selon le principe de la participation des élites locales à la gestion administrative de leurs territoires. Les légions romaines seront brutales dans la phase de la conquête, mais seront discrètes dans l'exercice du pouvoir impérial sur

des peuples dont Rome va respecter la diversité des coutumes, des religions, des identités. L'Empire romain voudra créer plus qu'un empire, une communauté internationale réelle. Cette communauté sera un point d'équilibre entre les multiples cités intégrées à l'Empire, les « petites patries » chères à Cicéron préservant leurs coutumes et leurs cultures, et la cité impériale garante d'un « ordre public international ». L'Empire n'est pas un impérialisme exercé par une élite militaire ou administrative romaine, mais un système institutionnel ouvert aux élites locales romanisées.

La romanisation sera surtout culturelle et juridique.

Culturellement, Rome mettra en œuvre une stratégie de la porosité et de l'ouverture, une stratégie du *melting-pot*.

Le génie de Rome est précisément ce que Rémy Brague a appelé la « voie romaine ». La « voie romaine » consiste à privilégier la secondarité, c'est-à-dire l'adaptation, l'absorption, l'adoption, bref un cosmopolitisme organisé et assumé.

L'historien de Rome M. Sartre a bien montré à quel point le Haut Empire conquérant la Grèce se nourrira de l'hellénisme et produira une architecture, un Polybe, un Ovide, un Cicéron et un Tacite. L'Empire romain sera biculturel, officiellement bilingue, et méritera pleinement le nom d'Empire gréco-romain.

Mais, au-delà de ce biculturalisme profond, Rome respectera la diversité des cultures. L'Empire romain n'a pratiquement rien jeté et a énormément emprunté pour bâtir et rebâtir sa propre construction. La romanisation est une voie à double sens. Les peuples conquis apporteront tout autant qu'ils recevront. Il va y avoir une réciprocité de l'échange au sein de l'Empire. Rome apportera la sécurité, les routes, la monnaie, les transactions commerciales, le droit ; et Rome absorbera la culture grecque, les richesses des civilisations orientales, la révolution du christianisme. L'Empire romain ne sera pas hégémonique, mais partagé.

De ce fait, il s'opérera une osmose culturelle entre la culture locale et le référent gréco-romain auquel adhèrera l'élite du pays conquis. Le

notable et le commerçant apprendront le latin, vivront selon les coutumes romaines, s'imprégneront de la culture gréco-romaine. Rome, dans son Empire, fera civilisation auprès des peuples conquis. Les peuples pérégrins seront romanisés dans leur culture de telle façon qu'il y aura une circulation culturelle de Rome à l'Empire. De ce fait, l'unification culturelle sera le ciment d'une unification politique.

Ciment culturel, mais également ciment juridique. Rome va forger deux institutions essentielles, le droit laïcisé distinct du religieux et l'égalité juridique des citoyens.

D'abord, un droit laïcisé est dégagé de toute substance religieuse, mais également de tout édit arbitraire du prince, comme l'était le Code d'Hammourabi. Au côté de l'abstraction juridique de la *res publica*, cette idée d'une chose publique spécifique et autonome qui s'impose aussi bien au prince qu'au religieux, il est établi le statut de l'individu distinct de la communauté ou du clan. Ce droit public, d'abord formé de façon archaïque dans les XII tables au V^e siècle avant notre ère par la Rome naissante, s'affirmera avec le Code justinien comme un droit traduisant la volonté des hommes et non celle des prêtres ou des princes.

L'autre institution juridique sera l'établissement du principe de l'égalité juridique par l'extension de la citoyenneté romaine aux hommes libres de tout l'Empire. Cette citoyenneté sera pratiquée dès le I^{er} siècle, notamment sous l'impulsion de Claude, ce grand empereur méconnu, puis codifiée par l'édit de Caracalla de 212. La citoyenneté romaine fondée sur l'égalité juridique des citoyens au sein de l'Empire est une novation juridique majeure, qu'aucun empire passé et futur ne pratiquera, à l'exception de l'Empire austro-hongrois dans sa dernière période.

La mise en place d'une citoyenneté universelle est une première expérience de mondialisation juridique réussie. Cela a été probablement facilité par le fait que Rome, elle-même ville née de l'immigration grecque et étrusque, ait été aisément ouverte à cette idée. La romanité n'a jamais relevé ni du sol ni du sang. Rome a été un *melting-pot* en opposition totale

avec la conception grecque de la distinction entre le « nous » hellène et le « eux » barbare.

Au bout du compte, un système juridique très sophistiqué est établi pour permettre l'intégration juridique des cités et des peuples au sein de l'Empire, tant par les statuts des cités pérégrines et des municipales que par l'intégration juridique des individus dotés du statut de citoyen romain.

L'Empire romain bâti par la *pax romana* sera la première et la seule expérience d'un « empire monde » culturellement universel et juridiquement égalitaire.

Cette dimension nouvelle d'un empire, qui n'est pas seulement impérial, mais une sorte d'« universel », sera relayée par la pensée stoïcienne d'un Épictète, d'un Sénèque, d'un Cicéron.

La pensée universelle du stoïcisme grec, soulignant l'existence d'une humanité universelle dotée d'un droit naturel objectif, sera reprise et développée par le stoïcisme romain de Cicéron, Sénèque et Marc-Aurèle.

Cicéron vit dans un autre monde que les stoïciens grecs. Rome est le centre d'un Empire considérable dans lequel se pose avec acuité la question des rapports entre le centre et la périphérie formée de tous les peuples conquis. Il va développer l'idée de l'harmonie et de l'unité du genre humain comme fondement de cette universalité civique bâtie par Rome.

Il existe une cité mondiale à la dimension de l'humanité, intégrant toutes les autres communautés. Au-dessous de la communauté universelle, il existe celle des peuples et des langues, c'est-à-dire les ethnies et les cultures puis, encore en dessous, les villes et, enfin, les familles. « Ceux qui, liés à leur famille, ne se soucient pas de leurs concitoyens rompent la communauté de la ville, et les citoyens qui croient qu'on doit tenir compte des concitoyens seuls et non des étrangers rompent avec la communauté générale du genre humain et commettent un crime. »

Cicéron, reprenant l'idée d'un droit naturel, déclare que cette communauté universelle a son droit naturel, le *jus gentium*. Le stoïcisme

de Cicéron avance ainsi la première pensée construite de l'idée d'une communauté universelle, d'une humanité préexistante aux États, dotée de droits s'imposant aux pouvoirs politiques.

Il s'ajoutera, à la fin de l'Empire, un nouveau ciment. La romanisation se fera également par le ciment religieux. Après la période de la tolérance et du syncrétisme entre les différents polythéismes, il y aura la décision « historique » de Constantin, par l'édit de Milan de 313, de rompre avec le relativisme romain en matière religieuse et de faire du christianisme la religion de l'Empire.

La conversion de Rome au christianisme est un moment essentiel. Ce qui n'était qu'une secte parmi d'autres devient d'un coup l'horizon religieux et culturel d'un Empire s'étendant de l'Orient à l'Europe. Le christianisme va provoquer un bouleversement culturel. Par sa conception de la nature humaine et du genre humain, il rompt avec tous les principes sur lesquels reposaient la cité antique, la division entre les citoyens et les esclaves, la séparation entre les gens de la cité et les barbares. Parachevant l'approche des stoïciens, il fait de l'homme créé à l'image de Dieu le fondement religieux et politique de la société. En affirmant que l'homme, et non la cité ou le prince, est la référence absolue, le christianisme est le point de départ d'une philosophie qui débouchera, dans l'Europe de la Renaissance et des Temps modernes, sur l'individualité.

De plus, le christianisme consacre cette notion révolutionnaire amorcée par le stoïcisme, le concept d'une humanité. L'idée de l'unité du genre humain vient s'opposer à l'unité de la cité. Il n'y a plus de Juifs ou de Grecs, de circoncis ou d'incirconcis, de barbares ou de Grecs, d'esclaves ou d'hommes libres (saint Paul, *Épître aux Colossiens*). Les grandes divisions du monde antique s'évanouissent dans cette rénovation intégrale qu'apporte le christianisme. En conséquence, les hommes, s'ils sont fractionnés en peuples, n'en sont pas moins unis par leur communauté de destin spirituel. « La logique est que l'humanité soit juridiquement une, qu'elle forme la première de ces *universitates* déjà

imaginés par le droit romain et dont la notion prendra au Moyen Âge une si grande importance » (M. Prelot).

La vision chrétienne d'un genre humain supérieur aux pouvoirs politiques en place sera la source première de la future théorie des droits de l'homme. Le rêve d'une monarchie universelle se brisera au milieu du Moyen Âge sur l'apparition des premiers États européens. Mais le sens de l'unité du genre humain ne disparaîtra plus jamais de la pensée européenne.

L'édit de Milan, édicté par Constantin, conduira par capillarité, par le réseau des évêques et des Pères de l'Église disséminés dans tout l'Empire, à ce que l'ensemble des populations romanisées, mais aussi les peuples barbares venus se frotter à l'Empire avant que de l'investir, se convertiront librement au christianisme, notamment à la variante hérétique de l'arianisme à laquelle adhéreront les barbares de Germanie. Les hérésies fleuriront, mais pas les schismes. De ce fait, à l'exception notable du peuple juif, une identité religieuse commune, celle de la chrétienté, va s'ajouter aux ciments politique, culturel et juridique pour intégrer et unir les différents peuples rassemblés au sein de l'Empire, de la Germanie à Byzance et Alexandrie.

L'Empire romain ne disparaîtra pas avec les premières invasions des peuples « barbares ». Comme l'a montré H. Pirenne, à l'opposé du récit traditionnel de la chute de l'Empire romain sous la poussée des barbares du Nord, la réalité historique sera celle de peuples barbares vis-à-vis desquels Rome avait pratiqué une politique d'assimilation et d'ouverture et voulant se faire reconnaître comme une partie prenante de l'Empire et de ses institutions.

Parce que Rome s'est adaptée aux « autres », les « autres » s'intégreront à Rome. Rome prolongera sa vie politique, culturelle et sociale, par la romanisation du Goth, du Vandale, du Burgonde et du Franc. Alaric, roi très chrétien, fut largement romanisé bien avant que d'entrer dans Rome en 410 pour devenir, au moins théoriquement, un roi dépendant de l'empereur installé à Byzance.

Parce que Rome a assuré par son Empire un ordre mondial dont les répercussions seront grandes et durables, on peut dire que l'Empire romain a constitué l'une des périodes les plus fécondes et les plus élevées de l'histoire de la vie internationale.

La *mare nostrum* romaine a été une formidable exception historique, la seule « Méditerranée substantielle » qui ait jamais existé. L'Empire romain aura un début de répondant dans l'Empire de Charlemagne, d'abord bâti par la force avant d'être assemblé par un projet religieux et culturel commun. Mais cet Empire carolingien s'effondrera très vite après Charlemagne.

H. Kissinger, dans l'introduction de son dernier ouvrage *L'Ordre du monde*, distingue trois niveaux d'ordre, l'ordre mondial applicable à l'ensemble de la planète, l'ordre international applicable à une partie substantielle de la planète, et l'ordre régional applicable à une aire géographique définie. Et Kissinger fait valoir qu'aucun ordre mondial véritablement planétaire n'a jamais vraiment existé, car même l'Empire romain n'a pas été le monde tout entier.

Cette analyse est contestable. Rome, par sa politique impériale, a créé le premier véritable ordre international qu'ait connu l'humanité. Et cet ordre international avait une telle étendue géographique et humaine qu'il s'apparentait à un ordre mondial.

Mais, surtout, on doit ajouter que cet ordre quasi mondial a combiné de façon inédite une puissance impériale classique et une intégration culturelle, sociale et juridique. L'ordre mondialisé de l'Empire romain restera une exception dans l'histoire du monde.

CHAPITRE 5

Le monde « global » au Moyen Âge

On dit généralement que le monde européen est né en 476 de la chute de Rome et qu'il va vivre un millénaire durant son « Moyen Âge ». Mais les partisans de l'histoire « globale » disent fort justement que, si 476 est une date importante pour l'histoire de l'Europe, elle ne l'est pas pour l'histoire du monde. Elle n'a aucune signification pour une Chine vivant sur elle-même depuis plus de deux mille ans, pour la Perse sassanide, pour les civilisations amérindiennes, pour les grands royaumes africains.

Quel a été le monde durant le millénaire du Moyen Âge européen ?

L'Asie : la Chine, l'Inde, le Japon

En Asie, l'Empire chinois existe depuis 2 500 ans.

Le peuple chinois et l'empereur chinois vivent leur vie sur eux-mêmes, dans leur *zung kuo*, leur entre-soi.

En réalité, l'Empire a fort à faire pour maintenir l'unité de son immense territoire et se défendre des agressions extérieures venues de l'Asie centrale.

Ce sera notamment la longue parenthèse de l'Empire mongol ouverte par l'invasion de la Chine en 1270, inaugurée par un génocide terrible mené par Gengis Khan, mais poursuivie par la *pax mongolica* gérée par les grands khans, faisant de Pékin la capitale et établissant une période d'un siècle de calme et de stabilité.

Au XIV^e siècle, ce sera le retour d'une dynastie chinoise, les Ming, dont le fondateur Hong Wu, cherchant à renouer avec le modèle des Han, après avoir expulsé les Mongols, établira la capitale à Nankin, ouvrira une période marquée par un développement sans pareil de la puissance militaire de l'Empire et une renaissance économique et culturelle, faisant de la Chine des Ming le pays le plus avancé du monde.

La Chine est la seule puissance dans sa région. Le continent indien et le Japon sont encore dans les limbes de l'histoire.

1800 avant notre ère est le moment créateur de l'Inde actuelle.

Ce fut le moment de l'invasion de la région de l'Indus par une vague de migrants d'origine indo-européenne, des populations aryennes nomades beaucoup moins évoluées que celles de la civilisation de l'Indus ayant existé auparavant dans les vallées fluviales. Ce sont ces populations aryennes moins civilisées qui vont apporter les deux matrices encore prédominantes de l'Inde actuelle : un système social et une religion.

Les populations aryennes constituées en tribus, au contact des populations indigènes, vont introduire un système de division sociale correspondant à une société agricole sédentaire, mais aussi à une volonté de ségrégation ethnique entre Aryens et non-Aryens. Cette division sociale est faite de quatre groupes endogamiques et hiérarchisés que les Portugais, en découvrant l'Inde, appelleront les « castes ». Ces quatre groupes sont les brahmanes, les prêtres du culte védique, l'aristocratie guerrière, les paysans, et les non-Aryens, considérés comme des serfs et ultérieurement appelés les « impurs ».

Les Aryens vont produire leur religion, la religion védique. Le védisme est une religion sociale très organisée et contraignante reposant sur l'apprentissage par chaque individu auprès d'un brahmane du savoir

religieux, le Veda. Chaque tribu aryenne se dotera d'un système monarchique dirigé par un chef de guerre, le rajah. Il va se créer une multitude de royaumes védiques reposant sur l'alliance entre un chef de guerre et des brahmanes.

À l'inverse de la Chine, la substance de l'Inde aryenne est ethnique, avec la division entre Aryens et non-Aryens, tribale et religieuse. Elle n'est pas du tout politique. La célèbre épopée du *Mahabharata* considérée comme la bible védique relatera en fait l'histoire de la lente colonisation aryenne vers l'est de l'Inde et la formation successive de nouveaux royaumes tribaux au cours des deux derniers millénaires avant notre ère.

L'Inde entrera dans l'histoire du monde très tardivement, lorsque Alexandre, en 326, fera irruption sur l'Indus, provoquant un bouleversement politique. En effet, Chandragupta, de la dynastie Nanda installée sur le Gange, profitera du choc de cette invasion pour unifier la masse du sous-continent indien au-delà des deux grandes vallées de l'Indus et du Gange. Il bâtira l'Empire maurya, du Népal au sud de l'Inde, de l'Afghanistan à l'Assam.

L'Empire maurya va se doter d'une dynastie, dont la principale figure sera Ashoka. Celui-ci bâtira sa capitale, Pataliputra, créera une bureaucratie organisée, se dotera d'une langue officielle, le sanscrit. Ce sera le premier État indien.

Ashoka, après avoir mené des guerres sanguinaires pour l'expansion de l'Empire, décidera de se convertir au bouddhisme, alors une simple secte. Il cherchera alors à créer une unité de l'Empire indien non plus sur la force ou sur le respect absolu du système des castes, mais sur l'adhésion du peuple à des valeurs morales de tolérance. Ashoka, marqué par sa propre expérience de la guerre et pressentant le danger représenté par le poids des divisions culturelles et religieuses héritées de l'Inde védique, a été par son comportement une sorte de Gandhi de son époque.

L'Empire maurya sera érigé en âge d'or de la civilisation indienne. Signe de la place d'Ashoka dans l'identité indienne contemporaine, les « piliers d'Ashoka » surmontés de sculptures d'animaux majestueux,

gardiens du territoire et des édits moraux du grand empereur maurya, sont célébrés aujourd'hui par la république indienne sur la monnaie nationale. Le « moment Ashoka » constitue aujourd'hui la première référence du récit national indien, aussi bien pour les républicains laïcs que pour les nationalistes hindous.

Mais l'Empire maurya n'allait durer qu'un siècle. Après la mort d'Ashoka en 232, les révolutions de palais inspirées par les brahmanes vont faire disparaître l'Empire, rétablir un système féodal fait de principautés autonomes, et renverser le bouddhisme impérial au profit du retour à un brahmanisme strict. Cette gouvernance toute puissante de la religion brahmanique donnera naissance à l'hindouisme, une religion globale, totalisante, codifiée, qui résistera à toutes les invasions et les concurrences des autres grandes religions globales.

L'histoire politique de l'Inde sera désormais celle d'une succession de royaumes du Nord et du Sud dirigés par des princes et des tribus envahisseurs avant que l'Inde ne tombe sous la domination musulmane du second calife Omar, lorsque celui-ci s'emparera du Baloutchistan et du Sind, premières terres musulmanes de l'Asie. Ce sera le début de la cohabitation compliquée d'une Inde hindouiste avec une Inde islamisée.

Le Japon, pour sa part, est un pays tardif. Il n'émergera qu'après l'Antiquité, au VII^e siècle.

Le paradoxe du Japon est que celui-ci est né de la Chine. Au V^e siècle, il s'y forme une société paysanne à partir d'une immigration venue de Chine, au moment où l'Empire chinois était dans la phase des « royaumes combattants ». Cette société agricole se structure autour de la famille et du village. Apparaît alors une première élite guerrière chargée de la protection des villages et des familles. Mais ces clans guerriers se combattent continuellement.

Il faudra attendre le VII^e siècle pour que la société japonaise se décide à « importer » le système impérial chinois. Les clans guerriers se décident en effet à nommer un chef et à bâtir une administration centralisée, à la

chinoise. Le chef prendra le titre de *tenno* ou de *mikado*, l'empereur céleste, de façon à rivaliser avec le fils du soleil qu'est l'empereur chinois.

Mais le Japon, dont la naissance doit beaucoup à la Chine et qui a imité l'Empire du Milieu dans ses premiers siècles d'existence, va décider au IX^e siècle de se couper de son puissant voisin pour développer une civilisation qui lui soit propre.

Il va alors entrer dans ce que l'on peut appeler le « Moyen Âge japonais », lequel va durer jusqu'au XVI^e siècle. Dix siècles durant, le Japon, complètement replié sur lui-même, connaîtra la dégradation d'un pouvoir impérial devenu purement formel, la multiplicité des guerres intérieures entre des clans aristocratiques guerriers, les shoguns, dont les samourais sont les petites mains.

Tout comme l'Europe du Haut Moyen Âge, le Japon « féodal » sera faible dans son système politique dominé par le shogunat. Mais, tout comme l'Europe chrétienne médiévale, le Japon restera très structuré par sa culture, un système de croyances très particulier fondé sur une mythologie animiste et polythéiste autour des *kamis*, les esprits existant dans les lieux naturels, et menant au *shinto*, la voie divine, laquelle repose sur des rituels très élaborés dédiés aux *kamis* que chacun doit respecter à la lettre. Le shintoïsme va être le ciment du sens de la hiérarchie, du respect des ancêtres, du prestige du guerrier défenseur du clan et du village.

Cette culture très traditionnelle, dont l'assise est la famille, le shinto, et la hiérarchie, constitue encore aujourd'hui l'ossature de la société japonaise. Le shintoïsme, pratiqué par le Japon médiéval, consacré par le Japon du Meiji au XIX^e siècle, condamné par le Japon de 1945, reste présent dans le Japon contemporain par le néo-shintoïsme diffusé dans la société, les élites, la jeunesse.

Cela dit, dès les débuts de son Moyen Âge, le Japon, à la différence de la Chine, s'est projeté naturellement vers la mer et le commerce maritime. Malgré leur coupure, il va s'esquisser entre la Chine et le Japon un

système régional fait de commerce, d'accords temporaires, mais aussi de diffusion culturelle du bouddhisme chinois vers le Japon dès le VI^e siècle.

🗨️ Entre une Chine tournée sur elle-même, une Inde morcelée en petits royaumes et un Japon à l'aube de son histoire, il n'y a pratiquement pas de vie internationale dans le monde asiatique durant les mille ans du Moyen Âge européen.

L'Afrique et la coupure saharienne

🗨️ Le continent africain fut le berceau de l'humanité. Il y a 2,5 millions d'années y apparaissait Lucie. Il y a 400 000 ans y émergeait l'*homo sapiens*. Comment expliquer que l'histoire du monde ne se soit pas d'abord déroulée en Afrique ?

Par les malheurs de la géographie.

L'Afrique est la meilleure illustration de la relation qui se produit entre les climats et la vie internationale. On ne voit pas immédiatement les effets de cette relation, mais on la constate après-coup.

🗨️ Huit mille ans avant notre ère, le Sahara était une région de grands lacs, peuplée par des populations pastorales évoluées, illustrées par les gravures rupestres du Hoggar. La disparition de l'eau de la région saharienne il y a seulement trois mille ans et le désert aride ainsi créé coupèrent l'Afrique en deux. Il y eut désormais une Afrique du Nord et une Afrique subsaharienne. La plus grande partie des populations sahariennes va migrer soit vers le Nil soit au Sud, vers le fleuve Niger. Le Sahara, auparavant carrefour de tout le continent, était devenu une barrière.

L'Afrique du Nord eut un destin qui suivra le cours de l'histoire de la Méditerranée. Au côté de l'Égypte antique dont la continuité a aujourd'hui quatre mille années, la population berbère formée il y a vingt mille ans et ayant transité de l'Afrique de l'Est vers l'Afrique du Nord fut

successivement phénicienne avec Carthage, romanisée et christianisée, avant que d'être arabisée et islamisée. Elle fut à l'origine de la création des grands royaumes berbères, ancêtres du Maghreb moderne.

 Il va exister également pendant mille ans le royaume de Kouch autour de sa grande civilisation créée deux mille cinq cents ans avant notre ère par le peuple nubien. Son héritier, l'Éthiopie, est avec l'Égypte le seul État africain historiquement constitué.

Il va également exister l'Afrique sahélienne, ce carrefour humain, commercial, culturel entre les deux parties du continent.

Il s'est développé, entre les VII^e et XIII^e siècles, différents royaumes et empires dans l'Ouest africain, formés autour d'une ethnie et constitués en « portes du désert », contrôlant les carrefours du commerce entre l'Afrique du Nord et le Sahel.

 Il y eut le royaume du Ghana, formé par l'ethnie des Soninkés au VII^e siècle à partir du commerce transsaharien de l'or vers la Méditerranée. Puis il y eut entre le XIII^e et le XV^e siècle l'Empire du Mali, l'« Empire de l'hippopotame », bâti par le roi mandingue Soundiata. Et il y eut, au XIV^e siècle, l'Empire islamique songhaï bâti autour de Gao et de Tombouctou, les ports méridionaux du Sahara devenus des capitales économiques, culturelles et religieuses, un empire qui sera rival de l'Empire du Mali.

 À l'inverse de l'Afrique sahélienne, l'Afrique subsaharienne sera, à l'exception des quelques comptoirs côtiers, le continent de l'isolement, d'un isolement prolongé, jusqu'à la colonisation européenne du XIX^e siècle.

Cette Afrique subsaharienne est soumise aux contraintes climatiques qui rendent très difficile une sédentarisation productive. L'Africain subsaharien passera sa vie à lutter contre la nature et le climat pour survivre et se nourrir.

Cette Afrique est d'abord faite de petites sociétés basées sur le clan, bâties sur la parenté et l'ancêtre commun. Les clans, dispersés ou

assemblés, vivent entre clairières et forêts, plus hostiles qu'accueillantes. Ils ont chacun leurs cultures et leurs cultes propres.

Puis il naîtra, avec la richesse et la puissance acquises par l'extension des terres agricoles et le bétail, les chefferies et les royaumes, les Lunda, les Kuba, les Kongo. Cohabiteront alors sociétés d'agriculteurs et pasteurs-guerriers devenus dominateurs et créateurs de nouveaux royaumes, l'Ankole, le Rwanda, le Burundi.

Il se créera également les « royaumes » du Bénin et d'Ife, ceux de la région des grands lacs, le grand Empire Monomotapa du Zimbabwe aux grandes forteresses encore visibles, établi au XIII^e siècle par les « seigneurs des mines » à partir de l'exploitation de l'or et conquis par les Portugais au XVI^e siècle.

☞ Mais il est difficile de parler à leur propos de véritables royaumes étatiques. Les paramètres de l'État qu'ont été depuis Sumer l'association d'un territoire, d'un peuple sédentarisé et d'un prince légitime n'y sont pas présents. Le poids des traditions, des coutumes et des liens de parenté, joint à l'absence de dynamiques culturelles comme l'alphabétisation, la culture écrite ou l'idée d'une administration autour d'un monarque, font que l'idée d'un système monarchique centralisé et autoritaire reposant sur un roi divinisé ou sacralisé accepté par le peuple n'est jamais apparue. ☞ Les « rois » de ces royaumes sont en fait des chefs de tribus et de clans qui s'imposent aux autres tribus et clans. Le pouvoir est resté personnel et parental et n'a jamais été politique.

Les empires amérindiens

Vers l'an 1000, les Amériques sont encore plus coupées du reste du monde que l'Afrique. Aucun contact ne s'est produit avec les autres mondes depuis l'arrivée des premiers Amérindiens venus d'Asie par le

détroit de Béring treize mille ans avant notre ère et descendus au fil du temps de l'Alaska à la Terre de Feu.

Ce seront en fait les Vikings qui seront, vers l'an 1000, les premiers découvreurs européens de l'Amérique par leurs expéditions maritimes menées du Groenland à Terre-Neuve et leur implantation sur cette terre. Mais cette découverte resta sans lendemain.

Il y eut une première civilisation amérindienne, la civilisation olmèque, présente dans tout le golfe du Mexique entre 1200 et 500 avant notre ère. Ce fut une civilisation dotée d'une écriture, d'un calendrier, d'un panthéon religieux, de pyramides, d'une organisation économique évoluée.

Les grandes civilisations amérindiennes maya, aztèque et inca, apparaissent et se développent successivement entre le VI^e siècle et le XIII^e siècle.

La civilisation maya, située dans la région actuelle du Mexique et du Guatemala, trouve ses premières traces au III^e siècle avant notre ère et va durer un millénaire.

Le monde maya est constitué de grandes cités bâties autour d'énormes édifices religieux, temples, pyramides, grands centres cérémoniels, à l'image de la civilisation égyptienne construite autour des pyramides. Ces cités mayas révèlent le rôle essentiel du religieux dans cette civilisation. Mais le religieux maya se combine à un esprit scientifique étonnant. Toute la vie quotidienne des Mayas repose sur un cycle géré par les chefs religieux, mais calculé à partir d'un savant calcul calendaire fondé sur des observations astronomiques très élaborées.

Après son apogée entre les VI^e et IX^e siècles, elle disparaîtra d'elle-même, engloutie dans les forêts. Au moment de l'arrivée des conquistadors espagnols, la civilisation maya a pratiquement disparu, laissant derrière elle des ruines extraordinaires.

Par contre, la civilisation aztèque issue de l'arrivée d'un nouveau peuple dans la vallée de Mexico au début du XIV^e siècle va « rencontrer »

les Espagnols. Avant ce « choc civilisationnel » de deux mondes, cette nouvelle civilisation guerrière est en fait bâtie sur un premier choc civilisationnel de voisinage.

Les Aztèques, au départ un petit peuple voisin peu évolué soumis à la domination du royaume toltèque bien plus évolué, se révolteront et renverseront leur maître. Mais ils s'approprièrent la culture et la religion du conqui, comme l'ont fait en d'autres temps et d'autres lieux les Perses séleucides et la culture indienne, Rome et la Grèce, les peuples barbares et Rome.

Les Aztèques développeront cependant une mythologie « politico-religieuse » spécifique liant le soleil, les dieux et les hommes. Le peuple aztèque est le peuple élu du soleil, mais les dieux sont obligés d'offrir des sacrifices pour nourrir le soleil, afin que ce dernier puisse continuer à dominer le monde. Cette croyance conduit à des rites sacrificiels et des holocaustes humains massifs pratiqués à partir des prisonniers de guerre et des révoltes au sein de l'Empire.

La société aztèque est une société dure, brutale, car elle est une société foncièrement pessimiste sur la fragilité de la vie et du monde. La civilisation aztèque va devenir un empire. Cet empire s'étendra à tout le plateau du Mexique, assujettira l'ensemble des clans et des peuplades des petites cités-États et développera la civilisation conquise. L'illustration de ce transfert culturel sera la capitale de l'empire aztèque, Tenochtitlan, la future Mexico, une ville de plus de 100 000 habitants, dont la magnificence remarquable et la beauté des immenses pyramides expriment la grandeur de la culture toltèque. Au sommet de cet empire règne un souverain au statut semi-divin, mais élu parmi les membres de la famille royale.

L'Empire aztèque durera deux siècles, entre le début du XIV^e siècle et l'arrivée de Cortes en 1519.

La civilisation inca du Pérou se développera de la même façon que celle des Aztèques.

Au début du XIII^e siècle, la tribu des Incas établie sur le lac Titicaca va migrer dans la région habitée et développée de Cuzco. Puis, au fil du temps, elle s'emparera de Cuzco avant d'étendre sa domination à l'ensemble des populations installées au Pérou et au-delà. S'appropriant les cultures des peuples conquis, les Incas sont des barbares qui se civiliseront et bâtiront entre le XIII^e et le XV^e siècle le plus grand empire de l'époque amérindienne.

Au milieu du XV^e siècle, l'Empire inca est à son apogée. Très structuré et organisé, il couvre toute la partie occidentale de l'Amérique du Sud, du Chili à l'Équateur. Il contrôle une population de 12 millions de personnes, il est sillonné par des milliers de kilomètres de routes et il est géré par une administration impériale et des gouverneurs nommés dans chaque province de l'Empire.

La société inca est elle aussi adoratrice du soleil, mais, bien que pratiquant également les sacrifices humains par les enterrements vivants, elle est moins brutale et meurtrière que ne l'était la société aztèque. Cela tient au fait que la société andine des Incas est bien plus évoluée que ne le sont les peuples du Mexique, ce qui conduira la civilisation inca à développer une organisation sociale et politique très sophistiquée. L'Empire inca « rencontrera » les Espagnols de Pizarro en 1532.

Au moment où les civilisations aztèque et inca vont « rencontrer » la civilisation européenne, elles sont tout à la fois très évoluées par rapport à l'ensemble des populations du continent américain et très « isolées ». Le continent américain est une « île » qui s'est peuplée tardivement et lentement, et reste coupé du monde.

La naissance du monde arabo-islamique

 Le monde arabo-islamique est le monde bâti à partir de la fusion historique au début du VII^e siècle entre un nouveau monothéisme, l'islam,

et un nouveau peuple, le peuple arabe.

L'islam, comme auparavant le judaïsme, le christianisme et le zoroastrisme, va s'incarner dans une histoire et une géographie particulières. Ce seront celles de l'Arabie centrale du VII^e siècle.

Mahomet, un homme membre du clan des Hachims, appartenant à la grande tribu des Qoraich qui gouverne La Mecque, est un homme de son temps, de son milieu, de son pays qui va vouloir réformer son environnement culturel et religieux.

À cette époque, l'Arabie, loin d'être un désert peuplé seulement de quelques tribus bédouines et de chameaux, est un territoire en plein développement commercial et culturel alors même que le monde méditerranéen est en crise. Les deux géants de la Méditerranée que sont l'Empire byzantin d'Héraclius et l'Empire perse sassanide sont engagés dans une lutte sans merci qui les a fragilisés.

 Le monde arabe, cette population sémite qui peuple l'immense péninsule arabique depuis plusieurs millénaires, va prendre son envol par le religieux. Face aux grands empires et aux grandes religions monothéistes environnantes, le besoin arabe d'une synthèse nouvelle, d'un État arabe guidé par une religion arabe conciliant les réalités des Bédouins et les transformations en cours va se faire sentir de façon croissante. La comparaison est frappante entre l'histoire du peuple hébreu et celle du peuple arabe. Judaïsme et islam sont nés au sein de peuples en recherche d'un essor culturel et politique.

Mahomet prêchera à La Mecque puis construira à Médine une religion « nationale », adaptée aux réalités de l'Arabie, fédératrice d'un peuple arabe émergent.

Mahomet, le prophète de La Mecque, deviendra après son échec dans sa propre ville et l'hégire, son exil forcé à Médine en 622, un « prophète roi ». Grand prophète, mais aussi grand politique, il bâtira là-bas les bases d'un État théocratique qui a été le premier État islamique.  Pour la première fois dans la vie internationale, un État se crée par l'alliance d'un prêtre et d'un peuple. Le « prophète roi » articulera étroitement le

religieux et le politique par l'*umma*, la *charia* et le *djihad*. Mahomet sera le véritable créateur de la nation arabe par l'*umma*, une nation fondée sur un ciment religieux. Désormais, il n'existe plus de tribus arabiques diverses, mais des croyants venus de toute l'Arabie unis par leur foi commune en une nouvelle religion « nationale ».

Mahomet fait de la ville de Médine une cité-État régie sous la forme d'une théocratie pure par la *charia*, le droit issu du religieux. Mahomet est un « prêtre-roi » qui dote son État d'un corps de règles sociales et politiques formalisées dans les principes de la *charia*. Il vient légitimer la guerre défensive que doit mener Médine face aux réactions hostiles de la grande cité de La Mecque, sa ville natale, capitale du polythéisme arabe traditionnel. **Ce sera le *djihad*, la guerre sanctifiée.**

La bataille victorieuse du Badr de 624 ne sera que la première bataille d'une jeune et ardente communauté arabe au nom de l'islam. Elle sera suivie par de nombreuses autres batailles entreprises par Mahomet et son successeur, le premier calife Abou Bakr, pour consolider et étendre l'*umma* et le jeune État arabe de Médine à l'ensemble de la péninsule arabique, puis à la région syrienne.

Ainsi, **Mahomet aura créé lui-même les deux facettes mêlées du nouveau monothéisme, l'islam religieux et l'islam politique.**

 Il faut prendre conscience de ce qu'a été la « blessure symbolique » de l'islam. D'emblée, tant Mahomet que les convertis à l'islam ont pris conscience du rejet profond exprimé par les tribus juives et chrétiennes d'Arabie à leur encontre. Ce rejet sera conforté par les condamnations, accompagnées d'une démonisation de Mahomet, par les autorités religieuses et politiques de Byzance. Il se créera en terre d'islam ce que l'on a appelé « **le complexe d'Ismaël** », toujours latent aujourd'hui. La « prophétie rénovatrice » de Mahomet sera le détonateur de l'entrée fulgurante du monde arabe islamique dans la vie internationale. L'islam politique et l'islam religieux avanceront de pair.

Dans la lignée du « prophète roi », le second calife, Omar, ce grand religieux et grand guerrier digne successeur du Prophète, l'homme qui se

mettait en prière toute la nuit avant de livrer bataille, bâtit en une dizaine d'années un formidable empire allant de l'Espagne au Sind indien. En 636, les armées de Byzance sont écrasées à Yarmuk par les troupes arabes. Omar conquerra la Syrie, le Levant, l'Égypte et l'Afrique du Nord aux dépens de l'Empire byzantin, et culbutera l'Empire perse sassanide.

 L'Empire construit par Omar est un empire de nature tout à fait particulière. Il est politique et religieux. Il est arabe et islamique. Il est un grand dessein politique porté par un peuple arabe en plein essor et il est un grand projet religieux d'expansion du nouveau monothéisme considéré comme l'achèvement des monothéismes précédents.

 Jamais dans l'histoire de l'humanité, un État ne bâtit un empire à ce point empli de religieux. Ce nouvel empire est dirigé par le calife, successeur du Prophète et, comme lui, tout à la fois chef religieux et chef politique. Le calife gouverne l'*umma*, tout à la fois nation arabe et communauté religieuse. Le calife et l'*umma* règnent sur une terre sainte, le *dar el-islam*, conquise par le Prophète et les premiers califes, et au-delà de laquelle se trouve le *dar el-harb*, les territoires des infidèles et des incroyants, qui sont des terres dignes d'être conquises par le *djihad*, la guerre sainte.

Omar a eu la grande intelligence de ne pas contraindre les populations à se convertir. Tout en favorisant l'arrivée de colons et de soldats arabes sur les terres fertiles de la Méditerranée de façon à étendre l'arabisation et l'islamisation, il décidera d'établir un « pacte de protection des gens du Livre ». Juifs et chrétiens bénéficieront de la liberté totale de pratique de leur religion, mais devront reconnaître la supériorité de l'islam et payer un impôt spécial, la *jizya*. Ce statut spécifique vient créer les *dhimmis*, les habitants monothéistes juifs et chrétiens de l'Empire.

 De ce fait, il apparaît une conception très particulière de l'État, encore présente aujourd'hui. Reposant sur le principe de la pluralité ethnique et religieuse et la règle de l'inégalité, l'État islamique ne fédère pas des peuples ou des nations, mais des communautés et des minorités

religieuses ou ethniques. Les empires arabe et ottoman gestionnaires de cet État créeront un mille-feuille communautaire fait de trois strates juridiques et religieuses, l'*umma* sunnite au sommet de l'Empire, les deux minorités des gens du livre, juifs et chrétiens, les *dhimmis*, et les multiples minorités musulmanes issues des différents schismes, tolérées ou réprimées.

☞ La culture communautariste héritée de l'Empire islamique a fondé la prédominance du religieux sur le politique, le primat de l'appartenance à une « nation religieuse » sur une nation politique.

Yarmuk est une date essentielle de la vie internationale.

La défaite byzantine de Yarmuk et la chute d'Alexandrie, la capitale religieuse et intellectuelle de l'Empire romain d'Orient sur la rive Sud de la Méditerranée, scellent le sort de l'empire chrétien universel conçu successivement par Rome et Byzance. Yarmuk marque la fin d'un monde méditerranéen « tout entier » romanisé et christianisé et le début de la grande coupure de la Méditerranée fracturée entre ses deux rives, une rive nord tenue par l'héritier de Rome, l'Empire byzantin, et une rive Sud désormais tenue par le jeune Empire arabe islamique.

La coupure entre l'Orient et l'Occident va s'accomplir par la prédication de Mahomet et la fulgurante construction de l'Empire islamique. La figure de l'altérité et du conflit se dessinera assez vite entre le monde arabe et les mondes chrétiens de Byzance et de l'Europe carolingienne.

Certes, il y aura Alphonse X, « le sage de Castille », le créateur d'une bibliothèque du savoir oriental et occidental, et la politique d'ouverture à l'Islam de Roger II de Sicile. Mais les premiers pas constitutifs de l'Europe occidentale seront ceux de la résistance aux invasions des Sarrasins. Avec Charlemagne, « l'Europe devient autre, elle devient l'Europe », comme l'a dit B. Porcel. L'Europe va devenir « occidentale » par l'alliance du pape et de l'empereur destinée à assurer la résistance à l'Islam conquérant.

Mais la naissance de l'Islam ouvrira, aux côtés du front méditerranéen de l'altérité des deux rives, un second front au sein même du monde de

l'Islam, une « guerre civile » qui dure encore.

Il apparaîtra rapidement des affrontements politiques au moment de la succession du Prophète entre différents clans et factions. Rappelons la séquence tragique fondatrice des grands courants de l'islam. Le choix du troisième calife, Othman, un homme issu du clan aristocratique de La Mecque, contre Ali, le cousin et gendre du Prophète, puis l'assassinat d'Othman et le choix d'Ali par une coalition faite du courant familial, des convertis de Médine et de la nouvelle élite islamique d'Irak, ouvre le déclenchement d'une guerre civile sans merci qui va durer trente ans, la grande *fitna* dont l'aboutissement sera la défaite historique des partisans d'Ali et la victoire définitive des Mecquois, à *Kerbala* en 680. De la grande *fitna* sortiront les grands courants actuels de l'islam.

 Le courant principal est l'orthodoxie sunnite. Fabriquée par l'aristocratie mecquoise vainqueur de la *fitna*, elle fut constituée autour de la *sunna*, une « tradition » arrangée, écrite à dessein, de la vie du Prophète et des premiers califes destinée à conforter la légitimité de leurs successeurs contestés tant par les partisans d'Ali que par les radicaux. Le sunnisme est un religieux politique, d'abord géré par les califats arabes omeyyade et abbasside, puis ensuite par les Turcs seljoukides et les sultans ottomans jusqu'à l'abolition du califat en 1920. Il regroupe aujourd'hui 90 % des musulmans.

Le IX^e siècle est une date essentielle du sunnisme. Face aux attaques des minorités chiite et kharidjite ainsi qu'aux risques de dilution dans l'hellénisme et le christianisme de l'Empire élargi, les califes soutenus par le peuple feront du sunnisme une « orthodoxie défensive » largement inspirée de la doctrine du conservateur Ibn Hanbal, partisan d'une *sunna* divinisée et littérale, aux dépens de l'islam éclairé des mutazilites. Ce sunnisme « défensif » et conservateur n'a pas bougé jusqu'à aujourd'hui.

Le second courant de l'islam est la minorité chiite issue de l'aristocratie guerrière pieuse établie en Irak, les *kurras*, les « guerriers récitant du Coran », ralliés à l'étendard d'Ali contre l'aristocratie dévoyée de La Mecque. La guerre de la *fitna* se déroulera principalement sur la

terre irakienne et trouvera son aboutissement dans la défaite de Kerbala en Irak. Kerbala deviendra le premier lieu symbolique du chiisme. La terre irakienne où réside la majorité de la population chiite sera soumise au califat par la répression. Les chiites irakiens rejeteront l'autorité du calife et ultérieurement du sultan ottoman, faisant de leurs imans, les descendants d'Ali, puis après le x^e siècle de leurs oulémas, les futurs ayatollahs, leurs princes légitimes. Cette sécession politico-religieuse des chiites irakiens au sein de l'Empire marquera toute l'histoire de l'Irak.

Les *chiat Ali*, les partisans d'Ali, développeront une théologie de l'attente liée à l'*imamat*, titre attribué aux descendants familiaux d'Ali considérés comme les vrais dépositaires du lien avec Allah, en opposition au califat rejeté. Ils représentent aujourd'hui 10 % des musulmans, principalement regroupés en Irak, en Iran, au Liban et au Bahreïn, lesquels ont gardé jusqu'à aujourd'hui la mémoire de leur histoire, tel qu'en témoigne le rituel annuel de *l'achoura*, la procession des flagellants de Kerbala en souvenir de la défaite historique.

Le troisième courant est celui de la radicalité kharidjite, issue de la coalition des Médinois et des intégristes irakiens, meurtrière de deux califes au nom de la pureté islamique. C'est le premier courant historique d'un islam radical constitué autour du littéralisme coranique, de la pureté islamique, et du *takfir*, la violence « restauratrice » contre l'impie et l'apostat. Le radicalisme du kharidjisme se retrouvera dans le hanbalisme du x^e siècle puis dans la victoire théologique, au xiii^e siècle, d'Ibn Tamiyya au détriment de la pensée ouverte d'Averroès.

Le quatrième courant est le soufisme, né après la grande *fitna* du rejet du politique et de la violence, opposé à la politisation du religieux. Ce courant spiritualiste et ascétique sera toujours très minoritaire.

À l'exception du soufisme, ce sont tous des courants politico-religieux issus du politique et nourris de religieux. Ces courants vont s'affronter et se combattre dans les premiers siècles, renforçant les défenseurs de l'islam sunnite des califes mecquois dans leur volonté de construction d'un islam défensif, conservateur et figé.

C'est donc une double conflictualité, externe et interne, religieuse et politique, que le monde arabo-islamique a engendrée.

La Perse

Au début du III^e siècle de notre ère, après la parenthèse des quatre siècles de l'Empire parthe créé par Mithridate aux dépens de la dynastie séleucide héritière de l'Empire d'Alexandre en Orient, la Perse renaîtra.

Un empire perse est reconstitué par un roi, Artaxerxès, lequel fondera une nouvelle dynastie, les Sassanides. Ceux-ci seront le plus grand adversaire de Rome pendant quatre cents ans en Orient, jusqu'au grand face-à-face du VI^e siècle gagné par Byzance. L'Empire perse sassanide, épuisé par sa lutte sans merci avec « l'Occident » romain puis byzantin, ne pourra pas résister à la conquête arabe du VII^e siècle.

 Mais le « grand » peuple perse sera islamisé sans s'arabiser. C'est ainsi qu'au début du XVI^e siècle, neuf siècles après sa conquête par les Arabes puis sa vie au sein de l'Empire ottoman, une nouvelle dynastie, la dynastie Savafide, décidera de sortir de l'orbite ottomane et décrètera la conversion officielle du peuple perse au chiisme, ce courant minoritaire de l'islam maintenu en lisière par l'Empire sunnite arabe et ottoman. Cette révolution religieuse opérée par le haut doit marquer la spécificité de l'identité perse par rapport à l'arabité et à la turquicité. Il va s'engager un processus de fusion historique entre le chiisme et l'iranité, le premier devenant une des composantes essentielles de la nation iranienne.

Du coup, le chiisme, jusque-là un courant religieux minoritaire surtout présent en Irak, discriminé par l'islam sunnite politique des califes et de l'Empire, deviendra à son tour un courant très politique. C'est le premier acte de la « revanche chiite », une revanche qui sera en fait une revanche politique de la Perse sur le monde arabe bien plus qu'une revanche religieuse d'un courant religieux minoritaire.

CHAPITRE 6

 MON-EBOOK

La naissance et la renaissance de l'Europe

V^e – XIX^e siècle

Le seul sens historique de 476, la chute de l'Empire romain d'Occident, a été l'émergence des peuples « barbares », acte de naissance de l'Europe dite occidentale

La première Europe occidentale des royaumes barbares

Au VI^e siècle, un siècle après la chute de l'Empire romain d'Occident, le paysage international est celui du contraste total entre un monde européen occidental revenu à un stade régressif de la politique, réellement « barbarisé », et une vie internationale intense en Orient entre les trois grands empires civilisés, mais antagonistes que sont l'Empire romain d'Orient siégeant à Byzance, la Perse sassanide et le jeune Empire

arabo-islamique puissant et civilisé construit par les dynasties Omeyyade et Abbasside.

Mais ce monde barbare européen a été profondément romanisé.

Le peuple gaulois, très développé par lui-même et enrichi de son acculturation à Rome, était devenu le peuple gallo-romain. Les autres peuples barbares, francs, alamans, goths, seront en fait intégrés à l'Empire selon différents statuts allant du simple droit à faire carrière dans l'armée romaine à la reconnaissance d'un droit des peuples par le concept de *fœdus*, lequel accorde au peuple barbare fédéré un territoire au sein de l'Empire.

Un autre élément essentiel de la romanisation des peuples « barbares » sera leur christianisation. La romanisation déclinera avec le temps chez les successeurs des peuples barbares, mais leur christianisation sera désormais irréversible. Clovis sera un vrai barbare dénué de toute trace de romanisation, mais Clovis se voudra un roi chrétien attaché à la papauté de Rome.

Cette première Europe des premiers royaumes barbares fédérés sur le sol gaulois et germanique trouvera son illustration la plus forte lors de la coalition, au nom de l'Empire, de tous les peuples barbares romanisés des Goths, des Francs, des Alamans et des Burgondes contre les Huns d'Attila, à la bataille des champs Catalauniques de 451. Les champs Catalauniques sont l'acte de naissance des peuples européens.

Avant même que les peuples d'Europe occidentale se soient fixés au sein de leurs territoires, bien avant que les premières formes d'États ne viennent s'établir, une civilisation spécifique est née dans cette partie occidentale de l'Europe à partir de cet amalgame particulier formé entre les peuples barbares, leur romanisation et leur christianisation.

Le premier royaume barbare sera celui des Wisigoths, les « Goths dits de l'ouest », une branche des Goths installée en Aquitaine, autour de Toulouse. Il va réussir à intégrer l'importante population gallo-romaine de cette région et va se nourrir en conséquence plus que d'autres de la culture romaine et du droit romain. Mais, après la défaite subie devant

Clovis à Vouillé en 507, les Wisigoths, tout en restant dans la Septimanie, le futur Languedoc, vont se replier sur l'Espagne.

 C'est au cours du VII^e siècle que les rois wisigoths installés à Tolède, après avoir limité l'avancée des troupes arabes au sud de l'Espagne, vont unifier l'Espagne septentrionale au nom d'une synthèse politico-religieuse liant la formation d'un peuple espagnol comprenant Wisigoths, Romains et Basques appartenant à la christianité. Les Juifs, de ce fait, se voient exclus de ce peuple espagnol en formation.

Les Ostrogoths, installés en Italie depuis le sac de Rome de 410 par Alaric, vont y bâtir un véritable royaume, par Théodoric, lequel sera finalement reconnu par Byzance. Théodoric sera l'artisan d'une véritable renaissance culturelle et politique, la renaissance ostrogothique. Cette renaissance « barbare » s'exprimera par la restauration des cités italiennes ruinées par les troubles, dont le symbole est la magnificence de sa capitale de Ravenne et la richesse de sa vie intellectuelle, dont Boèce sera la principale figure.

Mais la guerre ouverte entre l'Empire byzantin de Justinien et Théodoric mettra à terre le royaume ostrogoth. C'est alors que les Lombards, profitant du vide laissé par la chute du royaume ostrogoth, arriveront en Italie, à la fin du VI^e siècle, dans une Rome qui n'est plus.

Rude peuple d'origine scandinave, les Lombards installés à la limite de l'Empire, sur le Danube et en Pannonie, la Hongrie et la Croatie actuelles, où ils ont obtenu un *fœdus* de la part de Justinien, vont se christianiser lentement. Ils vont effectuer en Italie une avancée irrésistible, si bien qu'au VIII^e siècle, l'Italie du Nord et du centre jusqu'à Rome est devenue lombarde. L'arrivée des Lombards sera la genèse de la future Italie jusqu'au XIX^e siècle et même en partie jusqu'à aujourd'hui, d'une Italie coupée en trois morceaux, les États pontificaux constitués au centre de la péninsule et destinés à protéger la papauté de la menace « barbare », une Italie du Nord héritière du grand royaume lombard bâtie autour de Pavie conquise par Charlemagne en 774 et intégrée désormais à l'Europe carolingienne, et une Italie du Sud bâtie à partir des duchés lombards de

Salerne et de Capoue, assise territoriale future du royaume normand d'Italie du Sud.

Les Burgondes, installés par *fœdus* sur le lac Léman, vont s'étendre le long du Rhône et se choisir une capitale, Lyon, avant d'être annexés à leur tour par les Francs.

Les Francs, initialement situés entre Reims et la mer du Nord, sont au départ un peuple dispersé entre des tribus dotées chacune d'un chef. Le roitelet Clovis réussira à unifier populations et roitelets francs. Vouillé en 507 est le point de départ de la fabrication d'un royaume franc étendu des Ardennes et du Rhin à Toulouse, première configuration du territoire du futur royaume de France. Clovis établira sa capitale à Paris et fera écrire les lois saliques codifiant les lois franques.

Ainsi, par ses menées politiques et militaires, Clovis a fait des Francs le peuple dominant de l'Europe occidentale. Il imposera sa dynastie, celle des Mérovingiens, mais celle-ci sera un désastre. J. Bainville pourra dire que cette monarchie franque avait peut-être réussi trop vite et qu'il lui manquait d'être la fabrication de la patience et du temps.

Les Vandales, descendus en Afrique du Nord, se distingueront des autres peuples barbares en conquérant leur territoire non par *fœdus*, mais par la force militaire sur les armées romaines. Mais, après leur conquête militaire sur Rome, les Vandales se christianiseront et se romaniseront complètement. Ils se feront de fidèles serviteurs de la civilisation romaine en Afrique du Nord avant d'être reconquis par Justinien et réintégrés dans l'Empire byzantin.

Mais l'Afrique du Nord byzantine sera arabisée et islamisée au VII^e siècle. Dès lors, à la coupure de l'Europe franque avec l'Orient byzantin, viendra s'ajouter au VII^e siècle, après la conquête islamique de l'Afrique du Nord et de l'Espagne, la coupure de cette jeune Europe d'avec le monde méditerranéen désormais entièrement contrôlé par l'Empire islamique.

La zone la plus occidentale de l'Empire romain d'Occident qu'est la province de Bretagne, l'actuelle Grande-Bretagne, sera abandonnée par

l'Empire, lequel ne pourra pas assurer la défense du mur d'Hadrien face à la pression des Pictes. Ces derniers, renforcés par l'arrivée de populations d'origine saxonne, feront disparaître toute trace de romanisation et d'administration romaine et rétabliront les traditions et les règles claniques. De cette « régression », il sortira les premiers royaumes anglo-saxons formés par un assemblage de populations pictes, saxonnes et franques. Au VIII^e siècle, l'assemblage et l'unité des populations d'origines diverses établies sur le sol de la Bretagne sont réalisés. Bède le Vénérable a pu écrire en 732 son *Histoire ecclésiastique du peuple anglais*.

Ainsi, il s'est fabriqué la strate des premiers États européens à partir des diverses populations rassemblées en de nouveaux peuples gérés par les rois barbares. La première Europe est formée de ces peuples barbares à mi-chemin entre la civilisation « romano-chrétienne » et leurs cultures d'origine.

Mais la « barbarité » européenne est encore trop présente. Les peuples ont émergé, mais il n'existe ni États ni cités organisées. Les peuples et les royaumes barbares vont abandonner les principes du droit public romain de l'universalité de la loi et de la *res publica* au profit du retour à la vieille coutume clanique de la personnalité du droit et de la patrimonialité du pouvoir. Le territoire relevant d'un roi, le *regnum*, sera considéré comme une terre privée devant être partagée entre ses différents enfants. Cette privatisation du royaume affaiblit d'autant ces jeunes États sans cesse morcelés et disputés, à l'image de la succession d'événements sanglants qui va être celle de la dynastie mérovingienne, la plus sanguinaire de l'histoire de la France.

L'Europe de l'Empire carolingien

L'époque carolingienne sera celle de la coupure profonde et durable entre une Europe occidentale émergente et une Europe d'Orient, celle de

l'Empire byzantin et la Russie orthodoxe, « fille aînée » de Byzance.

Pépin de Herstal, puis ses successeurs Charles Martel, Pépin le Bref et Charlemagne, vont par la force ou la négociation, avec l'appui déterminant de l'Église, créer ce que l'on peut considérer comme la première forme de l'Europe occidentale. Elle prendra le visage, classique pour l'époque, d'un empire.

Charlemagne dilatera le royaume franc reconstitué par ses prédécesseurs capétiens à l'échelle de toute l'Europe occidentale, de l'Italie lombarde à l'Espagne, de la Bavière aux territoires saxons non encore christianisés. Si bien qu'à la fin du VIII^e siècle, il est à la tête d'un empire territorial, sans être empereur.

Charlemagne organise l'administration de cet Empire autour d'une capitale nouvelle installée à Aix-la-Chapelle, devenue son « Versailles », et autour d'une équipe restreinte de deux cents personnes, laïques et religieuses. Pour seconder le pouvoir impérial dans les sept cents circonscriptions de l'Empire, il décide de s'appuyer sur l'aristocratie foncière locale existant depuis les Mérovingiens, les comtes, à qui il est attribué des terres et des droits propres en échange de leur serment de fidélité, mais lesquels sont surveillés par les *missi dominici*, les premiers préfets.

Les Carolingiens viennent ainsi fonder le régime de la vassalité dans l'État. Là encore, à l'inverse du droit public de la *res publica* romaine, le fonctionnement de l'administration du royaume repose sur des liens personnels et des avantages particuliers. C'est l'existence et le poids de ce régime féodal qui vont être le frein le plus puissant à l'épanouissement de l'État classique en France jusqu'au XVII^e siècle et, en Europe, jusqu'au XIX^e siècle.

La nouvelle dynastie carolingienne va souhaiter accéder à la dignité impériale. Cette idée impériale arrange parfaitement le pape, désireux de devenir le « faiseur d'un empereur d'Occident » qui le soutiendra plus efficacement que le lointain et affaibli empereur byzantin. Charlemagne acquerra la dignité impériale à la Noël de l'an 800.

Ce « coup de force » par rapport à Byzance, encore formellement capitale de l'Empire romain, marque bien le décentrement géopolitique opéré depuis le v^e siècle. L'Europe occidentale barbare du ix^e siècle, dominée par les Francs, est devenue le centre d'une nouvelle vie internationale. Les premiers rois carolingiens ont constitué une « grande puissance » franque au cœur de l'Europe, à partir de l'assemblage militaire et politique des peuples d'Europe déjà très diversifiés.

Charlemagne voulait bâtir au cœur de l'Europe occidentale un ordre régional fondé sur une communauté de foi et de culture, à l'image de la *pax romana* pour laquelle il avait une grande admiration. Mais cet Empire franc est trop fragile pour durer bien longtemps.

À la différence de l'Empire romain, il ne sera pas édifié une communauté politique et juridique. Il n'y aura pas l'universalité d'une *Europa nostrum* comparable à ce qu'avait été la *mare nostrum*, en raison du principe franc de la personnalité des lois incompatible avec une *res publica*. Clovis avait créé à son époque la « grande puissance » franque qui aurait pu dominer les autres peuples barbares. Charlemagne à son époque a bâti un empire de toute l'Europe qui aurait pu durer, s'organiser et devenir une sorte d'Europe des peuples. Mais, à chaque fois, les Francs ont défait ce qu'ils avaient bâti. Fort logiquement, l'Empire bâti par un homme, Charlemagne, sera un colosse aux pieds d'argile après lui.

De la chute de l'Empire carolingien aux trois Europes française, germanique, lotharingienne

Le fils de Charlemagne, Louis le Pieux, par la promulgation de la constitution *ordinatio imperii*, répartira l'Empire entre ses trois fils. Ce

partage va ouvrir la voie à des querelles familiales qui aboutiront à l'éclatement et à la division consacrés par le partage de Verdun de 843.

Cela dit, il faut insister sur le fait que cette division de Verdun, élaborée minutieusement par l'administration impériale, n'est en rien artificielle. Elle va bâtir les trois entités qui seront les premières briques de la future Europe occidentale : la Francie occidentale à l'ouest de l'Escaut et de la Meuse, la Francie orientale appelée « Germanie » à l'Est du Rhin, et la Lotharingie, territoire hybride incluant les deux capitales impériales de Rome et d'Aix-la-Chapelle, gérée par l'empereur, matrice du futur duché de Bourgogne et de l'Italie, deux terres qui seront au cœur des conflits et des guerres européennes entre la France et le Saint Empire germanique des siècles durant.

L'idée d'empire survivra à Charlemagne, car elle sera relayée en 962 par le Saxon Othon I^{er}, le successeur de Louis le Germanique qui avait hérité de la Francie orientale à Verdun.

Othon ressuscitera un empire chrétien à partir de son royaume, en réunifiant et pacifiant la Germanie des Alamans et des Bavarois face aux Saxons, aux Hongrois et aux Slaves, puis par sa conquête matrimoniale de l'Italie.

L'empire d'Othon sera un empire italien et germanique, la première étape du futur Saint Empire romain germanique gouverné ensuite par la famille des Habsbourg.

La réalité essentielle, au-delà du fait que le Saint Empire survivra de façon tout à fait formelle jusqu'à Napoléon, est qu'Othon I^{er} aura été le « cristallisateur » de l'identité germanique. Le Saint Empire romain germanique sera avec Othon non pas un véritable empire, mais le cadre politique du *regnum* sur une Allemagne émergente.

Le monde germanique avant Othon était un monde encore assez flottant, celui des populations descendant des Alamans et parlant une langue spécifique, la *theotisca lingua* parlée par les Tiutsch, les Teutons. La conscience de leur identité se bâtit, comme souvent, dans la guerre menée par leur roi contre les peuples d'Europe centrale, les Slaves, les

Tchèques et, surtout, les Hongrois. Ces guerres cristalliseront l'identité germanique.

L'Europe de l'an 1000 est un paysage chaotique.

Elle est une Europe inorganisée, brouillonne, sans peuples encore cristallisés ni princes véritables. Elle est un « transnationalisme » avant la lettre, un tissu social dans lequel les acteurs privés et les intérêts privés – duchés, seigneurs, évêques, abbés – seront dominants par rapport à des États princiers totalement balbutiants, un assemblage de fiefs et de terres possédées par les multiples familles aristocratiques mises en place depuis les Mérovingiens et à qui les rois carolingiens ont confié la gestion des territoires de l'Empire.

Cette Europe des x^e et xi^e siècles a été comparée au monde actuel. P. Hassner, après d'autres, a qualifié notre monde de « nouveau Moyen Âge », voyant une ressemblance dans les magmas sociétaux et politiques des deux époques. Par cette idée, il s'agit d'opposer la « clarté » de la société internationale classique considérée comme un modèle, celle théorisée par Machiavel et bâtie par le traité de Westphalie, au « brouillis » de la société internationale du Haut Moyen Âge.

Mais, en réalité, on le verra, les deux mondes du x^e et du xxi^e siècles n'ont ni la même texture ni les mêmes acteurs, ni les mêmes flux. Si on veut tracer grossièrement la différence entre les deux époques, on dira que le x^e siècle européen est une ère « pré-étatique » alors que notre monde du xxi^e siècle est peut-être la transition entre l'étatisme dominant et un « post-étatisme » naissant.

L'Europe chrétienne, une Europe « substantielle »

Entre les xi^e siècle et xiii^e siècle, l'Europe occidentale va se solidifier.

Les trois siècles du Moyen Âge central sont d'abord l'avènement d'une Europe assurée, voulant être maîtresse d'elle-même. L'Europe, forte de sa chrétienté affirmée, va partir à la reconquête de Jérusalem après l'appel du pape Urbain II en 1095. L'Europe des gueux, des chevaliers et des princes va mener deux siècles durant la Croisade, sans réussite finale au bout de la VII^e Croisade de 1270. Mais l'Europe va réussir au début du XIII^e siècle sa *reconquista* en Espagne aux dépens des royaumes almohades d'Andalousie.

Ces trois siècles sont également l'apogée d'une Europe dans laquelle la société et la culture sont totalement régies et contrôlées par l'Église et ses représentants. À cette époque s'est constitué ce que l'on peut appeler l'Europe chrétienne.

La chrétienté occidentale va bâtir une synthèse théologique de la foi et de la raison. Albert le Grand, Anselme devenu archevêque de Canterbury, les monastères de l'abbaye de Cluny et du mont Cassin et la réforme clunisienne, mais aussi différentes écoles épiscopales dont celle de l'évêque Fulbert, la Sorbonne de Pierre Abélard, l'école de Chartres, puis la papauté elle-même avec Léon IX, vont être les premiers bâtisseurs de cette révolution du christianisme occidental. Mais, en contrepartie, l'Église va vouloir contrôler la culture et la société européennes, devenant « la grande organisatrice imposant une pensée unique à tous les Européens » (G. Minois).

L'Église a construit une profonde unité culturelle et juridique européenne qui a embrassé et unifié les jeunes monarchies féodales. L'Europe occidentale fut régulée au Moyen Âge central par un droit supranational de nature religieuse, dont les règles du droit à la guerre que furent la trêve de Dieu et la paix de Dieu sont une illustration.

L'Europe fut alors durant ces siècles beaucoup plus « réelle » et vivante qu'à toute autre époque. La langue latine utilisée par toutes les élites européennes, le réseau des universités de Salamanque et de Florence à la Sorbonne, la circulation européenne des idées et des débats issus des réformes de la pensée ecclésiastique, l'ordre juridique, moral,

culturel imposé par l'Église et accepté par la quasi-totalité des peuples et des monarques, à quelques exceptions près tels les Vaudois et les Cathares, ont forgé cette Europe chrétienne « substantielle » au sein de laquelle les monarchies féodales émergentes ne revendiquent pas encore leur indépendance vis-à-vis du pouvoir écrasant de l'Église et de ses représentants.

L'apogée de cette Europe papale est atteint à la fin du XII^e siècle avec le pape Innocent III, le théoricien du « couple du soleil et de la lune », le soleil étant le pouvoir papal et la lune étant le pouvoir des rois soumis au pape. Il imposera sa volonté politique à de multiples rois et princes d'Europe, en Pologne, en Scandinavie, mais également à Philippe-Auguste et à Jean sans Terre. Il organisera la croisade contre les Cathares de façon à réduire l'hérétique comte de Toulouse, en forçant la main du roi de France Philippe-Auguste. Il organisera de façon très politique la IV^e Croisade, qui partira en 1204 à la conquête de Constantinople et à l'extension en Orient de la chrétienté romaine, puis les piteuses « Croisades des enfants » et v^e Croisade.

La question du « qui gouverne ? » ne se pose pas dans l'Europe des XII^e et XIII^e siècles. Le pouvoir papal s'apparente en quelque sorte à un directoire fédéral mis en place pour gouverner l'Europe avec la collaboration des princes et des rois. Ce sera le moment de l'investiture papale du frère de Saint Louis, Charles d'Anjou, comme roi de Sicile en charge de contrôler l'Italie pour le compte de la papauté. Ce sera le concile de Latran de 1215, dont le nombre et l'importance des décisions prises dans tous les domaines, religieux, mais aussi politique, juridique et social, est une consécration du nouveau pouvoir théocratique pontifical en place. Ce sera le triomphe du concile de Lyon de 1274, auquel sont présents des représentants du monde entier, de Byzance, de la Perse, des Mongols. Ce sera la doctrine de la *plenitudo potestatis* pontificale, une doctrine d'une souveraineté religieuse sur les États et les peuples par la direction des esprits et des consciences. Ce sera le pouvoir d'une Église

riche des revenus provenant de toute la chrétienté européenne, forte d'une administration vaticane très organisée et toute-puissante, développée par la création de nouveaux ordres pauvres et prêcheurs, les franciscains et les dominicains, juge tout-puissant par l'établissement d'une institution de lutte contre les erreurs et les hérésies, l'Inquisition.

Cette Europe chrétienne forgée par la papauté et l'Église est animée par une vision grandiose d'une unification du monde autour d'une synthèse totalisante de la foi et de la raison.

Thomas d'Aquin, le « docteur angélique », le grand théoricien de cette Europe théocratique culminant au XIII^e siècle, va s'efforcer de concilier la pensée chrétienne avec la philosophie d'Aristote tout juste redécouverte par les scolastiques à partir de la traduction latine de l'œuvre du philosophe. Distinguant la raison naturelle de la raison éclairée par la foi, tout en affirmant que la philosophie est « la servante » de la théologie, Thomas considère que l'homme se doit de philosopher pour atteindre la strate de la vérité accessible à la raison. Il est l'Averroès de l'Europe chrétienne. En fait, Thomas d'Aquin cherche à adapter la pensée médiévale d'une communauté universelle créée par Dieu au morcellement entamé de cette communauté chrétienne universelle en monarchies nationales. Il redécouvre pour ce faire la notion du droit naturel conçue par le stoïcisme et développée par Cicéron et il vient la christianiser. Le droit naturel devient, avec Thomas d'Aquin, la raison révélée par Dieu et destinée à gouverner les rapports entre les hommes et entre les sociétés, un droit profane reflet de la pensée divine qui est supérieure aux États.

La réforme théologique initiée par Thomas d'Aquin, en mariant révélation et raison, théologie et philosophie, va ouvrir un grand débat au sein de l'Église aux XIII^e et XIV^e siècles, dans lequel vont participer thomistes, Nicolas de Cues, Guillaume d'Occam, Dante.

C'est un moment essentiel pour l'Europe. Au moment même où l'Église domine une Europe émergente de toute sa puissance, cette ouverture du christianisme à la philosophie dessine un paysage culturel européen absolument différent de celui de tous les autres mondes de

l'humanité, faisant faire à une Europe à peine sortie de la « barbarité » un saut intellectuel incomparable.

Mais paradoxalement, c'est au moment où la papauté a enfin pris le dessus sur les ambitions politiques et la conception laïcisée d'une Europe impériale développées par les empereurs germaniques que la bascule va s'opérer. Les jeunes monarchies issues des peuples barbares vont franchir une étape culturelle essentielle qui leur permettra de revendiquer leur émancipation.

L'Empire byzantin

En parallèle à l'évolution de l'Europe romano-barbare, l'Empire romain s'est poursuivi dans la « seconde Rome » qu'était Byzance.

Mais alors que Rome « romanisera » l'Europe, l'Empire romain sera lui-même « orientalisé » lorsqu'il s'installera à Byzance. Alors que Rome a changé de destin en devenant une ville « barbare », à la disparition du dernier empereur romain d'Occident, Byzance prend seule le flambeau de l'Empire.

Au VI^e siècle, il va y avoir une résurrection provisoire de l'Empire tout entier par le grand empereur qu'a été Justinien, hanté toute sa vie par le rêve d'un empire universel romain et chrétien réunifié.

Justinien va reconquérir les territoires occupés en Afrique du Nord par les Vandales, en Espagne par les Wisigoths et en Italie par les Ostrogoths après une guerre très dure et dévastatrice de trente années.

Le constructeur de la basilique Sainte-Sophie de Byzance fera disparaître l'hérésie aryenne des peuples germaniques et unifiera l'Empire sous la bannière du christianisme orthodoxe du concile de Chalcédoine, ce qui sera désormais un fait acquis. Justinien viendra également parachever la politique romaine dans le domaine juridique, par la codification de l'ensemble des textes essentiels du droit romain. Le code Justinien sera

une brique essentielle dans la future construction de l'Europe classique des États.

Mais le rêve de Justinien s'effondrera après sa mort. Le temps de l'Empire romain tout entier est passé. Malgré la foi commune, la réalité émergente des deux mondes romains d'Occident et d'Orient, d'un vieux monde d'Orient et d'un nouveau monde dominé par les peuples « barbares » romanisés, est déjà trop fortement établie pour qu'une force impériale quelconque puisse les réunifier.

L'Empire chrétien de Byzance se perpétuera jusqu'en 1453, neuf cents ans après Justinien, jusqu'à la conquête de Constantinople par les armées ottomanes. Byzance, dont on a dit qu'il était continuellement déclinant, durera mille ans.

Tout comme l'avait fait Rome, Byzance va civiliser ses voisins encore « barbares » que sont les futurs peuples serbe, bulgare, tchèque et russe. Par les missionnaires byzantins, dont les grandes figures seront Cyrille et Méthode, les princes de ces peuples se convertiront au christianisme et feront convertir leurs sujets. De même, ces peuples vont adopter les coutumes et la culture byzantine par les écoles, les églises, les monastères. Le christianisme byzantin, déjà distancié du christianisme romain, va tout à la fois intégrer le monde slave au monde chrétien et le distinguer de l'Europe occidentale romanisée.

Car la christianisation opérée par l'Empire byzantin dans cette partie du continent européen, le monde slave non encore « cristallisé » et jusqu'alors ouvert à toutes les influences, sera non pas une romanisation, mais une « byzantinisation ».

La spécificité première du christianisme byzantin est l'unité du politique et du religieux. Alors qu'à Rome l'empereur cohabitait avec le pape dans une dualité entre l'Église et l'État, l'empereur byzantin, couronné par le patriarche de Constantinople, éloigné géographiquement et culturellement de la papauté romaine, va se considérer comme le représentant de Dieu sur Terre. Il se bâtit à Byzance une autocratie au sein de laquelle pouvoir profane et pouvoir sacré, rituels de l'Église et de

l'État, sont délibérément mêlés de façon à montrer au peuple la majesté de l'empereur. De ce fait, l'Église d'Orient animée par le patriarche de Constantinople sera d'emblée liée, voire dépendante, de l'empereur et du pouvoir politique. Et le pape de Rome est loin... Cette union du sacré et du profane joue à tous les niveaux. Elle concerne également les relations entre l'Église et le peuple. L'Église byzantine a un rôle politique direct auprès du peuple, vient jouer le rôle d'un ciment fédérateur de la société, alors que l'Église romaine est plus hiérarchique et extérieure.

Ce triangle byzantin spécifique empereur/Église/société, dans lequel le religieux est tout à la fois source de légitimité et d'autorité absolue du prince et source d'unité du peuple, sera le terreau culturel de la future orthodoxie. Ce « rituel politico-religieux », très différent de la tradition laïcisée de la *res publica* romaine dissociant la chose publique du religieux, se retrouvera dans tout le monde orthodoxe issu du monde byzantin, de la Grèce à la Russie.

La séparation des Églises catholique et orthodoxe est conventionnellement fixée à 1054, date de la dispute sans retour entre les légats romains et les patriarches byzantins. Dans la réalité, les jeux étaient faits depuis longtemps.

Un « catholicisme » et une « « orthodoxie » vont se dessiner au cœur du christianisme dès lors que Rome et Constantinople seront établies toutes deux comme capitales de l'Empire romain. Cette divergence progressive des deux cultures religieuses opérée au sein du christianisme, amorcée dans les divisions théologiques apparues aux VII^e et VIII^e siècles entre les deux Églises latine et byzantine sur le *filio que*, la relation entre le Père, le Fils et l'Esprit saint, et développée dans les querelles de préséance et d'autorité entre le pape de Rome et le couple byzantin empereur-patriarche, expriment la réalité d'une coupure culturelle et politique en marche entre une Europe occidentale romanisée et une Europe orientale byzantinisée.

Le sac meurtrier de Constantinople de 1204 perpétré à l'instigation des Vénitiens par l'armée de la IV^e Croisade est le signe le plus brutal que

les « Francs », comme les appellent les Grecs, ne considèrent pas Byzance comme appartenant à leur civilisation. Ces deux strates politico-religieuses européennes distinctes durent jusqu'à aujourd'hui. Elles seront accentuées par l'émergence de la Rus.

Le monde de la Rus

Dans cet immense monde de steppes et de forêts qui s'étend de l'Asie à la Hongrie, de la mer Jaune au lac Balaton, la vie a été, durant des millénaires, celle de peuples indo-européens nomades, venant tous d'Asie Centrale pour conquérir des pâtures. Ce seront, deux mille ans avant notre ère, « les peuples des steppes », les Cimmériens, puis entre l'an 1000 et le III^e siècle de notre ère, l'empire des cavaliers scythes entre Don et Danube, puis les Sarmates.

Mais, au IV^e siècle, ce sera une invasion du Nord, par la tribu germanique des Ostrogoths, qui établira pour la première fois un territoire entre Baltique et mer Noire, première configuration de la future Russie. Mais ce sera le retour des invasions asiatiques par les peuples turcophones, les Huns d'Attila, l'Empire des Avars entre le IV^e et le VII^e, et le royaume des Khazars.

Cette première histoire de la Russie inscrit déjà l'empreinte d'une histoire eurasiennne de la Russie, d'une histoire culturelle à cheval entre l'Asie et l'Europe.

« D'où est donc venue la terre russe ? » s'interroge le moine Nestor au XII^e siècle dans ce qui sera la première chronique de l'histoire russe. La réponse est dans la cassure intervenue au moment de l'invasion des Avars entre les tribus slaves de l'Ouest et du Sud, impressionnées par la victoire de Charlemagne sur les Avars et désormais tournées vers l'ouest de l'Europe, et les tribus slaves de l'Est, restées « orientales » et vivant désormais leur vie propre.

Ces dernières sont établies tout le long du Dniepr, le grand fleuve allant de la Biélorussie à la mer Noire, devenu un axe économique vital. Elles vont écrire la première page de l'histoire russe. Leur territoire ira de Novgorod, sur le lac Ilmen, à la mer Noire. Et la capitale en sera la ville de Kiev.

Il se produira au VIII^e siècle la « greffe » entre les Slaves de la région de Novgorod et les Varègues rus, des tribus de la Baltique mêlant populations slaves et vikings. C'est de cette fusion entre les tribus varègues rus et la population slave de la région de Novgorod que surgira le premier État rus et que naîtra plus tard le peuple russe.

Ce nouvel État va réunir, sous la férule de la dynastie varègue d'abord maîtresse de Novgorod, toute la plaine russe de la Baltique à la mer Noire, autour des villes de Novgorod, de Smolensk et de Kiev, devenue la « mère des villes russes ». L'épine dorsale de l'État rus est le Dniepr. Signe de la grande contradiction de l'histoire russe entre la slavophilie et l'occidentalisme, cette « greffe normande » a été constamment rejetée dans l'historiographie russe par les « antinormands », du XVIII^e siècle à aujourd'hui.

Toujours est-il que la Rus surgit dans l'histoire du monde au IX^e siècle lorsque le nouvel État kiévien vient assiéger Constantinople en 860.

Le X^e siècle sera essentiel dans l'histoire de la jeune Russie. Il commencera par les expéditions contre l'Empire byzantin. Il se poursuivra par l'alliance avec ce même Empire byzantin contre les Bulgares du Danube et surtout contre les peuples nomades asiatiques, dont les Khazars. Il se conclura sous le règne de Vladimir par la conversion au christianisme orthodoxe prêché par les missionnaires de Byzance, un christianisme orthodoxe devenu religion d'État et surtout le premier ciment culturel et religieux d'un peuple russe encore balbutiant. J.-F. Colosimo dira même que l'importation de l'orthodoxie byzantine, parce qu'elle lie intimement le politique et le religieux, a empêché la création d'États-nations là où elle domine, mais a produit des peuples, dont le peuple russe.

Au x^e siècle, par l'action de Vladimir, la Russie a ancré son destin en préférant Byzance à Rome, en se dissociant clairement de l'Empire carolingien héritier de l'Empire romain d'Occident et du christianisme romain. La conséquence en sera l'importation à Kiev de la conception byzantine du pouvoir politique. Le *kagan*, le grand prince, est l'autocrate sacré envoyé par Dieu pour protéger la principauté.

Au moment où Vladimir choisit le christianisme byzantin, l'empereur germanique Othon, sacré à Rome en 962 et se voulant l'héritier de l'Empire carolingien, vient christianiser la Pologne et d'autres populations slaves au nom du *drang nach osten*. Cet entremêlement différent du politique et du religieux au cœur du continent européen vient couper en deux l'Europe centrale et baltique, entre les Slaves de l'Est devenus le peuple des Rus et les Slaves de l'Ouest, les Polonais, Tchèques et Slovaques, ainsi que les peuples baltes, tous désormais tournés vers Rome.

Il va s'y former les principautés de Lithuanie et de Pologne.

La Lituanie est au départ l'une des tribus baltes installées aux côtés des Varègues, mais restée la dernière population païenne de l'Europe. Elle s'est forgée dans la lutte victorieuse menée au XIII^e siècle contre les chevaliers teutoniques venus les christianiser et les conquérir. Cette guerre a fait naître l'identité lithuanienne. Mindaugas va être le grand prince d'une Lithuanie convertie au christianisme romain, la coupant ainsi un peu plus des populations de la Rus. Par la suite, au nom du principe formulé selon lequel toute la Rus doit appartenir à la Lithuanie, profitant du déclin de la Russie de Kiev, le grand duché de Lithuanie va combattre les tribus tatars, s'emparer de la Russie kiévienne, s'étendant ainsi de la Baltique jusqu'à la mer Noire et générant les particularités des futurs peuples de Biélorussie et de l'Ukraine par rapport aux « grands Russes ».

Quant à la Pologne, elle deviendra au xv^e siècle le grand royaume à l'est de l'Europe, par la dynastie des Jagellon, l'union du roi Jagellon avec le grand duché de Lithuanie, l'acculturation des élites lithuanienne, biélorusse et ukrainienne à la culture et à la langue polonaises, l'union de tous ces peuples dans un christianisme « occidental » renforcé par la

victoire historique sur les chevaliers teutoniques à Tannenberg en 1410. La création simultanée d'une nouvelle noblesse « nationale » et de l'université de Cracovie va faire naître un grand État, la République polono-lithuanienne, dite des « deux nations », étendue de la Baltique à la Biélorussie et à l'Ukraine. La République des deux nations renforcera les sentiments nationaux affirmés ou émergents, polonais, lithuanien, biélorusse, ukrainien. Cette puissance polono-lithuanienne deviendra au XVI^e siècle l'adversaire naturel de la nouvelle Russie construite par Ivan IV le Terrible après la fin de l'occupation mongole.

« Vladimir a déterminé pour des siècles les orientations et les formes de la Russie. Une Russie qui, alors, est le seul État européen à n'avoir jamais été une province de l'Empire romain et qui, en conséquence, n'emprunte pas sa religion à Rome » (M. Heller). La fracture apparue en ce X^e siècle entre les deux Europes, carolingienne et rus, marque toute la relation entre la Russie et l'Europe occidentale.

La trajectoire de la Russie restera étrangère à celle de l'Europe occidentale.

La première Russie de l'an 1000, la Russie kiévienne de Vladimir, a succombé en 1223 devant les cavaliers de Gengis Khan, et deviendra un État vassal de la « horde d'or », l'État mongol établi au sud de la Volga. C'est alors que la principauté de Moscovie, dirigée par des princes héritiers d'Alexandre Nevski, le vainqueur de la bataille de Narva contre les chevaliers teutoniques, ayant préservé son autonomie au sein de l'Empire mongol, va combattre sur les deux fronts asiatique et européen, contre la horde et contre la Lithuanie. Mais l'ennemi principal est la Lithuanie.

Avec le consentement de la horde mongole, Moscou étendra d'abord sa puissance aux autres principautés rus environnantes. Après cent soixante années de juridiction souveraine mongole, le prince Dimitri, appelé Donskoï, défera l'armée de la horde en déclin à la bataille du Champ-des-Bécasses, en 1380.

La bataille du Champ-des-Bécasses de 1380 est le « Bouvines russe ». Elle consacre le transfert du pouvoir russe au profit de la dynastie moscovite, et elle vient forger les premiers sentiments nationaux au sein d'un peuple russe jusqu'alors éparpillé en principautés et seulement uni par sa foi orthodoxe. Désormais, il va exister le sentiment d'une lutte juste menée par le peuple rassemblé derrière le prince de Moscou contre l'infidèle ayant souillé la terre sacrée d'une Russie en gestation. À l'image des guerres médiévales, la cristallisation patriotique russe s'est faite sur fond de conflit civilisationnel.

Entre les ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, les successeurs de Donskoï, dont Ivan III puis Ivan IV le Terrible, créeront l'État tsariste moscovite. Ils « rassembleront » toutes les autres principautés russes, de Novgorod à Smolensk, renouant ainsi avec l'État russe de Vladimir.

Mais la nouvelle Russie moscovite reste en hostilité à l'Ouest, face aux poussées orientales teutonnes, lithuanienne, polonaise, suédoise. Ce sera le premier aller et retour de la puissance russe en Europe entre le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècle, avec les conquêtes puis les pertes territoriales à la fin du règne d'Ivan IV. La Baltique et Kiev reviendront aux mains des puissances suédoise et polonaise, deux puissances qui sont de surcroît dans la foi « latine » du catholicisme.

La Russie moscovite, d'Alexandre Nevski à Ivan IV le Terrible, va élaborer les quatre constantes de la politique russe, un empire eurasiatique bâti au Sud et à l'Est comme centre de gravité naturel de la Russie, la constitution de l'Occident européen comme l'ennemi numéro un de la Russie, l'orthodoxie comme étant la seule religion légitime face aux hérésies romaine et islamique, le pouvoir autocratique comme étant le seul mode de l'État princier.

Ivan IV le Terrible prend le titre de tsar, dérivé de César, et s'affirme « souverain de toute la Rus ». Il transfère à Moscou le siège métropolitain orthodoxe installé à Kiev, avant de détacher le patriarcat de Moscou de celui de Constantinople, faisant passer la Russie du statut de « troisième Rome » à celui de « deuxième Rome ».

Et alors que s'érige à la même époque en Europe occidentale la conception de l'État princier, les premiers tsars moscovites vont construire une version russe de l'État princier.

En coopération avec les dirigeants de grands monastères, tel Joseph de Volok, auteur de *L'Illuminateur*, et ses disciples les joséphiens, il va s'élaborer la doctrine de la théocratie orthodoxe absolutiste et centralisatrice, attribuant une dimension divine au tsar et liant totalement l'Église de Moscou au tsar. « La seule foi chrétienne est l'orthodoxie, l'unique gardienne de la foi est Moscou, incarnée par le souverain autoritaire qu'est le tsar, et tous sont esclaves du tsar » (M. Heller). C'est le règne de la soumission et de la piété.

Cette doctrine théocratique va régner sur la Russie jusqu'à la fin du tsarisme. Elle sera ensuite présente à l'arrière-plan de l'action de Staline, fervent admirateur du moine Joseph de Volok. Elle reviendra sur le devant de la scène dans la relation de Poutine et de l'Église orthodoxe.

L'émergence de l'Europe des États princiers

L'Europe du ^{xiv}^e siècle va produire une révolution dans la vie internationale en fabriquant l'État princier, successeur des États-cités et des États-nations antiques et héritier de la *res publica* romaine.

La France capétienne va être le détonateur de cette révolution politique européenne. En trois siècles, entre l'an 1000 et 1300, les Capétiens ont accompli une formidable entreprise en arrivant à devenir les rois d'un véritable royaume de France et à faire de ce royaume la nouvelle grande puissance de l'Europe. Cette grande entreprise aura été rendue possible grâce à l'extraordinaire continuité politique d'une famille régnante de douze rois capétiens sur plusieurs siècles, et grâce au rejet

des vieilles coutumes franques et à la mise en place des principes de l'hérédité et de l'unité du royaume.

Sous son long règne, Philippe IV le Bel accomplira la transition révolutionnaire vers l'État « classique », pilier du futur monde bâti par l'Europe. Il l'accomplira au nom d'une pensée nouvelle. Cette pensée est celle du caractère naturel et premier de l'État, nourrie de deux sources : la renaissance du droit romain et du concept de la *res publica* et la découverte de la pensée d'Aristote sur le caractère naturel de la politique et de l'État. Il en découle l'idée d'un pouvoir monarchique affranchi aussi bien de l'autorité papale à l'extérieur que du système féodal à l'intérieur du royaume.

La compétition développée entre le pape Boniface VIII et le roi capétien Philippe le Bel sera essentielle dans l'histoire de l'Europe. L'affrontement entre le roi de France et le pape trouvera son origine dans la décision royale de lever une taxe sur le clergé sans l'autorisation du pape. Les menaces de Boniface VIII sont directes. Face à la bulle incendiaire de Boniface VIII, *Unam sanctam*, Philippe IV fait appel à ses légistes et au peuple de Paris pour faire monter la tension contre la papauté jugée coupable d'agression à l'égard du royaume de France. Avec le soutien du peuple, le roi de France fait triompher le nouveau principe selon lequel « le roi est empereur en son royaume ». Philippe le Bel aura l'audace, inconcevable auparavant, de décider l'arrestation du pape à Agnani pour le faire juger. Boniface VIII en mourra. Sera alors élu un pape français, Clément V, lequel abandonnera la doctrine de la théocratie pontificale, se montrera ouvert à l'égard du roi de France, et installera le siège papal à Avignon où la papauté restera soixante-dix ans. Philippe le Bel vient ainsi bâtir la première forme d'une principauté souveraine. Agnani est le signe le plus fort du bouleversement en cours du système européen. L'avenir est aux monarchies féodales puis nationales. De Canossa en 1077 à Agnani en 1303, l'Europe n'a pas seulement changé de visage, elle a changé de nature.

La révolution politique ouverte par la France de Philippe le Bel sera

accélérée par la guerre de Cent Ans. Cette guerre sans fin des ^{xiv} et ^{xv} siècles sera la fin de l'Europe féodale, l'accoucheuse de l'État princier et de la formation des premiers « sentiments nationaux ».

L'État princier, le *stato* souhaité sans succès par Machiavel pour l'Italie, est toujours un assemblage des acteurs que sont un peuple, un prêtre, un prince et un marchand autour d'un territoire. Mais il n'est plus du tout le même assemblage.

L'État princier est toujours régi par un prince, mais l'État est devenu une entité juridique distincte du divin comme de la personne du prince. L'État n'est plus ni divinisé ni patrimonialisé, mais, comme l'État romain, laïcisé, au nom de la souveraineté. Cette laïcisation initiée par Philippe le Bel est le retour aux principes du droit romain de la *res publica*. Elle se traduira dans la monarchie des Valois par l'édit de Moulins de 1566 affirmant l'inaliénabilité du domaine public distinct du prince.

Trois grandes monarchies européennes vont franchir ce pas décisif de la transition de la suzeraineté royale à la souveraineté monarchique. La France de Charles VII et de Louis XI après sa victoire sur l'État bourguignon de Charles le Téméraire, l'Angleterre des Tudor issue de la guerre des Deux-Roses, et l'Espagne réunie de Ferdinand et d'Isabelle, vont fabriquer les premiers États princiers de l'histoire.

Cette transition historique des monarchies européennes se fera au nom de la « souveraineté », que Bodin vient théoriser dans ses *Six Livres de la République* écrits en 1576. « La souveraineté est la puissance absolue et perpétuelle d'une république, c'est-à-dire la plus grande puissance de commander. » Selon la formule exprimée par les monarques de l'époque, « le roi est devenu empereur en son royaume ». Il se met également en place l'autre élément constitutif de l'État princier moderne : le peuple.

Ainsi, un double processus va s'opérer. De haut en bas, le prince va s'intéresser à l'ensemble de ses sujets, ne visera plus à s'assurer de la loyauté de ses seuls vassaux, mais voudra exercer directement un pouvoir régalien sur l'ensemble de la population de son territoire. En conséquence, il se met en place un autre élément constitutif de l'État

moderne, le territoire délimité de l'État. L'État devient un État frontalier. Les États princiers, rompant avec le système féodal, se veulent d'un seul tenant, poussant ainsi au bout de sa logique la continuité de l'*imperium* romain. En conséquence, chaque prince se dispute désormais pour la délimitation précise du territoire de son État. Le concept de frontière, dérivé du « front » médiéval renvoyant aux « confins » situés entre les royaumes, acquiert au XVI^e siècle son sens actuel d'une ligne de séparation linéaire précise de deux territoires relevant de deux juridictions étatiques différentes.

En parallèle, de bas en haut, le peuple s'intéressera beaucoup plus à son État. Les « sentiments nationaux » vont émerger dans les populations, à l'image de ce qui s'était passé dans la France et l'Angleterre de la guerre de Cent Ans. Azincourt en 1415, suivie du désastre du traité de Troyes de 1420 conduisant à une France éclatée et livrée aux Anglais, à part le petit royaume de Bourges, sera le détonateur de ce nouveau sentiment national qui émerge au sein de la population du royaume de France, face à un ennemi qui n'est plus seulement le roi d'Angleterre, mais tout simplement l'« Anglais ». L'appellation de « Français » et d'« Anglais » apparaît à cette époque, au lendemain de l'épopée de Jeanne d'Arc et au moment du règne de Charles VII. Cette naissance d'une identité nationale est illustrée par les œuvres de propagande écrites des deux côtés. Le *Traité contre les Anglais* de Jean de Montreuil comme le *Dit de la rébellion d'Angleterre et de Flandre*, composé après la victoire de Crécy, sont les premiers écrits « nationalistes » de l'histoire européenne.

Les « nationalismes médiévaux » ont existé et ont précédé les nationalismes modernes. Mais, à cette époque, les peuples se tournent vers les rois pour garantir leur sécurité et la prospérité.

L'État princier bâti par quelques princes de l'Europe occidentale servira de modèle à tous les autres princes européens. Cette transition historique ne s'effectuera pas de la même façon ni dans le même temps dans toute l'Europe. L'État princier sera plus ou moins « despotique » ou « démocratique », selon que le prince mate, apaise ou administre le

peuple. L'État princier sera plus ou moins laïcisé selon que le monarque gèrera sa relation avec le prêtre et le divin. Les États anglais, français, espagnol, danois, polonais, russe seront des figures toutes différentes de l'État princier.

La première pensée sur le nouveau monde européen : Machiavel, Vitoria, Suarez, Hobbes

La transition historique entre la vision moyenâgeuse d'une communauté universelle et l'ambition nouvelle des princes européens va se refléter dans la réflexion théorique.

Machiavel va s'appuyer sur les quinze années qu'il a passées à défendre par la diplomatie et la guerre l'indépendance de sa patrie, Florence, pour écrire, en 1527, *Le Prince*. Puisque Florence est passée sous la tutelle de l'autorité pontificale, il va réfléchir sur l'échec de son entreprise. Mais sa réflexion va dépasser le cas particulier de sa ville et devenir une extraordinaire méditation sur la nature des rapports entre les principautés ainsi que sur les règles d'action que doit s'imposer un État dans ses relations avec l'extérieur. Le titre véritable de l'opuscule de Machiavel est *Des principautés*. Il se pose la question suivante : comment doivent se gouverner les principautés dans leurs rapports mutuels ?

Machiavel veut constater ce qui est et non pas affirmer ce qui doit être. Ce qui est, à ses yeux, est la réalité des rapports de force entre les princes. Il part de la constatation qu'il existe de multiples principautés et que ces principautés vivent entre elles dans l'état de nature, sans lois ni pouvoir qui leur soient supérieurs. Machiavel rompt ainsi avec toute la pensée médiévale d'un droit divin supérieur aux monarques.

Parce que les rapports entre les principautés ne sont ni réglementés ni policés, ils reposent sur la confrontation de leurs intérêts et de leurs desseins. Or, chaque principauté recherche pour elle-même la puissance, la gloire ou la réputation. Il y aura donc nécessairement une contradiction des intérêts respectifs des principautés, ce qui engendrera une compétition permanente jusqu'à la guerre.

Il faut donc avoir des forces suffisantes pour acquérir comme pour conserver. « C'est pour avoir négligé les armes et leur avoir préféré les douceurs de la mollesse qu'on a vu des souverains perdre leurs États. L'on aura toujours de bons amis quand on aura de bonnes armées. »

Le chapitre XXI, « *Comment doit se conduire un prince pour acquérir de la réputation* », est une remarquable analyse de la conduite diplomatico-stratégique fondée sur l'intérêt national.

Machiavel va être le premier bâtisseur des concepts de la théorie « réaliste » des relations internationales, prolongée et approfondie par Th. Hobbes au XVII^e siècle, Clausewitz au XIX^e, Morgenthau et Aron au XX^e. Celle-ci met en rapport l'État anarchique de la société internationale, l'égoïsme des États, le choc des puissances, avec la rationalité de la conduite diplomatico-stratégique et la rationalité de la guerre, reposant toutes deux sur la recherche d'un équilibre de puissance.

Francesco de Vitoria, le dominicain de Salamanque du début du XVI^e siècle, est l'exact contrepoint de Machiavel.

Dans ses principaux écrits, *De potestate civili* et *De indis et de jure belli*, Vitoria va s'affirmer comme le grand théoricien moderne du paradigme de la communauté universelle.

Il ne s'agit pas, pour le dominicain qu'il est, de cultiver la nostalgie de la chrétienté médiévale dont rêvaient les papes du Moyen Âge. Vivant en Espagne, il a bien conscience de la réalité nouvelle de l'État. Théologien, il est passionné par les problèmes nouveaux créés par l'apparition de l'État espagnol et les « grandes découvertes ». Il va se poser la double question de la légitimité de l'acquisition de terres étrangères et de la

nature des rapports qui doivent exister entre les conquérants européens et les Indiens colonisés.

Vitoria est préoccupé au premier chef par le fait de fonder un droit des gens qui oblige les États et les communautés humaines. Mais au-delà de la fondation du droit international, Vitoria va moderniser la conception chrétienne des rapports entre l'homme et la société. Ce faisant, il est l'exacte antithèse de Machiavel en théorisant l'approche « libérale » des relations internationales déjà amorcée par Hérodote et les stoïciens, selon laquelle l'homme et l'humanité, et non l'État, sont au centre de la vie internationale.

Pour Vitoria, la seule réalité vivante est l'homme. L'État est une simple nécessité qui doit permettre à l'homme de vivre au sein des éléments qui l'entourent. « Les communautés, villes et États, ont leur origine et leur raison d'être non dans les combinaisons artificielles, mais dans la nature elle-même qui pousse les hommes à assurer leur conservation et leur défense. Mais, au départ de la société, il y a l'indivision naturelle, l'existence d'une communauté indistincte d'hommes. La division introduite dans les terres par l'existence des États est subordonnée au principe premier de l'indivision naturelle. »

La Terre appartient donc à tous les hommes et leur est commune. Les États peuvent diviser la Terre par les frontières et les conquêtes. Ces divisions secondes et artificielles n'empêchent pas que la communauté primitive demeure. Vitoria en tire pour conséquence principale le *jus communicationis*, qui est le droit naturel des individus d'aller et venir partout où bon leur semble. Il fonde ainsi une conception d'un droit naturel de l'homme supérieur aux prérogatives des États.

Jamais, le paradigme « libéral », aux antipodes du paradigme « réaliste », ne sera affirmé de façon aussi absolue. À la suite de Vitoria, le jésuite espagnol Francisco Suarez aura une pensée beaucoup plus nuancée. Homme de la fin du XVI^e siècle, il est parfaitement conscient de l'implantation définitive de la conception moderne de l'État souverain en

Europe. Il constate que la division de l'humanité en États indépendants s'oppose désormais à toute conception universaliste.

Suarez ne croit plus, au contraire de Vitoria, à l'existence d'une communauté antérieure et supérieure aux États, tant le genre humain est désormais divisé en nations et en royaumes différents. Suarez raisonne dans le cadre d'une société des États.

Mais, à ses yeux, l'unité politique et morale du genre humain demeure, même si elle est devenue virtuelle. Suarez va développer l'idée selon laquelle les différentes communautés politiques ont besoin les unes des autres pour vivre et prospérer. Citons ce passage célèbre : « Jamais ces communautés ne peuvent se suffire à elles-mêmes séparément au point de n'avoir pas besoin de leur aide réciproque, soit pour leur mieux-être, soit à cause d'une nécessité. »

Suarez décèle dans les rapports entre les États une interdépendance essentielle qui fonde leur coopération et une solidarité, ainsi que le développement de règles établissant un ordre international. Nous ne sommes plus tout à fait dans la perspective de la communauté universelle, mais nous ne sommes plus du tout dans la théorie de l'état de nature. L'approche des rapports entre les États par la notion d'interdépendance ébauchée par Suarez s'épanouira dans la pensée libérale du XVIII^e siècle, puis dans l'école transnationale du XX^e siècle.

Tant la théorie de la communauté universelle de Vitoria que la théorie de l'interdépendance de Suarez sont les deux versions du même paradigme libéral, le paradigme du primat de l'homme sur l'État.

Avec Thomas Hobbes, on revient à la théorie réaliste dont il est l'autre bâtisseur avec Machiavel.

Homme de la fin du XVI^e et du début du XVII^e siècle, ballotté sa vie durant par les chaos de la guerre civile et de la première révolution d'Angleterre, Thomas Hobbes, avide de paix civile et de sécurité, est un homme obsédé par la peur du désordre et de l'anarchie. Il sera le « Pascal des relations internationales » en affirmant quelques années avant lui que

l'homme est « un monstre qui a créé un incompréhensible désordre » et que sa rationalité ne gouverne en rien son propre fonctionnement.

À son époque, les jeunes États européens se sont affirmés, mais ils sont encore dans leur premier âge et se développent dans les turbulences et la violence des guerres en chaîne.

Hobbes fonde son analyse sur la nature de l'homme. Il récuse toute idée de « sociabilité naturelle » sur laquelle Aristote avait bâti son raisonnement quant au caractère naturel de la cité. Car il y a dans l'homme un désir perpétuel de puissance dont l'objet sera la satisfaction de tous ses désirs. L'homme se distingue de l'animal par l'égoïsme, le calcul, le désir, l'anxiété. L'homme est un être égoïste et craintif. L'homme est un loup pour l'homme, « *homo homini lupus* ». Et tant qu'existera cette volonté de guerre, l'État naturel sera une jungle, une guerre permanente de tous contre tous.

Cette guerre permanente engendrera les passions, ces « monstres brûlants » décrits par Pascal. Hobbes va systématiser la pensée grecque sur les passions en construisant une classification des trois passions fondamentales qui font agir les peuples et leurs dirigeants : la peur, conduisant à la recherche de la sécurité ; l'avidité, conduisant à la recherche des biens matériels ; l'honneur ou la vanité, conduisant à la recherche de la gloire ou de la reconnaissance. Citons ce passage d'une très grande richesse dans sa concision : « La nature humaine contient trois principales causes de discorde, la compétition, la défiance et la gloire. La première pousse les hommes à s'attaquer en vue d'un gain, la seconde en vue de la sécurité et la troisième en vue de la réputation. »

Hobbes va alors s'interroger sur la façon de sortir de ce terrible état de nature inscrit au cœur de l'homme. Cela va l'amener à faire une distinction fondamentale entre la société interne et la société internationale.

Au sein de la société interne, les hommes vont passer un contrat social, par nécessité et non par goût. Il en sortira la société politique, le Léviathan, c'est-à-dire une autorité souveraine à qui les hommes auront

remis leur liberté et leurs droits en échange de la paix civile et de la sécurité.

Mais entre les sociétés civiles, il n'en sera rien. Il constate qu'à l'inverse des sociétés internes, les sociétés humaines n'ont pas passé de contrat entre elles établissant une autorité supérieure, un Léviathan international. La peur restera donc le ressort des hommes dans la jungle permanente qu'est la société internationale.

Thomas Hobbes est encore plus radical que Machiavel sur l'état de nature et l'anarchie absolue des rapports internationaux. « Il est donc manifeste que, tant que les hommes vivent sans une puissance commune qui les maintienne tous, ils sont dans cette condition que l'on appelle guerre et qui est l'agression de chacun contre chacun. À tout moment, les rois sont, à cause de leur indépendance, dans une continuelle suspicion, dans la posture de gladiateurs, leurs armes pointées, les yeux de chacun fixés sur l'autre. »

La distinction hobbesienne des sociétés civiles internes gouvernées par un pouvoir disposant du monopole de la force et d'une société internationale faite d'États souverains siège de la guerre sera reprise un siècle plus tard par Rousseau. Réfutant les réflexions sur l'équilibre européen de l'abbé de Saint-Pierre, Vattel et Hume, Rousseau considère que l'état de nature existant entre les États crée une telle absence d'harmonie que tout désir de changement vient troubler l'ordre établi et crée des sujets de querelle entre eux. Parce que celui-ci ne croit pas du tout en la possibilité d'un contrat social entre les nations, il deviendra le plus hobbesien des philosophes du XVIII^e siècle.

Westphalie, la fabrication de la société internationale classique

La réforme religieuse proclamée par Luther dans « la confession de foi » d'Augsbourg en 1530 viendra ébranler toute l'Europe occidentale.

Les thèses anti-romaines professées par le moine allemand vont se répandre comme une traînée de poudre dans une Allemagne en pleine effervescence. Elles seront le levier d'une révolte populaire des paysans, des petits nobles, mais aussi de nombreux princes et de villes libres, qui s'en prendront tous aux biens de l'Église.

À partir d'une révolte religieuse contre Rome et l'Empire des Habsbourg réunis dans la défense de la foi chrétienne traditionnelle, Luther, malgré lui peut-être, par la proclamation de la Réforme, ouvre la voie à l'émergence des sentiments nationaux allemands portés par l'union des princes et d'une grande partie du peuple. Le soutien sans faille qu'il trouvera auprès de princes, dont le prince électeur de Saxe Frédéric III le Sage, exprime bien une révolution « nationale » à l'œuvre dans toute l'Allemagne contre un Empire romain germanique perçu comme un pouvoir étranger.

La Réforme s'étendra à la Suisse, sous l'impulsion de Zwingli et de Calvin, puis à l'ensemble des royaumes scandinaves.

La Réforme produira une double nationalisation, religieuse, mais également politique. La création d'Églises nationales dans les pays réformés cristallise ces éveils nationaux. La symbiose se fait dans ces pays entre le pouvoir du prince, l'Église nationale et le peuple, acteur désormais actif et puissant de ces transformations nationales. Par la Réforme, les peuples européens vont s'éveiller aux nationalités, d'abord en rejetant les autorités supérieures de l'Empire et de l'Église de Rome, et ensuite en s'opposant entre eux par leurs différences religieuses, les peuples papistes contre les peuples réformés.

La volonté de reconquête religieuse du catholicisme de la contre-réforme, voulue par Rome et appuyée par le nouvel empereur Ferdinand II, se heurtera à la résistance farouche de nombreux princes, notamment en Bohême, éveillée au nationalisme par Jean Hus au xv^e siècle et convertie au protestantisme au xvi^e siècle.

Ce sera le début de la guerre de Trente Ans.

Cette « catastrophe sans équivalent » dont a parlé P. Chaunu, fut une guerre totale, la plus terrible qu'ait connue l'Europe avant la Première Guerre mondiale. Mais elle fut aussi le formidable catalyseur des sentiments nationaux européens.

La guerre de Trente Ans, commencée en 1618 comme une guerre religieuse entre les États de Bohême et l'empereur Ferdinand II, deviendra une guerre des nations par la cristallisation des nationalités européennes tchèque, prussienne, suédoise, danoise, néerlandaise.

La Suède veut profiter de la guerre pour faire de la Baltique un « lac suédois » sous le prétexte de la défense du luthérianisme de l'Europe du Nord et la France veut absolument affaiblir les deux grandes puissances alliées de l'époque, l'Empire des Habsbourg et l'Espagne, lesquelles possèdent toutes les régions périphériques du royaume, de la Catalogne à la Franche-Comté et aux Pays-Bas.

Westphalie est une double construction.

Les traités de Westphalie de 1648, principalement l'œuvre de Mazarin et du chancelier suédois Axel Oxenstierna, héritier de la politique de Gustave Adolphe, sont d'abord une nouvelle carte de l'Europe. Ils accroissent la puissance de deux pays, ils affaiblissent considérablement deux autres puissances et ils donnent naissance à un nouvel État.

La France est la grande gagnante des traités de Westphalie. Par l'annexion de l'Alsace et son arrivée au Rhin, elle devient la grande puissance de l'Europe. Elle est presque arrivée à atteindre les « frontières naturelles » définies de longue date par la monarchie, celles d'un hexagone allant des Pyrénées aux Flandres, et des côtes atlantiques au Rhin.

Quant à la Suède, par l'annexion de la Poméranie, elle est désormais la grande puissance baltique.

Par contre, la dynastie des Habsbourg, titulaire de l'Empire germanique depuis deux siècles, est dépossédée de toute son autorité politique sur l'Allemagne. Westphalie vient anéantir la tentative de

l'empereur Ferdinand II de transformer l'Empire en une monarchie centralisée en consacrant l'autonomie de la centaine des principautés formellement présentes dans l'Empire. De ce fait, Westphalie ouvre la voie à une césure entre une Allemagne protestante, dont la Saxe prendra bientôt la tête, et une Allemagne catholique bavaroise et autrichienne, marquant la fin pour une longue période, jusqu'à Bismarck, d'un Empire allemand unifié.

L'Espagne de Philippe IV est l'autre grande perdante. L'affaiblissement de l'Empire germanique et la bascule de la puissance européenne vers la France marquent la fin de l'ère espagnole. Par le traité de Munster, elle doit mettre fin à « la guerre de quatre-vingts ans » entretenue avec les sept provinces unies calvinistes décidées à sortir de la tutelle espagnole exercée sur l'ensemble des Pays-Bas. C'est la création d'un nouvel État, les Provinces unies, devenues la Hollande.

Mais la paix de Westphalie est bien plus que la fin de la guerre de Trente Ans. Elle crée le cadre de la société internationale classique. Le grand vainqueur des guerres de religion n'est ni le catholicisme ni le protestantisme, mais l'État princier. Cette nouvelle carte européenne dessinée par Westphalie consacre une nouvelle configuration de la vie internationale dans laquelle les jeunes États souverains s'imposent aux dépens de l'Empire et de l'autorité papale. Mais la terrible guerre de Trente Ans a fait prendre conscience à l'ensemble des princes européens que, s'ils ont voulu sortir de l'Europe chrétienne dominée par Rome et vivre désormais chacun pour soi à leur façon, ils doivent créer entre eux un certain lien, une « règle du jeu » élémentaire, une certaine « société » s'ils veulent que les jeux de puissance qu'ils pratiquent ne débouchent pas sur une jungle totale, s'ils souhaitent poursuivre le libre exercice de la puissance et de la guerre sans trop de dégâts.

Westphalie est créateur des éléments qui vont faire naître la « société internationale » classique, toujours présente aujourd'hui.

La « société internationale » se construira par trois éléments essentiels : la reconnaissance par l'ensemble des monarchies européennes

du principe de la souveraineté attribué à chaque État princier, et donc le droit à la guerre ; l'élaboration de règles juridiques stables et contraignantes, le droit international public ; et la construction d'une doctrine d'un ordre international adapté à un monde d'États souverains, par le principe de l'équilibre.

L'État souverain et guerrier, le droit international public, la diplomatie de l'équilibre, seront les pierres de touche de la nouvelle société internationale, de Westphalie au xx^e siècle.

En faisant participer aux négociations et à la signature des traités non seulement l'empereur et les puissances européennes impliquées dans la guerre, mais la totalité des principautés et États allemands, la plus petite cité libre d'Allemagne étant mise sur le même pied autour de la table de négociation que le Saint Empire, Westphalie marque le point d'aboutissement de la révolution politico-juridique de la souveraineté par la consécration de l'égale souveraineté des États.

Toutes les principautés présentes au sein des deux conférences de Munster et d'Osnabrück, grandes ou petites, anciennes ou nouvelles, se voient reconnaître l'autorité exclusive sur leur territoire et leur population. Et, en conséquence, chaque État est le seul à pouvoir régler la question religieuse en son sein, indépendamment de l'Église de Rome et de l'empereur. C'est le célèbre principe du *cujus regio, ejus religio*, immédiatement rejeté par le pape, mais accepté par tous les princes, catholiques ou protestants. C'est la mort historique de l'Europe chrétienne. L'Europe westphalienne ouvre la voie au découplage de la croyance et de la citoyenneté.

H. Kissinger, dans son ouvrage *L'Ordre du monde*, dira que Westphalie a marqué un tournant dans l'histoire des nations. En prenant en compte la réalité nouvelle d'une Europe des États rassemblant des sociétés diverses dont chacune est acceptée comme une réalité, les princes européens ont le « génie » de mettre en place une procédure, les règles de la souveraineté, et non un fond, qui était jusqu'alors la christianité. Westphalie fonde un système international « relativiste ».

En parallèle à la consécration de l'État souverain, les monarchies européennes vont élaborer les deux autres briques de la « société internationale », le droit international public et la doctrine diplomatique de l'équilibre.

Cette double construction juridique et politique se fera à l'ombre du débat créé par les deux figures de Grotius et de Vattel.

Hugo Grotius, un juriste néerlandais devenu diplomate, négociateur pour la Suède au traité de Westphalie, homme de tolérance ayant vécu les guerres religieuses entre catholiques et protestants et entre protestants eux-mêmes, ayant passé une bonne partie de sa vie en France auprès de Richelieu, se veut, tout à l'inverse de Hobbes, un « optimiste volontariste ».

Grotius ne se contentera pas d'écrire les deux grands ouvrages fondateurs du droit international public que sont le *De jure belli ac pacis* et le *Mare liberum*.

Sa vie durant, il s'interrogera sur la meilleure façon de faire pour ordonner autant que possible le comportement des États souverains et leurs jeux de puissance.

Pour lui, l'assise de toute organisation sociale est la nature, et donc les droits naturels de l'homme. En réaction à l'absolutisme naissant des États de son époque, tout comme avaient réagi les stoïciens face à la cité grecque, Grotius affirme que la politique des États ainsi que le droit trouvent leurs fondements non pas dans la raison d'État ou les intérêts des gouvernements, mais dans la nature de l'homme et ses droits fondamentaux. Car il existe des lois immuables auxquelles l'État ne peut échapper.

Grotius va développer en conséquence le concept du droit naturel objectif, déjà présent dans le stoïcisme, en affirmant l'existence d'un « droit des gens », le *jus gentium*, qui est un droit objectif universel. Au départ, il existe une loi naturelle, la *natural law*. La nature humaine et son pendant qu'est la loi naturelle ont produit un droit naturel, lequel doit

être la source de tout le droit positif. L'État et le droit sont au service de l'homme et de la société, et pas l'inverse.

La philosophie du droit naturel, le « *jus naturalisme* », conçue par Thomas d'Aquin, Vitoria, Suarez, a trouvé avec Grotius son élaboration la plus achevée. Son fondement est bien celui de l'existence d'une communauté universelle des hommes supérieure aux États et aux pouvoirs politiques.

La pensée de Grotius d'un droit naturel et d'une loi naturelle supérieurs à l'État, entraînant le rejet de la loi du plus fort, sera développée par Pufendorf et Wolff. Elle marquera J. Locke et, par ce dernier, les acteurs de la révolution anglaise de 1688 ainsi que les acteurs de la révolution américaine.

Le passage de la pensée de Grotius à celle de Vattel exprimera la pleine victoire de l'État princier.

Emmerich de Vattel, un temps conseiller diplomatique du roi de Saxe, observateur attentif de la guerre de Sept Ans, fonde sa réflexion sur un pessimisme corrigé par l'analyse devenue dominante à l'époque du contrat social. La nation repose sur une base contractuelle et correspond à la nécessité de fournir une réponse adéquate aux dangers issus de l'état de nature et de la société pré-politique. Le bonheur de l'homme est donc lié à l'existence de l'État.

Dans cette perspective, il n'existe plus de communauté universelle, ni même de communauté des nations. La souveraineté étatique a tout balayé. Il en résulte que chaque nation a le droit de faire ce qu'il faut pour assurer sa préservation. Mais ce n'est pas pour autant une vision des rapports internationaux dominée par l'état de nature et le règne de la loi de la jungle. Vattel ne va pas suivre le pur réalisme de Machiavel et le pessimisme de Hobbes.

En ce sens, Vattel a bien ouvert une nouvelle approche de la théorie réaliste des relations internationales, une version « optimiste » du réalisme des puissances, prolongée par D. Hume, qui deviendra le bréviaire des diplomates européens jusqu'au xx^e siècle.

Observant la réalité diplomatique de son époque, c'est-à-dire les lendemains de la guerre de Trente Ans conclue par les traités de Westphalie puis des guerres de succession conclues par le traité d'Utrecht, constatant que les souverains ont fait de l'Europe en quelque sorte une « république » dont les membres agissent, malgré leurs intérêts propres, pour la préservation d'un certain ordre commun, Vattel exposera avec la clarté qui lui sied une approche réaliste des rapports internationaux fondée sur un antagonisme entre les États permanent, mais modéré.

Il constatera la naissance d'un droit international positif totalement distinct du droit naturel, d'un droit non pas ancré dans la nature humaine ou dans une vision universaliste, mais élaboré directement par les États européens à leur bénéfice et destiné à faciliter leurs rapports.

Il constatera également la mise en œuvre dans les diplomaties des concepts de l'équilibre politique et de la balance de puissance par un certain concert des puissances. Dans son *Droit des gens*, il écrira que « l'équilibre politique peut s'entendre comme un assemblage de choses tel qu'aucune puissance n'est capable à elle seule de dominer ou de prescrire ses lois aux autres ».

Vattel vient ainsi théoriser le principe de l'équilibre, étranger à l'analyse machiavélienne et hobbesienne, et apparu à Westphalie. « L'équilibre » exprime l'égoïsme bien compris et bien géré de l'ensemble des nations, il est le mécanisme régulateur du nouveau système international.

David Hume, Britannique et philosophe, diplomate de sa majesté, sera le grand continuateur de Vattel. Formé à la tradition anglaise de l'empirisme et de l'utilitarisme, David Hume ne croit ni au droit naturel ni aux principes intangibles. Le fondement de la vie sociale est l'utilité commune, la satisfaction des intérêts de chacun. « L'utilité est la pierre de touche des institutions. » Soucieux de sécurité et de stabilité, le diplomate Hume estime que la diplomatie anglaise a tout intérêt à pratiquer une politique d'équilibre en Europe destinée à prévenir les appétits de domination de la grande puissance européenne qu'est devenue la France.

Élargissant sa réflexion, le philosophe se fera, dans ses *Discours politiques* de 1751, le chantre le plus déterminé et le plus démonstratif de l'idée selon laquelle l'ensemble des nations est conduit à fonder ses rapports sur le principe de l'équilibre, seul à même de satisfaire les intérêts de chacun sans risquer trop de désagréments. Le petit essai de Hume intitulé *The Balance of Power* est certainement l'exposé le plus riche sur cette notion nouvelle destinée à un grand succès.

Les nouveaux États européens prennent conscience que le frottement au quotidien de leur souveraineté nécessite quelques règles du jeu fondamentales permettant à chacun d'agir librement au mieux de ses intérêts tout en évitant une anarchie totale destructrice pour tous. L'existence d'un droit fait le partage entre l'anarchie et l'État social. Il est le signe le plus tangible d'une organisation sociale. « *Ubi societas, ibi jus.* » Le nouveau monde européen des États princiers, encore tout imprégné du christianisme, va s'approprier la pensée chrétienne du droit naturel, mais il va la « séculariser ».

Les principes de ce droit international positif seront formellement affirmés au XVII^e dans les traités de Westphalie et seront codifiés au XVIII^e dans les premiers traités, ceux de Christian de Wolff et d'Emmerich de Vattel.

Le droit international fabriqué par les États européens pose en premier lieu les principes de base d'une société faite d'États souverains. La souveraineté interne débouchera sur le principe de la non-ingérence, né du *cujus regio*. Et la souveraineté externe débouchera sur le principe de l'égalité juridique des États. Souveraineté de l'État, non-ingérence, égalité juridique des États demeurent la base du droit international actuel.

Le droit international positif élaboré par les monarchies européennes a pour fondement la libre volonté de l'État. Parce que l'État est la norme absolue, la seule obligation qui est la leur est le respect de leur propre volonté individuelle ou collective, laquelle trouve sa parfaite traduction dans le traité, issu de la négociation. C'est le principe du « *pacta sunt*

servanda » selon lequel seul l'État peut s'obliger lui-même par son accord formel.

Ce droit international public est un droit « pratique ». Formé de règles procédurales, il se veut le contraire d'un droit « téléologique » empreint de finalités telles que le bien de l'homme ou la sauvegarde de la paix. Le droit international élaboré par les États princiers européens va couvrir l'ensemble de leurs activités externes. Il comprendra un droit de la paix reposant sur le droit diplomatique et le droit des traités, un droit de la guerre fondé sur la liberté absolue des princes à recourir à la force armée en fonction de leurs intérêts, un droit de la mer lié au développement des activités commerciales des principales puissances maritimes européennes que sont les principautés italiennes, l'Angleterre et la Hollande, un droit territorial régissant le statut des terres nouvelles découvertes et colonisées par les États européens.

Il s'agit simplement que les différents États s'entendent entre eux pour pouvoir naviguer sur les mers, faire commerce, négocier des traités, faire fonctionner un protocole diplomatique.

Quant au principe de « l'équilibre », apparu lors des travaux des congrès de Munster et d'Osnabrück dans les esprits des diplomates, théorisé par Vattel et Hume, il va donner naissance à la doctrine diplomatique dominante de ce nouveau monde européen devenu multipolaire qu'il s'agit de réguler et de stabiliser.

Tout au long du XVI^e siècle, les monarchies européennes avaient, au cours des guerres d'Italie, mis en pratique avec délice les leçons de Machiavel et de Hobbes. Mais au lendemain de la guerre de Trente Ans, les princes vont ressentir confusément le danger qu'il y a à faire confiance exclusivement à l'aventure de la guerre. Ils ont conscience qu'il existe entre eux un intérêt commun à préserver l'existence et l'indépendance de l'ensemble de leurs royaumes et qu'il faut éviter la domination durable de l'un d'entre eux.

Pratiquer l'équilibre signifie négocier, pactiser, tenir compte de chacun, n'humilier personne, prévenir les frustrations des vaincus, mais

également éviter la domination absolue de l'une des puissances victorieuses de la guerre. L'équilibre doit permettre aux États souverains de coexister sans se faire la guerre pour le moindre mot.

L'école « réaliste » du ^{xx}^e siècle de Morgenthau, Kissinger et Aron, affirmera que cette doctrine de l'équilibre destinée à assurer la stabilité du système multipolaire européen né de Westphalie a parfaitement fonctionné trois siècles durant jusqu'aux deux guerres mondiales. Cette affirmation ne tient pas.

Le grand résultat de Westphalie aura été de consacrer l'État souverain. Mais, en consacrant l'État princier, Westphalie, malgré les précautions prises, laissera grand ouverte la voie à une continuation des guerres en chaîne entre les princes. Car les princes européens considèrent que le droit à la guerre doit rester totalement libre. Le droit international public qu'ils ont élaboré pour régler leurs relations ne limite en rien le droit à la guerre. Ainsi, Vattel lui-même vient dire, à propos de la guerre, que celle-ci est juste lorsqu'elle est conforme à la justice. Mais, comme les États ont chacun pour eux une conception de la justice, la guerre est juste, quelles que soient ses motivations.

La doctrine de l'équilibre exprimée à Westphalie ne durera que quelques décennies, c'est-à-dire le temps qu'il faudra à la nouvelle grande puissance européenne, la France du ^{xvii}^e siècle, de pratiquer une politique « hégémonique ». L'Europe du ^{xvii}^e siècle sera marquée par les guerres de succession menées par Louis XIV. Celui-ci sera un « roi de guerre » menant une politique conquérante. « Plus que n'importe quel autre prince de son temps, Louis XIV estime que l'exercice de la guerre est une composante essentielle de son autorité souveraine. » (F. Lebrun, *La Puissance et la Guerre*). Dans ses mémoires, le roi écrira que la guerre, quand elle est nécessaire, est une activité non seulement permise, mais commandée aux rois.

Il rouvrira la guerre en faisant fi de la doctrine de l'équilibre et en nouant avec une politique d'intervention au nom d'une doctrine d'un

« équilibre dynamique des puissances ».

Les traités d'Utrecht de 1713 mettront fin à des décennies d'une guerre permanente provoquée par l'*hubris* du « roi de guerre ». Une nouvelle fois, comme à Westphalie, l'ensemble des États princiers européens s'entendront pour organiser un « système » qui tienne compte des résultats des guerres tout en préservant un équilibre de puissance. Utrecht viendra consacrer une nouvelle Europe avec une Espagne encore plus affaiblie et réduite, une France épuisée et une Angleterre devenue la nouvelle grande puissance européenne après sa confrontation victorieuse avec la France sur les Pays-Bas et sur les mers. Mais ce passage de relais entre la France et l'Angleterre ne peut pas se faire sans heurt. La guerre entre la France de Louis XIV et l'Angleterre de Guillaume d'Orange ouverte en 1689 est le début de ce que l'on a appelé « la seconde guerre de Cent Ans » qui durera jusqu'à Waterloo.

Ainsi, ce que l'on doit retenir de l'Europe princière des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles n'est en rien un système stable qui aurait été établi à Westphalie sur le principe de l'équilibre. Le monde européen a été un monde qui a constamment « turbulé », un monde dans lequel les États se sont livrés à des guerres de façon permanente pour agrandir leurs territoires, changer leurs frontières ou dominer le continent. C'est cet attachement absolu au droit à la guerre qui mènera l'Europe à sa perte à la fin du XIX^e siècle, au moment où les États européens perdront le contrôle du système international qu'ils avaient fabriqué.

L'Europe de l'État-nation et des nationalités

L'avènement de l'État-nation est le résultat de la transition historique par laquelle les peuples, premiers acteurs de la vie internationale, mais

ayant accepté de dépendre des princes et des prêtres, décident de s'approprier leurs États et de gouverner eux-mêmes ces derniers. L'État-nation naît du *demos*. Il est l'arrivée des peuples sur le devant de la scène politique et de la vie internationale. Cette étape essentielle de la vie internationale a été le fait de l'Europe occidentale du XVIII^e siècle.

Population, peuple, et nation. Il faut garder à l'esprit le sens des mots.

La population d'un État est une réalité très variable. Elle peut être faite de l'assemblage de groupes humains, familles, clans, tribus. Elle peut être faite d'un peuple ou de la réunion de plusieurs peuples. Elle peut s'être construite en une nation.

Les peuples sont des créations sociales et culturelles vieilles comme l'histoire de l'humanité. Un peuple est la combinaison bâtie par une population d'une langue, d'une culture et d'une histoire, une sédimentation de strates historiques. Les peuples sont des réalités partiellement ethniques et totalement sociales et culturelles formées par l'histoire et la géographie.

De l'Antiquité au Moyen Âge, il s'est formé les divers peuples, dont le peuple chinois, les peuples mésopotamien, égyptien, hittite, éthiopien, cananéen, hébreu, grec, perse, romain, les peuples « barbares » envahisseurs de l'Empire romain, puis les peuples franc, viking, arabe, japonais, hongrois, russe, inca, aztèque, maya et autres.

Les peuples seront nomades ou sédentaires, vivront « libres » sous l'autorité d'un chef, dans une cité sous l'autorité d'un prince, ou au sein d'un empire.

On a observé au fil des millénaires et des siècles la montée progressive des patriotismes, forme première de « sentiments nationaux » vécue par les peuples. Les « patriotismes » des cités grecques dans les guerres médiques, les « patriotismes » français et anglais de la guerre de Cent Ans ont exprimé l'attachement de peuples à leur territoire, leur destin ou leur prince. *Le Prince* de Machiavel est avant tout une œuvre patriotique, nourrie de la volonté passionnée de son auteur de la délivrance de l'Italie et de son avènement national. Mais il est une œuvre « pré-nationale ».

Les nations sont des créations politiques récentes, modernes.

Une nation est un peuple qui s'approprie un État. Soit qu'il décide de le créer, s'il est absent, soit qu'il le conquiert partiellement ou totalement aux dépens du prince existant. Une nation est un peuple éveillé. Ainsi, les Kurdes sont un vieux peuple, mais n'ont jamais été une nation, du fait de leur division profonde empêchant l'émergence d'une volonté collective de bâtir un État unitaire. Par contre, les Juifs sont un vieux peuple devenu très vite une nation, bâtissant l'État hébreu long de plusieurs siècles, dispersée vingt siècles après Titus, et redevenue elle-même par le sionisme.

Mais les nations et les États-nations, s'ils puisent dans les sentiments historiques, vont être un bouleversement produit par l'avènement du libéralisme. La première grande étape de la « nationalisation » des peuples d'Europe surgira de la Réforme protestante et des guerres de religion, faisant la transition entre les principautés médiévales et les « patries protestantes ». Mais c'est au XVIII^e siècle, qu'aux côtés des États princiers fabriqués dans les siècles précédents, va apparaître l'État-nation.

Les nations ne sont pas seulement les « sentiments nationaux ». Elles sont pleinement apparues dans la volonté de certains peuples européens de se substituer aux princes dans la gestion de l'État. Une nation est un peuple qui est passé du stade des réalités « organiques » à celui de la volonté et de la raison. Il est passé de Burke à Kant et à Rousseau.

Si l'on veut parler de la nation, il faut faire référence à Sieyès, Renan, Hegel. Tous trois affirment la modernité sociale et historique de la nation.

Sieyès, dans son pamphlet *Qu'est-ce que le tiers-état ?*, exprime l'avènement historique des peuples dans la vie politique sous l'aiguillon des nouvelles bourgeoisies en déclarant péremptoirement que la majorité du peuple français, le tiers-état, a pris conscience à la fin du XVIII^e siècle qu'il formait la nation et que sa volonté doit désormais prévaloir. Renan, réfléchissant à ce qu'est la nation par rapport à la race dans son enquête de 1882, conclut à son historicité par la formation, à un moment ou à un autre, d'un contrat spécifique au sein du peuple et possiblement la fin

historique de ce contrat. Hegel, dans ses *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, développe l'idée selon laquelle « les nations ont eu une longue histoire avant qu'elles ne parviennent à atteindre leur destinée, celle de la formation de leur État », et donne tout son sens à l'explosion historique des nations européennes aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Sieyès, Renan, Hegel nous disent tous qu'une nation se fabrique. Le sociologue E. Gellner, dans son ouvrage de référence *Nations et Nationalisme*, fait le lien entre la constitution des nations et ce qu'il appelle le processus de la « nationalisation ». C'est la modernisation d'une société, son développement culturel, la diffusion des idées, l'éducation, qui produira la « nationalisation » d'un peuple, sa prise de conscience de l'appartenance à un corps collectif politique. Les peuples ne parviennent à devenir des nations qu'à un certain stade de leur histoire, car il faut qu'il y ait eu la formation d'un « vouloir vivre ensemble ». La formation d'une nation suppose une certaine « masse critique ». On retrouvera la pertinence de Gellner dans l'analyse des multiples États contemporains sans nation. Là où il n'est pas de nationalisation sociologique, il n'est pas de nation.

On a dit que le processus historique de l'État-nation était européen. Plus précisément, il a été « atlantique ». Il a été le fait des trois révolutions nationales anglaise, américaine, française.

La révolution nationale anglaise a lieu au XVII^e siècle, en plein siècle d'absolutisme princier en Europe, précédant d'un bon siècle le mouvement des nationalités européennes.

C'est une victoire du peuple anglais décidé à prendre son destin politique en mains. Il y a eu d'abord la première révolution menée par Cromwell en 1648 en faveur de l'abolition de la monarchie, marquée par la lutte du Parlement contre le roi, une révolution populaire menée par la bourgeoisie de Londres, la prise du pouvoir par l'armée menée par Cromwell, la décapitation du roi Charles I^{er} Stuart et la proclamation de la République.

Puis il y eut la « glorieuse révolution » de 1688 menée par le peuple et le Parlement contre Jacques II et le « danger papiste ». Cette seconde révolution aboutit au *bill of rights* de 1689 qui consacrait, après un siècle de lutte, la victoire définitive du Parlement sur la monarchie.

Par ce combat démocratique, le peuple anglais est alors pleinement devenu une nation. Il va bâtir le premier État-nation, un État combinant la monarchie et un pouvoir constitutionnel du peuple. La nation anglaise s'assume désormais comme ayant une histoire différente de celle des autres peuples européens.

Ce mélange de religiosité issu de la conquête de sa religion nationale qu'est l'anglicanisme, d'attachement à la combinaison de la monarchie et du régime parlementaire, de fierté d'avoir été le premier peuple à mettre en pratique l'esprit des Lumières et à avoir inventé la démocratie politique, marquera de façon indélébile l'Angleterre, renforçant d'autant son insularité culturelle.

L'Amérique, ce peuple neuf forgé entre les treize colonies séculaires, deviendra nation au congrès de Philadelphie réuni en 1776 pour exprimer une solennelle protestation à l'égard de l'autorité coloniale anglaise sur les impôts décidés sans leur autorisation. Plutôt qu'un État-nation, l'Amérique est en quelque sorte une « nation-État », une société qui décide par contrat de faire nation et de bâtir son État. En font foi les premiers mots du préambule de la Constitution, « *We the people* », « Nous, le peuple ». C'est une nation qui bâtit contractuellement son État. Cet État est tout à fait « lockien », un État contractuel à l'autorité limitée. Le peuple américain a bâti une « démocratie », celle que viendra analyser Tocqueville, un régime politique reposant pleinement sur la volonté des individus et de la société.

Il est intéressant de comparer la formation de la Russie et des États-Unis. La Russie a été fabriquée de toutes pièces par ses princes et ses prêtres, les tsars, d'Ivan III le Terrible aux Romanov, et l'Église orthodoxe. L'État princier de la Russie et la « nation-État » américaine sont aux antipodes l'un de l'autre.

La nation française s'est cristallisée en 1791 par la levée en masse et *La Marseillaise*. Le « petit peuple français » est devenu la nation française. Les sentiments nationaux qui avaient nourri l'attachement du peuple à son prince, de Bouvines à Fontenoy, vont se déliter progressivement. Ils vont se fixer sur une communauté distincte de la personne du prince : la patrie ou la nation.

En l'espace de quelques semaines de l'été 1789, le tiers-état, représentant de la majorité du peuple français, va mettre en pratique les concepts élaborés par Rousseau dans *Le Contrat social* et par Sieyès dans *Qu'est-ce que le tiers-état ?* Il va mettre à bas l'État princier et ériger par l'Assemblée constituante la nation comme pilier du nouveau régime.

Mais ce bouleversement politique du remplacement du prince par la nation et ses représentants s'accompagne, comme l'a analysé Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution*, de la continuité du vieil État centralisé et hiérarchique bâti depuis Philippe le Bel et Louis XI, d'autant plus que le courant jacobin va s'imposer au détriment du courant girondin décentralisé et « fédéraliste ».

L'État-nation à la française est un changement politique, mais il s'inscrit dans la continuité de l'histoire d'un État territorial bâti par les rois de France. La France se conçoit comme un vieux peuple devenu une jeune nation construite dans un vieil État.

Ainsi, l'État-nation à la française, combinant intimement un vieil État princier et une jeune nation forgée à partir d'un vieux peuple, est tout différent de l'État-nation « contractuel » anglais ainsi que de la « nation-État » américaine. L'Amérique a bâti de toutes pièces un État-nation démocratique, la France révolutionnaire a construit dans sa continuité historique un État-nation républicain.

La « nation élective » de Renan, construite par la volonté de ceux qui la bâtissent au sein d'un territoire « historique », n'est que la traduction politique de cette vision de l'histoire de France bâtie très tôt par sa monarchie sur un territoire se voulant « géométrique » et dont les habitants devenaient *ipso facto* les Français.

Le catalogue des nations européennes

Des trois révolutions, seule la Révolution française aura un effet contagieux dans la transformation nationale de l'Europe. Mais de deux façons tout à fait contraires. En effet, la France révolutionnaire séduira les jeunes peuples européens, avant que de les soulever contre elle. La France révolutionnaire va semer, par action et par réaction, les graines de l'universalisme proclamé de ses principes, dont celui de la nation souveraine.

G. Hermet fait observer très justement que le concept politique de la nation se serait développé de toute manière, bien que d'une autre façon, s'il n'avait pas rencontré son premier terrain d'élection dans la France révolutionnaire, tant il existait le besoin pressant d'une légitimation nouvelle de l'autorité à un moment où la mort physique ou figurative des rois symbolisait l'État de déréliction du principe monarchique d'Ancien Régime, tels la décapitation de Charles I^{er} par les Anglais dès 1649, l'assassinat de Gustave III de Suède en 1792, la déposition de Charles IV d'Espagne en 1808, et de Gustave Adolphe de Suède en 1809.

Il n'empêche, c'est la France révolutionnaire qui va ouvrir les vannes de l'histoire des nationalités européennes.

L'invention de la nation souveraine par la France révolutionnaire et son « exportation » par la guerre impériale seront le ferment du mouvement des nationalités qui embrasera l'Europe et l'Amérique latine au XIX^e siècle, avant d'embraser le monde au XX^e.

Dans un premier temps, Goethe, Kant, le jeune Hegel, les loges maçonniques anglaises, la Constitution polonaise de 1791, viennent relayer les nouvelles idées françaises. La France révolutionnaire sera prolongée en ce sens par la France napoléonienne, ce Robespierre à cheval. Entre 1791 et 1815, la France, en exportant simultanément et contradictoirement ses idées sur la nation et son envie de frontières

naturelles élargies au Rhin, aux Alpes et aux Pyrénées, puis au-delà, sera amenée à construire un grand Empire français.

Cet Empire français ne durera guère. Mais il aura ébranlé toute l'Europe monarchique et aura implanté l'idée nationale dans toute l'Europe, soit en sa faveur, soit à son encontre. La lettre souvent citée de Hegel à un ami, le lendemain de la victoire d'Iéna, le 13 octobre 1806 (« J'ai vu l'empereur sortir de la ville, cet individu qui, assis sur un cheval, s'étend et domine le monde. »), exprime l'admiration du philosophe de l'histoire pour ce « héros historique », cet homme d'action à l'égal de César et d'Alexandre en train de révolutionner sous ses yeux l'histoire de l'Europe.

H. Kissinger, dans sa thèse consacrée au congrès de Vienne, *A Restored World*, a voulu démontrer que le système européen issu du congrès de Vienne reposait sur la prise en compte des intérêts des différentes monarchies européennes existantes, créant ainsi un système multipolaire organisé qui avait permis de maintenir une paix relative dans l'Europe du XIX^e siècle.

En réalité, ce système a volé en éclats très vite. Car il ne pouvait rien arrêter des dynamiques nationales et démocratiques amorcées en Europe depuis le XVIII^e siècle. Le concert de l'Europe des princes n'a pas maîtrisé les « désordres productifs » des peuples en marche vers leurs destins. Kissinger le reconnaît, d'ailleurs, en indiquant que l'équilibre subtil du système du congrès de Vienne commença à s'effriter à la suite de l'essor des nationalismes et des révolutions de 1848.

L'histoire du XIX^e siècle européen va être l'illustration parfaite de la primauté des « forces profondes » de la vie internationale sur les systèmes. Ce ne sont pas les systèmes internationaux qui font fonctionner la vie internationale, c'est l'inverse.

L'Europe va devenir au XIX^e siècle un « catalogue des nations ».

Tout au long du XIX^e siècle, l'ensemble des peuples européens émergeront, sans pour autant qu'ils puissent tous se bâtir en nations et

conquérir leur État.

La vague de l'Europe « romantique » des années 1830 est le fait des nouvelles élites bourgeoises nationales. Elle ouvrira la question irlandaise, fera naître la Belgique et la Grèce, verra s'ouvrir la question polonaise vite refermée par les armées russes.

La vague de 1848 ouverte par la Révolution française de février 1848 et son onde de choc européenne sera appelée le « printemps des peuples ». Elle se produira dans l'Europe continentale.

L'Empire austro-hongrois est ébranlé par la question nationale, en Bohême, en Hongrie, en Croatie et en Serbie, en Italie. Mais, en 1848, tous ces peuples sont encore dans leur « printemps ». Ceux qui revendiquent leurs nationalités et leur droit à l'État sont quelques élites bourgeoises et intellectuelles. Les peuples étaient entrés en scène, non par eux-mêmes, sauf en Bohême, mais sous la conduite des intellectuels, de nobles et de bourgeois. Toutes les révolutions nationales de 1848 furent écrasées par Radestky et les armées de l'Empire austro-hongrois.

Le « printemps des peuples » de 1848 aura une réplique. Ce sera l'unité italienne.

L'Italie va connaître son printemps de 1848 lors de la révolution de Palerme et de Naples en janvier, avant même les journées révolutionnaires françaises de février 1848. Mais la réaction impériale autrichienne prendra le dessus et l'Italie pré-révolutionnaire de 1848 rentrera dans le giron autrichien dès 1849.

Mais l'Italie est entrée dans sa transition historique entre la force de résistance de l'Empire autrichien et la force acquise d'un mouvement national allant de la monarchie du Piémont gérée par Victor-Emmanuel II et son Premier ministre, le comte de Cavour, aux Républicains. Le royaume du Piémont, soutenu par la France de Napoléon III, mènera les combats difficiles, mais victorieux de Solferino et de Magenta contre l'Autriche en 1859. La libération de l'Italie fut achevée en quelques mois, les troupes patriotiques libérant l'Italie centrale. Quant au sud de l'Italie, le royaume de Naples se rallia au roi Victor-Emmanuel sous l'impulsion

du républicain Garibaldi lequel, après avoir libéré toute l'Italie du Sud avec ses chemises rouges, à l'exception de la ville de Rome protégée par des troupes françaises, se ralliera à la politique de Cavour et au roi Victor-Emmanuel.

Ceci permettra au royaume du Piémont de s'élargir à toute l'Italie et de devenir le centre politique du nouvel État italien.

Cela dit, l'achèvement de l'unité italienne ne vient pas signifier l'achèvement d'une nation italienne encore balbutiante. Un député s'écriera au nouveau Parlement élu : « Nous avons fait l'Italie, maintenant nous devons faire des Italiens ! » L'Italie a été très longuement, tout à l'inverse de l'unité appelée de ses vœux par Machiavel, un morcellement de cités-États patriciennes ou familiales, par la République de Venise, le Duché de Milan de la famille des Sforza, la République de Florence de la famille des Médicis, les États papaux de Rome, et au Sud le royaume de Naples disputé entre les princes espagnols d'Aragon et les princes français d'Anjou.

Au moment de l'unité, à peine plus de 3 % de la population parlait la langue italienne. De plus, dès l'indépendance acquise, une sorte de « guerre de sécession » fut menée au Sud par les « brigands » napolitains et autres contre les troupes venues du Nord, préfigurant l'apparition des diverses « mafias » régionales.

L'Italie indépendante et unifiée est encore dans la situation héritée du Haut Moyen Âge de sa coupure en trois morceaux, une Italie du Nord lombarde carolingienne et européenne, les États pontificaux coupant l'Italie et une Italie du Sud morcelée et sous-développée, car passée sans cesse d'une domination à une autre.

L'Italie unifiée de 1860 n'est encore ni un véritable État, ni une véritable nation. L'Italie actuelle n'a toujours pas achevé sa nationalisation ni son étatisation.

La question allemande

L'Allemagne, pendant des siècles, ne sera ni une nation, ni un État, à peine un peuple.

La question allemande est celle de la très longue et difficile histoire des peuples barbares que sont les Alémaniques et les Saxons, possédant d'abord et avant tout une langue, le *Deutsch*, le « *Volk* » allemand, établis au cœur de l'Empire othonien puis du Saint Empire, à la recherche tardive d'une identité nationale, de frontières et d'un État.

L'Empire, bien qu'appelé formellement « *Heiliges Römisches Reich Deutscher Nation* », le « Saint Empire romain des nations allemandes », est un frein considérable à la formation d'une nation et d'un État allemand, tant il repose sur la cohabitation organisée d'une multiplicité d'entités autonomes, de villes libres, de royaumes, de duchés, d'électorats, toutes formellement gouvernées par l'empereur, mais, en réalité, administrées chacune par un prince. L'Empire est un kaléidoscope formé de « trois cent quarante petites nations germaniques », selon l'expression bien venue de H. Wissmann, nourri du particularisme soigneusement entretenu des princes qui gouvernent leurs petits États et des populations qui habitent chacune de ses entités.

Il n'existait qu'un seul véhicule unitaire entre l'ensemble des populations très diverses de l'Empire germanique, la langue allemande parlée dans l'espace situé entre le Rhin, l'Oder et le Danube. Mais la langue, même si elle avait été « démocratisée » grâce à Luther et sa traduction de la Bible en langue allemande, n'avait pas suffi à créer véritablement un peuple allemand. Les élites parlaient latin ou le français, tel le roi de Prusse Frédéric II indiquant qu'il ne parlait allemand qu'à ses chevaux, alors que les populations parlaient des dialectes « *deutsch* » fort différents.

Les populations de langue germanique n'avaient pas vraiment d'histoire commune. À part ses débuts, avec Othon et ses premiers successeurs, l'histoire du Saint Empire est celle de la famille des

Habsbourg, et l'épopée de Charles Quint, tout comme l'histoire des Habsbourg de Vienne, ne forment pas une histoire allemande.

Il faudra attendre la Réforme pour voir apparaître les premiers sentiments nationaux allemands. Mais la division religieuse née de la Réforme protestante va tout autant renforcer les particularismes et consolider le morcellement des populations germaniques, de la Bavière catholique à la Saxe protestante.

L'histoire politique allemande sera écrite par la Prusse. Celle-ci pratiquera la *Machtpolitik*, la politique de puissance, pour forger aux XVII^e et XVIII^e siècles avec la dynastie des Hohenzollern une première Allemagne puis, au XIX^e siècle avec Bismarck, une seconde Allemagne.

La première transition vers un État princier allemand s'accomplira dans une partie de l'Empire habsbourgeois lorsque la petite famille des Hohenzollern installée dans le Brandebourg, grâce à l'implantation du luthérianisme en Saxe, rassemblera autour d'elle le duché de Clèves et le duché de Prusse, puis bénéficiera par le traité de Westphalie d'une portion de la Poméranie, avant de créer de toutes pièces, par l'action unificatrice et politique de Frédéric-Guillaume, un véritable État souverain, le royaume de Prusse. La dynastie des Hohenzollern forgera de toutes pièces une nouvelle nation, matrice de la future nation allemande, par l'éducation, par le service obligatoire dans l'armée, par l'amalgame aux 2 millions de Saxons de nombreux exilés luthériens chassés de chez eux, dont 25 000 protestants français. Frédéric II, le roi-sergent, le correspondant de Voltaire et l'admirateur de la France, mais aussi un roi féru de Machiavel, forgera pour sa part au XVIII^e siècle la puissance du nouvel État de Prusse en bâtissant une armée devenue l'une des plus fortes du continent, en renversant la logique westphalienne du *statu quo* de l'équilibre établi par la conquête de la Silésie autrichienne en 1740, et en négociant avec l'Autriche et la Russie en 1772, au lendemain de la guerre de Sept Ans, le premier partage de la Pologne.

À l'orée du XIX^e siècle, il existe un État-nation prussien. Mais cet État prussien ne règle pas la question allemande. Tout un peuple germanique est orphelin d'une nation et d'un État.

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi le mouvement de pensée allemand né de la philosophie des Lumières, l'*Aufklärung*, s'écartera de la raison et du cosmopolitisme pour basculer, de Novalis à Herder, dans le romantisme culturel du *Sturm und Drang*, lequel débouchera sur l'exaltation d'une nation allemande ethnique, culturelle, existant par sa langue. Parce que la nation allemande toute entière n'arrive pas à se construire, comme en France ou en Angleterre, il faut la faire exister par elle-même. La conception allemande de la nation est en fait un avis de recherche éperdu d'un objet jusqu'alors introuvable.

En réalité, l'histoire de la nation allemande est une histoire en trois temps.

Le premier temps a été l'accouchement au forceps de la nation prussienne par le prince qu'a été la dynastie des Hohenzollern. Le second temps sera la naissance des sentiments nationaux dans l'Allemagne toute entière par la France, d'abord par la propagation des idées de 1789, puis par Napoléon. Iéna, l'entrée des troupes françaises à Berlin, la fabrication napoléonienne d'une Allemagne nouvelle abolissant l'Empire germanique et créant à la place la Confédération du Rhin constituée d'une quinzaine de grands territoires, dénommés les « Allemagnes », vont avoir leur contrepoint dans l'audience considérable du *Discours à la nation allemande* de Fichte et dans la politique menée par le Premier ministre de Prusse, le baron de Stein, exprimant tous deux le rejet de « l'ogre corse » et en appelant à la constitution d'une nation germanique.

Le troisième temps sera un retour à une fabrication prussienne d'une nation et d'un État allemand par la force, avec Bismarck, appelé par Guillaume I^{er} en 1862 comme chancelier du royaume. La Prusse a une population presque entièrement allemande alors que l'Autriche impériale compte une majorité de non-Allemands. Elle a un hymne depuis 1813, le *Deutschland über alles, L'Allemagne au-dessus de tout*. Et, fort de son

histoire, elle a le soutien des nouveaux patriotes allemands qui placent leurs espoirs bien plus sur la Prusse que sur l'Autriche. Bismarck, fils de *junker*, homme de principes, luthérien convaincu, pense qu'il faut construire de façon autoritaire et, s'il le faut, guerrière, l'État allemand autour de la Prusse.

Mais, en agissant ainsi, en bâtissant le premier « nationalisme de puissance » européen, Bismarck fera dévier le cours de l'histoire allemande ainsi que le cours de l'histoire de l'Europe.

Oubliant Herder et Fichte au profit d'un volontarisme autoritaire, dissociant les deux éléments jusqu'alors réunis du libéralisme et du nationalisme présents dans les mouvements patriotiques allemands, Bismarck va construire la nation allemande à sa guise, selon ses vues, en la définissant comme étant la population de langue allemande allant de la Saxe à la Bavière puis à l'Alsace-Lorraine, sans y inclure la population de langue allemande de l'État autrichien par souci de réalisme politique. Ce qu'il a en vue est la création, au nom d'une nation allemande non existante, d'une puissance prussienne élargie. Ce faisant, Bismarck fait dévier le cours de l'histoire allemande.

Mais Bismarck, par ce nationalisme de puissance nouveau en Europe, fera également dévier le cours de l'histoire européenne. Il sait pertinemment que son objectif heurtera deux des principales puissances européennes, l'Autriche et la France. Mais qu'importe.

Il est prêt à la guerre et au démantèlement du système européen du congrès de Vienne pour fabriquer « sa » nation allemande.

On réunit souvent les deux grands dirigeants conservateurs qu'ont été Metternich et Bismarck. Comme l'a fait remarquer H. Kissinger, ils ont agi en fait à l'opposé. Le Rhénan cosmopolite et polyglotte qu'était Metternich, pur produit des Lumières, voudra bâtir une architecture européenne basée sur la raison, donc sur un principe d'équilibre des intérêts de toutes les puissances européennes dans leur diversité. Au contraire, le chancelier Bismarck, homme ancré dans la terre de Prusse, a

un but exclusif, bâtir une puissance nouvelle au cœur de l'Europe, quitte à ébranler l'ensemble de l'Europe.

La Prusse, à Sadowa, ouvre la voie aux « guerres des nations », aux guerres voulues par les princes au nom de la nation, mais avec le soutien de la nation. Elle n'est pas seulement une guerre décidée par un homme, Bismarck, elle sera soutenue par la majorité des opinions publiques allemandes. Cette première « guerre des nations » de 1866 annonce 1914. À Sadowa, l'Europe entame, sans le savoir encore, le chemin qui conduira à son suicide. La guerre de 1870 sera le moment de la naissance du grand conflit franco-allemand, qui viendra miner l'équilibre européen. La défaite française de Sedan et le traité de Francfort de 1871 vont transformer le nouvel antagonisme franco-prussien en une haine profonde entre le vainqueur et le vaincu.

La question allemande restera pendante du milieu du XIX^e siècle à 1989. Parce que Bismarck a décidé de construire un État allemand doté d'un territoire « élargi », mais contesté, et parce que ses « successeurs », le II^e Reich de Guillaume II et le III^e Reich d'Hitler, s'inscriront à leur façon dans cette voie d'un *Lebensraum* au profit du *Volk* allemand.

CHAPITRE 7

L'Europe monde

1492 – 1914

Disons-le très clairement, il convient d'être « européocentré » pour comprendre l'histoire du monde entre 1492 et 1914.

N'en déplaise aux tenants de l'histoire « globale » dénonçant une vision asymétrique de l'histoire construite par les Européens et souhaitant une autre histoire du monde plus « décentralisée » et plus interactive, l'Europe « occidentale » a dominé quatre siècles durant l'histoire du monde. Après s'être façonnée entre les ^v^e et ^{xv}^e siècles, tout en façonnant l'État moderne sous ses deux formes de l'État princier et de l'État-nation, l'Europe va façonner le monde tout entier.

Elle l'a façonné parce qu'elle a combiné quatre siècles durant une grande civilisation et une grande puissance. Cette dernière a été le vecteur de la première. La civilisation européenne va révolutionner les autres mondes découverts, explorés, conquis et exploités par les puissances européennes.

La civilisation européenne

 Alors que les grandes civilisations existantes, la perse, la chinoise, l'arabe, sont devenues quasiment « immobiles », l'Europe « barbare » va générer une civilisation « dynamique » née deux fois : d'abord dans les cinq siècles de son Moyen Âge, puis une seconde fois entre les ^{xvi}^e et ^{xviii}^e siècles.

L'ouvrage de l'historien de Cambridge, E. L. Jones, intitulé *Le Miracle européen*, pose la question : pourquoi est-ce parmi les peuples habitant à l'Ouest du continent européen que s'est déclenché au ^{xvi}^e siècle « le miracle européen » ?

P. Kennedy, dans *Naissance et Déclin des grandes puissances*, a répondu qu'il s'est agi « d'un processus irrésistible de développement économique et d'innovation technologique qui les a hissés à la tête du monde ».

Plutôt que de réduire l'explication du « miracle européen » à ses progrès économiques et technologiques, on préfère mettre l'accent sur « l'avantage comparatif » que les puissances européennes ont tiré de leur civilisation « révolutionnaire ».

Laissons parler l'historien tunisien H. Djait dans sa description de la Renaissance européenne : « L'être historique européen s'est abreuvé à des sources diverses, l'Antiquité, le germanisme, le christianisme, et s'en est tour à tour dégagé pour s'affirmer au travers de métamorphoses perpétuelles. L'Europe hérita d'une base culturelle ancienne venue se poser sur des peuples jeunes. N'ayant jamais assujetti son existence à un seul principe explicite, l'Europe ne s'identifia à aucun et, partant, privilégia le devenir sur l'être. Multiple dans sa genèse, l'Europe le fut aussi dans ses mutations ». L'essentiel est dit.

La civilisation européenne, à l'image de la civilisation romaine, est bâtie depuis le Haut Moyen Âge autour de cette dialectique de la construction et de la déconstruction, de la continuité et de la rupture, de la production et de l'assimilation.

Cette Europe occidentale, restée encore très barbare lorsqu'elle a brûlé les livres d'Aristote, réprimé les vaudois et les Cathares, brûlé vif Giordano Bruno, ou s'est déchirée dans l'apocalypse des guerres de Cent

Ans, va se réinventer au XVI^e siècle lorsqu'après avoir sapé sa croyance dans les valeurs et les traditions portées par l'Église et la féodalité, elle va faire naître une pensée laïcisée, dans le développement de ce qui avait germé sous Philippe le Bel.

Guillaume d'Occam, Marsile de Padoue et John Wyclif vont ouvrir la voie à cette pensée nouvelle qui va éclater au début du XVI^e siècle.

L'historien du Moyen Âge G. Minois a fait observer que la date de 1516 pourrait être retenue comme celle de l'entrée de l'Europe dans son ère « moderne ». Car, cette année-là, quatre hommes, Machiavel, Érasme, Thomas More et Luther, vont proclamer simultanément, en partant de visées différentes, les nouveaux principes du monde européen.

Machiavel proclame le principe de l'État laïc et indépendant dirigé par le prince. Érasme proclame la relativité de la vérité, l'autonomie de la pensée et de la raison, la tolérance. Thomas More décrit le règne d'une utopie dans laquelle les prêtres sont écartés et où les peuples contrôlent les princes. Luther va proclamer la primauté de la relation directe de l'homme à Dieu au détriment de l'institution ecclésiale, ouvrant la voie à la dissociation de l'Europe et de la chrétienté et à la sécularisation de l'Europe.

Il faut rajouter à ces quatre figures celle de Jacob Fugger, la première grande figure du capitalisme, ce nouvel acteur issu de la figure du « marchand négociant » désormais partie prenante à part entière de la vie européenne. De ces quatre figures surgiront la renaissance européenne du XVI^e siècle, le grand siècle européen du XVII^e siècle, l'époque des Lumières du XVIII^e siècle.

Mais la séquence Érasme/Thomas More/Luther/Fugger n'atteindra pas l'Europe orientale orthodoxe, dont la Russie, ce qui élargira encore un peu plus la coupure des deux Europes.

 À partir du XVI^e siècle, fort de sa civilisation « révolutionnaire », l'Europe occidentale, restée très « barbare » et inculte, va rattraper son énorme retard scientifique, mathématique, médical, sur les civilisations

chinoise, arabe, persane, avant de les dépasser d'autant plus facilement que ces dernières se sont immobilisées dans leur entre-soi. L'Europe n'a pas tout inventé, loin de là. La boussole et la poudre à canon ont été inventées par les Chinois et transmises par les Arabes. Mais c'est l'Europe qui exploitera au mieux ces découvertes.

L'Europe découvre le monde

Auparavant, les empires n'avaient été « universels » que sur une partie du monde. Pendant quatre siècles, l'Europe sera le lieu d'une « arrogante centralité », pour reprendre la formule du journaliste J. Birnbaum. L'Europe va devenir à partir du ^{xvi}^e siècle « l'Europe monde ». En 1500, aucun État, aucun empire, ne connaît la réalité géographique et humaine de l'ensemble du monde.

Ptolémée, l'astronome grec d'Alexandrie du ⁱⁱ^e siècle, avait rassemblé dans son œuvre majeure, *Géographie*, les connaissances et les réflexions de son époque sur le monde connu.

Il en avait conclu deux choses.

La Terre était une sphère et non pas un disque plat. Et l'ensemble des terres émergées allant de l'Irlande à l'Afrique et l'Asie étaient entourées d'un même océan. Il devait donc être possible d'arriver en Inde non seulement par la voie terrestre qui traversait l'Orient mais également par la voie maritime en contournant l'Afrique. Mais parce que la Terre était ronde, il devait également être possible d'atteindre l'Inde en quittant l'Europe vers l'Ouest. Ptolémée ne pouvait pas imaginer l'existence de l'Amérique.

L'œuvre de Ptolémée disparaîtra plusieurs siècles. Ce sera Al Mamun, le calife éclairé de la dynastie abbasside, qui fera exhumer et traduire le livre de l'astronome du ⁱⁱ^e siècle. Mais ce sera l'Europe du ^{xv}^e siècle, celle

des cités italiennes, qui redécouvrira et imprimera la *Géographie* de Ptolémée, avant de l'exploiter de façon active.

Christophe Colomb, le Génois éconduit par le roi du Portugal, mais soutenu par Isabelle de Castille, est nourri des écrits de Ptolémée. Il a le projet d'atteindre l'Asie par l'Atlantique. Le 12 octobre 1492, il découvre une terre, qui était la Floride, mais dont il était persuadé qu'elle était une terre proche de l'Inde, d'où le nom d'Indiens donné aux indigènes d'Amérique. Il ne ramenait ni l'or ni les épices espérées d'Asie, mais il avait découvert le continent américain. Colomb fut congédié par la reine d'Espagne et mourut presque oublié. Mais l'Europe allait, après Colomb, changer son regard sur le monde.

L'expédition de Magellan fut le premier voyage autour du monde, la preuve décisive que la Terre était ronde et qu'un quatrième continent existait.

L'Europe va très vite passer de la curiosité de la découverte à la volonté de la conquête. Cette « conquête du monde » par l'Europe va bouleverser la vie internationale. Elle façonnera et l'Europe et les mondes conquis.

L'Europe façonne le capitalisme moderne

L'Europe de la fin du Moyen Âge avait construit le premier capitalisme organisé de l'histoire. Le « marchand négociant » sumérien est devenu la bourgeoisie. Le profit va devenir commercial, bancaire, colonial, industriel, financier. La recherche du profit va s'appliquer non plus seulement aux produits mais à l'argent lui-même. L'apparition des premiers mouvements monétaires internationaux pratiqués par les Génois, à partir des monnaies d'or frappées dès le XIII^e siècle à Gênes et à Florence, ainsi que les premiers marchés de valeurs mobilières, l'ancêtre des Bourses modernes, apparus à Bruges au XIV^e siècle, seront les premiers

pas qui conduiront l'Europe médiévale à déboucher sur le capitalisme financier. Ce premier capitalisme européen est pratiqué non seulement par les Juifs et les Lombards, mais également par les bourgeois bien chrétiens de différents pays de l'Europe, des Flandres à la Hanse germanique et à l'Italie du Nord.

Dans l'Europe de la fin du xv^e siècle, il va se produire un mouvement de bascule dont A. Hirschman rendra compte dans son ouvrage *Les Passions et les Intérêts*. Au sortir de la guerre de Cent Ans, l'image du héros en a pris un coup. Les guerres ont engendré la crise de la chevalerie et de la seigneurie. Il faut désormais canaliser les passions de l'homme vers des activités moins folles et dangereuses que la guerre. La passion du gain, rebaptisée l'intérêt, qui est toute naturelle à l'homme, doit se substituer aux passions ravageuses de l'honneur chères à la chevalerie. Désormais, l'activité capitaliste ne sera plus « en marge » de la société, mais deviendra une activité centrale, voire « noble ».

Le premier capitalisme bancaire pratiqué par les familles florentines, telles les Médicis, puis les familles d'Amsterdam, s'est très vite « européenisé ». Circulant et agissant à l'échelle du monde européen, prêtant aux rois et développant les premières industries européennes, le capitalisme médiéval devient un acteur propre. Protégé et soutenu par les monarques qui y voient leur intérêt, il échappe aux monarques. Le capitalisme européen naissant aura d'emblée un pied dedans et un pied dehors, une assise nationale et une dimension européenne.

L'affirmation des États princiers favorisera l'éclosion de capitalismes nationaux. Deux d'entre eux joueront un rôle essentiel, le capitalisme des Provinces unies et le capitalisme de l'Angleterre.

Si la France de Philippe le Bel et de Louis XI a inventé l'État princier au cours du Moyen Âge, les Provinces-Unies de Hollande ont inventé le capitalisme moderne.

Devenue au Moyen Âge une société bourgeoise, citadine, et commerçante, très différente de la société féodale française, la Flandre fut régulièrement en hostilité contre la France au nom de l'autonomie de ses

cités et de ses franchises fiscales, à l'image de la bataille des « éperons d'or » qui fut la victoire de la bourgeoisie flamande en 1302 contre la chevalerie française de Philippe le Bel. Cette bataille, encore célébrée aujourd'hui, ouvrit l'histoire de la future Flandre disputée des siècles durant entre la monarchie française et l'Empire habsbourgeois.

La conquête de leur indépendance par les sept Provinces unies calvinistes issues des dix-sept provinces des pays bas espagnols, après leur longue guerre contre l'Espagne commencée par la révolte des gueux de 1568 et poursuivie dans la guerre des Quatre-vingts Ans achevée en 1648, a fait des Provinces unies la première « nation-État », un siècle avant l'Amérique. Leur foi calviniste en a été le ciment.

Le peuple batave est un peuple sans princes ni aristocratie, dont la moitié de la population vit en ville et est dotée d'une bourgeoisie marchande issue du Moyen Âge flamand. Cette bourgeoisie, âme de la révolte contre l'Espagnol, profondément calviniste, est convaincue que la réussite personnelle est la plus haute attitude morale susceptible de rapprocher de Dieu. De plus, elle est très influencée par les idées libérales de la révolution anglaise.

Elle va inventer ses propres valeurs reposant sur un alliage particulier de la foi et de la réussite économique, à peu près au même moment où les colons puritains du *Mayflower*, débarqués sur la côte américaine, vont bâtir une culture identique.

La combinaison de l'idéalisme religieux à un réalisme tout-terrain va amener la bourgeoisie d'Amsterdam à créer une véritable vision de son avenir. Cette alliance de l'éthique protestante et de l'esprit du profit sera la première forme de l'esprit capitaliste moderne, telle qu'elle a été analysée par M. Weber.

 Dans une Europe venant de découvrir l'Amérique et les nouvelles routes vers l'Inde et la Chine, la bourgeoisie d'Amsterdam a conscience que ses atouts propres sont le commerce, la banque et la mer. Et elle se convainc que la puissance commerciale et financière est devenue la forme de puissance la mieux adaptée au nouveau monde issu des grandes

découvertes et des échanges, bien plus que la puissance militaire des vieux États européens, dont l'ancien adversaire espagnol et le futur adversaire que sera la France de Louis XIV.

 Les Pays-Bas vont inventer en ce début du XVII^e siècle le capitalisme marchand et financier moderne.

Les instruments de ce capitalisme seront d'abord la VOC, la Compagnie hollandaise des Indes orientales, créée en 1602, première forme d'une firme multinationale, dont le siège est situé à Amsterdam, dont l'activité est présente dans le monde entier par ses comptoirs commerciaux et qui combine capitaux privés et garanties de l'État, les deux jambes du capitalisme.

Au côté de la VOC, il est la banque d'Amsterdam, la première banque européenne de dépôt, de paiement et de crédit accueillant par exemple la moitié de l'or et de l'argent extrait par l'Espagne du Pérou, la flotte, une flotte devenue la plus puissante d'Europe bien devant les flottes espagnole, anglaise, française, et l'envoi de milliers de colons, de La Nouvelle-Amsterdam, devenue ensuite New York, à la future Indonésie.

 À l'opposé de la peinture française célébrant la puissance grandiose du « grand roi », la peinture flamande du XVII^e siècle, tels les portraits de Franz Hals et de Rembrandt, ceux du Syndic des drapiers ou du peseur d'or, exprime la puissance tranquille et l'ambition réussie de ces bourgeois calvinistes dénués de tout lyrisme, convaincus de leur bonne foi religieuse, mais devenus les nouveaux conquérants d'un monde nouveau, les bâtisseurs du capitalisme moderne et de sa prodigieuse histoire. Marx en tracera un portrait remarquable empli d'une certaine admiration, quand il parlera des Pays-Bas comme étant « la nation capitaliste par excellence ».

 Mais le capitalisme des Provinces unies ne parviendra pas à perdurer dans sa prédominance. Après avoir dominé l'économie européenne toute la première moitié du XVII^e siècle, il sera combattu et finalement relayé par

le capitalisme d'une puissance autrement importante, la nouvelle grande puissance européenne de la fin du xvii^e siècle, l'Angleterre.

☞ À la ressemblance de la Hollande, l'Angleterre du xvii^e siècle a accompli une réforme religieuse avec le remplacement du catholicisme par l'anglicanisme, et une révolution politique avec la prise du pouvoir par la bourgeoisie.

Cette bourgeoisie trouvera dans la philosophie libérale de J. Locke et les thèses d'Adam Smith la vision d'une société et d'un monde à construire.

☞ Le capitalisme anglais combinera la doctrine du libre-échange mondial avec le principe de la spécialisation. Chaque acteur de l'Empire doit produire ce qui est le plus profitable. L'Angleterre développera ses industries de cotonnades, l'Inde sera chargée de la production des cultures tropicales, comme le coton et l'indigo, ou encore le pavot revendu à la Chine, l'île de Ceylan sera consacrée toute entière au thé. Et, au-delà de l'Empire, l'Angleterre commercera le blé et les autres ressources vivrières avec les jeunes États-Unis d'Amérique.

Des 1815, elle avait atteint une supériorité mondiale remarquable grâce à l'alliance habile de la maîtrise des mers, du crédit financier, de l'efficacité commerciale et de la diplomatie.

☞ Puis, au xix^e siècle, la révolution industrielle permettra à l'Angleterre d'accomplir une étape décisive dans la construction du capitalisme moderne. Le capitalisme anglais, en synergie avec le gouvernement et l'administration coloniale, met en place tout au long du xix^e siècle une « économie monde » dans laquelle les manufactures anglaises et les banques anglaises rassemblées dans la *City* sont le centre et les colonies reliées par la flotte et protégées par l'armée, dont le joyau est l'Empire des Indes, sont la périphérie.

L'Angleterre atteint son apogée au milieu du xix^e siècle.

À ce moment-là, elle a une capacité industrielle qui représente 45 % du potentiel mondial. Plus du tiers de la marine marchande mondiale bat

pavillon britannique. La *City* de Londres est devenue la place financière finançant des projets sur la plupart des continents, aux États-Unis, en Argentine, en Turquie, en Russie. Le niveau d'intégration financière mondiale gérée par la *City* en 1914 est quasiment semblable à celui des années 1990.

L'Angleterre bourgeoise est devenue « l'atelier du monde » et la puissance politique mondiale. L'Angleterre victorienne règne sur les flots et possède un gigantesque empire « sur lequel le soleil ne se couche pas ».

 Peut-on parler d'une hégémonie britannique sur le monde du XIX^e siècle ? Ce concept d'origine grecque a été appliqué à certaines périodes de la domination athénienne. L'*hegemon* est une domination sans partage, une suprématie. En réalité, l'histoire montre qu'il n'a jamais existé de véritable hégémonie. Quoiqu'il en soit, cette supposée « hégémonie » anglaise du XIX^e siècle a eu ses contreparties.

L'Angleterre est alors trop nourrie de sa puissance au grand large pour s'intéresser aux convulsions de l'Europe. Elle considère de loin la montée des nationalités européennes, la guerre de Crimée, la montée de la Prusse après Sadowa et la défaite de la France en 1870. Ceci expliquera le « retard » mis par l'Angleterre à comprendre la montée du conflit en 1914 et l'égal « retard » à comprendre le risque lié à la montée de l'hitlérisme dans les années 1930.

 Mais, surtout, la contrepartie de son « hégémonie » est que le maintien de celle-ci suppose réunies plusieurs conditions. Comme l'a fait remarquer P. Kennedy dans sa célèbre analyse du déclin irréversible des empires en raison de leur « surextension », ce qui fait la force du capitalisme anglais, ce lien d'interdépendance unique entre l'Angleterre et le monde, deviendra faiblesse. Parce que la puissance mondiale du capitalisme anglais dépendra étroitement de quatre éléments que sont la continuité de la croissance des échanges, la non-émergence d'autres grandes puissances économiques concurrentes, la stabilité de l'Empire et le maintien d'une paix générale.

🗨 Or le capitalisme moderne va connaître sa première grande crise de croissance par la « grande dépression » des années 1870-1890. Cette première « grande dépression » du capitalisme moderne européen aboutira, comme ce sera le cas désormais de toutes les crises cycliques du capitalisme, à une restructuration de ce dernier, dont le perdant sera l'Angleterre et dont les gagnants seront une puissance mondiale émergente, les États-Unis, et un nouveau capitalisme dominant en Europe continentale, celui de la nouvelle puissance allemande. L'« économie monde » de l'Angleterre va chuter de son piédestal.

La crise des années 1873-1895 combinée à la nouvelle croissance du capitalisme a reclassé les capitalismes nationaux.

L'Europe a façonné le monde latino-américain

L'Amérique sera une conquête européenne intégrale, pleine et entière. L'Espagne « colombienne » a hispanisé l'Amérique précolombienne au fer rouge. L'hispanisation ne sera pas la romanisation. Cette dernière avait été « douce », respectueuse des cultures et des religions des peuples. L'hispanisation sera « dure », esclavagiste, destructrice des peuples conquis. Mais, au bout du compte, cela marchera. Cette hispanisation intégrale sera politique, économique, démographique, linguistique, religieuse.

En cinquante années, l'Espagne conquiert facilement le Mexique, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et détruit totalement les deux grands empires aztèque et inca.

Le royaume d'Espagne réalise que l'exploration et la conquête des terres d'Amérique sont faciles et attrayantes. Il envoie des colons, des gens de la petite noblesse, pauvres et ambitieux, encadrés par des aventuriers, les conquistadors. Les colons sont là pour cultiver la terre et

les conquistadors pour trouver de l'or et des épices. Tel l'aventurier Francisco Pizarro – Pizarre – qui, après avoir détruit l'immense Empire inca, fonde une nouvelle capitale, Lima, et met la main sur la « montagne d'argent » du massif de Potosí, laquelle alimentera l'Europe au cours des trois siècles suivants. Par le système de l'*encomienda*, créé par Isabelle la Catholique, les colons espagnols, dotés d'un statut royal, peuvent obliger les Indiens à travailler pour eux sur leurs terres et dans les mines sans aucune rétribution. Il s'agit d'un quasi-esclavagisme généralisé.

En parallèle, la colonisation espagnole va provoquer un désastre démographique. Le continent va passer en trois siècles de 40 millions à 15 millions de personnes. La population indienne sera ravagée par l'exploitation, les massacres, les maladies importées d'Europe, l'alcoolisme.

L'Espagne et le Portugal ont littéralement fécondé une nouvelle Amérique, une Amérique devenue « latine ». Ils ont détruit les États existants, ils ont détruit les sociétés amérindiennes. Les populations indiennes ont chuté de plus de la moitié en un siècle. Ils ont reconstruit des sociétés nouvelles à partir d'une « table rase » sociétale en noyant les populations indiennes sous une importante vague de colons qui vont créoliser et métisser les nouvelles sociétés. Et ils vont christianiser complètement les peuples conquis. L'Espagne et le Portugal ont façonné la nouvelle Amérique latine « de la cave au grenier ». Et cela leur a pris deux siècles, entre les ^{xvi}e et ^{xviii}e siècles.

L'hispanisation à marche forcée du monde amérindien va s'opérer par les deux vecteurs classiques que sont la langue et la religion.

La langue espagnole, véhicule d'une culture, unifiera presque toute l'Amérique latine. L'Église catholique, soutenue par une monarchie proclamant sa mission morale et spirituelle dans le nouveau monde conquis, va se considérer comme la protectrice naturelle des sujets indiens de la couronne d'Espagne. L'évangélisation en masse des Indiens, l'activité intense des ordres dominicain et franciscain, la création des missions jésuites au Paraguay et en Bolivie, vont intégrer presque

complètement le monde indien à la religion catholique. Durant des siècles, les paysans indiens et la grande masse des sociétés d'Amérique latine n'auront accès à la culture que par les prêches et les rites d'une religion catholique très conservatrice, ce qui éclaire encore fortement la réalité actuelle des sociétés latino-américaines.

À la place des sociétés amérindiennes, il apparaîtra de nouvelles sociétés tout à la fois métissées et stratifiées. Elles sont dominées par les Blancs, les péninsulaires, mais aussi les créoles, ces 3 millions de Blancs nés en Amérique. Elles sont aussi peuplées des 4 millions de métis issus des mariages mixtes entre Blancs et Indiens ou entre Blancs et Noirs. Et, au bas de l'échelle sociale, il y a les 10 millions d'Indiens et les 2 millions d'esclaves noirs. L'indianité est demeurée une strate essentielle de plusieurs États, tels le Mexique, le Guatemala, la Colombie, le Pérou.

Le métissage sera beaucoup plus pratiqué dans le Brésil portugais, entre les coloniaux, les indigènes, et les 2 millions d'esclaves africains du « noir Brésil » importés entre le xvi^e et 1856.

Alors que la romanisation avait abouti à l'acculturation des vainqueurs barbares par la culture du vaincu romain, l'hispanisation sera l'acculturation complète par les sociétés vaincues de la culture du conquérant européen. Le Mexique se fabriquera ainsi dans un syncrétisme profond, encore revendiqué aujourd'hui, qui mêlera le double héritage aztèque et espagnol.

De 1808 à 1823, la « nouvelle Espagne » et le « nouveau Portugal », après trois siècles d'existence, vont s'effondrer. Mais cet effondrement sera « européen ». Il est la conséquence de la propagation sur le continent des idées libérales du xviii^e siècle européen.

Les protagonistes de cette émancipation seront les Créoles, cette « aristocratie » de l'Amérique latine. Ces Blancs nés en Amérique, mais d'origine européenne, espagnols de race et de culture, propriétaires fonciers et marchands négociants, sont devenus la bourgeoisie des sociétés nouvelles. Ils auront de plus en plus de mal à supporter la morgue et le mépris des administrateurs espagnols et portugais qui les

gouvernement. Ce sera la révolte de la bourgeoisie blanche contre une administration représentante d'une monarchie qui les ignore.

Cette bourgeoisie créole est doublement marquée par la révolution des colonies anglaises d'Amérique du Nord, tel Miranda, présent en Amérique durant la guerre d'indépendance, puis par les idées de la Révolution française. Bolivar, disciple de Rousseau, ayant vécu dans la France napoléonienne quelques années de sa vie, se convaincra que l'heure de la domination d'une Espagne affaiblie sur ses colonies d'Amérique est dépassée et que l'histoire va dans le sens de l'émancipation des peuples et des nationalités.

La façon dont va se constituer la nouvelle Amérique latine indépendante est essentielle.

Bolivar va proposer l'union de l'Amérique latine. Il est convaincu qu'il n'existe pas encore de véritables peuples distincts et, en conséquence, qu'il n'est pas obligatoire de créer de multiples États. Le « *libertador* » propose alors la création de la « grande Colombie », en référence à Christophe Colomb, qui regrouperait toute la partie septentrionale de l'Amérique latine libérée par lui et serait l'embryon du regroupement futur de tous les peuples d'Amérique latine.

Il se battra pour son projet jusqu'à sa mort. Le Congrès panaméricain de Panama de 1826, rassemblant les représentants de tous les territoires libérés, avait pour objectif la création d'une confédération des pays hispano-américains. Ce fut l'échec. La première cause en est la géographie du continent. L'historien P. Chaunu a bien décrit ce continent « formé d'un certain nombre de noyaux humains liés entre eux, ou plutôt séparés par l'épaisseur des montagnes, des savanes, des forêts vierges, et dont l'unité factice de la conquête n'a pas encore eu le temps d'être inscrite dans la réalité géographique ». Mais la seconde cause est liée aux spécificités déjà affirmées des différents peuples et aux ambitions des différents princes. La volonté d'États indépendants va l'emporter sur le projet d'une unité du continent.

L'Amérique latine va donc se découper en une vingtaine d'États. Elle ne suivra pas les préconisations de Bolivar, se refusera à inventer un modèle de confédération régionale, et préférera s'approprier la voie tracée par l'Europe, celle de l'État-nation.

L'Europe a fécondé les États-Unis et le monde anglo-saxon

Parce que la grande puissance du xvi^e siècle qu'était l'Espagne avait « monopolisé » le continent sud-américain, les nouvelles puissances du xvii^e siècle vont se rabattre sur l'Amérique du Nord. En 1607, la première colonie anglaise est créée à Jamestown, dans ce qui va s'appeler la Virginie, en l'honneur de la souveraine anglaise, et être le début des colonies de La Nouvelle-Angleterre. En 1608, l'explorateur Samuel de Champlain construit un fortin au Québec, début de la colonisation française au Canada. En 1609, les Hollandais, par Hudson, découvrent un fleuve à partir duquel les premières colonies hollandaises vont se développer à Manhattan. Les colons d'Amérique développeront leurs affaires, créeront des villes, telle Philadelphie, et des universités, comme à Boston. Ils se gouverneront au sein de chaque colonie par une Constitution reposant sur une assemblée et un gouverneur représentant la Couronne.

Mais la jeune nation américaine est une fille rebelle de l'Europe, à l'image des « pères pèlerins » du *Mayflower* issus de la fraction la plus puritaine du protestantisme anglais. Elle va se cristalliser en deux siècles en contestataire radical d'une Europe déchue. L'Amérique s'est façonnée par l'Europe, mais contre l'Europe, en voulant devenir un « nouveau monde » plus parfait que le vieux monde européen.

La nation américaine en formation va construire une culture d'origine protestante, marquée par le rejet de l'ancien monde européen affublé de tous les défauts et par la conviction d'être le peuple élu de Dieu pour construire un nouveau monde parfait. Ce monde parfait, inspiré du protestantisme et proche de la culture batave, combinera un profond respect de Dieu et la réussite personnelle, l'amour de Dieu et la recherche de la fortune, « *God and gold* ». Le nouveau peuple américain se considère comme étant « exceptionnel et exemplaire », selon la formule de Washington.

Il se créera quand même une relation de « frères de lait » entre les États-Unis et l'Angleterre, qui donnera naissance au monde anglo-saxon. La première manifestation de ce monde anglo-saxon sera le soutien apporté par les deux États à la lutte de Bolivar face à l'Espagne. Dans cette affaire, la défense du libéralisme politique contre les absolutismes européens rejoint la défense de leurs intérêts économiques liés à l'ouverture du nouveau marché de l'Amérique latine.

L'histoire nouée entre « l'ancien monde » quitté par les premiers migrants et le « nouveau monde » créé par ceux-ci est très particulière. Angleterre et Amérique ont trop de points communs dans leurs cultures et leurs histoires pour ne pas se retrouver après s'être séparées. On a pu dire qu'il s'agissait de jumeaux séparés à la naissance et appelés à vivre des existences différentes, mais parallèles.

Ce qui va les lier, au-delà de la langue, sera leur culture politique, très différente de celle de l'Europe continentale. Foi en la liberté politique, foi en la loi du profit, auxquelles il faut rajouter une foi protestante dominante, uniront naturellement la vieille puissance d'outre-Manche et la nouvelle puissance d'outre-Atlantique.

Cette culture commune est étrangère aussi bien à l'absolutisme qu'au révolutionnarisme. Elles partagent toutes deux un attachement profond à la philosophie lockienne du primat de l'individu sur la volonté générale et à la supériorité intrinsèque du libéralisme politique et économique. En conséquence, elles partagent toutes deux un goût prononcé, sans état

d'âme, pour le capitalisme, le commerce et le libre-échange. Ceci fera d'elles l'ossature du futur capitalisme mondialisé.

Cette familiarité culturelle va se cristalliser par un élément qui leur est commun, celui de l'« isolement ». Cet « isolement » commun n'est pas seulement géographique, celui créé par la Manche et l'océan Atlantique. Il est surtout historique et culturel. On l'a vu, l'Angleterre s'est forgée en un État-nation « isolé » du continent européen. Quant aux États-Unis d'Amérique, ils sont nés au monde en s'extrayant de l'Europe. Angleterre et Amérique vont être mondialistes par leurs capitalismes et leurs politiques coloniales et impériales, et seront « isolationnistes » par rapport à l'Europe. Cet isolationnisme les rapproche.

L'Europe a éveillé le monde asiatique

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Europe va vouloir dominer le monde asiatique en forçant le double « verrou » chinois et japonais et en créant l'Empire des Indes.

L'Asie centrale sera la manifestation d'une grande compétition européenne par le « grand jeu » anglo-russe en Afghanistan et dans les territoires environnants.

 La Chine, le Japon, l'Inde sont trois pays qui vont forger leurs destins respectifs à ce moment, face à la nouvelle offensive européenne. Ces pays sont encore aujourd'hui ce qu'ils ont voulu être à la fin du XIX^e siècle dans leur « rencontre » avec l'Europe.

 En 1582, la Chine impériale de la dynastie Ming avait accueilli avec bonne volonté, mais prudence, les jésuites emmenés par M. Ricci ainsi que les « francs » arrivés par surprise à Canton. Il fut simplement accordé aux marchands européens un îlot près de Canton, la zone de Macao. Quant aux jésuites, ils furent très bien reçus en raison de leur ouverture d'esprit à la pensée chinoise et de leur refus d'exclure le culte des ancêtres. Ils

purent prêcher et convertir, si bien qu'il y aura au milieu du xvii^e siècle 30 000 chrétiens en Chine. Mais la papauté condamna la largeur d'esprit des jésuites et, du coup, l'empereur interdit le christianisme. La rencontre civilisationnelle entre le vieil Empire du Milieu et une Europe dynamique et quelque peu agressive tourna court.

Au milieu du xix^e siècle, la Chine est installée dans une longue période de paix et de prospérité liée à la dynastie mandchoue des Qing installée depuis le xvii^e siècle. Mais la Chine est dans un état critique. Souvent, dans sa longue histoire, il est arrivé qu'une dynastie au pouvoir connaisse une période de grande faiblesse. Mais cette fois-ci, la dynastie des Qing est entrée en profonde décadence.

 L'Europe, sous la baguette anglaise, va se convaincre que, cette fois-ci, il va être possible de forcer les portes de la Chine pour en faire un grand marché par le libre commerce, notamment pour le commerce de l'opium, un produit très demandé par les Chinois, interdit par le gouvernement, mais produit par la Compagnie anglaise des Indes orientales et importé illégalement par le port de Canton. L'empereur décide en 1839 de confisquer l'opium stocké à Canton. Ce sera le début des guerres de l'opium.

La pression militaire anglaise, française, russe, mais également américaine dont c'est la première apparition en Asie trouvera son point d'orgue dans le sac et l'incendie du palais d'été de Pékin. L'empereur devra signer les « traités inégaux » de Nankin et de Tientsin en 1842 et en 1858. La Chine va devoir accepter ce qu'elle n'a jamais accepté de toute son histoire, l'ouverture de son territoire, l'établissement de concessions étrangères dans les ports chinois, le libre commerce de l'opium, le retour de missionnaires chrétiens dans toute la Chine.

 Jamais l'Empire du Milieu n'a connu un tel bouleversement et une telle honte. Ce traumatisme de la chute humiliante face à la domination de l'Occident va marquer profondément les élites intellectuelles et mandarinales. Les réactions de xénophobie seront à la hauteur de l'affront infligé par l'Europe. Une grande guerre civilisationnelle va s'ouvrir en

Chine sur les deux fronts international et interne, mettant en branle le peuple et le prince chinois.

Une guerre civile va s'ouvrir en Chine, qui ne s'arrêtera plus jusqu'à la victoire du Parti communiste de 1949. Cette guerre civile est en fait une véritable guerre civilisationnelle.

S'ensuivront les soulèvements paysans des années 1850-1870 contre la dynastie « étrangère » mandchoue vendue aux « étrangers », la grande révolte Taiping, une révolte modernisatrice sociale et politique empreinte de religiosité chrétienne qui se nourrit donc plus d'une certaine européanisation de la société chinoise que de la culture chinoise traditionnelle, le mouvement de « restauration » de la Chine dirigé par Li Hong Zhang, le vainqueur des Taiping, un mouvement « néo-confucianiste » prônant le slogan « forme occidentale, essence chinoise » activement soutenu par l'impératrice douairière Tseu Hi, les notables et les lettres.

 Mais l'humiliante défaite subie par l'Empire du Milieu devant le Japon en 1894 à propos de la Corée, protectorat chinois convoité par le Japon, ouvre la voie à une nouvelle ruée européenne sur la Chine, désormais considérée par l'Europe comme « l'homme malade de l'Asie ». La réaction nationale chinoise va s'exprimer dans des directions très différentes.

Il apparaîtra un important courant nationaliste hostile aussi bien aux étrangers européens qu'au régime des Ming considéré comme traître, un courant traditionaliste « néo-confucianiste » présent chez les mandarins et à la cour impériale, un courant démocratique européanisé présent dans le mouvement moderniste du Tongmenhui prônant la république ainsi que dans la fondation du Parti nationaliste du Kuomintang dirigé par le médecin occidentalisé Sun Yat-Sen. Et, au milieu de ce chaos politique, les potentats locaux, dans la grande tradition de l'histoire chinoise, vont profiter des événements pour se tailler des territoires autonomes.

 La sanglante guerre des Boxers, ce mouvement xénophobe anti-occidental soutenu par l'impératrice Tseu Hi, marquée par le siège de cinquante-cinq jours des légations de Pékin, par les massacres de dizaines

de milliers de chrétiens chinois et la réponse meurtrière de l'alliance des huit nations, aboutira au renversement de la dynastie mandchoue par la rébellion de 1911 et la proclamation de la république avec Sun Yat-Sen.

 Mais la guerre civile se rouvre au début des années 1920, d'abord entre Sun Yat-Sen et les factions militaires durant l'« ère des seigneurs de la guerre », puis, après la mort de Sun Yat-Sen en 1925, entre son lieutenant, le nationaliste et autocrate Tchang Kai-Chek, dirigeant du Parti du Kuomintang, et les différents seigneurs de la guerre. Après la défaite des factions militaires, la guerre civile se déroulera entre le KMT de Tchang Kai-Chek et le jeune Parti communiste chinois animé par Mao Tsé-Toung, lequel triomphera en 1949.

 Ainsi, au bout de son siècle de guerre civile, rejetant finalement l'euro-péanisation amorcée par la révolte Taiping puis au moment de la révolution de 1911, la Chine s'est reconstruite par elle-même exactement de la même façon qu'elle s'est construite tout au long de son histoire, dans une séquence liant troubles et guerres civiles et dont le débouché est toujours l'avènement d'une nouvelle dynastie.

Cette fois-ci, le peuple chinois, notamment la classe paysanne et les nouveaux intellectuels, avait activement participé à cette séquence. Mais le point d'aboutissement en sera très classique. Il sera la victoire de la « dynastie » du Parti communiste chinois et de ses dirigeants.

 Le Japon, quant à lui, avait décidé au IX^e siècle de se couper du monde, y compris de la Chine. Il avait au XVI^e siècle chassé les intrus portugais et réprimé brutalement les jésuites pour se prémunir de toute influence européenne. Il avait au XVII^e siècle réorganisé le pouvoir autour d'une nouvelle classe de shoguns réformateurs, les Tokugawa.

C'est ce Japon isolé et féodal qui va, en cette fin du XIX^e siècle, décider de se réinventer en un État occidentalisé. La révolution du Meiji sera le point d'aboutissement d'une évolution silencieuse qui s'est faite tout au long du XIX^e siècle, au cours duquel le Japon gouverné par les shoguns Tokugawa va se transformer.

La paix prolongée qui règne alors a mis au chômage les samourais et a permis le développement d'une très forte croissance, la modernisation de l'agriculture, l'apparition d'un capitalisme marchand et financier appelé par les historiens japonais « la révolution industrielle », l'urbanisation, dont les grands centres sont Osaka et Edo, mais aussi une politique d'éducation développée.

 Le Japon du XIX^e siècle, malgré dix siècles de fermeture totale au monde extérieur, va manifester une curiosité immédiate pour les technologies européennes, à l'inverse de la Chine. Cette profonde différence d'attitude du Japon par rapport à celle de la Chine s'éclaire par la différence des deux cultures. Le shintoïsme japonais n'est pas le confucianisme chinois. Il est suffisamment pragmatique pour que les Japonais admettent la possibilité de concilier leurs traditions culturelles avec leur adaptation à une certaine modernité technologique. Ce sera leur grande force dans la suite de leur histoire.

En 1853, une flottille américaine dirigée par le commodore Perry vient mouiller dans la baie d'Edo et demande le droit d'escale dans les ports japonais. Cette date est la fin des dix siècles de la première histoire du Japon et le début de sa seconde histoire.

L'Europe et l'Occident vont faire naître un nouveau Japon. Le shogun est contraint de céder et accepte d'ouvrir plusieurs ports japonais aux États occidentaux. Cette ouverture forcée du Japon à un extérieur « barbare » est un traumatisme qui déclenche, comme en Chine, un grand débat au sein de la société japonaise entre un courant xénophobe et nationaliste, appelant à la seule légitimité de l'empereur, et le shogun.

 Son issue est liée à la personnalité de Mutsuhito, le nouveau jeune empereur. Celui-ci, décidé à détruire le régime traditionnel du shogunat et à restaurer le pouvoir impérial, va se faire appeler « Meiji », le gouvernement éclairé, et transférer la capitale impériale de Kyoto, symbole du régime féodal des shoguns, à Edo rebaptisée Tokyo.

Mutsuhito sera un grand despote éclairé pendant plus de vingt ans. La constitution Meiji de 1889 est très inspirée du modèle prussien d'un

empire autoritaire dans lequel l'empereur reste tout puissant, le parlement n'est qu'une façade, et où la vie politique appartient à quelques familles aristocratiques et oligarchiques.

S'appuyant sur certains clans du pays, le nouvel empereur va décider d'orienter le Japon dans la voie d'une modernisation « à l'occidentale », le « Meiji ».

 Le Japon est devenu par le Meiji tout à la fois japonais et occidental. R. Debray définira le Meiji comme « un emprunt à l'Extrême-Occident de quoi faire un Extrême-Orient moderne, mais non western ». L'abandon par l'empereur de son titre divin, l'abolition du système féodal du shogunat, la mise en place d'un État administré et centralisé, l'assouplissement des castes sociales, l'édification d'une économie moderne reposant sur l'industrie et la réforme fiscale à l'occidentale, la création d'universités et d'écoles techniques de haut niveau, le service militaire obligatoire, sont les grandes réformes du Meiji menées en commun par l'État et un secteur privé en expansion.

 Pendant que la Chine vivait un siècle de profond conflit civilisationnel, le Japon, tout autant empire isolé que la Chine, va se mettre à l'école de l'Occident en restant lui-même. L'Europe et les États-Unis ont conduit le plus fermé des pays d'Asie à fabriquer une synthèse inédite entre l'Occident et lui-même.

À l'inverse de la Chine et du Japon, l'Inde a toujours été un continent morcelé et envahi, resté tout au long des siècles un kaléidoscope, un assemblage de principautés dirigées par des princes, les rajahs.

Au lendemain de la révolte des Cipayes de 1857, the *mutiny*, rébellion d'origine religieuse devenue politique, première révolte anticoloniale, l'Angleterre décide d'aller au bout de la logique de la conquête en faisant de l'Inde le pilier de son système colonial et vient créer le Raj.

La reine d'Angleterre Victoria devient souveraine directe de l'Inde en se faisant attribuer le titre d'impératrice des Indes. Elle se fait représenter sur place par un vice-roi. Il est créé un véritable ministère de l'Inde doté de fonctionnaires propres, l'*Indian Civil Service*. 300 millions d'Indiens

sont gouvernés par un millier de fonctionnaires anglais. Des industries textiles sont créées à Calcutta et à Bombay à destination du marché britannique.

☞ La diplomatie anglaise va alors s'orienter principalement vers la protection de « la route des Indes » par l'implantation britannique à Malte, par l'occupation militaire de l'Égypte en 1882 du fait du canal de Suez, par sa présence en Afrique de l'Est, au Soudan et au Kenya, par la conquête de la Birmanie, par les guerres multiples menées en Afghanistan.

Le Raj indien est un système unique. L'Angleterre et l'Inde, unies comme deux membres d'un seul corps, sont devenues les deux mamelles de la nouvelle puissance britannique du XIX^e siècle. Ce système est à son apogée en 1911 quand Georges V, empereur des Indes, vient présider une audience publique traditionnelle, un *darbar*, dans la continuité des *darbars* tenus autrefois par les empereurs mongols, et annonce le transfert de la capitale de Calcutta dans une ville nouvelle, symbole de l'union de l'Angleterre à l'Inde, Delhi.

Cette union intime de la grande puissance mondiale de l'époque avec le plus grand territoire asiatique après la Chine est le symbole le plus fort de l'Europe monde. L'Angleterre a façonné les fondations et une partie des murs de l'Inde moderne.

☞ Mais elle va s'arrêter en route. L'Angleterre va elle-même ruiner le formidable système élaboré par ses soins et ce, de deux façons. Elle va cristalliser et codifier le rapport inégal établi entre les Indiens et les Anglais. **Et elle va réveiller l'antagonisme historique entre les hindouistes et les musulmans.** Le Raj fonctionne en fait sur la base étroite de la domination raciale des Blancs et du soutien des milieux conservateurs princiers et propriétaires, excluant une classe moyenne indienne en expansion. Londres est prise au piège de sa propre politique indienne.

☞ C'est ce sentiment d'une inégalité de plus en plus insupportable ressentie par les Indiens anglicisés qui nourrira la montée des sentiments nationaux dans les régions les plus évoluées de l'Inde. On retrouve le processus de la révolte entamée par les créoles d'Amérique latine contre

une mère patrie qui les traite mal. Il va alors s'ouvrir une crise de confiance profonde et irréversible entre les élites indiennes nourries à la culture anglaise et le Raj. Les Indiens hindouistes, en réaction contre l'arrogance anglaise, vont commencer à se tourner vers leur passé, à le mythifier, créant ainsi le terreau du nationalisme hindou.

L'Angleterre déclenchera elle-même le processus de la crise par sa politique sur le Bengale, le territoire originaire de la présence britannique en Inde devenu le foyer des revendications hindoues. Plutôt que de tenir compte des aspirations égalitaires des Indiens, le vice-roi des Indes, lord Curzon, décide en 1905 le partage du Bengale entre un Bengale occidental hindou et un Bengale oriental musulman, complété par l'attribution aux musulmans de l'Inde d'un droit à des élections séparées. L'idée de Curzon était de s'appuyer sur la communauté musulmane jugée plus loyaliste pour mieux contrer les revendications du Congrès indien.

Curzon avait joué avec le feu. Les conséquences de cette partition du Bengale seront lourdes et durables. Elle entraînera une radicalisation du jeune Parti du Congrès, l'émergence d'un nationalisme indien et le déclenchement d'un terrorisme hindou contre l'Anglais. L'issue en sera la lutte pour l'indépendance menée à partir de 1920 par le nouveau dirigeant du Parti du Congrès, Mahatma Gandhi, lequel allait transformer le Congrès en un mouvement de masse.

La seconde conséquence de la partition du Bengale sera l'explosion de la division latente entre les deux populations de l'Inde, l'hindouiste et la musulmane, laquelle forme un quart de la population indienne. Il faut souligner la sensibilité fondamentaliste de cette communauté musulmane indienne, héritée du wahhabisme importé dans l'Inde musulmane au XVIII^e siècle, ce qui l'éloigne encore un peu plus des Hindous. 1906 est la date de la rupture entre les deux communautés par la création de la Ligue musulmane panindienne. Mais deux courants totalement distincts naîtront au sein du nationalisme musulman indien. Mohamed Iqbal, le poète et musulman libéral, et Ali Jinnah, le futur président de la Ligue musulmane, tous deux les pères fondateurs du Pakistan, vont porter le projet d'un État

des musulmans séparé, mais laïc. Mais Ala Mawdudi, porte-parole des oulémas traditionalistes regroupés dans la Jamaat i Islami, affirmera d'abord l'idée d'un État islamique de type wahhabite, puis élargira sa pensée en devenant le premier théoricien d'un islam radical porteur d'un djihadisme mondialisé. Le djihadisme moderne est né dans l'Inde des années 1930. Mawdudi sera le maître à penser de tous les tenants du djihadisme contemporain, de Sayud Qotb à Ben Laden et Daech.

L'accélération des deux nationalismes indien et musulman dans les années 1920 trouvera son issue dans la nouvelle partition du territoire indien de 1947 au moment de l'indépendance de l'Inde, après la guerre civile islamo-hindoue qui fera plus de 10 000 morts. Quant aux deux régions « mixtes » du Bengale et du Pendjab, elles seront partagées entre les deux nouveaux États de l'Inde et du Pakistan.

 La naissance du Pakistan ne résoudra rien. Au contraire, elle alimentera le conflit religieux et communautaire avec l'Inde, par la pomme de discorde du Cachemire, l'ancienne principauté historique du Jammu. Le Cachemire, coupé en trois entre l'Inde, le Pakistan et la Chine au lendemain de la première guerre indo-pakistanaise de 1947, est revendiqué depuis lors par l'Inde.

De plus, malgré la création du Pakistan, il subsistera à l'intérieur de l'Inde une population musulmane aujourd'hui forte de 140 millions de personnes, faisant de l'Inde le troisième pays musulman après l'Indonésie et le Pakistan. On est toujours aujourd'hui dans cet inextricable double conflit régional et interne produit par l'Angleterre de Curzon et régulièrement alimenté depuis 1947 par les acteurs nationalistes hindous et musulmans.

L'Europe a fabriqué les États du monde africain

Le terme « Afrique » désignait pour les Romains la seule partie méditerranéenne du continent.

 La première conquête de l'Afrique subsaharienne sera le fait de l'Empire arabe. Protégés par les armées arabes installées à la lisière du Sahara, l'islam va d'abord se propager lentement et pacifiquement par les commerçants arabo-berbères qui sillonnent la zone soudano-sahélienne. Au x^e siècle s'ouvre la période des empires musulmans d'Afrique, tel celui du Ghana, ou celui de Tombouctou, voie de passage commercial privilégiée entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire, et devenu entre les XIII^e et XV^e siècles, par ses mosquées et son université islamique, « La Mecque de l'islam » au sud du Sahara.

Au XVII^e siècle apparaît un islam plus guerrier autour de califats. Ceux-ci se créent en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée et au nord du Nigeria avec la fondation du califat de Sokoto en 1804. Il apparaît ainsi en Afrique des États islamiques « radicaux » imposant aux populations un islam rigoriste, un islam salafiste avant l'heure, matrice du futur islam fondamentaliste sahélien ou nigérian.

 Mais l'Empire arabe ne s'est pas contenté de pénétrer l'Afrique et d'y prêcher la religion islamique. L'Arabe a été le premier esclavagiste de l'Afrique noire. Gao et Tombouctou vont prospérer grâce à la traite développée de façon intensive par les convois arabes entre l'Afrique subsaharienne et le monde arabe. La traite islamique a été la plus longue et la plus importante de toutes les traites subies par les populations africaines. Probablement 17 millions d'Africains ont été réduits en esclavage entre le VII^e siècle et 1920. Elle est appelée par les historiens « la traite orientale ». Cette relation historique de domination de l'Arabe sur le Noir africain reste gravée dans les attitudes et les mémoires jusqu'à aujourd'hui, notamment dans les États sahéliens, à l'image de la relation existant au Mali entre les populations touareg du Nord et l'Africain Noir du Sud du pays.

L'Europe va conquérir l'Afrique en deux temps très différents.

Elle découvrira et occupera les côtes africaines au ^{xvi}^e siècle lorsqu'elle partira à la découverte de l'Asie. Elle conquerra l'intérieur du continent bien plus tard, à la fin du ^{xix}^e siècle.

Entre le ^{xvi}^e siècle et le ^{xix}^e siècle, elle profitera largement de l'Afrique de deux façons. Ce fut, comme le dit l'historien portugais M. Godinho, « la victoire de la caravelle sur la caravane », le basculement du cœur historique de l'Afrique qu'était le Sahel vers le littoral africain subsaharien.

Les navigateurs portugais, espagnols, hollandais, anglais, créeront des comptoirs maritimes et commerciaux sur les deux côtes africaines, de l'Angola portugais à la ville hollandaise du Cap et à Zanzibar.

L'Europe développera une traite négrière, « la traite occidentale », source d'un formidable enrichissement européen entre le ^{xvi}^e et la première moitié du ^{xix}^e siècle. Ce sera le commerce triangulaire pratiqué par les trois puissances maritimes de l'Europe, les Pays-Bas, l'Angleterre et la France, entre les côtes africaines et le nouveau continent américain. La traite occidentale ne s'appliquera, si l'on peut dire, qu'à 11 millions de personnes. Elle sera un handicap supplémentaire qui s'est ajouté à ceux déjà existants et ceux à venir dans le décollage de l'Afrique subsaharienne. Au-delà de l'impact démographique et social de la traite sur la population africaine, celle-ci entraînera une régression de l'économie africaine liée à l'éparpillement des populations cherchant à fuir la traite, ainsi qu'un effondrement de cultures et de sociétés locales dans les régions dévastées par la traite.

Le partage de l'Afrique sera la grande affaire des puissances européennes de la fin du ^{xix}^e siècle. Le « partage » est le mot français. Sa version anglaise est « *scramble for Africa* », c'est-à-dire « la ruée vers l'Afrique », ce continent jusqu'ici considéré comme trop difficilement accessible et dont seule la conquête des côtes semblait être utile.

L'assemblage des deux expressions signifie bien la double réalité politique que fut la décision des puissances européennes de se créer de

nouveaux empires en Afrique, considérée comme un continent « sans maître », un territoire vacant, au même titre que le continent américain du XVI^e siècle.

Le partage de l'Afrique fut autant politique qu'économique. Dans une France encore toute meurtrie de la défaite de 1870 et de la perte de l'Alsace-Lorraine, la politique de conquête au loin défendue par les républicains Gambetta et Jules Ferry est destinée à grandir la France en l'agrandissant, en faisant de l'Afrique française une nouvelle Alsace-Lorraine.

Alors que les principales puissances européennes se disputent pour leurs intérêts en Europe et que l'antagonisme franco-allemand s'aiguise de plus en plus, l'Europe va s'entendre pour se partager l'Afrique. La conférence de Berlin de 1890 installera de façon durable les principes de la colonisation.

La conférence de Berlin n'a pas partagé toute l'Afrique, déjà largement partagée entre les puissances, mais simplement le bassin du Congo entre la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre. Mais, surtout, Berlin a établi les règles de partage à partir du principe selon lequel chacun a droit de conquête sur les territoires au-delà des côtes jusqu'à la rencontre des « sphères d'influence », terminologie créée pour l'occasion.

Seuls échappent à cette conquête le Liberia et le vieil État éthiopien. Cette conquête est souvent brutale, à l'image de l'écrasement portugais de l'insurrection de l'Angola en 1902 ou de l'anéantissement anglais et allemand des peuples zoulous et des Herero en 1907.

L'Afrique noire sera complètement occupée, mais sera faiblement européanisée. L'européanisation de l'Afrique noire sera très différente de ce qui s'est passé sur le continent latino-américain.

Les temps ont changé depuis les conquistadors du XVI^e siècle. La civilisation européenne a évolué. Il n'est plus question au XIX^e siècle de massacre, d'*encomienda*, ni même d'esclavage. L'Afrique noire va souffrir de l'arrogance et du mépris de l'homme blanc installé en Afrique. L'Afrique noire fut conquise, meurtrie, exploitée. Mais elle ne sera pas

détruite dans ses sociétés. Il n'y aura pas de colonisation de peuplement en Afrique noire, à l'exception de l'Afrique du Sud où un grand bloc démographique hollandais et anglais se formera et fonctionnera par l'apartheid.

Enfin, la colonisation de l'Afrique sera de courte durée. L'Espagne et le Portugal, comme l'Angleterre, ont eu le temps de « travailler » en profondeur l'Amérique amérindienne et l'Inde, deux siècles durant. L'Europe coloniale n'aura pas ce temps-là en Afrique noire.

Il n'y aura donc pas de fécondation européenne des sociétés africaines.

L'Europe s'est contentée d'exploiter les ressources naturelles africaines par des compagnies établies dans des comptoirs et dans les ports et, pour ce faire, va bâtir des villes, des infrastructures routières et portuaires, une administration coloniale et exporter des missionnaires. Les sociétés africaines en seront affectées. Elles vont acquérir quelques éléments de la culture européenne, le christianisme, la formation d'élites scolarisées locales, l'apprentissage de la gestion administrative, l'insertion de cadres africains dans le système économique et commercial européen, l'entrée dans l'urbanisation. Mais ces sociétés ne seront ni détruites ni même bouleversées.

Les sociétés africaines resteront surtout les héritières de la longue histoire des peuples africains faite d'une lutte constante contre la géographie dans un continent hostile à une activité agricole normale et à une circulation humaine, ce qui a maintenu ces sociétés dans leurs fidélités à des pratiques tribales, claniques et familiales, seules à même de permettre la survie dans un univers foncièrement inhospitalier.

Par la conférence de Berlin, les territoires coloniaux africains, matrice des futurs États africains, sont bâtis sur des frontières qui n'ont jamais existé et avec des peuples qui n'existent pas. À l'exception des États « historiques » de l'Éthiopie et du Liberia, tous les autres États africains sont « inventés ».

L'Europe coloniale a ainsi créé des éléments supplémentaires du futur chaos africain qui suivra la décolonisation et dans lequel l'Afrique noire est encore en partie plongée. Si « l'Afrique est mal partie », selon le titre de l'ouvrage de R. Dumont, c'est dû en partie au fait que la naissance politique de ses jeunes États a été grevée, par le fait colonial, de plusieurs handicaps supplémentaires à ceux liés à la longue histoire de l'Afrique.

L'Europe a fécondé l'Orient

Cette appellation d'« Orient », délégitimée par E. Said comme étant un fantasme occidental du XIX^e siècle, est totalement pertinente.

Elle renvoie à la région du monde du Croissant fertile qui a eu la première vie internationale, autour de la Mésopotamie, de la Perse, de l'Égypte, du peuple hébreu, des peuples de la Méditerranée orientale, de l'Empire romain d'Orient. Elle renvoie ensuite à l'histoire du VI^e siècle de l'Arabie et de l'Islam, foyers de l'Empire arabo-islamique puis de l'Empire ottoman.

L'Orient a existé bien avant l'Occident et c'est l'Occident chrétien romain et carolingien qui s'est défini au X^e siècle en tant que tel par rapport à un Orient puissant et hostile.

 L'Empire ottoman atteint son apogée au XVI^e siècle, à l'époque de Soliman le Magnifique. Les Ottomans arrivent aux portes de Vienne au moment de la quatrième campagne de Soliman en Europe contre Charles Quint, le grand choc « géostratégique » des deux superpuissances de l'époque. Les Ottomans conquièrent l'Azerbaïdjan et le Yémen et reprennent le contrôle des trois territoires d'Afrique du Nord algérois, tunisien et marocain, émancipés depuis les temps de l'ancien Empire arabe abbasside.

L'équilibre de puissance entre l'Empire islamique du sultan de Constantinople et l'Europe durera deux siècles. Au XVIII^e siècle, s'ouvre le

moment du « grand retournement » de la relation entre l'Europe et le monde arabo-islamique, le retour de l'Europe en Orient quatre siècles après les Croisades, symbolisé par la conquête russe de la Crimée aux dépens des Ottomans en 1783 et l'expédition d'Égypte de Bonaparte en 1798.

Mais, avant cette rencontre des deux mondes, au cœur de l'Arabie du XVIII^e siècle, l'islam sunnite va être bouleversé par le wahhabisme.

 Le wahhabisme est en réalité une guerre interne au sein du monde arabe sunnite, une nouvelle *fitna*. Il naît de la rencontre de deux hommes, un théologien prédicateur, Abdel Wahhab, issu de la mouvance fondamentaliste du sunnisme, et Mohamed Ibn Saoud, chef de la petite tribu des Saoud établie dans le Nadj, au cœur de l'Arabie, un seigneur de guerre ayant de grandes ambitions territoriales.

Le pacte de Nadj de 1745, « l'alliance du sabre et du goupillon » conclue entre le prédicateur radical et le clan des Saoud, est une alliance politico-religieuse de circonstance contre les institutions politiques et religieuses qui gouvernent l'Arabie, le sultan de Constantinople et les oulémas de l'islam traditionnel sunnite. Le dessein est de bâtir un État arabe et islamique sur le modèle du premier État islamique bâti par le Prophète à Médine.

 Le pacte de Nadj va bouleverser l'Orient. Il est à l'origine de la future Arabie Saoudite construite en 1932 par l'héritier du premier Ibn Saoud, le grand roi Abdel Aziz Ibn Saoud, après les échecs successifs au XIX^e siècle des deux premiers États saoudiens défaits par le sultan ottoman. Le nouvel État saoudien wahhabite apparaîtra à l'époque, aux yeux des premiers nationalistes arabes, comme le premier État arabe sorti de la double tutelle ottomane et européenne.

 Ce pacte est également à l'origine de la renaissance du salafisme. Parce que l'Arabie Saoudite de 1932 est bâtie sur l'alliance historique conclue à Nadj en 1745, dans l'unité profonde d'un fondamentalisme religieux sunnite et d'un pouvoir politique, la monarchie saoudienne va proclamer d'emblée qu'elle est « salafiste », c'est-à-dire affirmer sa fidélité

aux « pieux ancêtres », pour bien signifier qu'elle est le seul État arabe garant de la continuité avec les ancêtres fondateurs de l'islam sunnite.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le monde de l'Orient va entrer dans le « malheur arabe ». Ce malheur dure encore. L'Orient est entré au XIX^e siècle dans un « siècle long » toujours en cours.

Le choc civilisationnel entre l'Orient et l'Occident, né au VII^e siècle de la rencontre entre l'Empire islamique et l'Europe chrétienne, se réanimera totalement au XIX^e siècle. Il est né du réveil arabe, manifesté par la Nahda.

🗨 La Nahda, la renaissance, va être littéraire, culturelle, politique. Elle sera le moment de l'interrogation nouvelle du monde arabe sur son destin, d'un monde arabe souhaitant sortir de la tutelle ottomane mais recherchant éperdument une conciliation entre la modernité provenant de l'Europe et sa propre identité. Ce grand débat mettra en présence deux conceptions antagonistes, celle d'une nécessaire modernité « à l'européenne » du monde arabe, d'un « Meiji arabe », dans le sillage d'un Méhémet-Ali, ou au contraire celle d'une « réforme » par le retour à un religieux authentique, d'un néo-salafisme destiné à sauver l'identité culturelle arabe liée à son identité religieuse.

La Nahda s'exprimera par trois grandes figures, le Perse Al Afghani, l'Égyptien Mohamed Abdouh et le Syrien Rachid Rida. Ces trois hommes acceptent le thème du « retard islamique », mais ils postulent tous que seule la réforme religieuse permettra au monde arabe de redevenir lui-même et de faire face au défi de la modernité d'une Europe triomphante et conquérante.

🗨 Al Afghani est convaincu qu'une approche trop européenne échouerait parce que trop étrangère aux populations arabes et aux élites religieuses. Il trouve la solution dans le panarabisme et dans un islam authentique mais sorti de sa sclérose.

M. Abdouh, le disciple d'Afghani, sera beaucoup plus marqué par la modernité européenne, sa rationalité et son esprit de recherche philosophique. Il prêchera un islam « rationnel » en s'inscrivant dans la ligne de pensée d'Averroès et développera une pensée « réconciliatrice »

entre l'Europe et le monde arabo-islamique. Mais, à l'image de celle d'Averroès, sa pensée restera solitaire et n'influera aucunement le monde arabe.

À l'inverse, Rachid Rida deviendra le chaînon moderne du courant fondamentaliste de l'islam. Il s'imprégnera d'un anti-européisme virulent au lendemain de l'occupation du Moyen-Orient par les Anglais et les Français. Convaincu de la nécessité d'un nationalisme arabe qui soit fermé à la pensée européenne et pleinement islamique, il percevra l'avènement de l'État wahhabite saoudien comme une triple victoire, une victoire du monde arabe enfin réveillé, une victoire contre le colonialisme anglais, et une victoire de l'islam authentique et purifié prêché par Abdel Wahab. Il en appellera alors à l'établissement **d'un État islamique fondé sur la charia et sur un nouveau calife qui soit un chef politique et religieux.** Rachid Rida sera l'inspirateur de tout le courant fondamentaliste contemporain de l'islam sunnite, à commencer par Hassan El Banna, le fondateur des Frères musulmans égyptiens.

Le grand débat de la Nahda « est né de l'orgueil d'avoir été et le désir de redevenir la meilleure nation » (J. Berque). Il s'interroge sur le destin du monde arabe, sur le choix à faire entre la restauration, chimérique, d'un système politico-religieux islamique héritier de la grandeur passée et son contraire, la construction « rationnelle » d'un « Meiji arabe » intégrant pleinement la modernité européenne au sein de la tradition.

Mais ce grand débat va avorter. Sous le poids de l'Empire ottoman rejeté et sous le choc de la pénétration européenne, cette introspection du monde arabe a produit un « nationalisme culturel ». À l'image de la trajectoire de R. Rida, elle fera prévaloir la réponse « réformiste » du retour aux sources à l'opposé de l'approche laïque de l'État-nation kémaliste. Elle sera avant tout un salafisme mettant en avant l'identité religieuse de l'Arabe ainsi que le rêve d'une nouvelle *umma* sous la forme d'un grand empire arabe reconstitué.

Ce nationalisme culturel arabe empli d'un religieux salafiste pèsera lourd par la suite dans l'histoire chaotique du nationalisme arabe.

Il est courant d'entendre dire que l'Occident est responsable du « malheur arabe » par la fabrication d'un Moyen-Orient bancal fait d'États sans nations, le Liban, la Syrie et l'Irak, d'un État « étranger », Israël, et de nations sans États, les Kurdes et les Palestiniens. L'histoire montre que les choses sont un peu différentes.



Il y a les « gagnants » et les « perdants » de l'histoire. Les « gagnants » sont ceux qui ont construit par eux-mêmes leur État. Ce seront l'Arabie Saoudite d'Ibn Saoud bâtie entre 1915 et 1930, la Turquie de M. Kemal, l'Égypte du roi Fouad de 1922 débarrassée du protectorat britannique, l'Iran de Reza Shah Pahlevi en 1921 débarrassé de la double tutelle russe et anglaise et, enfin, le Foyer national juif établi en 1920 par l'Angleterre en Palestine, construisant par lui-même dans l'entre-deux-guerres son État, le Yichouv, futur État d'Israël. Tous les cinq sont de vieux peuples nés dans la Haute Antiquité et, pour certains, de vieux États de la région. Ces cinq « gagnants » deviendront les puissances actuelles de la région.

Il y a les nouveaux États dont le sort a été fixé par les accords Sykes-Picot de 1916, ce « Yalta oriental » conclu par l'Angleterre et la France en 1916, partageant le Machrek en deux zones d'influence, la française au Nord et l'anglaise au Sud.

 Le nouveau monde arabe est devenu une mosaïque d'entités politiques, contrairement aux promesses faites par les Anglais aux nationalistes arabes luttant à leurs côtés contre l'Empire ottoman d'établir un empire arabe unifié dont le cheikh de La Mecque serait le détenteur. Mais c'est oublier qu'un autre royaume arabe était en pleine construction, celui des Saoud, lequel allait bientôt s'emparer du Hedjaz et mettre fin au chérifat de La Mecque.

 Certes, l'Angleterre et la France ont établi le partage territorial des futurs États du Machrek sans aucune consultation des populations ni concertation avec les jeunes mouvements nationalistes de la région. Mais on ne peut pas dire que les futurs États du Moyen-Orient issus des mandats de 1920, le Liban, la Syrie, l'Irak, la Transjordanie, soient des États totalement artificiels.

☞ Le Liban est né avant tout de la volonté des chrétiens d'être politiquement protégés par une autonomie. Un Liban historique était né dès le XVI^e siècle dans la montagne, l'émirat du mont Liban rassemblant trois communautés maronite, druze et chiite. Puis, au XIX^e siècle, la Province autonome du mont Liban avait été établie par le sultan à la suite des troubles entre chrétiens et druzes. Le Liban aurait existé d'une façon ou de l'autre, petit ou grand.

☞ Une Syrie historique a toujours existé, du royaume palmyrien de la reine Zénobie aux deux pachaliks d'Alep et de Damas sous l'Empire ottoman. Elle aura une première existence politique avec le Royaume arabe syrien indépendant de 1918 de l'émir Fayçal et le mouvement national syrien présent dans les diverses communautés.

☞ Quant à l'Irak, il s'est constitué dans l'ancienne Mésopotamie devenue un territoire de l'Empire arabe et ottoman un territoire marqué historiquement par la *fitna* et Kerbala, autour d'une population majoritairement chiite intégrée à l'Empire sunnite. L'Empire ottoman fixera lui-même la frontière orientale de cette province lointaine et désolée avec la Perse. La communauté chiite majoritaire affirmera au XIX^e siècle un nationalisme irakien. En 1920, l'indépendance de l'Irak sera revendiquée par l'élite chiite religieuse autour d'un roi arabe.

☞ L'Angleterre viendra regrouper logiquement les anciens territoires de Bagdad et de Bassorah. Mais il y sera rajouté Mossoul et sa population kurde, accroissant ainsi la complexité ethnique du nouvel État.

Toutes ces divisions territoriales et politiques faites par l'Angleterre et la France ont donc un certain sens.

☞ Quant à la Transjordanie, composée de tribus bédouines et d'une dynastie importée d'Arabie par les Anglais, elle est de très loin l'État le plus artificiel qui ait été créé en 1920. Or la Jordanie, enclavée et située à l'épicentre du Machrek, au voisinage d'Israël et de la Syrie, subira tout au long de son histoire les répliques des secousses telluriques de la région. Elle accueillera plusieurs centaines de milliers de Palestiniens en 1948-1949, sera secouée par les actions déstabilisatrices des mouvements

radicaux palestiniens et de la Syrie, devra concilier sa cohabitation avec Israël et son appartenance au monde arabe. Malgré tout, elle deviendra, grâce à la sagesse et la modération de son prince, la dynastie issue du « petit roi » Hussein, un État princier stable et démocratisé fondé sur un certain contrat social, intégrant les Palestiniens à la vie sociale et les Frères musulmans à la vie politique. **L'exemple jordanien est la plus belle preuve que le malheur arabe subi par le Machrek depuis 1920 réside avant tout en lui-même.**

☞ Les vrais perdants sont les deux peuples palestinien et kurde. Le premier est un jeune peuple, pour son malheur encore « invisible » en 1920, mais qui deviendra nation dans sa révolte nationaliste de 1930 ; alors que le second est un vieux peuple issu des Mèdes n'ayant jamais fait nation. Les Kurdes restent divisés entre les Kurdes intégrés à la Turquie, les Kurdes irakiens participant à la vie politique irakienne mais dotés d'une « principauté » et de princes acceptés par Bagdad et la Turquie, et les Kurdes syriens de la Rojava formée de trois régions séparées et limitrophes de la Turquie dont les populations et leurs dirigeants gèrent leurs relations compliquées tant avec Damas qu'avec leurs frères kurdes de Turquie.

☞ La véritable responsabilité des puissances mandataires dans le malheur arabe a été la politique menée dans les vingt années des mandats. Cette politique menée entre 1920 et 1940 tournera le dos à la construction de nations et de citoyennetés dans ces États nouveaux sans véritable terreau national en poursuivant et aggravant la politique communautariste héritée des treize siècles de l'Empire islamique arabe et ottoman.

À la différence des deux grands empires de l'époque, l'austro-hongrois et le russe bâtis sur des peuples et un État, l'Empire islamique est resté le mille-feuille communautaire initial fait de trois strates, l'*umma* sunnite, les deux communautés des « gens du Livre » protégées au sein des millets, les *dhimmis* juifs et chrétiens, et les minorités musulmanes, réprimées et tenues en laisse, dont les chiites.

🗨️ Le statut de dhimmitude avait traversé les siècles et duré jusqu'en 1855. À cette date, le sultan crée les millets, ces « nations religieuses » autonomes régissant le statut personnel des membres des communautés chrétiennes et juives non soumises au droit islamique au nombre d'une quinzaine en 1914, fondement d'un « fédéralisme religieux » au sein de l'Empire.

🗨️ La France construira au forceps un grand Liban et une Syrie morcelée. La guerre de 1920 menée par Gouraud contre les nationalistes arabes et le roi Fayçal partisans d'un grand royaume arabe sur la « grande Syrie » aboutira à l'État du grand Liban voulu par la minorité chrétienne maronite mais dans lequel les populations musulmanes sunnites et chiites seront discriminées, et à une petite Syrie elle-même divisée entre quatre mini-États semi-confessionnels destinés à limiter l'influence de la majorité sunnite, un État d'Alep, un État de Damas, un territoire alaouite à Lattaquié et un territoire druze, le djebel druze.

🗨️ En Irak, l'Angleterre, face à la grande révolte nationaliste de 1920 animée par la communauté chiite, va trouver le soutien des élites minoritaires sunnites du pays. Le gouvernement de l'Irak sera alors confié au roi Fayçal et à la minorité sunnite, ce qui nourrira la rancœur de la majorité chiite et l'hostilité kurde.

🗨️ Le demi-siècle de l'histoire mandataire prolongera ainsi les siècles de l'histoire ottomane du Proche-Orient par la cristallisation de sociétés communautarisées et inégales, tout à l'opposé de la construction d'États-nations.

🗨️ L'Europe accroîtra les problèmes du Machrek en créant, aux côtés de la fabrication d'États sans nations, des « nations sans États », par les deux questions non réglées dans les traités de paix de 1920 et toujours non résolues aujourd'hui, la question kurde et la question palestinienne issue de la création du foyer juif.

La question kurde, traitée à Sèvres par l'établissement d'une autonomie du Kurdistan, est rouverte à Lausanne après le rejet de ce statut par un Mustapha Kemal victorieux des Alliés. Finalement, les

populations kurdes seront réparties entre les quatre États, turc, syrien, irakien et iranien.

☞ La question palestinienne est créée par l'Angleterre. Sensible aux revendications du mouvement sioniste apparu au milieu du XIX^e siècle, le gouvernement anglais soutient l'installation d'un Foyer national juif au sein du territoire palestinien sous son mandat mais se montre incapable de gérer et de solutionner la cohabitation des deux peuples. Leur affrontement pour la même terre débouchera sur les émeutes et les troubles armés des années 1930, sur les guerres de Palestine de 1948-1949 après le départ des Anglais, sur la victoire de l'armée juive de Tsahal et la création de l'État d'Israël, et sur l'absence d'issue politique pour le peuple palestinien.

☞ L'Europe marquera la Perse et la Turquie moderne. En Perse, la brillante dynastie des Qajars apparue en 1795 restaurera le concept du shah hérité de la dynastie sassanide et régnera cent cinquante ans. Mais elle sera attaquée et dépecée par les puissances anglaise et russe lancées dans « le grand jeu » du contrôle de la Perse, du Caucase et de l'Afghanistan, l'une pour s'assurer le contrôle des routes commerciales vers l'Inde et l'autre pour se procurer un accès aux mers chaudes.

☞ Cette rencontre de la Perse avec l'Europe coloniale conduira, à l'instar d'autres colonisations, à une fécondation culturelle de la société et des élites perses, lesquelles vont s'approprier les idées d'une constitution politique et d'une laïcisation sociale. Il va se mettre en place en 1871 un gouvernement de type européen. L'aboutissement de ce processus sera la révolution constitutionnelle de 1907 imposée par le peuple au shah et la création d'un parlement, le Majlis.

☞ Mais l'histoire perse va balbutier. La révolution de 1907 débouchera sur une longue crise entre les forces modernistes et le shah soutenu par une église chiite puissante, conservatrice et de plus en plus tentée par un rôle politique. L'Angleterre et la Russie soutiendront également le shah dans son action restauratrice.

☞ L'aboutissement de cette crise politique sera la défaite des forces constitutionnalistes et la prise de pouvoir en 1925 par un jeune officier, le général Reza Khan, lequel mettra fin à la dynastie Qajar et, après avoir un moment pensé à établir une république sur le modèle de Kemal Atatürk, se fait nommer nouveau shah par le Majlis, instaurant la dynastie Pahlevi.

☞ Cependant, la dynastie Pahlevi s'occidentaliserait en pratiquant un kémalisme perse. Elle moderniserait autoritairement la société iranienne dans les années 1930, par la nouvelle appellation de la Perse devenue l'Iran, par la suppression du féodalisme, du tribalisme et l'égalité des sexes, puis lors de la « révolution blanche » de 1963, en instaurant la laïcisation de l'école et du droit ainsi que l'interdiction du voile.

☞ Mais cette occidentalisation culturelle s'accompagne d'un régime dictatorial répressif. Cette politique entraînerait une double réaction, celle de la société iranienne occidentalisée exprimée dans un front laïc et démocratique et celle, à l'opposé, de la société et du clergé chiite traditionnels opposés aux réformes laïques. **La conjonction circonstancielle de ces deux oppositions contre le shah débouchera sur la révolution politique de 1978 qui précédera la Révolution islamique de 1979.**

L'Europe marquera la Turquie moderne dans la personne et l'action de Mustapha Kemal.

☞ Mustapha Kemal a grandi en Europe entre Salonique et Monastir. S'inscrivant dans le droit fil de Méhémet-Ali, il va se nourrir au collège militaire des écrits de Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Auguste Comte et admirer l'épopée révolutionnaire et napoléonienne. Il suivra attentivement la révolution menée en 1908 par le mouvement des Jeunes-Turcs, ce groupe réformiste venu des écoles militaires, influencé par l'Europe et le positivisme européen d'Auguste Comte, prônant un nationalisme turc intégral, la déposition du sultan et l'instauration de réformes modernisant et laïcisant la société ottomane.

☞ M. Kemal ne fera qu'amplifier la révolution des Jeunes-Turcs de 1908. Il est avant tout empli d'un nationalisme turc intransigeant. C'est ce

nationalisme qui l'amène à un double combat, un combat contre le sultan jugé coupable de la défaite et de l'humiliation du pays, et un combat contre les puissances européennes occupantes du pays. Il va entrer en guerre civile contre le sultan Mehmed V, proclamer la république, s'installer à Ankara, mener le combat contre les armées du sultan et, au lendemain du traité de Sèvres, soutenu désormais par la majorité de la population turque qui rejette ce traité, défaire les forces du sultan et s'emparer d'Istanbul. Puis il matra les forces armées arméniennes et kurdes avant de chasser les forces étrangères françaises et italiennes, pour conclure par la guerre gréco-turque qu'il gagnera.

Alors, Kemal le nationaliste, celui qui s'est dressé contre les puissances européennes, les a chassées de Turquie et a obtenu la révision du traité de Sèvres par le traité de Lausanne, va devenir Kemal le transformateur à l'euro-péenne de la Turquie.

☞ La proclamation de la République, avec la suppression de la dynastie ottomane par la déposition du sultan Mehmed VI, en 1923, est un événement politique. Mais l'abolition du califat en 1924 est un bouleversement religieux pour l'ensemble du monde islamique. En mettant fin au système califal datant du VII^e siècle, M. Kemal détruit l'ossature théologico-politique du monde de l'islam.

☞ De plus, appelant lui-même son projet « la révolution à toute vapeur », il mettra en œuvre une volonté de rupture avec le système ottoman islamique par des réformes supprimant le « tout religieux » pratiqué pendant des siècles. Il impose le principe de l'égalité hommes-femmes, supprime la polygamie, accorde le droit de vote aux femmes, établit le calendrier et l'alphabet latins, impose le code vestimentaire européen. C'est une véritable sortie de la culture islamique imposée à une société turque à peine sortie de la tradition. M. Kemal va également laïciser d'autorité les piliers de la société turque, le droit et l'enseignement.

En fait, M. Kemal veut créer de toutes pièces une nouvelle nation turque et un nouvel État turc en rompant radicalement avec le passé ottoman. Mais ce despotisme éclairé ne peut pas faire disparaître en un

instant la réalité d'une société turque « mixte », partagée entre l'euroanéité d'Istanbul et la tradition clanique et religieuse des populations du plateau anatolien. Si M. Kemal est l'homme par lequel s'est produite la première rupture franche du monde islamique d'avec le système bâti au VII^e siècle, le kémalisme d'une Turquie laïcisée sera battu en brèche par la victoire en 1996 du parti islamiste du Refah, l'ancêtre de l'AKP aujourd'hui au pouvoir.

 Dans tout l'Orient, du monde arabe à l'Iran et la Turquie, le retour de l'Europe a produit un conflit civilisationnel interne entre la modernité occidentale soutenue par une partie des peuples et certains princes et le poids de la tradition islamique soutenue par une autre partie des peuples et des princes.

L'Europe a fécondé le Maghreb

 Le Maghreb, bien que totalement converti à l'islam et partiellement arabisé, a une histoire toute différente de celle de l'Orient. Celle-ci est l'histoire de trois États princiers autonomes ayant toujours eu leur spécificité.

Charles-André Julien, dans son *Histoire de l'Afrique du Nord*, montre bien l'importance de la continuité du passé spécifique maghrébin. Il a fallu d'abord un siècle de combats pour que la Berbérie, un fonds africain et non moyen-oriental probablement venu des plateaux éthiopiens, soit conquise par les Arabes. Les populations berbères, fortement christianisées et dotées d'églises très vivantes, s'islamisèrent très rapidement. Par contre, l'arabisation de l'Afrique du Nord fut très limitée, à la différence de l'Orient. L'historien B. Lugan éclaire ce paradoxe apparent en faisant remarquer que l'Afrique du Nord berbère, à l'instar de la Perse, s'est coulée à sa façon dans le moule de l'islamisation et de ses

hérésies pour mieux échapper à l'arabisation et préserver son identité berbère.

☞ Cette Afrique du Nord berbère continuera ensuite à se prémunir de la tutelle arabe face au pouvoir central du califat de Damas, par les royaumes berbères kharidjites et anticalifaux du IX^e siècle, puis par les deux premiers royaumes marocain et tunisien, le royaume arabo-berbère des Idrissides au Maroc forgé par un prince chiite descendant d'Ali et réfugié à Fès, et le royaume arabe mais autonome des Aghlabides en Tunisie.

☞ L'apogée berbère fut la dynastie Almohade du XIII^e siècle issue de tribus berbères marocaines rangées derrière le réformateur religieux Ibn Toumert, adepte d'une orthodoxie religieuse maîtresse de l'Ifriqiya du Maroc à la Tripolitaine et ouverte à l'Espagne musulmane d'El-Andalous.

☞ Paradoxalement, cet apogée berbère coïncida avec la seconde vague d'arabisation de l'Afrique du Nord, une vague beaucoup plus importante que la première, venue des tribus arabiques Beni Hilal installées en Égypte, déferlant au Maghreb, arabisant linguistiquement et culturellement la Berbérie. Mais ce nouveau Maghreb berbéro-arabisé n'en continua pas moins à avoir sa propre histoire.

Le Maroc, né au VIII^e siècle, le plus vieil État princier de la région, jamais vraiment conquis par l'Empire arabe à la différence des deux autres, se perpétuera dans une identité forte rassemblant une société très berbérisée et une monarchie autonome continue.

☞ Après les dynasties berbères, ce seront les dynasties chérifiennes, des dynasties arabes mais farouchement autonomes et anti-ottomanes, la Saadienne aux XVI^e-XVII^e siècles et, enfin, l'Alaouite depuis le XVII^e siècle.

☞ La Tunisie, après la longue dynastie berbère des Hafside installée à Tunis entre le XIII^e et le XVI^e siècle, s'émancipera définitivement de Constantinople au XVII^e siècle avec la dynastie beylicale et la régence mise en place par les janissaires révoltés.

☐ L'Algérie n'aura pas tout à fait la même histoire. Arabisée et islamisée après les durs et longs combats menés tout le VIII^e siècle par les principautés berbères indépendantes contre les Arabes, l'histoire de l'Algérie sera dominée au XVI^e siècle par la création de la régence ottomane d'Alger qui gouvernera l'Algérie jusqu'en 1830.

☐ Cette régence sera un pouvoir politique autonome établi sous l'autorité des frères Barberousse, les chefs des corsaires d'Alger, en accord avec le sultan de Constantinople. Elle donnera naissance à l'institution du dey d'Alger gouvernant le territoire au nom du sultan. La régence d'Alger est la première forme d'un État princier algérien autonome, mais sans qu'il soit vraiment apparu un peuple algérien constitué.

☐ La spécificité maghrébine sera amplifiée par la colonisation française.

☐ Au Maroc, Lyautey, dont la maxime est que les Africains ne sont pas inférieurs, mais sont autres, considère que le protectorat doit être une politique d'assistance à un pays qui existe par lui-même, créant par son action les fondations du Maroc moderne illustré par Casablanca. À l'inverse, en Algérie, dans la suite de la lutte acharnée contre Abdelkader et de la politique de « conquête de l'Arabe » pratiquée par Bugeaud et Clauzel, la décision est prise par la monarchie de Juillet d'entreprendre une colonisation de peuplement à grande échelle qui sera non seulement française, mais également espagnole et italienne. Cette colonisation humaine se déroulera tout au long du XIX^e siècle, en parallèle aux campagnes de pacification des révoltes kabyles et des Aurès contre la France.

Au bout du compte, ces deux politiques totalement différentes aboutiront aux mêmes résultats.

☐ La France coloniale cristallisera les nationalismes des peuples d'Afrique du Nord, mais dans le même temps fécondera une européanisation de l'Afrique du Nord, de ses sociétés, de ses cultures, de ses institutions juridiques. Il se produira une européanisation en profondeur qui accroîtra encore la distance culturelle et politique entre le Maghreb et le Machrek.

 L'Europe monde a existé cinq siècles durant. Pour la première fois, une civilisation a établi une domination planétaire. Cet apogée de l'Europe monde est essentiel à la compréhension de notre monde car cette ancienne « centralité » de l'Europe reste l'un des ADN du monde actuel.

 Tous les continents, tous les peuples, ont été fécondés par l'Europe monde. De gré ou de force, par ouverture ou par violence, par acceptation ou par rejet. Mais aujourd'hui, chaque monde, nord-américain, sud-américain, chinois, japonais, indien, africain, arabe, turc, iranien, maghrébin, a une part d'Europe dans son histoire et sa trajectoire.

CHAPITRE 8

Le XX^e siècle, la chute de l'Europe

1905 – 1945

☞ Tels J.-A. de Sédouy ou H. Kissinger, beaucoup de diplomates et de politistes ont vanté la consolidation du concert européen entre Westphalie et Vienne par le passage du principe de l'équilibre des puissances à une construction institutionnelle reposant sur un « droit public européen » renforcé tout au long du XIX^e siècle. Durant ce siècle, les puissances européennes ont eu de nombreuses réunions destinées à régler les crises qui surgissaient entre elles. La conférence de Paris au lendemain de la guerre de Crimée, le congrès de Berlin de 1878 sur les Balkans, le congrès de Berlin de 1884 sur le partage du Congo et les principes de la colonisation, la conférence d'Algésiras de 1905 sur la crise franco-allemande à propos du Maroc, ont développé ce droit public européen.

En réalité, la substance du « concert européen » du XIX^e siècle a été largement factice. Ce « concert » a été tout à la fois fragile et ambigu. Il explosera à la fin du siècle.

☞ Ce « concert » a d'abord été la gestion de l'idéologie conservatrice du congrès de Vienne contre les nationalités européennes naissantes, d'où a

découlé la dissonance des puissances sur le soutien aux jeunes nations, de la crise grecque à l'unité italienne.

 Puis, entre 1860 et 1880, l'Europe a pratiquement été gouvernée sous la houlette stratégique de Bismarck. À partir de 1905, les puissances européennes ont été gouvernées par leurs passions nationalistes, début de la descente aux enfers de l'Europe.

L'image dominante d'une « paix de cent ans » produite par le congrès de Vienne, célébrée par H. Kissinger, n'a correspondu en rien à la réalité de l'histoire européenne du XIX^e. Ce siècle a préparé pas à pas 1914. L'Europe monde au faîte de sa puissance va se dérégler et courir à son suicide.

L'Europe de « l'ensauvagement »

Cette expression de « l'ensauvagement européen » est de Tolstoï.

Il l'a appliquée aux campagnes napoléoniennes et aux effroyables tueries qu'elles ont provoquées. On doit, à la suite de Th. Delpech, la reprendre à propos de l'Europe et de sa combinaison inédite des passions nationalistes, des idéologies totalisantes et des guerres barbares.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Europe a changé de visage.

Le monde créé par le capitalisme industriel est en train de détruire le tissu social traditionnel d'une société européenne rurale et petite-bourgeoise et de créer la grande ville où se logent les populations déracinées en quête d'un travail salarial, notamment en Angleterre et en Allemagne. Les valeurs de l'argent et de la finance mettent à bas les valeurs traditionnelles. L'Europe de la fin du XIX^e siècle est devenue un monde des « masses » sociales et géographiques à la recherche d'une réponse face aux réalités négatives et médiocres produites par la société bourgeoise capitaliste et le système parlementariste qui la représente.

Le climat philosophique et culturel de l'Europe va se transformer. Il va devenir un climat « anti-Lumières » qui va favoriser les pensées radicales.

☞ D'un côté, certains affirment le « vide » de cette Europe nouvelle. Schopenhauer et Nietzsche expriment deux critiques radicales de la société de leur époque. Mais, en dénonçant le « vide » et le « non-sens » de cette société bourgeoise et libérale, ils vont vomir la raison et les valeurs héritées des Lumières qui ont « desséché » l'homme et produit une société de la médiocrité, de l'argent et de la décadence. Et ils vont affirmer la nécessité d'un absolu de l'existence, traduit chez Nietzsche par le projet du « surhomme » appelé à vivre tout ce qui est la vie.

☞ De l'autre, la philosophie de l'histoire de Hegel et le matérialisme historique de Marx vont exprimer la pensée d'un absolu de la raison et d'un progrès sans limites, de l'État pour Hegel, de la classe sociale conquérante pour Marx.

Marx et Nietzsche expriment des projets « démiurgiques », le rôle historique du prolétariat pour le premier, du « surhomme » pour le second.

L'Europe, fatiguée et déçue de la raison libérale bourgeoise, va s'abîmer dans la déraison.

Cette déraison se traduira de deux façons, par la transformation du nationalisme et par la naissance des idéologies.

L'Europe de la fin du XIX^e siècle passera du nationalisme libéral du droit des peuples aux « hyper nationalismes » qui sont des volontés d'affirmation contre l'autre nourries d'antagonisme, de haine ou de jalousie. L'hyper nationalisme va prendre des formes différentes dans chacune des sociétés et des puissances européennes. Ces hyper nationalismes infuseront aussi bien les peuples que les princes. Les nationalismes passionnels de puissance et de revanche ne seront pas le seul fait des états-majors militaires mais aussi des opinions publiques chauffées à blanc par les gazettes et les discours politiques.

Le nationalisme allemand de la fin du XIX^e siècle n'a plus rien à voir avec le nationalisme libéral du début du siècle. Il est désormais marqué

par la « passion » hégémonique de l'Allemagne impériale de Guillaume II.

Bismarck, le premier à bâtir ce nouveau nationalisme de puissance, avait lancé une logique impériale qui n'allait pas s'arrêter. Dans son entreprise guerrière contre la France, il avait mobilisé un patriotisme allemand déjà nourri de sentiments anti-français.

À l'unisson de ses élites militaires et politiques et d'une bonne partie de la société allemande, Guillaume est convaincu que la jeune puissance allemande n'est pas reconnue à leur égale par les puissances existantes, aspire à plus de grandeur et de rayonnement et veut sortir de la prudence du *statu quo* bismarckien exprimé dans « l'alliance des trois empereurs », destinée à créer un ordre européen post-1870 permettant de neutraliser toute coalition anti-allemande.  Guillaume II veut au contraire que l'Allemagne trouve « sa juste place » en Europe. L'objectif principal de l'Empire allemand de Guillaume sera de briser l'hégémonie anglaise en devenant au moins l'égal de la puissance britannique dans les domaines économique et militaire. Elle atteindra cette ambition extrême en quelques décennies. L'Allemagne du début du XX^e siècle va devenir la seconde puissance mondiale après l'Angleterre.

Cette puissance construite par une Allemagne encore absente du concert européen au début du siècle créera un sentiment d'ivresse dans la société allemande. Il se développera au sein du peuple et des élites le sentiment d'une grandeur allemande non acceptée par les autres puissances européennes. Ce nationalisme de puissance frustrée trouvera sa traduction dans le pangermanisme, nourri lui-même de la pensée de Treitschke dont le succès est considérable dans l'Allemagne de cette époque. H. von Treitschke, historien devenu député nationaliste dans les années 1870 et fervent soutien de Bismarck, vient définir le concept de la *Machtpolitik*, qui est la nécessité pour tout État d'avoir une politique de puissance et de combat s'il veut survivre et s'affirmer. L'épanouissement de l'État se fera dans la guerre avec les autres États. La pensée de Treitschke nourrira les milieux et les ligues nationalistes allemandes dans les années d'avant-guerre.

La conviction de la supériorité du peuple allemand sera diffusée par de nombreuses associations, dont les milieux militaristes, les ligues navales, la Ligue pangermaniste créée en 1891. Telle l'Athènes décrite par Thucydide, la puissance nouvellement acquise par la jeune Allemagne a entraîné la naissance de formidables passions dans le peuple comme dans les élites dirigeantes du Reich.

Mais l'Allemagne n'est pas seule à avoir enfanté un nationalisme nouveau.

L'Europe du début du xx^e siècle est également marquée par la force d'un hyper nationalisme français.

Même si le courant pacifiste a toujours été bien présent dans la société et la politique française, du pacifisme des libéraux à l'internationalisme des socialistes, de Léon Bourgeois et de Romain Rolland à Jaurès, toute l'histoire de la II^e République est nourrie de la montée d'un anti-germanisme profond.

La société française et la classe politique française sont déjà marquées avant 1870 par la montée en puissance de la Prusse et ont développé une fascination mêlée d'envie à l'égard de la puissance du « modernisme » allemand. Cet anti-germanisme de frustration sera galvanisé par le traumatisme de « l'année terrible » de la défaite de 1870, la présence des « Boches » sur le sol français et l'humiliation du traité dicté par Bismarck dans la galerie des Glaces de Versailles conduisant à la perte de l'Alsace-Lorraine, territoire durement acquis à la paix de Westphalie.

Après 1870, la majorité de la société française, ses élites sociales, religieuses, politiques, vont s'inscrire dans la volonté de la « revanche » chantée par Déroulède dans ses *Chants du soldat*.

Mais la France de 1910 est enfiévrée d'une autre façon. Ce n'est plus tant le souci de la récupération de l'Alsace-Lorraine, un peu oubliée au fil des années, que le thème de la cause sacrée d'un « conflit civilisationnel » avec une Allemagne perçue de plus en plus comme une entité barbare et dangereuse pour la « civilisation », civilisation dont la France se considère

comme le « porte-parole avancé », selon l'expression du manuel d'histoire d'Ernest Lavisse.

Ce nationalisme « civilisationnel », héritier du nationalisme de 1791 d'une France révolutionnaire convaincue d'être le « phare » de l'Europe, est entretenu à l'école, à l'armée, dans la société et la politique, avec l'acmé de l'affaire Dreyfus puis du grand débat de la « loi des trois ans ».

On ne peut s'empêcher de penser que ce nationalisme « civilisationnel » français est le fait d'une ancienne puissance « envieuse », d'autant plus inquiète que jalouse du surgissement de la « surpuissance » de son nouveau voisin allemand.

Les républicains et les monarchistes, la gauche radicale socialiste et la droite conservatrice, les partisans de la Révolution française et les défenseurs de la France millénaire vont s'allier dans la cause sacrée de la guerre devenue inévitable avec l'Allemagne. La France de Poincaré, le Lorrain devenu face au pacifiste Caillaux l'ardent défenseur de la militarisation de la France, la France de Maurras, mais aussi la France de Péguy, converti en 1906 à la guerre mystique, chantre de Jeanne d'Arc et du destin providentiel de la France combattante pour les valeurs suprêmes, veulent toutes la guerre.

La France est alors nourrie de pulsions bellicistes, du chef du gouvernement à l'instituteur de village. Les plans français de l'état-major, dont le fameux 17^e plan mis au point par Joffre, sont tous des plans d'offensive à outrance destinés à « culbuter le Boche » à la première occasion offerte par l'Allemagne.

L'Europe du début du xx^e siècle est également marquée par la nouvelle passion nationaliste de la Russie impériale. Cet hyper nationalisme russe sera le débouché de la rencontre des deux courants traditionnels de la pensée russe, le slavophilisme et l'occidentalisme.

Le premier nationalisme russe sera nourri du messianisme profond apparu chez les princes et dans le peuple russe au xvi^e siècle, à la chute de Constantinople. La Russie prend alors conscience d'être devenue le seul

gardien de « la vraie foi », l'orthodoxie, la « troisième Rome » succédant à la « seconde Rome » disparue.

Mais au début du XVIII^e siècle, Pierre le Grand, par son choix de l'ouverture à l'Europe, vient pulvériser la doctrine de la « troisième Rome » et rouvre le débat sur le destin de la Russie.

Au XIX^e siècle, le courant slavophile issu de l'histoire d'une Russie écrite en dehors de l'Europe occidentale trouvera son manifeste dans la *Note sur l'ancienne et la nouvelle Russie* écrite par N. Karamzine en 1811 mais seulement publiée au milieu du XIX^e siècle. « Après un siècle durant à l'école des "étrangers", les Russes sont devenus citoyens du monde, mais nous avons cessé d'être citoyens de Russie. La faute en revient à Pierre qui découvrit l'Europe et voulut faire la Hollande en Russie. » Son héritier, Nicolaï Danilevski, dans son ouvrage *La Russie et l'Europe*, édité en 1871, vient affirmer la « voie russe ». Il est affirmé la profonde différence culturelle entre le monde russe et l'Europe occidentale décadente, le rejet des Lumières, de l'individualisme, du rationalisme, de la sécularisation, l'affrontement inévitable entre l'Europe occidentale et la Russie. Le débouché en est un nationalisme de puissance conduisant à l'idée de la réunion de tous les Slaves autour de la grande Russie.

Ce renouveau du XIX^e siècle du courant slavophile nourri de la spécificité de l'identité russe sera relayé au XX^e siècle dans la Russie communiste par un Boris Pilniak qui verra dans la Révolution d'octobre un retour historique à la Rus antique dressée contre l'Europe.

Face au courant slavophile, l'occidentalisme russe aura un double visage. Il aura un visage libéral inspiré de la France révolutionnaire et napoléonienne, avec les jeunes officiers russes revenus de Paris après 1815 menant l'insurrection « décembriste » de 1825 en faveur de réformes sociales et politiques et revendiquant une constitution auprès du nouveau tsar Nicolas I^{er}, puis avec Alexandre II, le « libérateur », qui en 1861 abolira le servage et tentera de sortir de la fixité russe millénaire construite autour du tsar, du pape, du propriétaire et du moujik.

L'assassinat d'Alexandre II par un groupe nihiliste refermera la courte parenthèse « occidentale » de la Russie jusqu'à 1905.

Mais le second visage de l'occidentalisme russe, hérité des Romanov par Pierre le Grand et Catherine II, sera un nationalisme classique de puissance. Il exprimera la volonté de la Russie d'exercer les jeux de puissance à l'égal des puissances européennes existantes, notamment en Europe centrale et baltique. Cet « occidentalisme » de puissance convergera à certaines époques dans le même nationalisme que celui du courant slavophile.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, slavophiles et occidentalistes, unis par la conviction commune d'un peuple russe porteur d'un idéal, vont se retrouver dans un messianisme national ou religieux. Du XIX^e au XX^e siècles, Pouchkine, Dostoïevski, Tolstoï, Soljenitsyne se sont rejoints sur ce point pour parler du « phare russe ». Ce terreau culturel nourrira la grande vague du « panslavisme » apparue dans les années 1860, l'idée d'un destin particulier de la nation russe en faveur de la protection des frères des nations slaves et de leur libération spirituelle de l'emprise ottomane. Le tsarisme du XIX^e siècle naviguera entre les deux courants de pensée occidentaliste et slavophile.

Alexandre II cherchera à rapprocher la Russie de l'Europe par ses réformes politiques et économiques, dont l'abolition du servage. Marqué par l'assassinat de son père, Alexandre III reniera les réformes libérales tout en pratiquant une politique de russification forcenée de l'Empire. Cette politique débouchera sur la révolution de 1905 contre l'autocratie.

Le nouveau tsar Nicolas II est un petit garçon qui a assisté à l'essor spectaculaire de son pays, devenu au début du XX^e siècle l'une des grandes puissances économiques mondiales. Pour s'affirmer à l'égard de lui-même comme un grand tsar, il sera avide de gloire et d'expansion. Mais ébranlé par la révolution de 1905, conscient de l'instabilité émergente de la société russe, Nicolas II et son entourage, fortement soutenus par l'état-major russe, vont chercher à mobiliser la société russe autour de

l'exploitation de sentiments nationaux « grands russiens », tant à l'intérieur de la Russie qu'à l'extérieur. Le tsar réussit à créer un certain consensus national dans un pays qui sortait de la révolution de 1905. Tant les classes urbaines que la paysannerie riche vont soutenir ce nationalisme panslave liant le sort des jeunes nations balkaniques à celui de la vieille et grande nation russe par le biais du religieux orthodoxe.

Cela allait entraîner la Russie dans les guerres balkaniques de 1912, puis dans le soutien au projet serbe d'une « grande Serbie » rejetée par l'Autriche-Hongrie, élément essentiel dans la montée de l'engrenage européen vers la guerre de 1914.

Les deux autres puissances européennes, l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie, sont nettement en retrait quant aux idéologies et aux passions nationalistes et, donc, au « désir de guerre ». Mais elles vont cependant rejoindre le camp de la guerre en y apportant leur propre contribution sous la forme de deux nationalismes « défensifs ».

La prodigieuse montée en puissance de l'Allemagne conduit à la montée d'une peur anglaise face au nouveau géant européen. Cette peur de la perte de sa domination va emporter la politique britannique vers la guerre. L'illustration de ce changement d'attitude est le « tournant » de son principal homme d'État de l'époque, Lloyd George, lequel va désertier en 1911 le camp pro-allemand pour soutenir fermement l'alliance avec la France. L'Angleterre remet les pieds sur le continent à reculons, mais la peur de l'Allemagne l'y oblige.

L'Empire austro-hongrois est de toutes les puissances européennes la plus attachée au *statu quo* du continent, tant elle tire bénéfice des restes considérables de l'Empire habsbourgeois vieux du XIII^e siècle, toujours exemplaire au XIX^e siècle dans sa politique d'équilibre et de respect des peuples multiples qui le composent, mais malgré tout un empire à son crépuscule.

Or, en cette fin de XIX^e siècle, cet Empire, devenu austro-hongrois, craque de partout, de par l'explosion des nationalités d'Europe centrale et balkanique. Et la peur de la désintégration de l'Empire est fortement

présente à Vienne, surtout à l'état-major autrichien, le *Hofkriegsrat*. Ce dernier, très influent dans l'entourage du vieil empereur, est favorable à une alliance avec l'Allemagne et est décidé à faire la peau de la Serbie. Ce nationalisme défensif débouchera sur la décision de la guerre à la Serbie, quelles qu'en soient les conséquences, y compris l'entrée en guerre de la Russie.

L'Empire austro-hongrois était la puissance continentale la plus « sage », mais elle va devenir à la fin du XIX^e siècle la plus décidée à agir militairement pour préserver ce qui reste de l'Empire. Elle sera le détonateur qui embrasera toutes les mèches allumées auparavant par les nationalismes, « hyper » ou défensifs, des autres puissances.

Le croisement des multiples nationalismes européens engendrera des « passions » et des peurs réciproques qui conduiront à « la guerre de tous contre tous », décrite par Hobbes.

La guerre civile européenne (1905-1945)

L'ouvrage testamentaire d'Husserl de 1935, *La Crise des sciences européennes*, exprime la frayeur du philosophe devant la montée de l'irrationalisme en Europe, « la perte du sens originel de son projet philosophique d'une humanité rationnelle qui la conduira inéluctablement à son déclin ».

L'Europe, en rentrant dans son siècle « nietzschéen » des passions extrêmes, va entrer dans son suicide à reculons, car personne ne pouvait penser à ce qui allait se passer. La « guerre civile européenne » sera longue d'une quarantaine d'années. Ouverte en 1905, elle s'achèvera en 1945.

Le premier à dresser un parallèle entre la guerre de Trente Ans et une future grande guerre européenne avait été F. Engels, dans sa prophétie de 1888 selon laquelle « les puissances européennes se feront une guerre dans laquelle huit à dix millions de soldats s'entretueront et raseront

l'Europe en trois-quatre ans, ce qui conduira à la famine de masse, au chaos de l'économie et à la banqueroute, et à un effondrement des vieux États de sorte que les couronnes rouleront par dizaines sur le pavé ».

La forte expression de « la guerre civile européenne », utilisée par beaucoup, est apparue dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, notamment chez E. Junger dans son *Journal de guerre*, lorsqu'il évoque l'apocalypse de l'Europe luttant contre elle-même. Elle est consacrée par l'historien allemand Ernest Nolte dans son célèbre ouvrage *La Guerre civile européenne*, écrit en 1970. À sa suite, aussi bien des historiens marxistes, tels Isaac Deutscher dans *La Révolution inachevée* ou Éric Hobsbawm dans *L'Âge des extrêmes*, que des libéraux, tel F. Furet, l'ont faite leur. Pour tous, l'histoire de l'Europe entre 1914 et 1945 est celle d'une séquence continue d'un continent déchiré par une longue guerre civile dont les deux guerres mondiales n'ont été que les moments les plus flagrants.

La guerre est d'abord « civile » parce qu'elle va se dérouler entre des États liés depuis des siècles par la même civilisation et des rapports de voisinage denses entretenus par les chancelleries diplomatiques et les nombreuses conférences internationales tenues entre eux.

Cette guerre deviendra doublement « civile » lorsque les sociétés européennes sorties de la Première Guerre mondiale seront tellement divisées en leur sein par les idéologies antagonistes du libéralisme démocratique, du communisme et des nationalismes totalitaires, qu'elles s'affronteront aussi bien à l'intérieur d'elles-mêmes qu'à l'extérieur. La guerre civile d'Espagne est l'antichambre de la Seconde Guerre mondiale.

1905 est le présage annonçant la guerre civile européenne.

 Au beau milieu des charmes de la Belle Époque surgit une série d'événements qui vont bouleverser le monde. C'est à Port Arthur la première défaite occidentale, celle d'une Russie tsariste imprudente et non préparée, face à une puissance asiatique, un Japon en plein essor militaire. C'est la première révolution russe, consécutive à la défaite impériale, annonciatrice de la Révolution de février 1917. C'est la première grande apparition de deux États sur la scène internationale, les

États-Unis en tant que médiateur à Portsmouth entre la Russie et le Japon, et la Chine en tant que perturbateur par la création du mouvement nationaliste de Sun Yat-Sen.  est enfin la crise marocaine provoquée par le discours de Guillaume II à Tanger, perçu par la France comme une provocation contre son projet de protectorat sur le Maroc, et dont la conférence d'Algésiras évitera de justesse qu'il ne débouche sur la guerre. On est arrivé au point où le moindre incident franco-allemand est devenu périlleux.

1905 éclaire 1914.

Les relations européennes sont chauffées à blanc par le choc des passions déchaînées par les hyper nationalismes. La cause immédiate de la guerre sera le conflit austro-russe sur la Serbie entraînant l'implication de l'Allemagne, alliée de l'Autriche-Hongrie, et de la France, alliée de la Russie. Dans les chancelleries, les assemblées parlementaires et les journaux, ce n'est pas le discours de la guerre « fraîche et joyeuse » comme on l'a dit, mais celui de la guerre nécessaire, inévitable, d'une guerre préparée depuis longtemps par chacun.

Vienne et Berlin sont convaincues que la guerre contre la Serbie restera locale, balkanique, à l'instar des précédentes guerres balkaniques. Paris et Berlin, persuadés que la guerre sera courte et décisive, à l'image des deux guerres européennes précédentes gagnées par la Prusse à Sadowa et à Sedan, ont établi des plans d'état-major fondés sur une offensive majeure destinée à mettre l'armée ennemie en débandade et à amener l'adversaire à résipiscence.

La guerre sera exactement à l'inverse de toutes les attentes des puissances européennes. À l'hiver 1914, après l'échec de tous les plans offensifs des différents états-majors allemand, français et russe, il y a déjà eu des centaines de milliers de morts sans que le front de la guerre ait bougé vraiment. Le vrai début du suicide de l'Europe a été non pas la décision d'août 1914 d'entrée en guerre mais bien la décision de l'hiver 1914 prise par tous les gouvernements de mener une nouvelle guerre, la guerre « totale ».

Il n'est pas question de s'arrêter, d'autant plus que les premiers carnages de la guerre ont décuplé la haine entre les peuples et les princes européens. Poincaré et Joffre, Guillaume II et Falkenhain, Nicolas II, l'état-major autrichien, vont se convaincre qu'il faut faire une guerre « totale » afin de « détruire » l'ennemi et aboutir à une paix « dictée » et non pas « négociée ».

La guerre sera au bout du compte interminable, meurtrière et totalement bloquée. Elle ne deviendra décisive qu'avec l'arrivée en 1917 des GI américains sur le sol européen.

La guerre totale décidée à l'hiver 1914 aura saigné à blanc toutes les puissances européennes et fait craquer de l'intérieur toutes les sociétés européennes. La prédiction d'Engels se sera réalisée. L'Europe va passer en trente ans du stade du maître du monde à celui de « l'homme malade », par la continuation de sa « guerre civile ».

Le deuxième acte de la guerre civile de l'Europe se déroulera entre 1918 et 1945.

La paix de Versailles ne sera jamais une paix. On oppose souvent la paix bâclée de Versailles à la paix réussie du congrès de Vienne de 1815. Vienne n'a pas été si réussi, et Versailles n'a pas été bâclé.

Certes, Vienne a été une paix inclusive en faisant participer la France, puissance ennemie défaite par la coalition. Mais rappelons que l'ordre public européen bâti à Vienne sur le principe du conservatisme monarchique sera très rapidement battu en brèche par l'explosion des nationalités européennes et que le concert européen se dissoudra au fur et à mesure que le siècle s'écoulera.

Versailles, à l'inverse de Vienne, sera une paix non inclusive et une paix « progressiste ». Les trois vainqueurs, l'Amérique de Wilson convaincu du bienfondé du droit des peuples et des minorités, la France de Clemenceau convaincu du nécessaire abaissement de l'Allemagne, et l'Angleterre de Lloyd George convaincu d'en revenir à l'isolement insulaire, imposeront leur paix. Ils imposeront à l'Allemagne des amputations territoriales à l'Est et des réparations financières

exorbitantes. Cette paix non inclusive ouvre la voie au futur ressentiment allemand.

Et, par ailleurs, Versailles bâtit, sous l'impulsion de Wilson, une Europe « progressiste » en substituant au vieil Empire austro-hongrois, mort de lui-même, les principes nouveaux du droit des peuples et des minorités. Il en sortira, au côté de la petite Autriche germanophile, quatre États multinationaux quelque peu artificiels, forcément instables : une Pologne incluant une bonne partie de la Silésie, une Roumanie incluant la Transylvanie hongroise, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie rassemblant Serbes, Croates et Slovènes.

Versailles a bâti une paix qui nécessitait un suivi attentif de la part des trois vainqueurs, tant vis-à-vis d'une Allemagne traumatisée que d'un nouvel ordre démocratique européen fragilisé. Or, des trois alliés vainqueurs, deux d'entre eux, l'Amérique et l'Angleterre, se désintéresseront des convulsions européennes consécutives à Versailles, et la France agira constamment à contretemps dans sa gestion de la paix de Versailles, arc-boutée dans son intransigeance à l'encontre de la jeune Allemagne démocratique de Weimar dans les années vingt et laissant filer, dans les années trente, la montée du nazisme en Allemagne et en Europe.

La paix de Versailles n'a pas été bâclée, elle a été très mal gérée par ses auteurs.

Le second acte de la guerre civile européenne s'achèvera dans le cataclysme de 1945 et la chute des puissances européennes.

Les quarante années de la guerre civile européenne ne s'expliquent pas par le traité de Versailles ni par la crise économique de 1929. Elles ont pour cause profonde l'extrême fragilité des sociétés, face aux traumatismes et secousses de tous genres, qu'il s'agisse des toutes jeunes sociétés des États d'Europe centrale, des sociétés adolescentes allemande et italienne, ou de la vieille société française. L'incapacité et la myopie des princes européens face à cette crise morale et culturelle aboutira à ce que l'Europe occidentale tombe finalement dans la déraison des grandes idéologies totalitaires du fascisme et du nazisme. L'Europe inventera

l'État « totalitaire » au sens donné par Hannah Arendt, un État qui détruit tout à la fois l'État de droit, la société et la civilisation. L'Europe occidentale s'avancera vers son crépuscule.

En 1945, des cinq puissances qui ont régenté l'Europe et le monde pendant près de cinq siècles en se concertant ou en se combattant, l'une, l'Autriche-Hongrie, a totalement disparu en 1918 ; une autre, la Russie, est retournée à son opposition historique d'avec l'Europe en « divorçant » de celle-ci en 1917 pour constituer un nouveau monde messianique ; et les trois autres, la France, l'Angleterre et l'Allemagne sont trop affaiblies pour renaître telles qu'elles étaient.

Oswald Spengler, alors inconnu, avait écrit à la veille de la Première Guerre mondiale son ouvrage intitulé *Le Déclin de l'Occident* où il venait prophétiser les ultimes étapes de la décadence de l'Europe. Rejetant la vision scientifique et optimiste d'une histoire orientée par le progrès constant et linéaire de l'humanité, il affirmait la vision morphologique pessimiste d'une histoire faite de la vie et de la mort irréversible des civilisations, les seules entités historiques réelles dotées d'une vie propre. Comme pour nombre de ses prédécesseurs, la mort est le destin probable de la civilisation occidentale car celle-ci ne pourra pas répondre aux défis qu'elle affronte, tant le xx^e siècle est stérile et annonciateur d'une « ère de la guerre d'anéantissement ». Après la guerre et dans l'entre-deux-guerres, il devint d'un coup le prophète de ce qui avait semblé inimaginable.

CHAPITRE 9

Le XX^e siècle, le monde Est-Ouest

1917 – 1991

A. Fontaine, dans son *Histoire de la guerre froide*, considère que celle-ci a débuté non pas en 1945 mais en 1917. 1917 marque bien l'avènement des deux puissances qui vont dominer la vie internationale tout au long du xx^e siècle par leur affrontement, la Russie bolchévique et les États-Unis.

Le « siècle américain »

Le « siècle américain », cette expression inventée par un éditorialiste américain en 1941 pour parler de la domination politique, économique et culturelle des États-Unis sur le xx^e siècle, est trop restreint. L'avènement de la puissance américaine a débuté bien plus tôt, au milieu du xix^e siècle.

Il faut comprendre l'Amérique à travers le poète américain Walt Whitman, le descripteur littéraire des « grands flux » constitutifs de l'Amérique, le grand flux des espaces, le grand flux des migrations, le

grand flux de l'urbanisation et de l'industrie, ces grands flux qui sont les racines de la future puissance de l'Amérique. Les États-Unis vont se construire dans la « vastitude » des grands espaces intérieurs du « *Bible belt* » et du « *go west* », d'une terre toujours à conquérir consacrée par la « grande charte de l'Ouest » de 1787 venant qualifier de domaine fédéral tout ce qui se trouvait au Nord-Ouest de l'Ohio et établissant le droit à la libre colonisation de ces territoires fédéraux.

À cette conscience de la « vastitude », se joint naturellement l'« exceptionnalisme » américain construit par son peuple dans sa constitution, exprimé par Washington et Jefferson, transmis par Lincoln, porté par Wilson, la conviction du « nous sommes les meilleurs », le sentiment absolu, analysé par Tocqueville, d'être une utopie incarnée.

La grande charte de 1787 ouvre la grande aventure du Far West, du processus de la conquête américaine de l'Ouest d'un continent alors tout entier habité par des populations amérindiennes. En une trentaine d'années, l'Amérique va s'agrandir de plus d'une dizaine d'États et compter déjà 12 millions d'habitants. Ces hommes de l'Ouest sont rudes de caractère, courageux et travailleurs, et le plus souvent profondément religieux. Ils seront l'ossature de la société américaine du Middle West, de l'Amérique « profonde ». L'esprit pionnier est au cœur de l'histoire américaine, du *Mayflower* de 1620 aux cowboys transhumants des grandes plaines des années 1850. Il nourrira au plus profond la culture américaine des sentiments de confiance en soi et d'optimisme, ainsi que de la conviction de son droit.

Mais cela se fait au prix d'un génocide de masse, l'un des plus importants de l'histoire mondiale, résultat de la lutte sans merci menée par les colons blancs contre les tribus indiennes installées sur ces terres du Midwest depuis plus de dix mille ans. Il n'y avait plus aux États-Unis en 1860 que 300 000 Indiens sur une population de 30 millions d'habitants.

L'Amérique, contrairement à ce qui est souvent dit, ne sera jamais isolationniste. Simplement, elle a décidé dès les débuts de son histoire de

se tenir à l'écart de l'Europe, dont elle s'est coupée de façon violente, avec laquelle elle ne tient pas à renouer et dont elle craint les réactions.

Son premier président, George Washington, est convaincu que la jeune nation américaine ne doit pas intervenir dans la marche du monde européen, ce qui ne conduirait qu'à des « empêtements étrangers ».

Par contre, le jeune État américain, à partir du lien originel existant entre les deux « jumeaux séparés » des deux rives de l'Atlantique, fera naître le monde anglo-saxon, un monde partageant le même univers culturel profondément libéral, un monde forgé par les États-Unis et l'Angleterre ultérieurement étendu aux dominions blancs canadien, australien et néo-zélandais.

Puis la jeune Amérique se découvre très vite des intérêts commerciaux et politiques. Dans son voisinage, elle n'hésitera pas un instant à intervenir en soutien de Bolivar contre l'Espagne de façon à se faire une place sur le nouveau continent latino-américain, et elle théoriserait cette politique par la doctrine diplomatique anti-européenne élaborée sous la présidence de Monroe en 1823 de « l'Amérique aux seuls Américains ».

Au loin, elle s'aventurera en Asie avec l'expédition du commodore Perry au Japon. Et, en 1898, sous couvert de soutien aux luttes anticoloniales mais avec la conviction que « le commerce suit le drapeau », les États-Unis vont affronter l'Europe en menant contre l'Espagne une guerre destructrice de son Empire sur deux fronts, une guerre de soutien à la lutte d'indépendance de Cuba dont la production de canne à sucre va être largement investie par le capital américain, et une guerre asiatique de soutien à la cause des Philippines révoltées. L'Amérique va en profiter pour prendre le contrôle des Caraïbes, de Cuba à Porto Rico, et des Philippines vendues par l'Espagne.

Mais il va se produire un événement important. La guerre meurtrière américano-philippine marquée par de nombreux massacres américains et la mort d'un million de Philippins non seulement conduira les États-Unis à accorder l'indépendance aux Philippines, mais les convaincra de se détourner de la voie de l'empire territorial à l'européenne.

À l'aube du xx^e siècle, l'Amérique du président Th. Roosevelt concevra et bâtira l'empire américain, un impérialisme sans empire. Th. Roosevelt, le franc-maçon devenu prix Nobel en 1906, n'est pas réduit au célèbre concept du « *big stick* », l'intervention en cas de nécessité. Faisant le passage du « nous sommes les meilleurs » au « nous devons être les plus forts », Th. Roosevelt sera le premier président à assumer l'idée que l'Amérique doit être mondialement puissante au nom de ce qu'elle est en propre. La tragique expérience philippine l'a tout autant convaincu que l'exercice de cette puissance ne doit pas être celle d'un empire territorial. Elle doit être multiple, diversifiée, souple. Elle doit combiner la présence économique et financière dans l'Amérique latine, elle doit être une présence navale en Asie, elle doit être une influence politique, à Panama, dans la médiation et l'arbitrage entre le Japon et la Russie après leur guerre de 1905 ou entre la France et l'Allemagne à Algésiras en 1909.

Cette puissance impériale américaine inédite, si elle a pu changer de priorité et de discours, n'a pas changé de nature depuis lors.

En complément de cette puissance impériale, les États-Unis vont construire un capitalisme « géant ». La reconstruction économique du pays au lendemain de la guerre de Sécession, dans les années 1860-1890, sera la construction d'un capitalisme protégé par un protectionnisme affiché, à l'inverse du capitalisme anglais libre-échangiste. Il sera surtout un capitalisme dynamisé par l'innovation technologique, tels le bateau à vapeur de Fulton, le téléphone de G. Bell, l'aviation à moteur avec les frères Wright, l'automobile. Et il sera un capitalisme très concentré, sous la forme des *trusts* regroupant chaque branche de l'économie.

Le capitalisme américain va rattraper au cours du xix^e siècle les économies anglaise et allemande, puis les dépasser dans la première moitié du xx^e siècle. Il deviendra alors la nouvelle « économie monde » en profitant des deux guerres mondiales et du déclin de l'Europe.

1917 est l'entrée de l'Amérique sur le théâtre européen, après un siècle de désintérêt profond à l'encontre d'un continent quitté et « déchu ».

Cette conversion américaine à l'Europe s'explique par un double choc et par un homme. Le double choc est d'abord celui de la stratégie allemande de la guerre sous-marine à outrance, cause de la mort de nombreux passagers américains dans le drame du *Lusitania* en 1915 et de la destruction de nombreux navires américains neutres, et ensuite celui de la révélation, par le télégramme Zimmerman, des négociations secrètes germano-mexicaines tournées contre les États-Unis. Alors même qu'elle a tourné le dos à l'Europe, l'Amérique prend conscience que, quoi qu'elle fasse, les « empêtements européens » rejetés par G. Washington l'atteignent désormais.

L'homme de la situation est le président W. Wilson. Après avoir, lors de son premier mandat, déclaré la neutralité de l'Amérique dans la guerre de 1914, il se convainc dans son second mandat que les États-Unis ne peuvent plus rester neutres face à une guerre barbare animée par une Allemagne qui viole le droit international de la mer et le droit de la neutralité.

Le juriste moraliste qu'est W. Wilson va demander au Congrès, le 6 avril 1917, l'entrée en guerre de l'Amérique, non par volonté de soutien à la France, mais pour la restauration d'un droit international jugé essentiel pour les intérêts américains. 2 millions de GI et 120 000 morts américains feront la décision dans la guerre.

Mais le constat de Wilson de la faillite de l'Europe dans la conduite de ses affaires et sa volonté d'instauration d'un nouveau système international reposant sur ses 14 points et son projet d'une sécurité collective assumée par les États-Unis échoueront devant le Congrès américain. L'Amérique du président Harding, élu en 1920, reviendra à sa distanciation traditionnelle vis-à-vis de l'Europe.

Cependant, l'Amérique est désormais trop ouverte au monde, par son capitalisme et par sa nouvelle puissance mondiale, pour se désintéresser complètement de l'Europe. En témoignera l'envoi de forces américaines en Sibérie en soutien des forces en lutte contre l'armée bolchévique, toute première manifestation du conflit Est-Ouest, ainsi que l'intervention

américaine pressante en faveur de l'allégement des réparations allemandes, par les plans Dawes et Young.

La naissance du monde Est-Ouest

Le monde Est-Ouest n'est pas né de la Révolution russe de février 1917 mais du coup d'État bolchévique d'octobre 1917. La Révolution de février 1917 n'est pas marxiste mais russe. Elle sera l'apogée et la fin du moment libéral de la Russie. La révolution de 1905 avait obligé le tsar à créer une amorce de régime parlementaire par une assemblée élue, la Douma.

Dix ans après 1905, le peuple russe de nouveau se révolte. Les grandes manifestations spontanées et populaires de Petrograd de février 1917 sont liées à la pénurie de « pain blanc ». Avec la participation de milliers de soldats révoltés, les ouvriers de Petrograd s'emparent du Palais d'Hiver et prennent le contrôle de la capitale de l'Empire. Il va accomplir une révolution politique en dehors de tout mot d'ordre et de tout soutien des partis révolutionnaires.

Nicolas II est par hasard loin de Petrograd au moment des journées de février. Le tsar est alors lâché par tous les commandants de ses armées, lesquels viennent lier le retour à l'ordre et la poursuite de la guerre à son retrait. Nicolas II décide, le 2 mars, d'abdiquer en faveur de son frère, le grand-duc Mikhaïl, lequel renonce immédiatement au trône au profit du gouvernement provisoire créé par la Douma.

Le 2 mars 1917 marque la fin du tsarisme, un régime qui a gouverné la Russie depuis Vladimir au x^e siècle. Il demeure jusqu'à aujourd'hui un certain mystère sur cette décision d'abdication, qui n'était pas inéluctable. On retrouve dans cette abdication de Nicolas II la théorie « du nez de Cléopâtre » selon laquelle un événement fortuit, un jeu de circonstances, vient bouleverser le cours de l'histoire. Toujours est-il que jamais une

révolution populaire n'aura été accomplie aussi brièvement et aussi facilement. Les « dix jours qui ébranlèrent le monde », décrits par J. Reed sont d'abord ceux de février avant que d'être ceux d'octobre.

En réalité, le régime tsariste, à l'exception de la courte parenthèse d'Alexandre II, a toujours été autocratique et ne s'est jamais vraiment occupé de son peuple alors que celui-ci est en plein éveil depuis le milieu du XIX^e siècle et avait déjà envoyé un avertissement au tsar en 1905.

vont alors prendre le pouvoir deux institutions complètement différentes, la Douma, l'assemblée formée après la révolution de 1905, peuplée de bourgeois libéraux et de progressistes de toutes tendances, dominée par le courant libéral des constitutionnels-démocrates, les KD, menés par l'historien Milioukov, et les Soviets, des assemblées formées spontanément au cours des journées de février dans tout le pays par des ouvriers, des paysans et des soldats, dominées par les deux grands courants socialistes russes, les SR, le Parti socialiste révolutionnaire héritier des populistes nihilistes du XIX^e siècle formé en 1901 pour défendre la classe paysanne, et les mencheviks, les marxistes modérés membres du Parti socialiste ouvrier, séparés en 1903 des marxistes léninistes. Les mencheviks sont marxistes mais ils sont convaincus que la révolution prolétarienne devra attendre faute d'un prolétariat consistant dans une Russie non encore pleinement industrialisée. Ils sont favorables à une transition bourgeoise.

Les marxistes favorables à Lénine, les bolcheviks, partisans de l'arrêt immédiat de la guerre et d'une révolution prolétarienne, sont présents dans les soviets mais ils restent très minoritaires.

En attendant l'élection d'une assemblée constituante en charge de l'élaboration d'une Constitution pour la nouvelle Russie, Douma et Soviets vont décider de gouverner ensemble le pays en guerre et de poursuivre la guerre contre l'Allemagne, tout en accomplissant les réformes promises, dont le partage de la terre impatientement attendu par les paysans. Ce que l'on appellera le « paradoxe de février » sera cette

dévolution du pouvoir des Soviets ouvriers et révolutionnaires à la classe bourgeoise.

Les événements de l'été et de l'automne 1917 vont fragiliser la coalition libérale socialiste de la Douma et des Soviets face aux impatiences d'un peuple demandant la paix et du pain.

La coalition va connaître le sort des Girondins de 1791. Elle doit lutter sur trois fronts, le grossissement du peuple mécontent par les deux millions de soldats déserteurs, la réaction de la bourgeoisie et des officiers en faveur de la mise en place d'un régime autoritaire, la détermination du Parti bolchevik de Lénine de remplacer le pouvoir « bourgeois » par la force.

En décidant de privilégier la guerre au détriment de la révolution, libéraux et socialistes le paieront très cher. Ils perdront le soutien des forces populaires et du Soviet de Petrograd.

L'heure de Lénine est venue. Revenu de trois ans de déportation en Sibérie, Vladimir Ilitch Lénine, dont le frère a été pendu par la justice tsariste, va rejoindre les thèses de Kautsky sur le nécessaire maintien de l'orthodoxie révolutionnaire du marxisme de 1848. La révolution doit être donc être possible en Russie à condition que l'on en prenne les moyens. Ses convictions et son projet sont exprimés dans son ouvrage *Que faire ?* écrit en 1902. Puisque les ouvriers russes ne sont pas spontanément révolutionnaires, il faut que les révolutionnaires se regroupent dans une avant-garde organisée porteuse des intérêts d'une classe ouvrière encore balbutiante et d'un peuple russe encore culturellement arriéré. Ce sera l'acte de création en 1903 du courant « bolchevik » au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Les journées d'octobre 1917 ne sont pas une révolution, mais bien un coup d'État. Les mencheviks et le Premier ministre Kerenski devront fuir le Palais d'Hiver devant le coup d'État minutieusement préparé et mené par le Parti bolchevik dans les journées des 24-25 octobre, destiné à donner « tout le pouvoir aux bolcheviks ». Ce coup d'État d'octobre se

déroule dans un climat de passivité générale dû à la disparition des espoirs de février sur la paix, la terre et le pain.

En l'espace de quelques jours, un nouveau régime est mis en place par plusieurs décrets, en conformité avec l'affirmation de Lénine selon laquelle « nous allons maintenant procéder à la construction de l'ordre socialiste ». Lénine a promis la paix au peuple russe, la terre aux paysans et le pain aux ouvriers. Il tient ses promesses par ses premiers décrets sur la paix négociée avec l'Allemagne, sur l'abolition de la grande propriété foncière, et sur les entreprises passées sous le contrôle des ouvriers. Mais, dans le même temps, Lénine s'écarte de la ligne politique de la Révolution de février et instaure un régime dictatorial destiné à garantir le pouvoir du Parti bolchevik.

La nouvelle Assemblée constituante, dans laquelle les bolcheviks sont minoritaires, est dissoute dès le lendemain de sa première réunion, et les partis socialistes SR et menchevik sont poussés « dans les poubelles de l'histoire », selon la formule de Trotski.

Ces décisions ouvrent la guerre civile qui mettra en présence les bolcheviks de Lénine et toute l'opposition au pouvoir bolchevik et à ses méthodes répressives. Un large soulèvement populaire, ouvrier et paysan, se produira, dont le point culminant sera en mars 1921 la révolte des marins du Kronstadt réclamant le retour au pouvoir des Soviets, les élections libres, la fin de la police politique de la Tcheka.

La guerre civile d'une partie du peuple russe contre le pouvoir bolchevik, débutée à l'été 1918 et poursuivie jusqu'en 1921, sera le moment historique de la construction d'une dictature de type nouveau, la « dictature du prolétariat » accompagnant le « communisme de guerre », tous deux nécessités par les circonstances de la guerre civile à laquelle s'est ajoutée l'intervention de plusieurs pays européens.

Cela fait penser à la doctrine robespierriste de la « terreur » instaurée au nom de la patrie mise en danger par la coalition des ennemis de l'intérieur et des ennemis de l'extérieur.

L'élimination de tous les courants politiques, libéraux et socialistes, la mise en place de tribunaux d'exception et d'une police secrète, la Tcheka, en charge de l'élimination de tous les « ennemis du régime », la suppression de toutes les libertés publiques et la création d'une censure sur l'ensemble des moyens de communication, l'instauration progressive du parti unique, consacrent la doctrine nouvelle du léninisme exprimée dans *Que faire ?* et actualisée dans les « thèses d'avril » du printemps 1917.

Lénine a inventé ce qu'Hannah Arendt a défini comme le « totalitarisme ». Le totalitarisme est un usage de la terreur légitime par un discours idéologique, un « *ideo-logos* », une idée unique et absolue. Le totalitarisme est un régime politique reposant sur le règne d'une seule pensée. En l'occurrence, le totalitarisme conçu par Lénine combine la terreur à un discours sur la nécessaire dictature du Parti bolchevik, avant-garde du prolétariat. De ce point de vue, le totalitarisme inventé par Lénine va bien au-delà d'un régime autocratique néo-tsariste. Il est la logique poussée au bout du régime de la terreur « robespierriste ».

Octobre 1917 est l'événement créateur du monde Est-Ouest. La prise du pouvoir par le Parti bolchevik en octobre 1917 est génératrice d'un nouvel État, la jeune Union soviétique, ainsi que de la future puissance de ce dernier.

La première forme du monde Est-Ouest (1917-1941)

Le monde Est-Ouest s'est noué dans l'entre-deux-guerres. D'une part, il a immédiatement acquis toute sa dimension de « guerre de religion ». Le bolchévisme militant et l'antibolchévisme, le Komintern et l'antisoviétisme, les partis communistes et l'anticommunisme, le cortège

des peurs et des haines, toutes ces « racines culturelles » du conflit Est-Ouest sont nées dans les années vingt et trente.

À l'instar de la Révolution française, le coup d'État bolchévique d'octobre 1917 met fin au caractère homogène de l'Europe et va la diviser profondément. La formation de l'Union soviétique vient réanimer de façon inédite et éclatante le vieux clivage entre l'Europe occidentale et une Russie redevenue messianique. Aux yeux de l'Europe occidentale, la jeune Union soviétique est une double menace : une menace militaire pour les jeunes États limitrophes qui viennent d'accéder ou de recouvrer leur indépendance, la Pologne, les États baltes, la Finlande, la Roumanie ; un péril intérieur pour tous les régimes politiques et les systèmes sociaux bourgeois.

Mais, d'autre part, le principe de retenue amorcé dès 1920 dominera désormais toute l'histoire du monde Est-Ouest. En 1921, Lénine et Staline, malgré Trotski, définiront la priorité de la Russie bolchévique comme étant « la construction du socialisme dans un seul pays ». Lénine parle alors de la politique de « cohabitation pacifique » avec le monde bourgeois, première mouture de la future « coexistence pacifique » affirmée en 1955 par N. Khrouchtchev.

Ce principe de la « cohabitation pacifique », bien antérieur à l'affrontement avec la grande puissance américaine et à l'apparition de l'arme nucléaire, guidera désormais toute la politique extérieure des bolcheviks. Il est fondé sur une évaluation précise de la balance des forces et l'acceptation de la nécessité objective de vivre durablement aux côtés d'États à régime bourgeois.

De leur côté, les démocraties européennes ont pris conscience que vouloir détruire la Russie bolchévique reviendrait, comme l'a dit le président Wilson, « à employer un balai pour arrêter une grande marée ». La « grande Russie », on le sait depuis Napoléon, est un territoire presque impossible à conquérir et les démocraties européennes sont bien trop affaiblies après 1918 pour mener une nouvelle guerre de Russie, malgré la répulsion éprouvée à l'encontre du régime bolchévique.

En conséquence, tant le régime bolchévique de Lénine que les régimes bourgeois vont décider de pratiquer un principe dans leurs rapports, le principe de retenue. Malgré certains écarts de comportement du régime bolchévique tenté à certains moments de braver le « camp impérialiste », le conflit Est-Ouest ne débouchera jamais sur la conflagration ou la guerre ouverte, pas plus dans les années 1920 prénucléaires que dans la « guerre froide » post-nucléaire d'après 1945. À l'opposé de ce qui s'est passé au moment de la guerre de Trente Ans ou du conflit « total » entre la France révolutionnaire et les monarchies européennes, le système Est-Ouest combinera un antagonisme idéologique total et une retenue stratégique.

L'Union soviétique vainqueur de la Seconde Guerre mondiale en Europe (1943-1945)

La Russie bolchévique de Staline va changer de statut « physique » et politique, grâce à sa double victoire dans la bataille industrielle et dans la bataille de Stalingrad.

La Russie communiste des années 1920-1930 était faible, isolée, empêtrée dans ses problèmes internes issus de sa guerre civile et de sa désorganisation. La Russie de Staline de 1943 a complètement changé de visage.

Elle est devenue une grande puissance militaire rivalisant avec la puissance militaire américaine. Et elle va bâtir en Europe, par sa victoire militaire et son intelligence diplomatique, un empire qui va effacer l'humiliation de Brest-Litovsk et renouer avec la grandeur de la Russie impériale.

Le 22 juin 1941 ouvre une nouvelle étape du monde Est-Ouest. L'entrée des troupes allemandes en Union soviétique va entraîner

l'opinion américaine dans un grand débat sur leur neutralité traditionnelle dans les affaires européennes, confrontée au risque d'un conflit mondial susceptible d'être emporté par l'Allemagne nazie. Au surplus, l'image d'une Russie bolchévique tenue pour un paria va se modifier et la question est posée de savoir si l'Amérique ne doit pas faire alliance avec elle.

Finalement soutenu par le Congrès, à la différence de Wilson, le président Roosevelt va trancher en faveur d'un soutien à l'Europe et à l'Union soviétique devenu un allié nécessaire. Mais il faudra l'étincelle japonaise de Pearl Harbor de décembre 1941 pour obtenir du Congrès la déclaration de guerre.

Lors de la conférence de Casablanca de janvier 1943, les trois puissances américaine, anglaise et soviétique alliées dans la guerre vont s'entendre pour définir ensemble l'ordre mondial et européen après la reddition de l'Allemagne et du Japon.

La conférence de Moscou d'octobre 1943 des trois ministres des Affaires étrangères, Cordell Hull, Antony Eden et Molotov, doit commencer à éclaircir le sort futur des pays libérés. C'est cette conférence de Moscou qui sera le véritable « Yalta » de l'Europe.

Au moment de la rencontre, l'Union soviétique est en passe d'acquérir un avantage stratégique décisif sur le terrain européen. Staline, face à un Roosevelt confiant et un Churchill sceptique, sera machiavélien. Percevant la relative indifférence de Roosevelt sur le sort futur du continent européen, il va se convaincre qu'il a une opportunité historique pour reconstruire un nouvel empire russe en Europe, bâti cette fois-ci sur le bolchévisme.

Le « national bolchévisme » de 1920 va faire place au « national grand russe ». La Russie communiste reprend à son compte la politique traditionnelle impériale de la Russie tsariste à l'égard de « l'Europe proche ».

La conférence de Moscou ne décide rien quant au statut des futurs pays libérés mais, en fait, ces discussions ont lieu au moment où chacun

sait bien que les pays de l'Europe centrale seront prochainement libérés par l'Armée rouge. Le partage de l'Europe entre l'influence anglo-saxonne et l'influence soviétique est acté à Moscou, deux années avant Yalta, avec l'idée complémentaire que certains États, telles la Pologne et la Grèce où se disputent les légitimités de deux gouvernements libéral et communiste, pourraient être des États tampons.

Le problème essentiel abordé à Yalta est celui du gouvernement et des frontières de la Pologne. Staline est bien décidé à recouvrer l'influence historique exercée par la Russie sur la Pologne. Après que le massacre de Katyn d'avril 1940 de quatre mille officiers polonais par sa police secrète a éliminé l'élite militaire de ce pays, il obtiendra totalement satisfaction. La frontière polonaise à l'Est est ramenée sur la ligne Curzon, donc amputée de la partie orientale de la Galicie intégrée à l'Union soviétique. Et le futur gouvernement polonais sera formé par le comité de Lublin des partisans communistes polonais liés au Parti communiste soviétique.

Le monde Est-Ouest bipolaire (1946-1989)

La dernière conférence de paix de Potsdam de l'été 1945 marque la fin de « l'idylle » américano-soviétique et le début de la guerre froide. Quelques semaines avant, Churchill avait écrit au nouveau président américain, H. Truman, un télégramme dans lequel il évoquait le « rideau de fer » que l'Union soviétique était en train d'abaisser sur le front européen. Mais les jeux sont faits. Staline en tirera profit pour construire dans l'année 1946 le nouvel empire soviétique en aidant les partis communistes « frères » à s'emparer du pouvoir en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie.

Les alliés occidentaux vont protester face à ce non-respect des principes de la « déclaration sur l'Europe libérée » adoptée entre eux en

1944, dans laquelle ils s'engageaient à mettre en place des gouvernements représentatifs issus d'élections libres.

En fait, les Anglo-Saxons sont prisonniers de leurs propres contradictions. Ils ont accepté dès 1943 la nouvelle puissance de la Russie en Europe et le principe des zones d'influence.

« Churchill, dans l'accord qu'il avait conclu avec Staline à Moscou sur les sphères d'influence, ne lui avait-il pas reconnu une position quasi exclusive à Sofia et à Bucarest ? Pour les dirigeants soviétiques, profondément méfiants à l'égard du monde occidental, l'intérêt subit porté par Washington et Londres au respect des droits de l'homme dans des régions où l'on n'y avait jamais porté attention ne pouvait signifier qu'une remise en cause du partage des dépouilles hitlériennes » (A. Fontaine, *Histoire de la guerre froide*).

Le malentendu apparu entre les anciens alliés va se transformer en une crise aiguë, la « guerre froide ». La réalité du monde Est-Ouest, ce mélange d'antagonisme et de méfiance réciproque entre la Russie bolchévique et le monde « bourgeois », refait surface.

Mais le rapport des forces de 1945 n'a plus rien à voir avec celui de 1917. La jeune et fragile Russie bolchévique est devenue une grande puissance militaire et industrielle vainqueur de la guerre, occupant le terrain au cœur du continent européen, et redevenue ambitieuse politiquement.

En réalité, si Staline était bien décidé à assurer son emprise sur les territoires situés en deçà de la ligne de partage implicitement dessinée à la conférence de Moscou, il ne voulait pas aller au-delà, même si le discours de Jdanov est d'une tonalité plus offensive. Staline, en bon machiavélien, sait jusqu'où il peut aller sans risque. Mais il tient à assurer son empire sur l'Europe centrale et à tenter sa chance là où il y a une opportunité. Comme l'avait analysé Churchill, la Russie bolchévique ne voudra jamais la guerre mais sera toujours prête à prendre son avantage, du fait de la combinaison en son sein d'un appétit de puissance et d'une doctrine révolutionnaire.

S'ensuivront la guerre civile grecque ouverte par l'armée démocratique du Nord communiste et soutenue par des partis « frères », le discours de Jdanov de novembre 1947 dans lequel est affirmée pour la première fois la thèse de la compétition mondiale entre un « camp socialiste » et le « camp impérialiste », le « coup de Prague » du printemps 1948 conduisant à la « domestication » communiste de la Tchécoslovaquie, dont la résonance aux États-Unis et en Europe occidentale sera considérable.

La tension va atteindre son apogée avec le blocus de Berlin en juillet 1948, point ultime de cette politique stalinienne du test. La coupure par l'URSS des voies terrestres entre les zones occidentales de l'Allemagne et Berlin est destinée à tester la détermination des puissances occidentales sur la ville de Berlin implantée en pleine zone soviétique. La crise de Berlin sera l'élément déclencheur d'une toute nouvelle politique américaine en Europe.

Les États-Unis de Truman vont alors se décider, après un temps d'hésitation, à rompre l'alliance avec l'Union soviétique. Truman est nourri des analyses churchilliennes de G. Kennan, ancien diplomate basé à Moscou, devenu son principal conseiller, selon lequel Staline est doublement héritier de l'idéologie bolchévique révolutionnaire, mais également des traditions impériales de la Russie tsariste, convaincu de l'antagonisme fondamental entre la Russie bolchévique et le monde occidental et capitaliste.

Au nom de la doctrine du *containment*, le blocage de la puissance soviétique, ce qui est à l'inverse de l'esprit de croisade de 1917, il va engager les États-Unis dans un système de soutien et de protection de l'Europe occidentale garanti par la présence massive des GI et des armements américains.

Pour la première fois de son histoire, l'Amérique se sent une véritable « sensibilité » européenne, une proximité et une solidarité avec cette Europe jusqu'ici ignorée et secondaire.

Face au nouvel empire de la Russie bolchévique, il va se mettre en place le « camp occidental », par l'aide économique du plan Marshall et par la garantie de défense exprimée dans le traité de l'Atlantique de 1949. Le monde Est-Ouest a pris sa nouvelle configuration. Il est devenu un monde bipolaire formé de deux blocs dirigés par les deux grandes puissances vainqueurs de la guerre. Ce monde bipolaire durera une cinquantaine d'années, pas plus. Mais entre 1950 et 1989, le monde Est-Ouest connaîtra des variations « climatiques » sensibles.

Il y aura le passage de la guerre froide au dégel après la mort de Staline en 1953, exprimé par la conférence de Genève de 1955, première retrouvaille des puissances occidentales et de l'Union soviétique depuis Potsdam, puis par le xx^e Congrès du Parti communiste soviétique de 1956 dénonçant le stalinisme et remettant au goût du jour l'ancienne doctrine léniniste de la cohabitation pacifique avec le monde capitaliste.

Puis il y aura la crise de Cuba d'octobre 1962, la seule grande crise directe entre les deux puissances du monde Est-Ouest. Pour la première fois, et la dernière, il y a affrontement direct des deux grandes puissances comportant la mise en œuvre explicite de la dissuasion nucléaire.

Cette crise sérieuse qui aurait pu tourner à la catastrophe fait prendre conscience aux deux puissances que leur antagonisme est global et permanent, sur le front de la course aux armements comme sur les différents points de friction potentiels de la planète, et qu'il leur est d'autant plus nécessaire de réguler cette « guerre froide ».

Ce sera l'époque « dorée » de la détente des années 1970, symbolisée par la relation Nixon-Brejnev sous la houlette du « docteur » Kissinger. Cette régulation prendra diverses formes, celle d'une communication directe Moscou-Washington par le téléphone rouge, celle d'une limitation politique du club nucléaire voulue et organisée par les deux « grands », celle d'une négociation permanente des deux « grands » de la maîtrise de leurs armements nucléaires et classiques, celle d'un contrôle des crises.

Cette nouvelle forme de la compétition Est-Ouest que sera la détente « organisée » fera dire à M. Jobert que les deux puissances ont établi un

« condominium » sur le monde.

De fait, la stratégie de Kissinger reprise par Nixon est nourrie d'un grand dessein ambitieux. Kissinger se réfère à la pratique des concerts européens, ceux de Westphalie et de Vienne, dans lesquels les puissances européennes avaient établi une séparation stricte entre l'idéologie, lieu de divergence absolue, et la politique, lieu des compromis possibles, pour bâtir entre puissances antagonistes des équilibres stables. L'équipe Nixon-Kissinger souhaite créer un nouveau concert des puissances qui serait cette fois-ci bipolaire et agirait à l'échelle mondiale.

Selon Kissinger, un réel concert américano-soviétique convaincrerait l'Union soviétique que le camp occidental la respecte, ce qui amènerait à terme le camp communiste à s'ouvrir et à se libéraliser. Z. Brzezinski ne partagera jamais la rationalité optimiste de Kissinger et restera convaincu que l'hétérogénéité idéologique entre les deux camps n'a rien à voir avec une compétition classique de puissances. L'Union soviétique née d'une révolution idéologique ne peut survivre que par son attachement formel au bolchévisme ou mourir de sa belle mort. Il aura finalement raison. Brzezinski, conseiller diplomatique du président J. Carter de 1977 à 1981, vivra une autre époque de la relation Est-Ouest.

L'âge d'or de la détente est passé. La méfiance née de l'antagonisme reprend le dessus lorsque l'Union soviétique installe les missiles SS 20 en Europe, créant une supériorité stratégique en sa faveur sur le théâtre européen, ce qui conduit l'OTAN à décider l'implantation de Pershing américains en Allemagne.

L'ère de la « guerre fraîche », ouverte avec le duo Carter-Brejnev, se poursuivra sous la présidence de R. Reagan investi par une Amérique désorientée par la perte de sa toute-puissance au lendemain de sa défaite au Vietnam et de l'humiliation de la crise iranienne des otages. R. Reagan se voudra l'homme d'une « restauration impériale ».

Outre l'affaire des SS 20 et des Pershing, la « guerre fraîche » sera alimentée par la crise des négociations SALT, les négociations sur « l'équivalence » des armes nucléaires stratégiques, à la suite des progrès

soviétiques dans le domaine des fusées découverts par l'Amérique et de la réaction offensive de R. Reagan.

La « guerre fraîche » sera également alimentée par la succession de crises régionales, la crise angolaise de 1975 marquant l'arrivée de l'Union soviétique sur le continent africain, jusqu'alors chasse gardée de l'Occident, la crise d'un Nicaragua sandiniste faisant alliance avec Cuba, la crise ouverte par l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan en 1979 entraînant le boycott des Jeux olympiques de Moscou par les États-Unis.

On a le sentiment, à la fin des années 1980, que le monde Est-Ouest n'a jamais connu un climat aussi frais depuis la grande époque de la guerre froide.

Mais, précisément, le constat des variations climatiques d'un monde Est-Ouest passant par des phases diverses de tension et de relâchement va conduire à se convaincre de la permanence de ce monde, tant son évolution s'effectue sans perte de sa substance.

Cette substance immobile est faite de l'antagonisme fondamental mais régulé entre les deux camps « socialiste » et « bourgeois ». La trame demeure ce qu'elle est depuis la Révolution d'octobre 1917 et sa configuration est désormais figée entre deux blocs dirigés par deux superpuissances indiscutées. Il s'est établi un véritable système, comparable au système westphalien, doté de sa configuration bipolaire et de sa règle de fonctionnement combinant la guerre et la paix, l'affrontement compétitif et une retenue désormais obligée et codifiée par le jeu de la dissuasion nucléaire et de l'équilibre stratégique. Après la crise cubaine, le « système » Est-Ouest va fonctionner sans accroc majeur.

Les dirigeants de l'Union soviétique ont adopté sans le dire les thèses de l'économiste communiste hongrois E. Varga sur la résilience d'un camp capitaliste surmontant ses crises économiques successives, et les démocraties occidentales se sont résignées à l'existence d'un camp communiste dirigé par une Union soviétique puissante, forte de son

armement nucléaire, de son emprise sur son bloc et de sa diplomatie tous azimuts, de l'Égypte de Nasser et de la Syrie à l'Angola et à Cuba.

Du coup, le système Est-Ouest de « ni paix ni guerre », de la formule aronienne de « La paix impossible et la guerre improbable », va être perçu comme étant un monde hyper rationnel. La seconde moitié du xx^e siècle a été le triomphe de l'école « réaliste » moderne, H. Morgenthau, H. Kissinger, K. Waltz, R. Gilpin, R. Aron. Dans la suite de Clausewitz, ils viendront tous affirmer la rationalité du comportement diplomatico-stratégique des États agissant au sein d'un système international stable dominé par quelques puissances, en l'occurrence les deux grandes puissances. Intérêt national et politique de puissance mais rationalité du comportement, affrontement mais retenue et régulation, variations des relations mais stabilité du système, tels sont les principes qui gouvernent la vie internationale du monde Est-Ouest. Celui-ci est perçu comme un monde conservateur et rationnel, un *statu quo* confortable bâti dans l'intérêt mutuel des deux grands de ce monde.

Non seulement le monde paraît simple du temps du monde Est-Ouest, mais il est perçu comme étant « éternel », pour reprendre la formule de R. Gilpin. Observateurs et experts, et à leur suite dirigeants politiques et opinions publiques, se sont d'autant plus convaincus de « l'éternité » du monde Est-Ouest que le conflit, bien que profond et permanent, a presque toujours été géré selon le principe rationnel de la retenue.

En réalité, tous ces dirigeants politiques, observateurs, experts « réalistes » étaient dans la grande illusion d'une vision idéalisée du monde Est-Ouest.

L'irrésistible chute du monde Est-Ouest

L'écroulement du monde Est-Ouest entre 1989 et 1991, de la démolition du mur de Berlin à la chute de l'Union soviétique, sera vécu

comme une surprise totale. Alors que cet effondrement sera tout sauf une surprise.

Parler du monde Est-Ouest comme étant un monde figé fait de deux puissances, de deux blocs et d'une régulation par le concert américano-soviétique, ce n'était tenir compte que de la partie émergée de ce monde, sa dimension « diplomatico-stratégique » mise en œuvre par les princes des États et vantée par les « réalistes ».

C'était négliger la partie immergée, mais substantielle de ce monde, celle des peuples et des cultures soulignée par les « libéraux ». Le conflit Est-Ouest restera figé mais le conflit civilisationnel surgi au sein des peuples du monde de l'Est sera fatal pour les princes bolchéviques.

Si l'on rentre dans la substance des deux blocs, on se rend compte en effet à quel point la bipolarité était illusoire. Le système Est-Ouest ne pouvait rester « éternel », car autant le pôle occidental était solide, autant le pôle communiste était instable et fragile. Le face-à-face des deux empires mettait aux prises un empire doux et un empire brutal. Un tel système ne pouvait pas durer.

Le bloc occidental avait trois ciments qui étaient absents du bloc oriental : une histoire partagée, une communauté de culture et un mode de fonctionnement non autoritaire.

La longue histoire partagée du bloc occidental est celle de l'addition de la pérennité du monde anglo-saxon, lien séculaire entre les deux frères jumeaux de l'Atlantique, avec l'histoire de la relation nouvelle entre l'Amérique et l'Europe construite par Wilson en 1917, Roosevelt en 1941, mais surtout Truman en 1948. Toute cette histoire partagée a nourri une relation transatlantique ambiguë, mais réelle.

La communauté de culture est celle de deux mondes européen et américain séparés mais unis par leur ancrage commun dans le libéralisme philosophique, politique et économique.

Enfin, le mode de fonctionnement du bloc occidental sera un impérialisme « doux ». Il s'agit de l'atlantisme, qui est l'acceptation délibérée par tous les pays d'Europe occidentale d'une dépendance vis-à-

vis de l'Amérique toute-puissante, née de la peur générée par la crise de Berlin.

Histoire partagée, communauté de culture et atlantisme sont trois ciments solides, profonds, qui vont façonner durablement dans les années 1950-1960 un « Occident à deux têtes » entre l'Amérique et l'Europe occidentale combinant la solidarité culturelle, la dépendance militaire et la construction d'une Europe économique.

Les ciments du bloc socialiste ne sont pas du tout de même nature. Ce « bloc » n'a ni histoire commune, ni communauté de culture, ni fonctionnement consensuel. Les pays de l'Europe centrale et balkanique et la Russie ont eu des trajectoires historiques fort différentes, de l'éclatement du monde slave au x^e siècle entre les Slaves de l'Est fondateurs de la Rus et les Slaves de l'Ouest tournés vers Rome et l'Empire carolingien aux affrontements constants entre la Russie impériale et les mondes polonais et baltique.

Les peuples et les sociétés d'Europe centrale ont vécu la Réforme protestante, l'impact de la Révolution française, les journées révolutionnaires de 1830 et 1848, la montée de bourgeoisies libérales, le mouvement des nationalités du xix^e siècle. Alors que la Russie s'est surtout illustrée dans l'histoire européenne par ses appétits impériaux sur la Finlande, les Pays baltes, la Pologne, la Moldavie, les bouches du Danube. L'histoire a toujours été celle d'une relation perturbée de la Russie avec son voisinage européen.

Entre 1943 et 1947, il s'est formé en Europe centrale, dans la résistance à l'occupant allemand, un communisme oriental national et populaire. Il aurait pu se développer, après 1948, des « communismes domestiques », à l'image de ce qui s'est passé dans la Yougoslavie de Tito.

Mais, précisément, Staline ne voulait pas d'autres Yougoslavies. Craignant l'attraction exercée par l'Amérique du plan Marshall et le poids de la tradition libérale et démocratique présente dans plusieurs des sociétés d'Europe orientale, il veut au contraire « blinder » les conquêtes

territoriales obtenues par la victoire militaire et établir un « glacis » autour de l'Union soviétique.

Ce sera la « satellisation » de l'Europe orientale, qui vient perfectionner la tradition impériale russe par la mise en place d'un empire autoritaire et répressif. Cette construction « brutale » du « bloc » socialiste installe le ver dans le fruit. Car un tel empire entre les deux mondes européens culturellement si différents de la Russie et de l'Europe centrale ne peut pas être durable au xx^e siècle. Au bout de cinquante années, les peuples d'Europe centrale finiront par faire tomber l'empire soviétique. Le soulèvement de Berlin de 1953, l'insurrection hongroise menée par le Premier ministre Imre Nagy de 1956, les événements de Prague de 1968 animés par le dirigeant communiste tchèque N. Dubcek, préparent la chute de l'empire.

L'acte décisif, avant la démolition du mur de Berlin d'octobre 1989, sera la décision des dirigeants communistes hongrois de démanteler le « rideau de fer » entre la Hongrie et l'Autriche en mai 1989. Il s'ensuivra l'écroulement du bloc. L'affrontement des deux blocs aura été le choc du pot de fer et du pot de terre.

Presque personne n'avait pris conscience de la fragilité interne du bloc soviétique, de la force des peuples au regard de la faiblesse d'un système impérial inadéquat.

Z. Brzezinski, le « faucon rusé », selon l'expression de l'historien J. vaisse au regard de son profond antisoviétisme et de son attachement à la restauration d'une grande puissance américaine, aura été, à l'opposé de H. Kissinger, l'un des rares à analyser les faiblesses internes du bloc soviétique. Et le politologue libéral d'origine tchèque, K. Deutsch, à la différence de toute l'école « réaliste » convaincue de l'éternité du bipolarisme, aura été le seul à avoir la prémonition de l'effondrement du système communiste. K. Deutsch est de ceux qui sont convaincus que la vie internationale est d'abord faite des sociétés et des peuples avant que d'être faite des États.

La faiblesse du camp socialiste au regard de la force du camp occidental était extrêmement profonde. L'image du pot de terre et du pot de fer était encore plus pertinente qu'on ne le pense.

La faiblesse du camp socialiste n'a pas seulement été due au conflit civilisationnel entre le soviétisme et les peuples d'Europe centrale. Elle a été plus encore la faiblesse intrinsèque du système bolchévique.

L'image dominante d'une grande puissance soviétique égale de la puissance américaine est fautive. En réalité, l'Union soviétique aura été une puissance vouée à une compétition tout autant inégale qu'épuisante avec son adversaire. La chute de l'URSS a commencé en fait dans les esprits des dirigeants soviétiques avant d'atteindre les institutions. Ces dernières, fragilisées, se sont alors écroulées d'elles-mêmes.

À la fin des années 1970, un rapport confidentiel, le « rapport Andropov », du nom du chef du KGB, révèle les faiblesses considérables de l'économie soviétique. Atteinte par la stagnation industrielle et l'absence de productivité de son agriculture, l'URSS est désormais dépassée par le Japon et l'Allemagne. De plus, la course aux armements l'oblige à consacrer à cet objectif près de 20 % de son PIB, alors que les États-Unis n'y consacrent pas plus de 8 %.

Sans le dire explicitement, le rapport Andropov constate la faillite de l'économie communiste et, par voie de conséquence, l'affaiblissement politique du pays et le déclin inéluctable de la puissance de l'URSS. L'Union soviétique courait droit à l'échec.

 Les dirigeants de l'Union soviétique découvrent alors que la vraie loi d'airain de l'économie est le nécessaire fonctionnement d'entreprises productives et d'un marché, bref la nécessité d'un certain capitalisme. En 1978, la Chine communiste de Deng Xiaoping avait décidé de bouleverser le communisme chinois par l'introduction des règles capitalistes de l'économie de marché et une forme de libre entreprise, sous la gouverne du Parti communiste. L'URSS de L. Brejnev, au contraire, est plongée dans la stagnation économique et politique.

Afin de sauver ce qui peut être sauvé du système communiste, le Parti communiste russe va se décider à donner les clés du pouvoir à une nouvelle génération réformiste formée au moule d'Andropov. L'homme de la situation est Mikhaïl Gorbatchev, élu secrétaire général du Parti en 1985.

Ce dernier, sous l'inspiration d'Alexandre Iakovlev, mènera au pas de charge une triple réforme : une démocratisation du régime politique par la Glasnost, symbolisée par la parution des œuvres de Pasternak et la libération de Sakharov, une restructuration de l'économie par la Perestroïka conçue par l'équipe libérale de Yegor Gaidar et d'Anatoly Chubais, et la politique de la « seconde détente » obligée avec l'Occident, dont le point d'aboutissement sera l'acceptation de la réunification de l'Allemagne.

Le débat reste ouvert sur le fait de savoir si M. Gorbatchev pensait, par cette triple politique de démocratisation, de retour à un capitalisme et d'entente avec l'Occident, sauver l'Union soviétique.

En tous les cas, ce bouleversement économique, politique, diplomatique est trop tardif et précipité pour produire immédiatement des effets positifs au profit de la population, alors que les conservateurs du Parti et de l'armée sont vent debout face à un Gorbatchev perçu comme le double fossoyeur de la grande Union soviétique et du régime communiste.

Dans le délitement ambiant, au printemps 1991, les différentes républiques, dont la Russie, font admettre leur pleine autonomie par un traité d'union créant une fédération remplaçant l'Union soviétique de 1922. Le jour de la signature du traité, le 20 août 1991, se produit le putsch de Moscou qui dépose Gorbatchev. Ce coup d'État néo-communiste est mené par le clan conservateur du Parti, rejoint par plusieurs ministres de Gorbatchev, tous inquiets des réformes et d'un traité d'union désagrégeant l'Union soviétique. Mais, en trois jours, le putsch est contré par le tout nouveau dirigeant de la République de Russie, Boris Eltsine. Celui-ci, tout en remettant formellement en selle Gorbatchev, va devenir le nouveau tsar.

Mettant de côté le nouveau traité d'union, il va accepter l'indépendance des Pays baltes et établir l'indépendance de la République de Russie. Puis ce sera la décision historique de la nuit du 8 décembre. Eltsine, Kravtchouk, et Chouchkievitch, les dirigeants de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, les trois grandes républiques de l'Union soviétique héritières d'une longue histoire nationale, décident la dissolution officielle de l'Union soviétique. Il s'agit bel et bien d'une revanche de l'histoire sur l'idéologie.

Après cela, il va suspendre avant de le dissoudre le Parti communiste, faisant disparaître purement et simplement le régime bolchévique établi depuis près d'un siècle.

Comme l'avait anticipé Z. Brzezinski, le pot de terre s'est brisé net, parce que la « puissante » Union soviétique était profondément minée de l'intérieur. L'URSS ne s'est pas effondrée par le seul fait qu'elle était un empire, « le dernier empire », et donc condamnée à s'effondrer comme tout empire. L'empire s'est effondré, mais l'URSS était atteinte en son cœur. Il y a eu épuisement biologique du régime bolchévique, acté par les dirigeants bolchéviques eux-mêmes et finalisé par la politique de Gorbatchev.

La double implosion du bloc communiste et de l'Union soviétique aura été précédée de l'effondrement du bolchévisme. Elle signifie la fin du monde Est-Ouest. Le système Est-Ouest a empli le xx^e siècle et obsédé le monde entier. Ce système s'est effondré avant la fin du xxe siècle. Il aura été un cycle court dans la longue histoire du monde. Mais ce siècle court aura été le siècle de l'« ensauvagement », avec les deux guerres mondiales, le triomphe des idéologies totalitaires, la Shoah. Il aura également engendré un bouleversement de la puissance mondiale. Ce sera la chute suicidaire de l'Europe monde. Ce sera l'avènement de la grande puissance américaine, décisive dans les deux guerres mondiales, développant un messianisme mondialisé en faisant coïncider ses intérêts nationaux élaborés à la fin du xixe siècle par Theodore Roosevelt avec une vision du monde conçue par Wilson puis par Truman. Ce sera l'accès de la

Russie au rang de grande puissance industrielle et militaire. Ce sera la fin de tous les empires, coloniaux et soviétique. Ce sera l'ouverture de l'âge nucléaire, égalisateur de puissance entre ceux qui en possèdent les capacités, et abolissant l'idée de la guerre rationnelle. Mais ce sera également la naissance d'une communauté internationale par les conférences de La Haye, la création des Nations unies, le développement d'une communauté européenne.

CHAPITRE 10

Le moment unipolaire

Novembre 1989 – 11 septembre 2001

La formule, datée de la fin 1990, est de l'éditorialiste américain néoconservateur Ch. Krauthammer.

Mais, dès l'été 1989, avant même la chute du mur, le philosophe F. Fukuyama avait écrit un article intitulé « *La fin de l'histoire ?* ». Ce concept, élaboré par le philosophe marxisant A. Kojève à propos de l'avènement d'une société sans classes aux États-Unis, était repris à son compte par Fukuyama pour rendre compte de l'expansion mondiale en cours de la démocratie occidentale et du libéralisme économique.

C'était affirmer le syllogisme suivant. L'histoire est censée être faite du conflit des idéologies contraires. Or nous assistons à la fin du monde de l'Est et à la suprématie mondiale du monde de l'Ouest. En conséquence, le monde entre, avec la rationalité du règne mondial de la démocratie et de l'économie capitaliste, dans la fin de l'histoire au sens hégélien du terme.

Il est vrai que, pendant une très brève période d'une dizaine d'années, entre la chute du mur de Berlin suivie de la chute de l'Union soviétique et le 11 – Septembre 2001, le monde allait avoir le sentiment d'être entré dans une ère de paix et de concorde universelle. Le monde occidental

avait triomphé et était en train de s'universaliser. En son sein, régnait « l'hyper puissance » américaine analysée par H. Védrine. L'effondrement du système Est-Ouest avait fait surgir la conviction d'un monde occidental, démocratisé et totalement rassurant.

Du côté américain, Z. Brzezinski, l'ancien conseiller de J. Carter, allait évoquer la perspective d'un « empire global » constitué autour des États-Unis et des principales puissances européennes et destiné à préserver la nouvelle hégémonie occidentale face aux futurs rivaux russe et chinois. Le discours du président H. W. Bush du 11 septembre 1990 parlait du « nouvel ordre mondial à créer » pour exprimer cet alignement du monde vers la démocratie et l'économie de marché.

Du côté russe, Gorbatchev puis Eltsine pratiquaient une politique libérale exprimée par le discours de Kozyrev sur l'Occident, ami et modèle de la Russie pour sa transition vers la démocratie et l'économie de marché.

La conviction de la « fin de l'histoire », de l'avènement d'une « communauté internationale » animée par l'occident et les États-Unis, et donc d'un monde unipolaire, était générale. Ce fut le moment où, plus que jamais, l'image de « l'Amérique monde » seul successeur de l'ancienne « Europe monde » s'imposera. Le monde semblait alors s'être adapté à la représentation dominante qu'à l'Amérique du monde, un monde conforme à ses principes.

L'Europe monde avait duré cinq siècles. « L'Amérique monde » durera dix ans.

Onze années après le 11 septembre du discours du président H. W. Bush sur le nouvel ordre mondial, le 11 – Septembre de 2001 allait faire disparaître cette courte illusion d'un monde unipolaire régi par la trilogie de l'hyper puissance américaine, de l'économie de marché et de la civilisation occidentale mondialisée.

Il allait se produire ce que J. Vaïsse a appelé un « emballement » de la puissance américaine sous l'impulsion du fils Bush, conduisant à la folle vision de la construction d'un nouveau Moyen-Orient et à la guerre en

Irak contre S. Hussein considéré de façon absurde comme le grand responsable du 11 – Septembre.

Dans le désarroi, on découvrait brutalement le « retour de l'histoire », celle d'un monde chaotique et explosif marqué par le désordre mondial.

En fait, on ne se rendait pas encore compte que certaines crises et certains conflits, tels la guerre civile libanaise des années 1970 entre milices chrétiennes et milices sunnites, l'éclatement de la guerre d'Afghanistan en 1979 ouverte par les tribus conservatrices islamiques contre le régime communiste installé à Kaboul, la guerre Irak-Iran de 1980 suivant de quelques mois la victoire de la Révolution islamique à Téhéran, les guerres interethniques et religieuses de Bosnie et du Kosovo entre Croates catholiques, Serbes orthodoxes, Bosniaques et Kosovars musulmans, annonçaient l'entrée dans une nouvelle époque, la nôtre.

« L'histoire se remettait-elle en marche ? » s'interrogeait en 1990 P. Hassner. Non pas. Elle avait tout simplement continué à se dérouler, aux marges ainsi qu'au sein du système Est-Ouest. Mais la massivité de ce dernier avait fait qu'on ne s'en était pas aperçu, tant la chute du Mur de 1989 que les attentats terroristes du 11 – Septembre 2001 manifestaient de façon spectaculaire le déroulement de l'histoire. Cette marche de l'histoire allait prendre la forme de la mondialisation globale.

En fait, le xx^e siècle, bien plus encore que d'être le siècle du système Est-Ouest, a été l'aube des différentes mondialisations qui se déploient en ce xxi^e siècle. Celles-ci sont la mondialisation politique, la mondialisation économique, la mondialisation culturelle, la mondialisation sociale, la mondialisation juridique.

CHAPITRE 11

 MON-EBOOK

La mondialisation politique

Dans le débat sur la mondialisation, on oublie régulièrement la mondialisation politique. Alors que tout part d'elle.

La petite musique du post-étatisme sur la « fin des États », sur l'État dépassé et affaibli par les « flux mondiaux », sur « l'État virtuel » face aux défis mondiaux et globaux, mélange deux réalités distinctes, la vulnérabilité de la puissance de l'État et l'immuabilité de l'existence de l'État.

La mondialisation politique est l'universalisation de l'État.

Elle découle du fait que les peuples et les princes vont considérer que l'État est le seul cadre de vie possible de leur action. L'État restera également le cadre d'accueil du marchand. La mondialisation politique, c'est l'État partout, le constat du caractère insubmersible de l'État.

H. Kissinger l'a défini en parlant du triomphe du modèle de l'État westphalien. Parler du système westphalien, c'est parler de la consécration de l'État princier dans ses composantes et ses qualités propres. L'État, défini en son dedans par la souveraineté et la relation entre un prince et un peuple, et défini en son dehors par son territoire et sa frontière garante des rapports stables avec les États voisins, est devenu la pierre d'angle de la société internationale.

Créé par l'Europe du XVI^e siècle, l'État moderne héritier de la cité-État et de l'empire-État antique a été codifié à Westphalie de par la volonté des nombreux princes présents de « vivre leur vie ». Depuis lors, l'histoire du monde a été un multiplicateur d'États et de souverainetés. L'État souverain et indépendant s'est développé au XIX^e siècle sous la double poussée des princes et des peuples sur les deux continents européen et latino-américain. L'histoire de l'Amérique latine est essentielle car elle a ouvert une voie qui sera suivie par la suite par toutes les colonies s'affranchissant d'une tutelle coloniale.

Au XX^e siècle, le droit à l'État s'est imposé comme un droit universel, dans le cheminement accompli entre les 14 points de Wilson, le pacte de la Société des Nations, la charte des Nations unies de 1948 dans son article I^{er}, la déclaration 1514 de 1960 de l'Assemblée générale des Nations unies consacrant le droit à l'État à la demande des peuples et des princes colonisés.

L'Assemblée générale des Nations unies actuelle est l'expression parfaite, arithmétique, du monde westphalien des 200 États existants.

La « desimpérialisation » du monde a amplifié la mondialisation de l'État. Le désir d'État généralisé a mis à bas les empires coloniaux, puis l'empire soviétique.

« L'Europe monde », par la perte de ses empires et colonies, a été la grande perdante de cette redistribution de la force au profit de ses ex-territoires colonisés devenus autant d'États indépendants. À l'image de l'Angleterre qui, en perdant son Empire, a perdu le contrôle des matières premières, minéraux et produits alimentaires, ses comptoirs et ses routes maritimes, sa présence humaine et militaire sur tout le globe. Les puissances européennes ont perdu beaucoup de force, et partant, leur puissance mondiale.

La Russie a été l'autre grande victime de la mondialisation politique. Celle-ci a détruit son double empire, celui bâti en 1945 en Europe centrale et balkanique par le retour des nations à leur existence, puis celui de la Russie « tsariste » démantelé entre quelques princes dans une nuit de

décembre 1991. vingt-cinq nouveaux États européens et asiatiques sont apparus ou réapparus du démantèlement de l'ex-Union soviétique. La sécession de la Somaliland de la Somalie en 1991, l'indépendance de Timor oriental de l'Indonésie en 2002, la sécession du Sud Soudan en 2011, sont de récentes concrétisations de ce désir d'État.

La mondialisation politique est inachevée. Il existe encore des peuples ou des nations sans État, tels la jeune nation palestinienne, la vieille nation tibétaine, le peuple kurde.

Aujourd'hui, des désirs d'État se sont révélés au sein de vieux États existants, tels le Québec vis-à-vis du Canada, la Flandre vis-à-vis de la Belgique, l'Écosse vis-à-vis de la Grande-Bretagne, la Catalogne vis-à-vis de l'Espagne.

Toutes ces situations expriment le désir d'État manifesté par des populations dotées d'identités linguistiques et culturelles fortes. P. Boniface a parlé à ce sujet d'une « prolifération cancéreuse » de l'État. Il s'agit en fait d'un retour de flamme de l'histoire touchant des États plurinationaux dont l'unité nationale ne s'est jamais totalement accomplie.

L'histoire de l'Écosse est celle d'un très vieux peuple unifiant des Celtes, des Anglo-Saxons et des vikings, et d'une principauté forgée au x^e siècle avant même la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant. Cette principauté écossaise aura une histoire multiséculaire, de Duncan à Marie Stuart, et cette histoire sera une longue relation chaotique avec l'Angleterre.

En Espagne, le prince était appelé roi des Espagnes jusqu'au xix^e siècle. Cette appellation reflétait la tradition historique d'un État faible et non nationalisateur. La Catalogne se crée au Moyen Âge par l'union d'un peuple issu des Wisigoths de l'Empire carolingien doté de sa propre langue, et d'un prince, la maison de Barcelone. Elle garde sa constitution tout au long de l'histoire de la monarchie espagnole. La Catalogne connaît au xix^e siècle sa *renaixanca*, sa renaissance culturelle et sa naissance

industrielle, ce qui va donner naissance au catalanisme politique. Dans la lignée de la II^e République ayant créé la *Generalitat* catalane, le pacte constitutionnel de 1978 accompagnant le retour de la démocratie établit la Catalogne en « région nationale ».

En 2006, il est négocié un nouveau statut d'autonomie approuvé par les Cortes et adopté par référendum en Catalogne. Celui-ci reconnaît la « nation catalane » et consacre la primauté de la langue catalane sur l'espagnol. Mais, en 2010, le Tribunal constitutionnel censure ces dispositions. Ce coup d'arrêt de 2010 met le feu aux poudres en Catalogne.

L'histoire du Kosovo est celle de l'ancienne entité musulmane de la République serbe où a jailli un nationalisme réel, d'abord porté pacifiquement par l'écrivain I. Rugova, le « Gandhi des Balkans » puis, après la politique répressive de la Serbie de Milosevic, par l'Armée de libération du Kosovo.

L'histoire a montré l'échec de toutes les alternatives à l'État, du projet fédéral de Bolivar au projet d'un État arabe unifié symbole de l'unité de l'*umma* islamique. Et il n'y a jamais eu de bolivarisme africain.

Le désir d'État est nourri de plusieurs réalités essentielles et permanentes. D'abord, il a été dans l'histoire, de la cité-État antique à l'État-nation moderne, la seule communauté politique et juridique voulue et vécue par les peuples et les princes. Quel qu'en soit le régime politique, démocratique ou autoritaire, l'État est le seul assemblage « contractuel » existant entre les peuples et les princes. Si un peuple veut changer de prince, il le fera normalement au sein de son État. Mais il pourra aussi vouloir se doter d'un nouveau prince et d'un nouvel État. L'État demeure la seule superstructure politique et juridique de la vie des peuples. Rien n'a changé en la matière depuis Aristote. La cité, aujourd'hui l'État princier ou l'État-nation, est le seul référent au sein duquel le *demos* pourra s'exprimer et agir. Il est donc logique que le désir d'État demeure le rêve des peuples.

D'autre part, l'État reste attractif pour tous les princes potentiels car il est le seul statut qui donne droit à devenir membre du « club » de la société internationale. Il y a un « avantage comparatif » à être un État, car on bénéficie des principes westphaliens.

Le corollaire du désir d'État est l'importance de la frontière, soulignée à juste titre par le géographe M. Foucher. La frontière, visible ou pas, ouverte ou fermée, est anthropologiquement et politiquement nécessaire aux « sociétés de l'histoire » que sont les États. Ceux-ci ont toujours vécu dans un « dedans » séparé du « dehors » par la muraille, la borne, la ligne frontalière moderne.

À l'inverse des analyses de tous les « anti-frontiéristes » sur la perte de sens de la frontière et sur l'artificialité de la séparation entre un dedans et un dehors, elle est et demeure le référent, le lien entre le peuple et sa cité. M. Foucher a parlé du « retour des frontières ». On devrait plutôt parler de leur permanence et de leur explosion en lien avec la mondialisation politique.

Ainsi, le monde est devenu un grand sac de billes. Plutôt que le « monde liquide » tant proclamé, notre monde, nourri de l'inflation et du dynamisme de l'État, est bien « solide ». Le système westphalien constitue la charpente du système international actuel.

Mais ce système westphalien mondialisé, passé en un siècle d'une trentaine d'États à près de deux cents États, est très jeune. Parce que l'État est désormais partout, la réalité des États de notre monde mondialisé est très diverse.

La grande majorité des États actuels, qu'ils soient ceux de vieux peuples ou de peuples neufs, ont moins d'un siècle. Et donc, si de vieux États plurinationaux peuvent être amenés à se défaire, réciproquement de nombreux jeunes États sont en phase de cristallisation de leur assemblage entre un peuple, une culture et un prince. On est présentement dans la transition produite par la mondialisation politique et on ne peut pas savoir exactement ce qu'elle produira.

L'Amérique latine, bien que totalement européanisée, a mis deux siècles à se construire en États-nations stabilisés. L'Afrique subsaharienne et l'Orient se sont étatisés il y a tout juste soixante ans, avec le triple handicap d'une longue histoire tribale, ethnique et communautaire, d'une courte histoire coloniale fabriquant un découpage toujours autoritaire et souvent artificiel, et d'une histoire nationale instrumentalisée par des princes patrimoniaux et claniques. Cette triple histoire n'a en rien favorisé la formation d'États princiers et plus encore d'États-nations. La réalité actuelle de nombre d'États africains et orientaux n'est même pas celle d'États princiers classiques régaliens, mais bien celle d'États « féodaux » reposant sur le lien tribal ou clanique.

De ce fait, il existe des États neufs qui n'ont presque pas, voire pas du tout, la substance de l'État. Étant dans l'anarchie et la discorde entre de multiples chefs et de nombreux groupes, ils n'ont aucun des éléments de la définition wébérienne de l'État, car ils sont dans l'incapacité totale ou partielle d'assurer les fonctions étatiques internes de sécurité et d'allocation des ressources. En conséquence, le désordre et la violence règnent dans leur territoire. La jungle de ces États est aux antipodes de tout contrat social.

Ils sont appelés les États « faillis ». Cette expression récente est d'origine anglo-saxonne. Après le concept provocateur de R. Jackson parlant en 1990 des « quasi-États » du tiers monde, les analyses américaines ont été marquées par l'échec de la construction de la Somalie et le drame sanglant du Liberia de Ch. Taylor. Développant alors l'idéologie de la « bonne gouvernance », elles ont pointé les « *failed states* », les États faillis qu'étaient à leurs yeux Haïti, l'ex-Yougoslavie, la Somalie, le Soudan, le Liberia, le Cambodge.

Ce concept est aujourd'hui entré dans le vocabulaire officiel de plusieurs institutions internationales. Mais il n'est pas adéquat quand on parle d'État. Si une société commerciale est déclarée en faillite, elle s'arrêtera. Ce n'est pas le cas d'un État. L'État, même déliquéscent, demeure, avec ses attributs westphaliens de souveraineté et

d'indépendance. Même si l'État n'est en rien wébérien, il demeure westphalien. Il est plus adéquat de parler des États « faibles ».

L'État « faible » a toujours existé, de l'Empire romain du VI^e siècle à la France mérovingienne. Mais la mondialisation politique, en faisant exploser le nombre de nouveaux et jeunes États, a multiplié les situations de faiblesse. L'Afghanistan a été partagé à toute époque entre de multiples tribus. Il a eu au XX^e siècle douze dirigeants renversés ou assassinés. Aujourd'hui, s'y affrontent les Talibans pachtouns et le régime de Kaboul. Haïti a vécu presque tout le XX^e siècle entre des périodes d'insurrection permanente et des parenthèses de domination américaine.

Actuellement, une cinquantaine d'États sont des États faibles, socialement ou économiquement dégradés, politiquement décomposés, à l'instabilité permanente. L'Afghanistan, l'« Africanistan » décrit par l'ancien responsable de la Banque mondiale S. Michailof à propos de la zone allant du Sahel à la corne de l'Afrique, le Nigeria, le Yémen, sont des « friches étatiques » générant des « conflits de faiblesse ».

Les guérillas, les prises d'otages, les contrebandes organisées telle la drogue en Colombie, la figure moderne du « maraudeur » qu'est Boko Haram, le chef de gang colombien, le chef de guerre somalien ou soudanais, le seigneur de guerre afghan, menant tous des guerres privées, sorte de retour aux grandes compagnies du Moyen Âge européen, les guerres civiles permanentes entre ethnies, tribus, familles, les génocides et massacres ethniques au Rwanda, au Sri Lanka, en Birmanie, sont tous des signes de la faiblesse de l'État et de la décomposition de la société. Ces guerres sont devenues les plus violentes de toutes.

La mondialisation politique a créé la jungle étatique actuelle dans laquelle on constate l'inégalité extrême de la substance des États, mais aussi les inégalités politiques et économiques. En témoignent les 47 pays classés « PMA », les pays les moins avancés par le revenu, le capital humain, la vulnérabilité économique, dont 33 sont en Afrique et 9 en Asie.

On pourrait dire : « Plus d'États donc moins d'État ». Plus il est d'États, moins nombreux sont les États solides et constitués. Mais cette image est partielle.

Les démocraties occidentales ont un certain temps pensé qu'elles pourraient construire ces États faibles, en pratiquant avec eux ce qui avait été pratiqué avec le Japon et l'Allemagne après 1945. C'est ce que l'on a appelé le « *state building* », la construction d'un État, ou le « *nation building* », processus beaucoup plus ambitieux de la construction d'une nation. De tels processus ont été menés en Haïti, en Afghanistan, en Bosnie, au Kosovo. Les échecs répétés de tous ces processus et l'échec sanglant de 1993 de l'opération américaine de « *nation building* » menée en Somalie ont révélé l'inadéquation d'une telle approche volontariste pratiquée de l'extérieur. Un État ne peut se construire que de l'intérieur, par la « nationalisation » de sa société et la « contractualisation » des liens entre cette société et son prince. Chaque État se construit d'abord de lui-même.

Il serait erroné de parler, à propos de tous ces États faibles ou peu avancés, de souverainetés de façade. Car tout État est westphalien. Tout État, faible ou fort, demeure le seul cadre politique et juridique qui puisse faire tenir ensemble les divers acteurs, dont les peuples et les princes.

L'État impotent, l'État impuissant, l'État faible, mais l'État depuis toujours et aujourd'hui partout.

La mondialisation politique a entraîné la mondialisation culturelle et la mondialisation économique.

CHAPITRE 12

La mondialisation économique

Davantage d'États, donc davantage de « marchands ».

La mondialisation est d'ailleurs le plus souvent assimilée à la mondialisation économique. Alors que cette dernière n'est en grande partie que la conséquence de la mondialisation politique. Accuser la mondialisation, cela revient à accuser la réalité d'un monde recouvert d'États et enrichi de nouveaux marchands actifs et entreprenants. Qu'elle soit « heureuse » ou « malheureuse », la mondialisation économique est. Aucun État ne peut y résister, il s'agit pour chacun d'en tirer le meilleur profit.

La mondialisation économique recouvre plusieurs réalités en une. La première est la mondialisation du marchand sous la forme de la nouvelle division internationale de la production créatrice d'un marché mondial. La seconde est la mondialisation du capitalisme financier. La troisième est la mondialisation du capitalisme liée à la faillite du système de l'économie d'État. La quatrième est l'ébauche récente d'une régulation internationale de l'activité du « marchand ».

La mondialisation du marchand

Mondialisation politique et mondialisation économique vont de pair.

Le marchand, commerçant, producteur, industriel, n'est jamais « neutre ». Même s'il a toujours un pied dehors, il a également un pied dans son État et est soutenu par son prince. Marché et politique vont de pair, du fait de l'éternel « mercantilisme » des États, y compris des plus libéraux. La trajectoire libre-échangiste des Pays-Bas et de l'Angleterre des XVII^e et XVIII^e siècles reposait sur leur intérêt national de pays dominateurs du commerce mondial de leur époque.

En conséquence, la multiplication des États et des marchands, jointe à la révolution des transports et des communications, a multiplié les économies compétitives, engendrant ce qu'on appelle la nouvelle division internationale de la production.

Le choc pétrolier de 1973 a été la première manifestation d'ampleur de la mondialisation économique en marche. Il a été l'affirmation politique de leur pouvoir économique par les nouveaux États pétroliers réunis dans l'OPEP, ce cartel créé en 1960 par l'Iran du shah, la monarchie saoudienne et son père fondateur, le vénézuélien, Perez Alfonso, partisan de la gestion de la manne pétrolière au service du développement du tiers monde. L'OPEP a décidé le bouleversement des règles de formation du prix du pétrole jusqu'alors fixé par les « majors » occidentales à 2 dollars le baril. L'OPEP est la seule instance qui réunisse l'Iran et l'Arabie Saoudite. Même si, aujourd'hui, les pays de l'OPEP ne produisent plus que 45 % de la production mondiale, avec le retour en force des *oil men* américains forts de la production de pétrole de schiste, leurs décisions continuent d'avoir un grand poids sur le marché de l'énergie.

La conjugaison de la mondialisation politique et d'une bonne « organisation collective » en matière économique a complètement transformé la carte des puissances économiques.

 Il y a encore une cinquantaine d'années, les États-Unis étaient largement en tête avec 33 % du PNB mondial, précédant de loin l'Union soviétique dotée de 15 % du PNB, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, la France, dotées de 5 %, puis la Chine et le Japon avec 4 %.

Aujourd'hui, le classement de l'économie mondiale est le suivant : États-Unis et Chine loin devant, puis Japon et Allemagne, puis Grande-Bretagne, Inde et France puis, pas très loin, Brésil, Corée du Sud. La Russie a glissé au douzième rang.

 En 2050, le centre de gravité de l'économie mondiale devrait accélérer son transfert de l'Occident vers les économies émergentes, lesquelles feraient alors près de 50 % du PIB mondial tandis que les économies occidentales réunies ne feraient plus que 20 %. Le monde économique devient de moins en moins occidental.

La mondialisation économique est un vaste processus de démocratie économique mondiale. Il est le « dépouillement » du Nord, de l'Occident et de ses « anciennes » économies petites et grandes, au profit du Sud. Le grand basculement du capitalisme est un processus « *from the west to the rest* », de l'Occident au reste du monde.

 Les grands gagnants de cette mondialisation sont les nouveaux convertis au capitalisme, les nouvelles classes moyennes des pays « émergents » et de la Chine, la nouvelle championne du libre-échange défendu avec ardeur par Xi Jinping à Davos en 2017. Ce que l'on appelle le monde des BRICS est un acronyme exprimant ce monde des nouvelles puissances économiques qui vont passer en l'espace de 15 ans de 8 % à 22 % du PIB mondial, avec un taux moyen de croissance de plus de 3 %. Les BRICS sont apparus en 2009, au sommet tenu en Russie entre le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, élargis ensuite à l'Afrique du Sud, au lendemain de la crise financière de 2008 perçue par ces émergents comme étant une crise du monde occidental. La Russie ambitionnait de créer une machine de guerre antioccidentale et pro « multipolaire ». Les BRICS ont obtenu une réforme du FMI en 2010, sur les quotas et la gouvernance, et ont recherché ensuite, lors du sommet de Goa d'octobre 2016, à édifier un « minilatéralisme » en opposition au G7 dominé par les puissances occidentales.

 Devenu au fil de ses sommets un front contestataire de la gouvernance économique et politique occidentale, aujourd'hui, le groupe des BRICS

s'est délité. Il a été miné par l'écart croissant entre la récession économique du Brésil et de la Russie et la considérable montée en puissance des BRICS asiatiques, la Chine et l'Inde. La Chine, à elle seule, pèse plus de la moitié du PIB global des **BRICS** et est devenue la seconde puissance économique mondiale. Divergents dans leurs trajectoires économiques actuelles, les BRICS n'ont plus de sens. De l'acronyme, il ne reste que le « C ». D'autant plus que l'Inde de Modi, l'Afrique du Sud de Mbeki et de Zuma, le Brésil de Bolsonaro se sont politiquement rapprochés du monde occidental et des États-Unis.

 L'Europe a encore de « beaux restes », avec de grandes entreprises aéronautiques et automobiles mondiales, des firmes comme Ikea, Nike, Starbucks, Procter & Gamble, la *City* de Londres, l'industrie allemande.

 Et, dans le multipolarisme économique en cours de formation, les États-Unis restent encore la principale puissance, malgré la crise de 2008. Le capitalisme américain demeure prédominant par son budget de recherche, par ses règles fiscales, par la profusion de capitaux permettant les fusions acquisitions, par leurs grandes firmes mondiales telles Pfizer, Johnson & Johnson, Exxon Mobil, Chevron, General Motors, General Electric, Pepsi-Cola et, bien sûr, par les nouvelles technologies dominées par les GAFA, Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft, forts de 4 000 milliards de dollars de capitalisation boursière, forts surtout de leurs immenses laboratoires de recherche de la Silicon valley.

 Mais il n'empêche que les grands perdants sont les dizaines de millions de salariés, ouvriers, classes moyennes, européens et américains, du fait de la désindustrialisation et de l'extension des friches industrielles occidentales.

 L'Afrique, pour sa part, est un espace encore incertain dans la mondialisation économique. **D'un côté**, le modèle néocolonial demeure, soutenu qu'il est par de nombreux princes africains, et s'est même étendu à la Chine exploiteuse des ressources, matières premières et terres rares africaines. De plus, les « marchands » africains, producteurs, entreprises,

négociants, pèsent très peu par rapport au nombre et à la puissance des « marchands » d'Amérique latine et d'Asie.

 Mais l'émergence d'une classe moyenne, symbolisée par la figure de Carlos Lopes, le président de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, le théoricien de l'autonomisation financière et économique de l'Afrique vis-à-vis du Nord, le développement d'une croissance endogène dans plusieurs pays, les nouveaux pôles économiques mondialisés du Nigeria et de l'Afrique du Sud, ouvrent enfin la voie à une entrée bénéfique de l'Afrique dans l'économie mondialisée.

L'internationalisation de la production n'est pas seulement la multiplication des « ateliers du monde » mais leur connexion.

 Nombre de produits sont élaborés par plusieurs ateliers du monde, tels les téléphones mobiles montés en Chine mais dont les composants sont fabriqués dans plusieurs pays. Les puces américaines partent en Chine et le système Android de Google est assemblé par la société chinoise ZTE. La nouvelle division de la production a créé tout à la fois de la compétition et de l'interdépendance.

 Évoquer aujourd'hui une stratégie de « démondialisation » n'a plus de sens dans la mesure où la nouvelle division mondiale de la production et du marché est quasiment accomplie. Ce qui devait être fait a été fait dans les années 1980-2000. Les délocalisations et relocalisations, le transfert massif des chaînes de production à forte main-d'œuvre ont été effectués en Asie, au Mexique devenu le nouveau Detroit automobile, en Turquie, en Europe centrale.

La mondialisation économique, en fragilisant les anciennes économies nationales, a engendré des « guerres économiques ».

 Certes, le « doux commerce » n'a jamais existé. Mais il est apparu une nouvelle guerre mondiale, la « géo-économie », analysée par l'historien E. Luttwak et devenue le complément de la géopolitique. Parler d'une économie mondiale est trompeur, en ce sens.

La « géo-économie mondiale » actuelle est faite de deux grandes guerres. La territorialisation nouvelle de la puissance économique,

analysée par S. Strange dans son ouvrage *States and Markets*, a créé une guerre entre les puissances économiques anciennes et les puissances économiques nouvelles, entre le monde occidental défendant ses intérêts acquis et ses richesses et les puissances économiques émergentes revendiquant des changements commerciaux et financiers. La stratégie commerciale agressive du Japon des années 1970-1990 s'est élargie depuis aux tentatives de conquête des marchés mondiaux par les « tigres » asiatiques singapourien, malais, indonésien, thaïlandais, coréen, philippin, les « émergents » brésilien, indien, sud-africain, mexicain, turc.

 Il est une seconde guerre, la grande guerre bipolaire, qui n'est plus le conflit stratégique Est-Ouest, mais celui de la Chine face au monde, illustré par le « couple infernal » États-Unis contre Chine, médiatisée par le livre de P. Navarro *Death by China (La Mort par la Chine)*. Cette guerre économique est devenue, avec Donald Trump, une guerre totale, commerciale, monétaire, technologique, utilisant le « gros bâton » de la taxation des importations, notamment par le projet de taxation douanière de 200 milliards de dollars des exportations chinoises et le ciblage des secteurs stratégiques du plan chinois « Made in China 2025 ». Mais cette guerre est logique. Elle trouve sa source dans la vision occidentale de la mondialisation économique heureuse, dans les années de naïveté occidentale vis-à-vis de la Chine, d'une Chine entrée à l'OMC avec le soutien du président Clinton sans respecter les règles et les principes de cette organisation.

 Ce couple a longtemps été lié par le pacte pervers selon lequel la Chine vendait ses produits aux États-Unis et lui achetait ses bons du Trésor, alimentant ainsi et ses déséquilibres commerciaux et sa dette financière. Le débat présent sur la fin de l'hégémonie américaine au profit de la Chine devenue en 2010 la deuxième puissance économique mondiale est alimenté par le différentiel de croissance entre les deux pays, amorcé dans les années 1980 du fait d'une croissance chinoise de 10 % ininterrompue depuis trente ans et de ses formidables réserves physiques et humaines de croissance. La guerre économique, amorcée par Obama

sur l'aluminium chinois, s'est amplifiée avec Donald Trump et son combat protectionniste pour la limitation drastique de l'entrée des produits chinois.

La mondialisation économique s'étend aujourd'hui à un nouveau terrain, celui des « *green tech* », dans lequel sont entraînées toutes les puissances. Les besoins nouveaux et croissants de métaux rares et stratégiques pour les transitions énergétiques que sont le cobalt, le platine, l'iridium, le béryllium, le borate, le palladium – métal essentiel pour les futurs moteurs propres, dont la Russie est le premier producteur mondial – créent une dépendance additionnelle à l'égard de la Chine tout à la fois producteur national et acquéreur des ressources africaines, largement maîtresse de ces marchés.

Un autre marché stratégique est celui des composants informatiques. On affirme que celui qui contrôlera demain la 5G contrôlera le monde et chacun suit attentivement la stratégie du chinois Huawei en la matière.

La mondialisation économique a engendré une jungle économique, financière et commerciale sans pareille entre de multiples puissances décidées les unes à résister et les autres à conquérir. Mais, on l'a dit, la nouvelle division mondiale de la production a créé autant d'interdépendance que de compétition. Et la première vient nécessairement limiter la seconde. États-Unis et Chine ont de nombreuses raisons de se battre mais ont également besoin de faire la paix commerciale.

La mondialisation de la finance

Le marchand a été très vite accompagné du banquier. Échanger et produire avaient besoin de la finance, du prêt, de l'emprunt, de l'investissement. À l'image de la famille des Médicis, le banquier a toujours été tout à la fois national et mondial. Le capitalisme financier a

été italien et juif à la Renaissance, hollandais au xvii^e siècle, anglais à partir du xviii^e siècle. Il deviendra américain à partir du xx^e siècle. Mais le banquier agira toujours à l'échelle mondiale de son époque.

La mondialisation financière actuelle est le point d'aboutissement de la dynamique de ce capitalisme financier. L'explosion de la demande mondiale de capitaux des États nouveaux et de leurs entreprises va rencontrer une offre de capitaux nouveaux. L'expansion géographique de la mondialisation financière est liée à la recherche de nouvelles opportunités de placement, au financement des puissances émergentes, au financement chinois des déficits des États-Unis. vont se développer les connexions mondiales des marchés de capitaux, lesquelles vont pousser à une déréglementation totale. Il apparaîtra un espace financier mondialisé et libéralisé fait des banques d'affaires, des banques et institutions gestionnaires de fonds d'épargne, les *hedge funds*, des fonds souverains créés par les États nouveaux enrichis, des sociétés pratiquant la « *private equity* », l'investissement dans les sociétés non cotées. Il émergera à partir des années 1980 un marché mondial volatil des capitaux, une sphère financière autonome et globale. La mondialisation de l'information accélérera la circulation des capitaux sans intermédiation. Le cycle de la finance reposant sur les prêts à risques et la rentabilité maximale et immédiate s'imposera progressivement au cycle de l'économie. La finance est devenue le secteur le plus mondialisé du capitalisme. Ce « monstre » nouveau du capitalisme moderne est dominé par le capitalisme anglo-saxon installé à New York et à la City de Londres, élargi à quelques places financières mondialisées localisées à Francfort, Zurich, Dubaï, Tokyo, Singapour. À la différence de la mondialisation économique qui est « démocratique », la mondialisation financière reste très « aristocratique », ploutocratique au sens propre, le fait d'un groupe restreint d'acteurs. Cet espace financier mondialisé pratiquera un jeu sauvage et mortel entre créanciers et débiteurs.

Les « marchands » que sont les banquiers et les financiers ont une culture particulière, parfaitement analysée par M. Friedman, selon

laquelle le capital est la valeur suprême qu'il faut faire fructifier au maximum. La valeur financière est supérieure à la valeur économique et à la valeur sociétale. Habité par l'idéologie de la dérégulation, le capitalisme financier répugne au principe de précaution et fonctionne à la crise et à la gouvernance réactive. Dans les années 1980, profitant de l'idéologie néolibérale des dirigeants américain et britannique R. Reagan et M. Thatcher, ainsi que de l'appétit énorme des ménages américains, des collectivités et des trésors publics de toutes nationalités pour l'endettement, le monde financier jouera à plein de la déréglementation. Il s'ensuivra l'explosion de la bulle financière de 2008, ouverte par la crise des « *subprimes* », ces prêts immobiliers transformés par les banques américaines en produits financiers et provoquant un court-circuit mondial en raison des 3 000 milliards de dollars d'actifs pourris délivrés en Europe, se métastasant en une crise mondiale. Mais la crise de 2008 n'a pas dégénéré en une crise type 1930, où le PIB des États-Unis avait fondu de 50 %. Cette grave crise financière du capitalisme, si elle provoqua la chute d'une grande banque, la Lehman Brothers, ne fut pas la crise du système capitaliste, même si elle fut une crise de la puissance financière américaine.

La mondialisation du capitalisme

Marx, bien qu'admiratif de la force du capitalisme et de sa capacité de transformation, avait théorisé son dépassement historique inéluctable en raison de son instabilité fondamentale. Ses crises régulières déboucheraient sur un changement de système.

Aujourd'hui, on assiste, semble-t-il, au triomphe universel du capitalisme. Non seulement celui-ci a survécu à toutes les crises qu'il a traversées, de celle de 1929 à celle de 2008, mais il a triomphé de

l'économie « socialiste », en Chine comme en Russie. En économie, le monde est aujourd'hui « post-communiste ».

La « fin de l'histoire » annoncée par Fukuyama paraît effective pour ce qui est de l'histoire économique. Au côté du monde divisé des cultures, il s'est créé le monde unifié de l'économie.

Il semble bien, en effet, que le capitalisme né dans l'Antiquité avec le marchand soutenu par le prince ait acquis une résilience extrême. Marx a décrit ses différentes phases historiques jusqu'à l'âge industriel. Depuis lors, son dynamisme propre lui a permis de s'adapter et de se développer.

Les nouveaux États, Brésil, Afrique du Sud, Inde, l'ensemble des puissances économiques émergentes, ont tous adopté peu ou prou l'économie capitaliste, ont accepté le capitalisme sous bénéfice d'inventaire, par l'insertion de celui-ci dans leurs histoires nationales. Le capitalisme de l'État « développeur » singapourien cohabite avec le capitalisme libéral latino-américain. La mondialisation politique a été suivie de la mondialisation du capitalisme.

Le capitalisme mis à bas par la Révolution bolchévique de 1917 va opérer son retour dans les économies de l'ex-monde communiste, en Chine et en Russie.

Le capitalisme chinois s'est construit par étapes contrôlées.

La première phase des réformes économiques a été menée au début des années 1980 par le successeur de Mao Tsé-Toung, Deng Xiaoping et son équipe « libérale », contre les anciens maoïstes. Ce sera l'oxymore du concept « d'économie socialiste de marché », très inspiré de l'expérience singapourienne d'un État développeur d'un capitalisme national, une sorte d'« enrichissez-vous » par la décollectivisation de l'agriculture, le développement des petites « entreprises ateliers » privées, les zones économiques spéciales, conduisant à un nouvel équilibre entre une économie centralisée et étatique et un marché.

Puis, malgré le tournant autoritaire pris après la révolte de Tian An Men de juin 1989 et la révocation de l'économiste libéral de Deng, Hu Yaobang, le Xv^e Congrès du Parti communiste chinois de 1997 décidait

l'accentuation du capitalisme chinois par la privatisation de nombreuses industries d'État, conduisant à un secteur privé faisant désormais 60 % du PIB et à une faillite partielle du secteur d'État.

La société chinoise découvrait à son tour les « méfaits » du capitalisme. Il se développait une forte fragmentation sociale, des révoltes sociales nombreuses et massives, des collusions locales entre fonctionnaires et entrepreneurs privés, une corruption et un anarchisme des gouvernements locaux.

En 2013, l'« empereur de Chine » qu'est le Parti communiste décidait de mettre en semi-tutelle un capitalisme privé en plein essor mais devenu trop exubérant, notamment les grandes entreprises tels que Lenovo, le couple géant commercial et financier Alibaba-Alipay, HNA, Fosun, Wanda, Anbang.

L'économie chinoise est aujourd'hui une addition des deux secteurs, celui des entreprises d'État stagnantes et déficitaires et celui d'un capitalisme privé dynamique producteur d'innovation et de croissance. La question est de savoir s'il s'agit d'un modèle tenable, si le « socialisme aux caractéristiques chinoises » défendu par le Parti communiste chinois peut cohabiter avec un capitalisme dynamique porteur de la croissance chinoise. La question est de savoir qui est dans la main de qui, entre le Parti et Alibaba.

La Russie est passée pour sa part, après 1991, au capitalisme eltsinien. Il s'est agi d'un capitalisme ultralibéral et ploutocratique, fait du racket des entreprises publiques par quelques oligarques, Berezovski, Gousinski, Potanine, Abramovitch, Fridman, Khodorkovski, lesquels vont contrôler les 2/5^e de la production industrielle russe. C'est en fait un « capitalisme manqué ». Lui succédera le capitalisme d'État poutinien de l'après-2000, politiquement contrôlé par l'administration, en conformité avec la tradition russe.

Le capitalisme russe actuel combine la privatisation, marquée par le symbole fort de la privatisation récente de la terre, avec un système de symbiose organique des mandats politiques et économiques, les vice-

ministres du Kremlin étant également PDG des grandes sociétés de l'énergie, des transports, des banques. On retrouve dans ce système capitaliste particulier la tradition russe de l'osmose public-privé, l'osmose des libéraux et des étatistes.

L'addition du capitalisme classique du monde occidental, des capitalismes libéraux ou mixtes développés dans la plupart des États émergents et des capitalismes d'État apparus dans les États post-communistes, exprime « l'envahissement planétaire du capitalisme » dont parlait A. Cotta, sa mondialisation sous des formes diversifiées dont il faudra suivre les trajectoires.

Mondialisation économique et régulation

Il existe un courant de pensée d'inspiration « marxiste » de la fin des États et d'un monde gouverné par les firmes multinationales et la finance mondialisée. Si le capitalisme s'est mondialisé, il gouverne le monde.

En réalité, l'histoire du capitalisme a toujours été celle de la relation entre le prince et le marchand, le premier ayant besoin du second et le second s'appuyant sur le premier.

Surtout, l'histoire du capitalisme a toujours été l'intervention du prince au côté du marchand. Elle est aujourd'hui celle des États soutiens de leurs capitalismes nationaux. Depuis la grande crise des années 1930, ce sont les États qui viennent gérer les crises du capitalisme, par la régulation. La régulation « fordienne » fabriquée après 1945 a conduit aux « trente glorieuses ».

Si la crise financière de 2008, partie des États-Unis, n'a pas débouché sur un ébranlement majeur, contrairement à beaucoup de prévisions et d'analyses, c'est parce que sa gestion a été politique. Il a été bâti en urgence, par des concertations entre les principales puissances économiques occidentales, des régulations bancaires ainsi qu'un nouveau

mécanisme de dialogue à l'échelle mondiale, le G20. Un « retour des États » a maîtrisé plus ou moins la course débridée du capitalisme financier lancée par l'ère néolibérale des années 1990 dominée par la théorie de l'efficacité des marchés et de l'État minimal. Le prince est venu au secours du marchand.

Il n'a jamais existé de gouvernance économique mondiale, tant les appétits et les intérêts des différents marchands et de leurs princes ont toujours été prédominants. Mais la géo-économie, tout comme la géopolitique, a ses doctrines de fonctionnement. Alors que la géopolitique a fabriqué la doctrine de l'équilibre entre puissances puis la doctrine de la retenue de la violence dans l'âge Est-Ouest, la géo-économie, à partir du constat de l'interdépendance des économies, a construit la doctrine de la « retenue commerciale » et de la concertation économique.

Les guerres économiques, même poussées à fond, ont toujours été « retenues » par la réalité de l'interdépendance. Si je me protège de la concurrence des autres États, ceux-ci agiront de même à mon encontre. En fait, les régulations se font et se défont avec plus ou moins d'efficacité quant aux résultats.

Les États-Unis fixent en 1946, dans les accords de Bretton Woods, le système financier de l'étalon change or par lequel toutes les monnaies sont indexées sur le dollar lui-même indexé sur l'or. Mais, en 1971, le président Nixon met fin au système de Bretton Woods, libérant la monnaie américaine de ses responsabilités mondiales.

Le G7, créé en 1975 après l'abandon du système de Bretton Woods, est devenu le G20 en 2009, au lendemain de la crise financière de 2008. Certes, il a construit l'embryon d'une régulation financière sur les bonus, les agences de notation, les paradis fiscaux. Mais il a buté sur l'établissement d'une régulation en profondeur rejetée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, les deux pays possédant les deux grandes industries financières mondiales autour des produits dérivés, de la finance fantôme, et des *hedge funds*.

Cependant, les principales banques centrales ont créé entre elles, en 1974, le Comité de Bâle, dont l'objet est d'établir de façon discrète et efficace des règles prudentielles de solidité bancaire. Si les princes protègent leurs marchands, ils peuvent être à même de les réguler s'ils estiment être trop perdants du fait de leurs activités spéculatives. Il est intéressant de relever que, depuis ces toutes dernières années, les paradis fiscaux ont commencé à perdre de leurs attraits. Les dépôts *off-shore* ont fondu de près de 30 % en raison des politiques de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales et de la pratique désormais étendue de l'échange automatique entre les États des données bancaires.

Les États-Unis ont organisé au moment de la guerre froide naissante le plan Marshall d'aide à la reconstruction économique de l'Europe. Mais, dès les années 1960, les conflits commerciaux sont apparus entre les deux rives de l'Atlantique, de la guerre du poulet lancée par J. F. Kennedy à la guerre de l'acier brandie par D. Trump.

Les règles de « bonne conduite commerciale » établies dans l'accord du GATT de 1947 entre les puissances occidentales, reposant sur le principe de la libéralisation et du multilatéralisme des échanges industriels et financiers, ont été reprises dans l'institution de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce établie en 1994. Mais ces règles, avantageuses entre économies développées, ont été fortement contestées dans le contexte de la mondialisation économique par les nouveaux arrivants, les économies émergentes. L'OMC est alors devenue le cadre de cycles de négociations interminables, tel le cycle de Doha lancé en 2001 et toujours enlisé. L'OMC est devenue incapable de produire des règles d'organisation du commerce mondial. De plus, la Chine est arrivée à négocier son entrée à l'OMC avec le statut d'État en développement alors qu'elle était en train de devenir la seconde puissance économique mondiale, ce qui vient fausser complètement le jeu commercial mondial et discréditer l'OMC.

La conséquence est que les États-Unis, qui font toujours 15 % du commerce mondial, attaquent aujourd'hui vigoureusement l'institution.

L'OMC est aujourd'hui dans une crise profonde dans la mesure où la religion du libre-échange est confrontée aux réalités des nouvelles guerres économiques, dont la guerre États-Unis/Chine.

La mondialisation économique est la combinaison de l'unité et de la division du capitalisme.

Le capitalisme règne sur l'ensemble du monde sous différentes facettes et les marchands ont tous un pied dans leur État et un pied dehors.

Il y a un monde de Davos, celui des grandes firmes multinationales et de la finance mondialisée. Mais le lien entre la mondialisation politique et la mondialisation économique est profond. Le grand jeu capitaliste se pratique en fait entre princes et marchands rassemblés sous leurs pavillons différents, les princes et les marchands d'Amérique, de Chine, d'Inde, du Brésil, d'Angleterre, d'Allemagne. Le capitalisme est mondial mais les capitalistes sont nationaux. Les institutions internationales du FMI, du G8, du G20, de l'OMC reflètent ces différents intérêts et s'efforcent de les réguler.

CHAPITRE 13

La mondialisation sociale

La troisième mondialisation, accompagnant la mondialisation économique, vient percuter la mondialisation politique et l'ébranler.

Le monde sédentaire des peuples, des nations, des États, est un monde « solide » délimité par ses frontières, à l'intérieur duquel on est chez soi et au-delà duquel il y a l'étranger et le monde des autres. Aujourd'hui, la Terre est devenue « plate », selon l'éditorialiste américain Th. Friedmann, le premier vulgarisateur de la mondialisation, et la société est devenue « liquide », selon l'analyste polonais Zygmunt Bauman.

L'interdépendance humaine et sociale est une mondialisation « libérale », celle théorisée par John Locke, Adam Smith, Richard Cobden, affirmant la primauté de l'individu, de l'échange, de l'interdépendance.

Il n'y a jamais eu de souveraineté pure au sein de l'État classique. La définition wébérienne de l'État n'a jamais correspondu strictement à la réalité. Il y a toujours eu des « partis étrangers », des ultramontains opposés aux gallicans, des réseaux criminels ayant des ramifications à l'étranger, des diasporas implantées, des régions périphériques de l'État mal contrôlées, l'arrivée incontrôlée de populations étrangères.

De plus, les idées ont toujours passé les frontières des États. La Réforme protestante dans l'Europe du XVI^e siècle, l'Europe des Lumières au XVIII^e siècle, la Révolution française, les révolutions de 1830 et de 1848,

les idéologies fasciste et communiste dans l'Europe des années 1930, ont toutes été la propagation d'idées par-delà les frontières et les autorités princières. Les libelles, les livres, les samizdats ont été à partir de la Renaissance des instruments privilégiés de la propagation d'idées subversives ou révolutionnaires.

Mais l'expansion du « transfrontiérisme » est aujourd'hui bouleversée. La mondialisation sociale est la montée en puissance de ce qui est appelé aujourd'hui la transnationalisation.

L'analyse de la mondialisation sociale sera théorisée par l'école du « transnationalisme » apparue dans les années 1970 avec les deux ouvrages de référence de Robert O. Keohane et Joseph Nye, *Transnational Relations and World Politics* et *Power and Interdependence*.

On est alors à un moment de bascule ou un ensemble d'événements a mis en cause le primat de l'État et sa puissance. L'échec de la superpuissance américaine au vietnam, le choc pétrolier créé en 1973 par l'OPEP, l'abolition du système financier de Bretton Woods, l'émergence des économies européenne et japonaise, le poids croissant des firmes multinationales dans les relations internationales, obligent à penser autrement les relations internationales. Un certain nombre d'auteurs anglo-saxons et européens vont en tirer la conclusion qu'il faut remplacer l'approche classique centrée sur l'État par une approche nouvelle basée sur le concept de la « société transnationale ».

« Il faut désormais prendre pour donnée de base la porosité complète de l'État par le haut et par le bas, entraînant la non-séparation de l'interne et de l'international. Nous postulons une conception de la politique internationale dans laquelle le phénomène central est l'échange, le *bargaining*, entre une variété d'acteurs autonomes ou semi-autonomes » (J. Nye et R. O. Keohane).

Le transnationalisme va aller au bout de la déconstruction de l'État. Il va théoriser le fait que le monde est de plus en plus peuplé d'une pluralité d'acteurs non étatiques, économiques, financiers, religieux, d'individus qui vont « du touriste au terroriste ».

Le théoricien le plus récent du transnationalisme, James Rosenau, a développé l'idée de la combinaison du « statocentrisme » et du « multicensrisme », créant une société mondiale faite non plus de la cohabitation des États, mais de l'interdépendance des sociétés. Il élaborera le concept du *linkage*, qui est le lien entre l'interne et l'international, entre la vie interne d'une société et la vie internationale. De plus en plus, la politique des États trouve ses origines non pas dans le comportement d'un autre État, mais dans celui d'un individu. L'action d'un terroriste aura des conséquences bien plus importantes sur la scène internationale que celle de la puissance de nombreux États.

Le *linkage* constant entre les actions incontrôlées d'individus ou d'acteurs sociaux provenant de multiples horizons et les réactions des États va créer ce que Rosenau a appelé une société internationale de « turbulence ». Il est un libéral pessimiste, ce qui est une denrée rare.

Deux dynamiques vont jouer un rôle important dans cette déconstruction de l'État opérée par la transnationalisation, la mondialisation croissante d'acteurs non étatiques et la formation du « village planétaire » analysé par McLuhan. Cette double dynamique vient affaiblir tous les princes et tous les États par l'effacement de l'espace et de la souveraineté.

Il a toujours existé dans la vie internationale des institutions non gouvernementales.

L'exemple le plus fort en a été l'histoire tourmentée des relations entre l'Église romaine et les différents États de l'Europe chrétienne. Mais, depuis le XIX^e siècle, la vie sociale des États s'est considérablement enrichie et de nombreux acteurs issus des sociétés ont accédé à la vie internationale aux côtés des princes et des marchands.

Il s'est d'abord développé les ONG, les organisations non gouvernementales. Ce sont des acteurs privés ambitionnant de servir des intérêts généraux en dehors des États. Aujourd'hui, les organisations non gouvernementales traditionnelles se complètent de la multiplicité de

nouvelles ONG. Plusieurs d'entre elles ont acquis un rôle et une influence importante dont doivent tenir compte les États.

Le CICR, l'association Sant'Egidio active dans les conflits du Mozambique et des Balkans, les grandes organisations humanitaires telles qu'Oxfam et Médecins sans frontières, Greenpeace, mais aussi BRAC, l'ONG établie au Bangladesh leader mondial du microcrédit, illustrent ce tableau de l'activité mondiale du secteur non gouvernemental.

Les ONG complètent l'action des États dans différents domaines, humanitaire, environnemental, social, financier. Mais il arrive que les ONG « marchent sur les plates-bandes » des États. Un bel exemple est la convention sur l'interdiction des mines antipersonnelles adoptée en 1997 grâce à l'action énergique de plusieurs ONG, mais non signée par plusieurs États gros producteurs de ces mines.

Une autre forme d'acteurs non étatiques est celle de la grande criminalité internationale, héritière du bandit de grand chemin et du pirate. Aujourd'hui, ces acteurs sont les triades asiatiques, les cartels bolivien et mexicain, les mafias italiennes, américaines, albanaises, russes. Ces « nouveaux bandits » transgressent délibérément la souveraineté des États et les mécanismes classiques de l'économie pour développer à l'échelle industrielle et planétaire des économies parallèles spécialisées dans la gestion de certains secteurs, la drogue, la contrebande des armes, la revente des objets d'art, la vente d'organes humains, la gestion du jeu, la fabrication de fausse monnaie, la prostitution.

Il est deux autres figures marquantes de la mondialisation sociale, le terroriste et le migrant.

 Le terrorisme peut être une arme d'État exercée par un État en faveur de ses intérêts. Ce fut le cas du terrorisme juif de 1948 contre les forces armées britanniques en Palestine et du terrorisme palestinien de la seconde Intifada de 2000. Ce fut le cas du terrorisme du bloc soviétique puis de la Russie atteignant des intérêts occidentaux ou visant des opposants politiques réfugiés en Occident, telle l'élimination d'opposants par la technique du parapluie bulgare. Ce fut en 1988 et 1989 la

destruction en vol au-dessus de Lockerbie et du désert tchadien des avions de la Panam et d'UTA par le gouvernement libyen aux dépens des États-Unis et de la France. Ce fut en France la série d'attentats des années 1980 organisés par l'Iran en réaction au soutien militaire accordé à l'Irak dans la guerre Irak-Iran, puis, en 1991, l'assassinat de Chapour Bakhtiar par les services iraniens. C'est, au printemps 2018, l'affaire russo-britannique de l'empoisonnement de l'ancien agent double S. Skripal.

Le terrorisme individuel est l'emploi de la violence meurtrière par des individus et des groupes, pour des raisons politiques, idéologiques ou religieuses, destiné à ébranler ou à saper un État.

Il a une longue histoire, du régicide traditionnel aux carbonari, des terroristes anarchistes russes aux terroristes balkaniques du XIX^e siècle. Le terroriste peut devenir un acteur décisif de la vie nationale ou internationale, tels les jeunes anarchistes meurtriers d'Alexandre II ou Gavrilo Princip, l'auteur de l'attentat de Sarajevo.

Il est aujourd'hui différents terrorismes régionaux, dont le terrorisme tchéchène amorcé en 1990, en lien variable avec Al-Qaïda et Daech, le terrorisme ouïgour auteur de l'attentat de la place Tien An Men de 2013, ou encore le terrorisme touareg en lien avec la rébellion menée par les mouvements indépendantistes touaregs du Nord Mali, mais également en lien avec l'AQMI, le mouvement djihadiste maghrébin.

Mais le terrorisme s'est aujourd'hui mondialisé par le terrorisme islamique. Celui-ci est porté par le djihadisme dont l'histoire est liée à l'histoire du sunnisme, notamment celle du courant salafiste hérité d'Ibn Hanbal et d'Ibn Tamyyia. Le djihadisme islamique s'est mondialisé au début du XX^e siècle sous l'impulsion de l'idéologie mondialiste d'un Mawdudi et d'un S. Qotb, les pères spirituels de Ben Laden et de ses successeurs. Ce terrorisme mondialisé est organisé aujourd'hui autour d'Al-Qaïda, de Daech, et de leurs franchises et succursales, l'AQPA en péninsule arabique, l'AQMI au Maghreb, les Shebabs en Somalie, Boko Haram au Nigeria, complétée par les « soldats dormants » du djihadisme prêts à agir sur instructions dans différents endroits du globe, du Congo

au Sri Lanka. Daech a réussi à créer une « marque » mondialisée qui se déploie largement au-delà de l'Orient, quelles que soient les difficultés stratégiques de son centre « califal ».

 Ce terrorisme islamique mondialisé s'est démultiplié par une seconde forme inédite de mondialisation, la radicalisation autonome d'individus se décidant seuls à agir au nom d'une conviction religieuse.

Le migrant est l'autre figure caractéristique de la mondialisation sociale. Il exprime le nomadisme de l'individu, sa volonté d'itinérance territoriale face aux barrières frontalières de l'État  Mais il y a migrant et migrant.

Il est aujourd'hui plusieurs nomadismes.

 Il y a les bénéficiaires de la mobilité, les « touristes ». Ce premier nomadisme concerne quelques dizaines de milliers de personnes, le 1 %, « hors sol et jet set », les élites mondialisées qui font bouger avec elles capitaux et biens. Les touristes bougent parce qu'ils le veulent. Le « touriste » exprime la mondialisation des mœurs et des modes de vie de ceux qui ont bâti leur fortune et leur destin à l'échelle de la planète. Premiers bénéficiaires de la mondialisation économique, ils vivront au quotidien entre les grandes cités « productrices » de New York, Londres, Singapour ou Dubaï, et les phares culturels et vacanciers d'Ibiza, Saint-Barth, Paris, la Côte d'Azur ou Davos.

 Il est un autre nomadisme particulier, celui des diasporas.

Il s'agit en fait, comme l'indique la racine grecque du mot, de la dispersion d'un peuple au-delà de son territoire d'origine, soit par volonté de faire sa vie ailleurs soit par contrainte. Le processus diasporique a existé de tout temps, des populations juives dispersées dans le monde entier au moment du double exode babylonien et romain et des colonies grecques antiques en Méditerranée aux diasporas du XIX^e siècle irlandaise, italienne, kurde, arménienne, libanaise.

 De nouvelles diasporas se sont formées au XX^e siècle, la chinoise avec cinquante millions de personnes, l'indienne avec trente millions de personnes. La diaspora se veut être une collectivité insérée dans le pays

d'accueil, mais pas nécessairement intégrée. Elle garde sa langue et sa mémoire nationale, elle s'organise et se structure autour de ses notables, de ses chefs religieux, de ses consulats et elle entretient des liens avec la mère patrie. La migration turque actuelle débouche sur autant de diasporas dans les pays d'accueil européens. Les diasporas constituent des réseaux transnationaux au sein des États où elles se trouvent, créant ainsi une sorte d'État dans l'État.

Le troisième nomadisme est celui du « vagabond ».

Les perdants de la mobilité, les « vagabonds » sont ceux qui subissent les conséquences de cette mobilité mondialisée. Les vagabonds bougent par contrainte. L'individu victime de la politique, de la guerre, des difficultés économiques, de la famine, du climat, qui sévissent dans son pays, face au danger, cherchera refuge ailleurs. Ou tout simplement, il voudra vivre mieux et se décidera à partir de chez lui pour un Eldorado. Il sera un migrant économique. Les décalages massifs de richesse et de développement entre les différentes régions du monde actuel accroissent les incitations à la mobilité. **L'herbe est forcément plus verte ailleurs.**

La première grande vague de migration de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, celle partant de l'Europe vers l'Amérique, a été liée à tous ces facteurs.

Une seconde grande vague de migration est en cours aujourd'hui. À l'heure actuelle, les migrants représentent 3 % de la population mondiale, soit deux cents millions de personnes. La migration s'est mondialisée en raison de la croissance des aspirations individuelles à « griller les frontières ». Elle concerne toutes les régions du monde dans la mesure où la mondialisation politique a multiplié les foyers et les raisons de départ ainsi que les foyers d'accueil. Les frontières se sont multipliées mais, dans le même temps, les incitations à partir. Le fait que le monde soit devenu un village global conduit à ce que l'individu connaisse un peu mieux le monde entier et souhaite vivre un peu plus dans le monde entier. L'individu, bien plus qu'hier, est incité à devenir « sans frontériste », par choix ou par contrainte.

La famille syrienne chassée de chez elle par les bombardements ou la menace de Daech a émigré par contrainte vers un territoire de refuge. Par contre, le jeune ingénieur diplômé africain qui voudra émigrer en Europe le fera par libre choix de son avenir, par envie de mobilité. Quant à la famille somalienne ou sahélienne, elle n'est pas contrainte mais elle se décidera à quitter sa région par espoir de vivre mieux au Nord.

 Quoi qu'en disent de nombreux experts des migrations, il faut dissocier la migration politique des réfugiés de la migration économique. Parce qu'il existe de très longue date un droit d'asile mais qu'il n'a jamais existé un droit de migrer.

Le démuné politique chassé de chez lui par la guerre ou la répression politique est protégé par le droit international, les conventions de 1951 et de 1967 codifiant le droit d'asile au bénéfice des réfugiés, et le HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés. La plupart des États ont ratifié et mettent en œuvre le droit à l'asile des réfugiés.

 Mais la migration économique relève quant à elle de la politique migratoire de chaque État. Jamais le droit international positif n'a établi un droit à la libre circulation des individus entre les États. Le *jus communicationis* de Grotius se réfère expressément aux espaces maritimes et a fondé le droit de la mer mais il ne s'est jamais appliqué aux espaces terrestres, lesquels relèvent de la souveraineté de l'État.

 Cependant, l'idée d'un cadre mondial de gouvernance des migrations affleure désormais. Elle est présente dans le Pacte mondial des migrations adopté à Marrakech en 2018, lequel ébauche une tentative de conciliation du droit à la circulation des personnes, du développement humain des États de départ et de transit, et de la sécurité des frontières des États d'accueil.

Les États de l'Union européenne ont franchi une étape importante quand ils ont, par l'Acte unique de 1986, le protocole de Schengen de 1985 et le traité de Lisbonne de 2007, établi la libre circulation des personnes relevant de l'espace européen. L'Union européenne supprime les migrants en son sein au nom d'une citoyenneté commune partielle.

La migration économique connaît des flux régionaux dominants. Des parcours de circulation régionale existent entre la péninsule indienne et les pays du Golfe, entre les pays asiatiques, dans le continent américain au sein de la région Caraïbes ainsi qu'entre le Mexique et les États-Unis, entre l'Afrique la Méditerranée et l'Europe.

 Plus de 60 % des migrants vivent dans les pays développés, les trois quarts sont dans une trentaine d'entre eux, l'Europe et les États-Unis accueillent plus de la moitié de ceux-ci. L'Europe, autrefois terre d'émigration vers le « nouveau monde », est devenue terre de migration pour les démunis politiques et économiques des nouveaux États d'Afrique et d'Orient.

 En 2100, 40 % de l'humanité sera africaine alors que l'Afrique n'aura pas encore un développement suffisant pour nourrir et employer sa population. On parle aujourd'hui des *hot spots* représentés par les six pays sahéliens devenus une « bombe démographique », un Sahel qui passera de 90 millions d'habitants à 240 millions en 2050.

L'image du migrant africain « sans-papier » franchissant illégalement une frontière européenne et profitant de l'espace Schengen pour circuler librement dans toute l'Union européenne est devenue le « cauchemar » européen. Or la pression économique migratoire restera intense et continue entre l'Afrique et l'Europe dans ce ^{xxi} siècle, en raison du poids des décalages sécuritaires et économiques existants entre l'Afrique et l'Europe « voisines ». Et une bonne partie de ce flux migratoire est gérée par des chaînes non gouvernementales formées des passeurs, des organisations mafieuses et des ONG humanitaires, échappant ainsi aux contrôles des États d'accueil.

 Cette mondialisation sociale anarchique, non gérée, semble irréversible. De même que l'on évoque les « bulles » financières à l'origine des crises financières et économiques, les pressions migratoires entraînent la formation de « bulles sociales ». Si certains Européens vivent les migrations comme un métissage de leurs sociétés, d'autres, bien plus nombreux, les perçoivent comme une menace, un risque de destruction

sociale et culturelle, une *reconquista* à l'envers. Les migrations produisent dans une Europe affaiblie et sensible un choc civilisationnel profond dont il faut prendre conscience, comme le montre la situation italienne présente.

L'aboutissement de cette mondialisation sociale est atteint avec le plein accès de l'individu à la vie internationale.

Le mécénat mondialisé d'un G. Soros ou d'un Bill Gates, l'action individuelle du juge espagnol B. Garzon enquêtant sur les crimes commis par les dictatures chilienne et argentine, les journalistes d'investigation enquêtant à l'étranger, les lanceurs d'alerte révélateurs des scandales de LuxLeaks et de SwissLeaks que sont Edward Snowden et le site Wikileaks de J. Assange, caractérisent l'apparition de ces individus transnationalisés.

Mais il est une autre catégorie d'acteurs transnationaux toute aussi importante. Ce sont les « petits ». N'importe quel individu peut, par un geste ou un cri, ébranler un État et au-delà, le monde. Ce sera le concert de D. Bowie à Berlin en 1987 ébranlant le mur, ce sera tout simplement le jeune garçon de Bouzizi en Tunisie s'immolant par le feu et déclenchant la vague des Printemps arabes, les gamins de Deraa déclenchant la crise syrienne, le terroriste amateur ébranlant les sociétés occidentales.

Le « Combien de divisions ? » lancé par Staline au pape n'a plus de sens aujourd'hui. Alors que l'URSS a disparu, non seulement le pape à la tête de l'Église catholique mais de multiples individus, par leur action individuelle, peuvent devenir des acteurs importants de la vie internationale.

Cette individualisation de la vie internationale est facilitée par l'existence d'un miroir grossissant qui transforme le mouvement d'un verre d'eau en une tempête mondiale. Ce miroir grossissant est le « grand village planétaire » célèbre par McLuhan.

Le « système CNN », les images en continu de la télévision, l'amplification des réseaux sociaux et de l'Internet produisent une communication globale et immédiate qui abolit les distances et les frontières. La révolution numérique a fait surgir tout un monde

immatériel, le cyberspace, créant une scène mondiale, ne opinion publique mondiale.

La circularité des images a remplacé la circulation des idées, de telle façon qu'une nouvelle autrefois ne dépassant pas son « village local » peut devenir immédiatement un événement mondial chargé d'émotion. Alors que le massacre accompli par Hafez el Assad à Hama en 1982 est resté totalement ignoré du monde, les images des opérations meurtrières menées par Bachar el Assad à Alep en 2016 ont fait le tour du monde. Franchissant toutes les frontières, faisant fi des souverainetés, les images de l'étudiant chinois face aux chars de la place de Tien An Men en 1989, de l'enfant palestinien de l'Intifada en 2000, des caricatures de Mahomet en 2006, de l'exécution filmée d'occidentaux par Daech en 2016, de la jeune femme dévoilée de Téhéran en 2018, ont fait découvrir au monde les drames du monde, entraînant un sentiment d'interdépendance entre les hommes par-delà les États  se crée une sensibilité nouvelle des peuples et des sociétés à la marche du monde. Le monde a ainsi découvert l'existence du peuple yézidi jusqu'alors complètement inconnu  mais le risque existe aussi de créer des « vérités » mondiales génératrices de passions, telle la radicalisation individuelle en lien avec la vision d'un attentat terroriste ayant eu lieu à dix mille kilomètres.

Le fait que les nouveaux haut-parleurs mondialisés, l'Internet et les réseaux sociaux soient créateurs d'une communauté internationale des individus s'imposant aux États a fait réagir les États autoritaires. En Chine, face au succès foudroyant des messageries, l'Internet et les réseaux font face à des « murailles électroniques » transformant l'Internet en un intranet. L'objectif avoué du PCC est de contrôler la vie de 1,4 milliard de Chinois par un « totalitarisme numérique » basé sur l'intelligence artificielle et le *big data*, un *Big Brother* numérique. Pékin vient d'obtenir d'Apple le retrait de ses VPN, les réseaux privés virtuels permettant de contourner la muraille électronique  la Chine a bien compris à quel point la mondialisation sociale est l'ennemi numéro un des régimes autoritaires.

On est entré de plain-pied dans le monde « post-souverain » de la société transnationale. Les hommes et les sociétés sont bien plus encore qu'auparavant au cœur de la vie internationale. Une opposition se crée entre les territoires et les réseaux, les réseaux de passeurs de migrants, les réseaux de la criminalité internationale, les réseaux d'information, les réseaux d'alerte, les réseaux humanitaires.

On a pu dire que la vie internationale était faite aujourd'hui de trois strates : les 30 vrais États, les 150 « demi-États » et les 2000 entités privées que sont les entreprises, les ONG, les diverses organisations importantes, les individus marquants, conduisant à la capture de l'État par les entités privées diverses, sous la double pression de la faiblesse des princes et de la demande « libérale » des sociétés et des peuples.

Cette analyse est excessive, tant elle ignore la réalité de la mondialisation politique, le poids des États, faibles ou forts, du couple formé entre les peuples et les princes. Mais il demeure que la vie internationale s'individualise et se « transnationalise » par tous les bouts. L'avènement des sociétés et des individus à la vie internationale se développe sans l'intervention de l'État, voire contre l'État.

Le sociologue polonais ex-marxiste devenu un humaniste antimoderniste, Zygmunt Bauman, a théorisé « le présent liquide » des sociétés, faisant la différence entre les « sociétés solides » dotées d'un projet collectif et les « sociétés liquides » devenues inhumaines et inconstantes du fait de la mondialisation et de l'individualisation.

CHAPITRE 14

La mondialisation culturelle

La quatrième mondialisation à l'œuvre est la mondialisation culturelle.

Celle-ci est faite de trois faces complémentaires et antagonistes. L'affirmation de toutes les cultures, religions et civilisations du monde engendre le développement des conflits civilisationnels, mais également l'occidentalisation du monde.

Il existe toutes les cultures du monde

La mondialisation politique a révélé toutes les cultures du monde.

Le drame médiatisé qu'il vient de vivre durant sa persécution par Daech a fait découvrir au monde le peuple yézidi et sa culture si particulière.

Les cultures sont des réalités historiques fortes car tous les peuples sont bâtis sur les « paramètres d'Hérodote » que sont une langue, une culture et des dieux.

Le sociologue Cl. Lévi-Strauss l'a dit à sa façon en nous rappelant que chaque société a son identité culturelle faite d'une convergence entre une

langue, un récit national, une mythologie, des manières de penser et de vivre, des croyances et des religions, des mœurs, bref un ensemble d'habitudes sociales. Le philosophe de l'histoire J. Burckhardt a dit à quel point la culture est un moteur essentiel du fonctionnement de chaque société, en étant l'âme, bien plus que son économie ou ses institutions.

Il faut être un peu essentialiste et rejoindre l'analyse de R. Debray sur le rôle « déterminant en dernière instance » du culturel et du religieux. « Une culture est tout ce qu'une société s'accorde à tenir pour réel et qui la définit. Chaque société fabrique son "supplément de bagage" fait de sa relation avec le temps, l'espace, la terre, l'autre, la mort. » Oublier les cultures et les civilisations en considérant que ces concepts sont réactionnaires ou trop grossiers pour être pris en compte conduit « à se casser les dents sur cette chose qui n'est pas une chose, insaisissable, coriace et têtue, un fond de sauce, hérité de la chrétienté, de la dynastie Ming ou de l'Empire ottoman, qu'aucune volonté, bonne ou mauvaise, ne peut empêcher de remonter à la surface. Les peuples sont communs par leur humanité, et sont différents par leurs cultures » (R. Debray).

Ce que l'on appelle aujourd'hui les « néonationalismes » n'est que les traductions politiques fortes, voire exacerbées, de cultures de certains pays ambitieux ou inquiets, offensifs ou défensifs, tels l'hindouisme nationaliste de l'indien N. Modi, la référence « russe » de Poutine, la turquicité d'Erdogan, l'affirmation de l'exceptionnalisme américain par D. Trump.

F. Braudel a parfaitement analysé la résilience des cultures.

Dans sa *Grammaire des civilisations*, il fait observer que les cultures changent beaucoup moins vite que les sociétés qu'elles animent. Les cultures ont toutes des histoires longues. Elles mettront plus ou moins de temps à se créer, des décennies ou des siècles. Mais elles s'inscriront dans la durée, au-delà des aléas de l'histoire. Si les cultures ne sont pas invariantes, elles ont une forte congruence.

Il se produira en conséquence une tension constante entre la vie changeante d'une société et la « permanence » de sa culture. Les

mentalités collectives, ces représentations du monde, fruits d'héritages lointains, de croyances et de peurs, pénètrent les sociétés et deviennent un inconscient collectif « immobile ».

Si bien que les révolutions politiques et les occupations militaires, même de longue durée, ne font jamais disparaître les cultures.

La mondialisation politique a fait accéder tous les peuples du monde à leur existence politique. Du coup, toutes les cultures du monde ont pu s'épanouir en liberté. Dans leur diversité, elles sont toutes réapparues. Chaque peuple a son passé et son histoire. Et toutes ces temporalités s'expriment aujourd'hui, chacune à sa façon, sur la scène internationale.

Il existe toutes les religions et les sacrés du monde

Les religions sont les grandes oubliées des sciences sociales en général, victimes qu'elles ont été de la pensée dominante du rejet du religieux. Le religieux a été déclaré comme non pertinent, aussi bien par les « stratèges » qui se sont concentrés sur la puissance politique des États, par les économistes qui ont lu la société internationale par les seules lunettes du capitalisme, ou par les sociologues et politistes qui ont rejeté toute idée d'un « essentialisme culturel ».

En 1979, le choc de trois événements, la Révolution islamique d'Iran, la guerre d'Afghanistan et la pénétration sur le site de La Mecque de radicaux islamistes, a été perçu comme un « retour du religieux ». En réalité, il n'y a jamais eu de disparition du religieux.

D'emblée, les peuples se sont associés intimement au prêtre dans la cité. Presque toutes les cultures, la Chine étant une notable exception, ont été envahies, submergées par le magique, le religieux, le surnaturel.

Le religieux est deux choses complémentaires, une croyance, une foi, et un lien social et culturel d'appartenance à une société.

Le panthéon égyptien entourant le pharaon, le Yahvé pilier des deux royaumes d'Israël et de Juda, le zoroastrisme persan, le panthéon grec, l'islam mohamédien légitimant la cité-État de Médine, l'hindouisme védique de l'Inde, la théocratie de Byzance et de la Russie tsariste, et aujourd'hui les islamismes du régime iranien ou des djihadistes, sont à la fois croyances et ciment culturel, article de foi et brique identitaire.

☞ L'historien des religions J.-F. Colosimo dira que les religions ont toujours été le fondement de la guerre et de la paix à la fois. La religion, parce qu'elle consiste à faire corps autour d'une croyance, fondera la loi mais également la guerre. Cela aura été le fait de toutes les guerres saintes, croisades, et guerres de religion de l'histoire des peuples.

Le religieux est également « diffus », plus ou moins présent dans toutes les démocraties occidentales actuelles. Au plus fort de la controverse budgétaire européenne, l'appellation donnée par les États membres nordiques de l'Union européenne aux pays méditerranéens d'être le « club des PIGS » est le reflet de cette coupure culturelle de l'Europe entre les sociétés catholiques et les sociétés luthériennes et calvinistes.

☞ Mais, au-delà du religieux, comme l'a fait observer R. Debray dans *Jeunesse du sacré*, il existe en tout peuple un « sacré » fabriqué à partir d'un profane, un sacré ancien ou renouvelé qui fait communion et fait vibrer les peuples. Du menhir et du tumulus antiques aux emblèmes et aux statues, des récits nationaux aux hymnes contemporains, les peuples ont toujours eu besoin de sacraliser leur quotidien. Le sacré crée du religieux « civil », tels le confucianisme chinois et le shintoïsme japonais, telles les grandes « religions civiles » allant de l'Être suprême de la Révolution française aux idéologies totalitaires du xx^e siècle.

☞ Tous ces religieux et sacrés expriment, au contraire de la thèse ancienne du « déclin » et de la thèse présente du « retour », la continuité du religieux dans la vie du monde.

☞ Ce qui se produit aujourd'hui est la substitution des religions classiques aux sacrés effondrés ou en crise qu'ont été les mythes

constitutifs et les religions civiles, le marxisme, le communisme, les nationalismes arabes. Face à la déstructuration sociale, il se produit un réemploi du religieux traditionnel, lequel redevient un ciment identitaire. Le délitement de la Yougoslavie a fait réapparaître les identités religieuses, dans la Bosnie multireligieuse comme dans un Kosovo tout à la fois musulman et lieu de la mémoire orthodoxe des Serbes. De même, le fondamentalisme religieux présent aujourd'hui dans les trois monothéismes, mais plus particulièrement dans l'islam sunnite, est une réponse moderne, conflictuelle et mobilisatrice, à la double crise du politique et du sens. Du coup, les « petites différences » religieuses dont a parlé l'historien J. Maila sont redevenues de profonds clivages.

Il existe les civilisations

Toutes les sociétés ont leurs cultures, leurs religieux, leurs sacrés. Mais seules certaines cultures feront civilisations.

Ce seront les « grandes » cultures qui feront civilisation. Les civilisations sont les cultures « fortes » et « impériales ».

Elles sont « fortes » parce qu'elles prennent appui sur la force politique et militaire d'un prince, sur la force morale d'un peuple, sur la force attractive d'un « prêtre », ou encore sur la force commerciale et financière d'un marchand. Mais elles sont d'abord fortes en elles-mêmes, par leur richesse et leur densité, ce qui les rendra attractives et donc porteuses d'une capacité d'influence au profit de leur État d'origine.

Elles sont « impériales » parce qu'elles vont s'étendre dans l'espace.

Elles se créent et se développent dans des espaces géographiques précis. Mais portées par des États puissants, elles s'étendront au-delà des limites du territoire de leur naissance. Les « grandes » civilisations sont celles qui voyageront le plus loin de leurs bases et se mondialiseront, créant ainsi de nouveaux mondes culturels ou religieux.

La civilisation mésopotamienne sera portée par Sumer, la civilisation grecque sera projetée par les cités grecques puis par Alexandre, la civilisation romaine sera transportée par les pas des légions de César et de ses successeurs, la civilisation islamique sera exportée par le calife Omar puis la dynastie omeyyade, la civilisation chrétienne sera bâtie par les Empires carolingien et othonien ainsi que par la papauté, la civilisation de l'Europe occidentale sera mondialisée par la colonisation, la civilisation américaine sera à son tour mondialisée par le GI et le jazz.

L'historien Fernand Braudel a eu le grand mérite de donner un label scientifique incontestable à la théorie culturaliste.

L'histoire des civilisations intéressera Braudel lorsqu'il étudiera la Méditerranée. Il analyse celle-ci comme une histoire de civilisations accumulées en couches successives. « Au-delà de ses divisions politiques actuelles, celle-ci est faite de trois énormes et vivaces civilisations, trois personnages à interminable destin, l'Occident issu de la chrétienté, elle-même issue de la romanité, l'islam issu non seulement de la religion mahométane, mais encore de l'Arabie pré-mahométane et aussi des cultures des pays conquis par l'islam, et l'univers orthodoxe couvrant l'ensemble du territoire allant de la Grèce aux Balkans et à la Russie. Leurs limites transgressent les limites des États, ceux-ci étant pour elles des vêtements d'arlequin » (*La Méditerranée, l'espace et l'histoire*).

Il existe les conflits civilisationnels

Un monde politiquement épanoui est un monde culturellement désuni.

Parce que le monde s'est politiquement mondialisé, il est de plus en plus divisé entre ses multiples cultures. Il faut constater l'hétérogénéité des cultures, leur cohabitation et leurs chocs potentiels. Parce qu'une culture forge une identité, elle est « anti-universelle » par nature. Parce

qu'elles habitent les peuples, fractionnent, divisent, polarisent, à l'image des langues de Babel, les cultures créent une diversité foncière du monde. Car, pour chacun, il y a le « eux » et le « nous », aiguisé aujourd'hui par l'accroissement des mobilités humaines, ces nouvelles invasions. Parce que le monde est devenu plus poreux, il est travaillé par le choc des cultures.

Les chocs culturels peuvent être de basse intensité. À l'image des rencontres stériles entre les politiques de développement des institutions internationales et les cultures locales africaines en matière de contrôle démographique ou de dépassement des habitudes tribales.

Mais les chocs peuvent être de grande intensité.

L'universitaire américain S. Huntington en est son analyste le plus récent et le plus connu mais il ne fait que s'inscrire dans la longue lignée de l'approche culturaliste ouverte par Hérodote, poursuivie par Montesquieu avec la théorie des climats, et enrichie par Braudel dans son histoire des civilisations.

Les civilisations diverses sont en rapport les unes avec les autres. Elles vont alors s'emprunter des éléments. Mais elles peuvent également rejeter tel ou tel apport extérieur. Braudel prendra l'exemple du rejet orthodoxe de la latinité romaine qui conduira au xv^e siècle à ce que le Byzantin grec préfère le turc au latin, ou encore le rejet de la Réforme protestante par les pays européens du Sud. Il existe un travail d'accueil ou de refus qu'une civilisation pratique à l'égard des autres civilisations. Souvent, une civilisation répugnera à s'ouvrir à un bien culturel qui met en question l'une de ses structures profondes. Il existe une histoire des « limites ». Ce qui a conduit Braudel à parler très précisément, bien avant S. Huntington, des « chocs violents de civilisations ». Selon Braudel, des réussites comme la romanisation de la Gaule sont rares, par rapport aux échecs, telles les tentatives d'européanisation de la Chine et du Japon au xix^e siècle, la colonisation de l'Afrique ou encore la rencontre de la chrétienté et de l'islam.

L'universitaire américain S. Huntington se présente lui-même comme l'héritier direct de l'approche culturaliste forgée par l'historien français. Mais, dans son essai *Le choc des civilisations et la reconstruction d'un ordre mondial*, il franchira un grand pas en affirmant que la politique internationale est d'abord faite du choc des civilisations. Cette analyse a été très mal comprise. Elle a été plus commentée que lue et analysée, car découverte au lendemain du 11 septembre 2001 alors qu'elle avait été élaborée dix années auparavant à partir de l'observation des guerres de l'ex-Yougoslavie ainsi que des affrontements du Caucase et du Cachemire, tous conflits plus civilisationnels que politiques.

Régis Debray a dit de l'analyse de S. Huntington que « tout est faux, hormis son intuition centrale, à savoir que sous maints affrontements contemporains, très en deçà et bien au-delà des intérêts économiques ou des luttes politiques, il y a de l'archaïque en jeu », c'est-à-dire du civilisationnel.

S. Huntington vient en fait répondre à la thèse de Fukuyama sur la « fin de l'histoire » liée à la chute de l'idéologie communiste et au triomphe généralisé de la démocratie et du capitalisme.

Non, vient affirmer S. Huntington, l'histoire n'est pas finie. L'histoire va rebondir tragiquement.

Partant du constat de la mondialisation culturelle produite par l'avènement dans la vie internationale de toutes les cultures et les civilisations, il pointe les chocs civilisationnels inévitables. Au XIX^e siècle, le monde était multipolaire mais unicivilisationnel, dominé par la culture européenne. Au XX^e siècle, il a été bipolaire et divisé en trois mondes idéologiques, l'Occident, le monde soviétique et le tiers monde. Aujourd'hui, avec l'avènement de tous sur la scène internationale, chacun s'efforce d'être d'abord soi-même. Chacun va se réfugier dans sa langue, son histoire, sa religion, ses valeurs. Le monde est pour la première fois de son histoire multipolaire et multiculturel, et ce d'autant plus que la globalisation contemporaine va faire naître le sentiment d'une menace

vitale. Les lignes de fracture entre les cultures et les civilisations seront « les lignes de front des batailles du futur ».

Plus précisément, il pointe la formation d'un conflit civilisationnel mondial entre un monde occidental bâti autour des principes d'individualisme, de constitutionnalisme, des droits de l'homme, de laïcité et le reste du monde. Car la modernisation n'est pas l'occidentalisation, contrairement à la pensée néoconservatrice qui n'est pas celle d'Huntington. La formation en cours d'une « culture du McDo », selon son expression, ne doit pas être confondue avec une occidentalisation du monde qui est rejetée. La mondialisation culturelle se produira au travers d'une confrontation directe entre la civilisation occidentale entrée dans un déclin relatif et les autres cultures et civilisations principales chinoise, russe, musulmane, entrées dans une renaissance. On assiste donc à l'avènement d'un monde multicivilisationnel, mais au prix de nombreux conflits qui se produiront le long des lignes de faille des diverses civilisations.

En font foi la diversité des déclarations et chartes de droits de l'homme, notamment celles des pays musulmans, le débat de l'UNESCO de 2008 sur les droits de l'homme et la diversité culturelle introduit par le projet iranien, les affrontements idéologiques et culturels de la Commission des droits de l'homme et de la Commission du droit international des Nations unies, la « guerre culturelle » menée à la conférence de Durban de 2001 contre le racisme, marquée par le déferlement de haine anti-occidentale, le grand débat actuel entre le relativisme culturel nourri de la diversité des « valeurs » nationales et régionales, défendu notamment par la Russie, la Chine ou l'Iran, et l'universalité des principes, affirmée par les pays occidentaux mais également par les grands émergents démocratiques que sont le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde.

La tragédie du 11 – Septembre 2001 a été le fruit brutal mais prévisible de cette mondialisation culturelle en cours analysée par S. Huntington, qui passe notamment par le « réveil de l'islam ». Le 11 –

Septembre est un révélateur non pas d'un monde nouveau mais d'un monde ancien, celui d'un islam sunnite bloqué et immobile qui, face au choc du retour de l'Europe en Orient au XIX^e siècle, n'a pas arrêté de s'interroger sur son identité par rapport à la « modernité ». Ce choc civilisationnel entre le monde islamique et l'Occident est un marqueur essentiel de la vie internationale de notre monde.

Si les appétits territoriaux et les conflits idéologiques sont finis, les identités culturelles demeurent plus vivantes que jamais.

Face à une scène culturelle mondialisée, beaucoup de peuples et de princes sont déstabilisés non plus à leurs frontières, mais dans leur tréfonds. Ils fuient le cosmopolitisme et se réfugient dans une posture défensive par des processus de « rétraction mondiale » en rêvant au retour à des « âges d'or » réels ou mythiques qui les « rassurent ». Face au village global, les petits villages se protègent de leurs peurs par le tribalisme culturel. Parce que le monde actuel s'est empli de toutes les cultures du monde, il est empli de conflits civilisationnels souvent agressifs, parfois meurtriers. La peur et le rejet de la mondialisation culturelle vont provoquer chez les princes et les peuples des réactions de « contre-mondialisation ».

Face au village global, chacun, grand ou petit, la Russie tout comme l'Amérique, l'Angleterre tout comme la Hongrie et l'Italie, prennent peur. Toutes ces nations ont le sentiment d'un déclin, d'une perte de substance culturelle qui s'ajoute à la perte de substance économique. La peur d'être submergées par des vagues migratoires, la peur d'être envahies par l'islam et de perdre son identité religieuse, bref la peur de perdre ses « racines » et, en conséquence, son destin, provoquent au sein des classes moyennes et populaires déjà atteintes par les effets de la mondialisation économique des réactions d'autodéfense civilisationnelle exprimées par les nouveaux partis populistes dans les démocraties occidentales. Réciproquement, la peur d'être contaminé par l'Occident ou par des minorités culturelles étrangères à « l'identité nationale » provoque dans les autres mondes la

montée des dirigeants néo-nationalistes et des mouvements fondamentalistes.

C'est la source première des nouveaux « populismes » qui succèdent aux anciens populismes des XIX^e et XX^e siècles. Il y a d'abord le populisme des peuples, nourri par leur sentiment d'inquiétude. Et il y a le populisme des princes, lesquels relaient et exploitent politiquement les troubles des peuples pour leur propre compte.

C'est le sens à donner au Brexit anglais, à l'élection de D. Trump, à la victoire électorale de la Ligue du Nord de M. Salvini jouant sur les peurs face à l'immigré. C'est la source première des nouveaux populismes occidentaux, les populismes des peuples et les populismes des princes. Ces populismes viennent affirmer l'opposition entre le peuple et son « identité » et l'étranger devenu ennemi potentiel. On peut qualifier ce populisme de « populisme externe », présent aujourd'hui à droite de l'échiquier politique de presque toutes les démocraties européennes.

Tel est le sens à donner au nationalisme turc d'Erdogan, à l'hindouisme radical nourri du discours sur le « sauvetage » des Hindous dotés d'un seul pays, au bouddhisme birman alimenté par la montée de la vague « safran » des brahmanes inquiets de la poussée des minorités chrétienne et musulmane, aux proclamations des « valeurs asiatiques » et de l'« asiatisme » par le dirigeant singapourien Lee Kwan Yu, aux « émotions nationalistes » russes exprimées par le panslavisme de Poutine, à l'angoisse des nations hongroise et polonaise historiquement vulnérables et souvent envahies, au « populisme patrimonial » des sociétés occidentales analysé par Dominique Reynié et Mathieu Bock-Côté, exprimant un sentiment de déclassement et de perte de leur identité culturelle des classes populaires et des classes moyennes par rapport à « ceux d'en face ».

Tel est aussi le sens du terrorisme djihadiste, forme radicale du conflit culturel au sein du monde de l'Islam. Les figures du « fanatique » et celle du « barbare intelligent » de P. Hassner se mélangent en l'occurrence. Le

responsable djihadiste n'est pas un fou ni un pur sanguinaire. Il a une pensée religieuse radicale appliquée au monde.

Il existe l'occidentalisation du monde

Mais les choses ne sont pas si simples. Il est une troisième facette de la mondialisation culturelle.

La mondialisation culturelle n'est pas seulement l'universalisation des différentes cultures et civilisations et les chocs induits par cette universalisation.

Le choc civilisationnel, analysé par Huntington, entre la civilisation occidentale et les autres grandes civilisations joue dans les deux sens. Il y a la mondialisation plurielle, mais il y a également la mondialisation occidentale. L'affrontement entre la culture occidentale et les autres cultures passe également par l'occidentalisation des différentes cultures.

L'histoire des civilisations a souvent montré que celles-ci survivaient au déclin, voire à la mort, des États et se prolongeaient dans d'autres peuples. On ne peut imaginer la culture russe et la civilisation chinoise sans leurs terres nourricières. Mais plusieurs civilisations se sont pérennisées au-delà de leurs États d'origine. Telle a été l'histoire de l'hellénisation après la fin des cités grecques et d'Alexandre, de la romanisation après 476, de l'islamisation après la chute de l'Empire arabe abbasside, de l'européanisation après 1914. Beaucoup de grandes civilisations se sont suffisamment mondialisées pour vivre par elles-mêmes au-delà de leur aire d'origine territoriale et politique, voire bien après la disparition de leur source originelle.

Mais le destin de la civilisation occidentale est tout à fait particulier. Il est lié à son histoire unique.

Non seulement elle est, aux côtés de la Chine, de la Perse, du monde juif, du monde islamique, une civilisation ancienne et durable mais, à la

différence des autres civilisations plus ou moins statiques, elle s'est constamment dynamisée en se métamorphosant tout au long de son histoire.

Elle a été ce que R. Brague a appelé « la voie romaine », par référence à Rome absorbant au fur et à mesure les cultures et les dieux des peuples conquis. Son histoire a été l'assimilation par les peuples barbares de l'Europe de leur romanisation et de leur christianisation, puis les synthèses successives de l'Europe chrétienne médiévale, de l'Europe de la Renaissance, de l'Europe des Lumières, de l'Europe monde. Puis l'Amérique, fille de l'Europe par ses valeurs fondamentales, a construit une civilisation qui a pris le relais de l'Europe monde. La force particulière de la civilisation « occidentale » est d'avoir été malaxée et reconstruite dans plusieurs civilisations successives, de la Grèce antique aux Lumières du XVII^e siècle, des trois révolutions anglaise, américaine, française à l'Amérique latine, des peuples européens du XIX^e siècle aux États-Unis.

Cette civilisation, de par son histoire en continu, a produit un « universel ».

Le philosophe F. Julien, grand expert du dialogue culturel entre l'Europe et la Chine, a fait observer dans son ouvrage *De l'universel, du commun, de l'uniforme* qu'une fois apparue dans une culture, l'exigence d'universalité n'est plus relégable. Or l'Europe est la seule civilisation qui ait produit de l'universel normatif, un universel absolu, impératif. Un « devoir être ». Mais, fait essentiel, cet universel européen est le fruit du choc et de l'enchevêtrement de différents systèmes de pensée, le système grec d'Aristote et des stoïciens ayant produit le concept de l'universel, le système romain ayant produit le droit public et la citoyenneté universelle, le système chrétien ayant produit par Paul et la théologie du salut le principe de l'universalité de l'homme. Les Lumières en ont été les héritiers et ont produit l'impératif catégorique kantien, l'affirmation des lois universelles de la conduite humaine.

R. Debray a dit que nous assistons au couronnement de la civilisation américaine dans la mesure où « l'outillage matériel et mental

contemporain a été inventé en Amérique et véhicule une façon d'être, de vivre, d'imaginer et se sentir ». En fait, cette « façon d'être et de sentir » vient de l'Europe avant que d'avoir été relayée et refaçonée par l'Amérique.

Les images « repoussoir » de l'Europe post-coloniale et de l'Amérique arrogante de G. W. Bush et de D. Trump occultent la réalité d'un bloc idéologique et culturel occidental dominant diffusant un modèle économique, social et culturel, un « bloc historique » gramscien. La thèse de védrine sur le maintien de la force et de l'influence de l'Occident liées aux quatre siècles de l'Europe monde et au siècle de l'empire américain est pertinente.

P. Bruckner a pointé le paradoxe européen selon lequel, derrière les « abominations » coloniales et les fragilités exprimées dans le culpabilisme européen actuel, subsiste la force mondiale de l'universel européen. Alors que l'Europe a perdu depuis un siècle sa puissance mondiale, alors que l'Amérique a perdu aujourd'hui son hégémonie, alors que la démocratie occidentale est aux prises avec les nouveaux populismes, par-delà les turpitudes, les brutalités, les carences et les hypocrisies des puissances occidentales, alors que les nouvelles puissances émergentes affirment haut et fort leurs cultures et civilisations, l'universel produit par la civilisation occidentale est devenu un ferment présent et actif dans tous les autres mondes.

Si l'on reprend la distinction d'Huntington, et contrairement à ce qu'a dit Huntington, non seulement l'Occident modernisera le monde par la machine, l'industrie, l'administration, l'armée, l'impôt, l'organisation de l'État, mais il l'occidentaliserà, par l'individualisme, l'État de droit, les libertés publiques, la démocratisation.

Tel l'Empire romain, la civilisation occidentale « brutalisera » les peuples et les sociétés par le conquistador, le missionnaire, le négrier, le marchand, le militaire, l'administrateur colonial. Mais l'Occident essaïmera partout, plus ou moins profondément. Bolivar, Méhémet-Ali, Sun Yat-Sen, Mustapha Kemal, Léopold Senghor, Nelson Mandela,

l'étudiant de la place de Tien An Men, les blogueurs et manifestants des Printemps arabes, les femmes iraniennes et saoudiennes, chacun dans son histoire sera un témoin et un passeur de cette civilisation mondiale née de la civilisation occidentale.

Les Printemps arabes de 2011, relayés récemment par les printemps algériens et soudanais, sont une récente illustration de ces conflits civilisationnels internes aux civilisations non occidentales. Ils ont été le révélateur des transformations culturelles en cours dans les sociétés arabes fabriquées par de nouvelles couches sociales laïcisées, revendiquant derrière le mot d'ordre du « dégage ! » des droits « occidentaux ». Mais l'issue générale de ces Printemps a également révélé la complexité présente de sociétés arabes « mixtes » au sein desquelles s'entrechoquent trois cultures, une culture conservatrice dominante, tribale ou communautariste, une culture libérale en germe, la contre-culture de l'islam radical. Ce triptyque tradition/modernisation laïque/islamisation est au cœur du conflit civilisationnel du monde de l'Islam.

La réflexion de l'écrivain algérien Kamel Daoud sur le fait qu'avant l'indépendance, la langue française était la langue de l'occupant mais qu'après l'indépendance elle est devenue la langue de la libération est significative.

L'analyse de M. Gauchet sur l'universalité des droits de l'homme, nés dans la contingence au début du XVIII^e siècle, consacrés en Europe après deux siècles, puis diffusés dans la planète, ayant pénétré et disloqué plus ou moins l'épaisseur des différentes cultures, étant devenus cette chose rare qu'est un « principe de légitimité » et ayant « planétairement gagné », est pertinente. La démocratie est en crise permanente là où elle est établie, mais elle demeure un référent permanent là où elle est absente ou en recul, de la Russie poutinienne à la Turquie d'Erdogan.

Il est les « frottements civilisationnels » entre les différentes cultures, analysés par S. Huntington. Mais, aujourd'hui, le principal choc civilisationnel est la grande bataille culturelle entre les valeurs

occidentales, porteuses d'un universel – les droits de l'homme, l'État de droit, la démocratie – atteignant plus ou moins l'ensemble des peuples, et la coalition objective des États autoritaires, anti-libéraux, inquiets pour leur stabilité interne, et dont la Russie et la Chine assurent le leadership en usant de toutes les armes pour affaiblir notamment l'Europe occidentale.

Si le 11 – Septembre 2001 a donné raison à S. Huntington, F. Fukuyama a eu un peu raison à propos de la force irrésistible de la société et de la démocratie libérale.

La mondialisation culturelle a fracturé le monde par l'affirmation sur la scène internationale de l'ensemble des cultures, des religions et des civilisations en frottement les unes avec les autres. Mais elle a en même temps accéléré la production d'un universel issu de la civilisation occidentale.

De ce fait, le conflit civilisationnel présent est en même temps une anti-occidentalisation et une occidentalisation.

Plus encore que par sa puissance politique et économique, l'Occident déstabilise le monde actuel par la force de son « universel ». S'il y a désoccidentalisation politique du monde, il y a occidentalisation culturelle de celui-ci.

La mondialisation culturelle est complexe, car elle est animée d'une double dynamique, celle du déclin politique de l'Occident et de l'émergence de toutes les cultures et civilisations, et, en même temps, celle de l'occidentalisation culturelle du monde.

CHAPITRE 15

La mondialisation juridique

Il est habituel d'entendre dire que la communauté internationale n'existe pas.

L'histoire a montré la continuité d'une réflexion philosophique sur l'existence d'une communauté internationale formée du genre humain. Cette intuition d'une communauté humaine est présente chez Aristote, dans le stoïcisme, chez Strabon, dans le christianisme, dans la raison naturelle de Thomas d'Aquin, chez Vitoria et Grotius, dans le cosmopolitisme kantien. La continuité de cette réflexion repose sur la perception qu'il existe des « liens faibles » d'une humanité universelle dans les gènes des différents peuples qui se sont formés.

Mais la mode d'aujourd'hui ne va pas en ce sens.

L'obsession de la souveraineté chez nombre d'États, les puissances émergentes, la Russie, la Chine, mine le multilatéralisme. Les institutions symbolisant l'idée d'une communauté, le Conseil de sécurité, l'Union européenne, le G20, semblent impuissantes et démunies face aux ultra souverainismes. La paralysie du Conseil de sécurité dans la crise syrienne en est la dernière illustration.

Certains, tel G. Salamé, vont encore plus loin en affirmant que l'on serait entré dans « l'âge de la régression », dans un retour aux années 1930 en pire. La simple projection des tendances actuelles du monde

créerait des raisons d'être très pessimiste. La nucléarisation du monde, la guerre migratoire, la crise civilisationnelle aiguës par les tribalismes et le religieux radical, la dégradation de la biosphère, échapperaient à toute régulation en raison de l'explosion des « néonationalismes » bâtissant des murs à l'infini. On assisterait en conséquence à la dégradation de l'esprit multilatéral et à un processus contraire à celui de la gestation d'un nouvel ordre mondial.

Ce catastrophisme à la mode doit être corrigé. L'histoire du dernier siècle vient fortement nuancer cette vision pessimiste de notre monde. Il a émergé la mondialisation juridique. Celle-ci est le dépassement de l'État au nom d'une communauté élargie, décidé par les États eux-mêmes, et traduite dans un droit international de nouveau type.

D'abord, les drames successifs du xx^e siècle ont rendu force après 1945 aux règles explicites et implicites de la société internationale, aux « principes de précaution » fixés par les États. Les régulations héritées de l'histoire fonctionnent correctement aujourd'hui. La diplomatie, le principe de l'équilibre, le droit international et, bien sûr, le principe de précaution bâti sur la dissuasion nucléaire réciproque, jouent tous leur rôle régulateur dans la vie internationale présente.

Mais, de plus, l'histoire vient montrer que la vie internationale s'est engagée, assez récemment, mais irréversiblement, dans une nouvelle mondialisation, la mondialisation juridique. Depuis un siècle, les États ont fait émerger les premiers éléments d'une régulation mondiale au nom d'un bien commun appartenant à l'ensemble de l'humanité et distinct des intérêts de chaque État, donc de la simple *realpolitik*.

La suppression du droit à la guerre

L'idée d'une régulation mondiale dictée par un intérêt supérieur est apparue au xviii^e siècle dans le cosmopolitisme libéral, notamment dans le

cosmopolitisme kantien fondé non pas sur un gouvernement mondial mais sur la concertation des États, l'universalisme de la loi morale et l'idée d'un ordre public. Il faudra attendre la fin du XIX^e siècle pour que l'ébauche d'un droit mondial conforme à l'intérêt général de l'humanité trouve une première concrétisation dans la critique de la guerre, ce droit absolu de l'État admis depuis toujours.

À la fin du XIX^e siècle, les peuples ont fabriqué les hyper nationalismes mais ont également fabriqué les premiers pacifismes, des courants politiques nouveaux hostiles à la guerre considérée comme un mode barbare de rapports entre les États.

Le principal débouché du grand débat ouvert en Europe sur la guerre sera l'initiative conjointe du tsar Nicolas II et du pape Léon XIII en faveur d'une grande conférence de la paix. L'idée du tsar et du pape est la limitation du droit à la guerre par la création d'une instance internationale de médiation et d'arbitrage qui serait compétente pour régler de façon pacifique les différends entre les États.

La conférence réunira en 1899 vingt-sept États, dont la quasi-totalité des États européens, mais également six États non européens, les États-Unis, la Chine et le Japon, la Perse, le Siam, le Mexique. Elle aboutira à la création de la Cour permanente d'arbitrage installée à La Haye, première institution née de l'idée nouvelle d'une justice internationale appelée à remplacer la guerre comme mode de règlement des conflits. Mais ces prémices d'un droit de limitation de la guerre arrivent trop tard par rapport au climat dominant de la fin du siècle, et trop tôt au regard d'un rejet général de la guerre.

Il faudra toute la première moitié du XX^e siècle, les deux guerres mondiales et leurs cortèges de destructions, de morts et d'horreurs, pour que change en profondeur le regard des peuples et des princes à l'égard de la guerre. Le traumatisme est profond d'un bout à l'autre du monde, de l'Europe au Japon, de l'Union soviétique à l'Amérique. Le « plus jamais la guerre » est beaucoup plus affirmé et résolu qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale.

L'esprit de La Haye de 1899, après avoir échoué avec la Société des Nations, se retrouvera dans le « pacifisme institutionnalisé » de la charte des Nations unies de 1945. Les puissances vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale viendront inscrire la guerre hors la loi dans l'article 2 § 4 de la charte et établiront par le chapitre VII un système de sécurité collective autour du Conseil de sécurité et du projet de forces des Nations unies destiné à garantir la paix.

On le sait, ce système fut très vite bloqué du fait de la guerre froide. Mais, si le système onusien de sécurité va échouer, le nouveau pacifisme des peuples et des princes ne s'effacera pas.

Contrairement à ce que l'on croit et dit souvent, la guerre est non seulement interdite par le droit international mais demeure largement « condamnée » dans les esprits et les mentalités des peuples. Le plus souvent, désormais, tel l'hommage rendu par le vice à la vertu, ceux qui vont entreprendre une guerre le feront au nom du droit, invoquant la légitime défense, la protection de populations, ou le devoir d'assistance à un État ami en danger. Le monde issu du xx^e siècle est et reste fatigué de la guerre. Il demeure que la guerre est devenue hors la loi, ce qui est un bouleversement de la société internationale classique.

Au côté de la guerre mise hors la loi dans la charte des Nations unies comme dans l'esprit des peuples, il va émerger l'idée, tout autant révolutionnaire au regard de la société internationale classique, qu'il existe des intérêts communs à l'ensemble des États. C'est la naissance de l'organisation internationale.

L'organisation internationale

Le développement des échanges internationaux, la prise de conscience d'intérêts communs liés à des interdépendances nouvelles dépassant les seuls intérêts nationaux, vont amener les États à inventer des formes

nouvelles de gestion internationale, au côté de la simple coopération internationale. Au cours du XIX^e siècle, les États décideront de faire gérer des domaines précis de la vie internationale par des organismes permanents, autonomes et distincts d'eux-mêmes. Ce seront les commissions fluviales internationales, puis les unions administratives, dont les premières seront l'UTI et l'UPU, l'Union télégraphique internationale et l'Union postale universelle.

La tragédie de la Guerre mondiale va accélérer la réflexion des États sur la nécessité d'aller plus loin dans la gestion collective de la vie internationale. Deux voies vont être ouvertes : celle de l'organisation internationale générale, donnant naissance à la SDN, et celle de l'organisation « fonctionnelle » théorisée par D. Mitrany et E. Haas, reposant sur l'idée d'une intégration internationale par étapes, compatible avec la souveraineté à partir de la fédéralisation des intérêts communs existants. Mondialisme universel et fonctionnalisme vont nourrir la mondialisation juridique.

L'épanouissement de l'organisation internationale sera réalisé après 1945 par la création combinée d'une organisation internationale générale, l'Organisation des Nations unies, et de multiples organisations fonctionnelles, les institutions spécialisées, couvrant l'ensemble du champ économique, social et culturel. La banque mondiale et le FMI, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation de régulation de l'aviation civile, l'organisation de gestion des questions alimentaires qu'est la FAO, l'organisation de distribution de nourriture qu'est le PAM, l'organisation en charge des questions culturelles qu'est l'UNESCO en seront les principales figures.

Le juriste Paul Reuter a été le grand théoricien de cet acteur nouveau de la vie internationale en charge des intérêts collectifs. Il a parfaitement défini la nature ambiguë de l'organisation internationale. Cette dernière est tout à la fois institution « dérivée » découlant d'un traité constitutif établi par les États et institution autonome dotée d'un pouvoir de gestion dans un domaine d'intérêt général.

Le système onusien exprime cette cohabitation actuelle entre un droit classique de la coopération et un droit nouveau de l'organisation.

L'ONU et le système onusien sont le plus souvent décriés. Le « À quoi sert l'ONU ? » est un leitmotiv qui réapparaît à chaque crise. On a même évoqué le « rendement décroissant » des Nations unies. L'observation attentive conduit au contraire à parler de « l'indispensable ONU », selon la formule de l'ambassadeur J.-M. de La Sablière.

Les Nations unies, par l'assemblage de ses organes permanents, de ses institutions spécialisées, de ses fonds, de ses programmes, constituent malgré toutes ses imperfections et ses carences la plus grande avancée d'un ordre juridique mondial et de l'émergence d'une conscience universelle.

On ne sait pas assez que les Nations unies bénéficient de nouveaux donateurs chez les pays émergents, tels le Brésil, l'Arabie Saoudite, la Turquie. On oublie facilement que le système onusien a fabriqué nombre des nouveaux concepts et instruments essentiels de la vie internationale.

La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, premier instrument politique et juridique affirmant l'universalité et la primauté des droits de l'homme au regard des États, et son prolongement dans l'universalisme réaffirmé par 180 États lors de la conférence mondiale des droits de l'homme de Vienne en 1993, expriment bien un certain retour du droit naturel après le traumatisme post-1945. Certes, ceux qui ont invoqué publiquement les droits de l'homme ont été le plus souvent les dirigeants occidentaux, tel G. W. Bush en 2004 contre l'Irak de S. Hussein. Mais c'est avant tout les peuples, les ONG de terrain, les femmes, les jeunes, les opposants politiques de tous les continents qui luttent au quotidien au nom des droits de l'homme.

L'UNICEF et ses programmes pour l'enfance auxquels s'ajoutent les deux protocoles des droits des enfants, l'action du Bureau international du travail, la codification du droit de la mer, l'émergence du droit de l'environnement et le concept de « développement durable », l'amélioration de la santé mondiale en matière de variole et de

poliomyélite par l’OMS, l’établissement des règles de précaution alimentaires par la FAO, la gestion du trafic aérien par l’OACI et la gestion des brevets mondiaux par l’OMPI, sont autant de « *success stories* » de l’ONU, discrètes mais essentielles à la vie quotidienne du monde.

On sous-estime l’action de l’ONU dans le domaine de la paix. Elle est peut-être limitée mais elle est essentielle. On peut à juste titre parler du Conseil de sécurité comme d’un « célèbre méconnu ».

Certes, de la guerre de Corée aux conflits d’Orient, le conflit israélo-palestinien, la seconde guerre d’Irak de 2003, la crise syrienne actuelle, le Conseil de sécurité a le plus souvent été bloqué, donc impuissant, lorsqu’était impliquée l’une ou l’autre des cinq puissances disposant du droit de veto. Cela s’est produit près de trois cents fois depuis 1945. Mais cela signifie simplement que la régulation internationale de la force armée symbolisée par le Conseil de sécurité est trop récente pour ne pas être partielle.

Jean-Marc de La Sablière l’a rappelé, sans le veto attribué aux principales puissances, il n’y aurait pas eu de Conseil de sécurité. Ce dernier est la résultante de la combinaison des intérêts nationaux des puissances et de l’intérêt général d’une communauté internationale naissante.

La doctrine onusienne des « opérations de paix » synthétisée par le diplomate algérien L. Brahimi a permis d’éviter la faillite et le chaos dans de nombreux conflits internes ouverts dans les États faibles. À côté des échecs de la Somalie, de Srebrenica ou du Rwanda, il y a les réussites de Namibie, du Mozambique, du Cambodge, de Salvador, de Timor Est. « Sans l’ONU, l’Afrique serait dans le chaos », a fait remarquer J.-M. de La Sablière. 50 % de l’activité du Conseil de Sécurité en matière d’opérations de maintien de la paix (OMP) se déroulent en Afrique.

Mais ces échecs masquent le travail en profondeur accompli par le Conseil, la création des OMP, inventées en 1956, et la pratique des mesures coercitives, les « sanctions » internationales.

Parce que la mondialisation juridique embryonnaire coexiste avec la longue histoire des intérêts des puissances de ce monde, le Conseil de sécurité, tel un « roseau » selon l'image employée par Th. de Montbrial, est à double facette. Il est tantôt le « gendarme du monde » si la concertation des principales puissances aboutit à l'accord, tantôt le « fusible », comme l'a dit S. Sur, en cas de désaccord. Il illustre parfaitement la cohabitation présente de la société internationale issue de la mondialisation politique et de la communauté internationale émergente. Mais il est irremplaçable, car il est le seul concert de puissances où soient débattues la paix et la sécurité de notre monde.

De façon générale, le système onusien exprime dans toute sa richesse et son ambiguïté le mélange en cours entre le vieux monde de la souveraineté et de l'intérêt national et le nouveau monde de la responsabilité et de la régulation mondiale.

Les « biens publics »

Il est aujourd'hui une nouvelle dynamique de mondialisation juridique, celle des « biens publics ».

Ce que l'on appelle les « biens publics » est la réponse nouvelle apportée par les États aux besoins croissants de traitement des risques et des défis perçus comme dangereux pour l'ensemble de l'humanité. L'ère de l'Anthropocène fait que l'homme, en transformant le monde, le détruit. La « vraie guerre mondiale », selon M. Serres, est la guerre de l'homme contre la nature. Les États en prennent conscience, tardivement et lentement.

Les prémices ont été l'accord des principales puissances sur le statut international du continent antarctique en 1959 ainsi que le statut international et démilitarisé de l'espace en 1967.

Puis ils vont prendre conscience des détériorations et des tragédies d'origine climatique, de la protection nécessaire des eaux, des océans, des espèces animales, du développement de nouvelles pandémies mondiales illustrées par le sida, le virus Ebola, la grippe H1N1, des problèmes croissants de l'alimentation mondiale et de la sécurité alimentaire. Du coup, les États prennent conscience de la communauté internationale qu'ils forment entre eux et tentent de s'accorder pour établir des régulations mondiales fondées sur le principe de la responsabilité commune afin de sauver l'humanité d'elle-même.

De nouveaux concepts ont surgi et se sont imposés en quelques années, tels la planète, l'humanité, les défis planétaires. Une nouvelle action des États s'est amorcée, poussée par les ONG et les experts. La juriste M. Delmas-Marty y voit l'embryon d'une gouvernance mondiale faite de l'association inédite des États, des institutions internationales, des organisations non gouvernementales et des individus.

Elle en voit une première illustration dans le processus de la 21 COP, la négociation ayant abouti à l'accord de Paris de 2015 sur la régulation des changements climatiques. Il s'est agi d'une nouvelle méthode de gestion d'un problème commun par la participation de tous, ONG, scientifiques, entreprises et États, par l'adoption de règles adaptées à chaque groupe d'États selon le principe des « responsabilités communes mais différenciées » par des engagements incitatifs faits d'une *soft law*, point de départ de la création ultérieure de textes et d'obligations nationales par les États ou l'Union européenne. Après le sommet de Paris de 2015, le *one planet summit* de décembre 2017 a fixé des engagements de financement public et privé des projets.

Cette gestion mondialisée semble adaptée à ces challenges globaux perçus par l'ensemble des États. À partir de la définition d'objectifs communs traduite dans les concepts de « biens publics », de régime de « gouvernance mondiale », la prise de conscience par chacun de ses responsabilités s'exprime dans le concept de « responsabilités communes mais différenciées » conciliant l'universel et les différences entre les États.

Autre illustration toute récente, après dix années de tâtonnements, le principe d'un cadre juridique régulant l'utilisation durable des eaux internationales de la haute mer, cet espace qui couvre 45 % de la planète, vient d'être accepté par les États. Une première session de discussion a démarré à l'automne 2018.

Ainsi, un nouveau droit mondial émerge, porteur d'une communauté mondiale. Les États du monde actuel peuvent être amenés dans ce ^{xxi} siècle à organiser par le droit ce que M. Delmas-Marty a appelé dans *Les Quatre vents du monde* un certain pluralisme ordonné. Celle-ci va plus loin encore en voyant poindre la pensée d'un nouveau « droit de transition » comparable à ce que Grotius avait cherché à établir en voulant concilier le droit naturel et l'apparition de l'État souverain. Aujourd'hui, la « transition » se ferait vers un nécessaire droit mondial des biens publics porté par l'évolution de l'État prêt à céder une part de sa souveraineté pour assurer sa survie. La mondialisation juridique est un contrepoids, un stabilisateur réel et efficient, face aux dynamiques anarchiques des autres mondialisations.

En conclusion de cette analyse des différentes mondialisations, on peut dire qu'elles sont fondamentalement positives. Elles permettent l'accès de tous les peuples à leur destin, par l'affirmation de leurs souverainetés et de leurs économies. Elles permettent l'accès de toutes les cultures à la vie internationale. Elles permettent l'accès des hommes à leur individualité et à leur dignité, par la mondialisation sociale et les principes de l'universel.

Les mondialisations font que le monde devient mondial, universel c'est-à-dire une vaste agora, mais également un vaste marché inégalitaire. Bref, le monde devient plus libéral.

CHAPITRE 16

 MON-EBOOK

Continuité et métamorphoses de la puissance et de la guerre

Comment fonctionne le monde actuel ?

Aujourd'hui, les États ne sont plus les seuls acteurs de la vie internationale. Dans notre monde mondialisé, travaillé par les cinq mondialisations, le spectre s'est élargi à d'autres acteurs allant de l'individu, la tribu, l'association, à l'organisation internationale et à la communauté de l'Union européenne.

Au lieu de parler d'un chaos mondial, illisible selon certains, au contraire trop lisible selon d'autres car devenant une pure arène de combat maîtrisée par quelques « gladiateurs », l'apparent chaos actuel est productif. Il est la rencontre à tous les étages de tous les États, jeunes et vieux, petits moyens et grands, faibles et forts, avec les mondialisations. Il est fait de la rencontre du « nouveau monde », celui des cinq mondialisations et du « monde classique », celui des États et de leurs peuples. Cette rencontre se fabrique sous nos yeux, et elle n'est pas totalement fléchée.

Aujourd'hui comme hier, l'État reste essentiel, le « logiciel » central de la vie internationale. Si le monde devient « hybride », il reste avant tout

profondément interétatique. La mondialisation de l'État est la mondialisation des principes de Westphalie et personne ne peut aujourd'hui prendre le relais de l'État pour encadrer et faire vivre ses quatre acteurs, le peuple, le prince, le prêtre et le marchand. Le peuple voit en l'État le cadre naturel de son destin. Le prince est en charge du pouvoir régalien et de l'ordre public. Le prêtre a besoin de l'État pour l'accomplissement de sa liturgie ou de son sacré. Et le marchand a besoin du soutien du prince pour son activité, notamment en période de difficulté. Tant que les peuples, les prêtres et les marchands seront convaincus que l'État est leur « enveloppe » naturelle, l'État restera central dans la vie internationale.

Ce monde des États est confronté aux mondialisations. Mais parce qu'ils rassemblent en leur sein tous les acteurs de la vie internationale, ce sont les États et eux seuls qui ordonneront demain la vie internationale, convertissant ou pas les mondialisations en un nouvel ordre mondial. Ce sont les États qui bâtiront de nouveaux équilibres mondiaux ou qui laisseront croître de nouveaux déséquilibres.

Ainsi, le chaos présent n'est autre chose que l'effort d'adaptation en cours de tous les États aux jeux des mondialisations qui les affectent et les transforment. Cette rencontre des mondialisations et de l'État, gérée en dernier ressort par les États, conduit à s'interroger sur leurs capacités et leurs modes d'action. C'est poser la double question du « comment ça fonctionne ? » et du « qui gouverne ? ». Le « comment ça fonctionne ? » renvoie à la puissance et le « qui gouverne ? » renvoie au système international.

La force de l'État

Notre monde actuel pratique toujours la grammaire classique de la puissance forgée par l'histoire.

La puissance est la capacité qu'a l'État d'agir par lui-même et pour lui-même. Cette capacité repose sur la force inégale des États conceptualisée par Machiavel.

Chaque État dispose en premier lieu de ressources matérielles qui constituent « l'assise physique » de sa force.

Chaque État se définit d'abord par la taille de son territoire. Si l'on dresse la liste des « grands » États par la taille – le Canada, la Chine, les États-Unis, la Chine, la Russie, le Brésil, l'Australie, l'Inde –, on constate qu'ils sont tous des puissances régionales ou mondiales incontestables. À l'autre bout de l'échelle, il est les micro-États, qu'il s'agisse des vieux États liés à l'histoire féodale de l'Europe, l'Andorre, Monaco, Saint-Marin, le Liechtenstein, Malte, ou qu'il s'agisse de la vingtaine d'îles dans le Pacifique et en mer des Caraïbes, tels Nauru ou les Maldives, limités à quelques kilomètres carrés mais disposant d'une ou de quelques ressources.

Chaque État a par ailleurs sa géopolitique. Le concept a été forgé au début du ^exx siècle par quelques hommes, l'officier de marine américain A. Mahan, observateur de la puissance anglaise de l'époque, affirmant la primauté de la mer sur la terre et l'importance du contrôle des routes maritimes, le géographe allemand F. Ratzel, auteur de la théorie du lien étroit entre le sol et les sociétés humaines et du besoin d'extension du territoire, le géographe britannique sir H. Mackinder, convaincu de la supériorité de l'Empire britannique et dont l'essai de 1904, *Le pivot géographique de l'histoire*, viendra vulgariser le concept de la géopolitique comme étant la relation entre la géographie d'un État et sa force.

La géopolitique vient révéler à quel point le milieu géographique devient théâtre stratégique propre à l'exercice de la puissance. La géographie de l'État le handicapera ou l'avantagera. Selon que l'État soit maritime ou continental, telle l'Angleterre ayant pratiqué de tout temps une politique « insulaire » tournée vers le grand large, selon que l'État soit enclavé ou ouvert, telle la Pologne régulièrement dépecée par ses trois voisins autrichien, prussien et russe, selon que l'État soit ramassé ou

éclaté, tel l'ancien Pakistan coupé en deux, ces éléments constitueront autant d'atouts ou de handicaps possibles.

Mais l'État peut s'adapter à sa géographie pour en tirer parti, tel Israël dont l'extrême vulnérabilité géographique a été surcompensée par sa stratégie militaire de la guerre préventive.

Chaque État a son âge. L'âge est normalement un atout. Les anciens États sont ceux qui ont façonné les pratiques et les règles de la politique internationale et du droit international. Ils bénéficient des avantages acquis alors que les jeunes États devront accomplir de grands efforts pour se faire une place au soleil en tentant de modifier l'ordre international établi. De plus, point essentiel, les vieux États ont eu le temps de bâtir leurs nations, un ciment décisif de la force d'un État.

Chaque État a une population. La population de l'État est une ressource de base. La Chine et l'Inde sont d'abord fortes de leurs milliards d'hommes et de femmes, un formidable réservoir de croissance, de richesse, de dynamisme technologique. Et l'Arabie Saoudite est faible de sa petite population, ce qui l'oblige à importer une grande population migrante asiatique. La pyramide des âges est un élément important de force ou de faiblesse de l'État. Une population vieillissante entraînera un déclin démographique et une diminution de la population active. La Russie et l'Allemagne commencent à souffrir de leurs pyramides des âges très négatives.

Chaque État a une richesse. La richesse de l'État, sa force économique et financière, a toujours été une clé de la puissance. L'argent, la fabrique, le commerce ont toujours été le nerf de la guerre mais aussi de la paix. Louvois a eu besoin de Colbert. Du vase sumérien au capitalisme marchand et naval des Pays-Bas du XVII^e siècle, de la suprématie économique anglaise du XIX^e à la suprématie américaine du XX^e siècle, la « richesse des nations » a fait la différence, en temps de paix et en temps de guerre.

La force économique de l'État peut être mécaniquement liée à ses richesses minérales et agricoles naturelles. Mais elle est le fait avant tout

de ses ressources immatérielles, de sa capacité d'exploitation de ses ressources naturelles, de son niveau de recherche-développement, de sa force d'innovation, de sa capacité d'épargne et d'investissement, de son goût pour le commerce, bref de son dynamisme « schumpeterien ». La force économique n'est pas une force naturelle mais une force acquise.

Car chaque État dispose également de ressources immatérielles qui constituent l'assise « culturelle » de sa force.

Il s'agit d'abord, on vient d'en parler, de l'existence ou pas d'une « organisation collective ». Ce concept a été mis en valeur par R. Aron pour parler de la capacité de l'État d'une mobilisation optimale de ses ressources naturelles. L'« organisation collective » fait référence au système éducatif et universitaire, à l'esprit d'innovation et de recherche au sein du peuple de l'État, à la culture des marchands de l'État.

L'histoire de la puissance de la Prusse, de l'Allemagne, du Japon a été liée à la qualité de leurs systèmes d'écoles professionnelles et techniques. Le Japon a montré par sa révolution du Meiji une organisation collective incomparable qui a puisé aussi bien dans les traditions de sa société que dans sa volonté délibérée d'accueil de la modernité occidentale. Pays sans aucune ressource minérale naturelle, le Japon est devenu une grande puissance économique uniquement par son savoir-faire en matière « d'organisation collective ».

Le concept actuel « d'économie du savoir » renvoie à la ressource classique de l'intelligence organisée autour des universités et des académies, sur laquelle la Prusse du XVIII^e siècle a bâti sa puissance. À l'inverse, « l'immobilité » d'une Union soviétique fera que celle-ci le paiera cher dans sa compétition avec les États-Unis, cette immobilité dont on peut se demander si elle ne demeure pas au cœur du système russe actuel.

Il s'agit également de la ressource sociale et morale constituée par l'existence ou pas d'un sentiment national. Les cultures « denses » produisent plus facilement des sentiments nationaux, tels l'Angleterre, le Japon et l'Allemagne des siècles précédents, tels les États-Unis d'avant la

guerre du Vietnam, telle la société israélienne des trente premières années.

Le sentiment national assure la conversion d'une population ou d'un peuple en nation. Un tel lien, un tel soutien, permet au prince de l'État de s'appuyer sur le peuple. Cette force morale qu'est le sentiment national a joué un rôle important dans les guerres. Des peuples mobilisés par leur patriotisme se sont imposés à des forces armées moins mobilisées, comme à Valmy, comme dans la guerre du Vietnam où l'endurance des forces du Vietminh et de la majorité du peuple vietnamien attaché à son indépendance ont eu raison de la force de l'armada américaine. On constate aujourd'hui toute la fragilité de nombre d'États africains et d'Orient due à l'absence de tout sentiment national supérieur aux appartenances tribales, claniques ou confessionnelles. Mais les nations, corps vivants, se forment et se déforment. Elles peuvent se déliter.

L'assemblage des ressources matérielles et immatérielles de l'État révèle sa force. Chaque État a sa propre force, qui lui donne une capacité à agir et à se défendre. Celle-ci est relativement stable et pérenne.

De la force à la puissance

Mais, de la force à la puissance, il y a une étape considérable à franchir. Celle de la capacité à l'action, du passage à l'acte.

La puissance de l'État n'existe que s'il y a manifestation de la force en vue de l'action. Sans volonté de puissance, la force reste immobile donc impuissante. Chaque État convertit à chaque moment sa force en puissance, mobilise sa force plus ou moins et plus ou moins bien, en vue d'exercer sa puissance sur les autres États.

Machiavel a tout dit à ce sujet. Il a analysé ce que l'histoire a révélé, à savoir l'importance du couple formé par le peuple et le prince dans l'exercice de la puissance. Le prince doit être nourri de la force « morale »

de son État pour pouvoir mettre en œuvre au mieux la force dont il dispose. De l'histoire hébraïque, perse et chinoise à la Grèce, de la guerre de Cent Ans aux nationalismes du XIX^e siècle et au messianisme du peuple américain, le patriotisme des peuples a toujours été l'aliment essentiel de la puissance des princes.

Mais, au bout du compte, c'est le prince qui décide. Il est le mobilisateur de la force et le gérant de la puissance. Cela dit, le prince vit dans un environnement. Dans les régimes démocratiques comme dans les autres régimes, le prince est influencé, porté ou au contraire freiné par les « forces profondes » analysées par P. Renouvin, les pressions directes et indirectes, la pression sociale des entourages, des lobbies, des médias, et des opinions, les contraintes institutionnelles, à l'image du pouvoir de blocage du président par le Congrès américain, les passions ambiantes et ses propres passions.

Le prince, doté de sa propre personnalité, de son intelligence et de sa volonté, décidera de l'exercice de la puissance. On parlera alors du « style diplomatique » déployé par chaque prince, fait de ses faits et gestes, de ses mots et de ses postures. On parlera également du « surcroît de puissance » produit par le dirigeant charismatique, tel un de Gaulle en juin 1940 puis dans sa politique étrangère des années 1960, ou telle la gestion audacieuse et gagnante de la crise cubaine d'octobre 1962 par un Kennedy. Ces deux exemples sont de fortes illustrations de la politique du *will*, d'un exercice déterminé d'une puissance volontaire.

La puissance s'appuie sur la force. Mais il pourra se faire qu'un État soit fort mais impuissant parce que le prince de l'État n'aura pas réussi ou pas voulu mobiliser ses propres forces, ou qu'il fera preuve de maladresse, ou qu'il subira un sort malheureux, alors qu'un État moins fort saura se montrer très puissant en raison de la très forte mobilisation que son prince aura opérée pour agir, par son intelligence politique, son énergie, son habileté.

Parler du prince renvoie à la forme la plus classique de la puissance, la puissance « volontaire », manifestée dans la volonté de l'État à agir. Cette

puissance sera politique ou économique. Elle sera politique, par la négociation, la persuasion, la confrontation ou la guerre. Elle sera économique, par le commerce, la colonisation, le contrôle des matières premières, l'aide économique.

On parle aujourd'hui de la géopolitique et de la géo-économie pour caractériser ces deux formes de la puissance mais elles ont toutes deux existé de tout temps. Les routes de la soie chinoises, la monnaie romaine, la politique des Pays-Bas au XVII^e siècle, de l'Angleterre et de l'Allemagne au XIX^e siècle, l'action américaine vers l'Europe, au XX^e siècle par le plan Dawes et le plan Marshall, sont autant d'exemples historiques de la géo-économie.

Les économistes disent avec raison que la puissance économique est nécessaire à l'État souhaitant exercer une puissance politique car elle seule permet de bâtir une armée forte, d'aider les amis et alliés, d'investir à l'étranger, d'avoir une monnaie puissante. Mais on remarque à l'inverse que la puissance économique s'appuie toujours sur la puissance politique. Une économie forte n'est pas en elle-même synonyme de puissance. Encore faut-il qu'elle soit utilisée à des fins de puissance. L'Allemagne et le Japon de l'après-1945 sont devenus des économies fortes mais, pendant des décennies, ils n'ont pas exercé une puissance car cela supposait une volonté de puissance qu'ils n'avaient pas. Ils commerçaient, sans plus.

L'histoire a montré qu'il existait, aux côtés de la puissance volontaire, deux autres formes de la puissance, la puissance douce de l'influence et la puissance perçue.

La puissance douce a été vulgarisée récemment par le concept anglo-saxon de *soft power*. Ce concept a été conçu par le théoricien américain J. Nye dans les années 1970, puis développé par lui-même dans les années 1990 dans *Le Leadership américain*, à l'occasion du débat de l'époque sur le déclin américain. En réponse à la thèse de P. Kennedy sur le déclin inéluctable des empires lié à leur « surextension impériale », J. Nye analyse la spécificité de la puissance américaine en faisant valoir que celle-ci est avant tout une puissance « attirante ». L'Amérique a la

capacité particulière de pouvoir préserver sans frais une influence maximale car elle dispose, par son « économie du savoir » sans pareille et sa civilisation dynamique et ouverte, d'une force « immobile » suffisamment « séduisante » pour devenir par elle-même une puissance attractive.

Le *soft power* est cette capacité d'attraction, d'aimantation, « d'influence sans puissance, de gain obtenu sans coercition » dont a parlé l'analyste M.-Cl. Smouts. Forcée à partir d'un mode de vie, d'une culture, de valeurs ou d'une idéologie, la puissance douce est une puissance immobile qui permet la satisfaction des intérêts nationaux sans action spécifique, sans exercice d'une puissance active, politique, militaire ou économique.

Si le concept a été théorisé tout récemment, la réalité de la puissance douce est très ancienne. Les premières formes en seront l'attraction et la réputation dans tout le bassin mésopotamien des vases de Sumer, le panthéon des divinités grecques, les deux types de puissance douce des cités grecques qu'ont été le rayonnement impérial d'Athènes et la cohésion interne de Sparte, les universités et la bibliothèque d'Alexandrie, la langue latine et le droit romain, puis la *City* et la langue anglaise.

La puissance perçue, ce concept développé par l'école « constructiviste » des relations internationales, renvoie en fait à une réalité historique vieille comme le monde. Il s'agit de la puissance produite non par la réalité, mais par l'image, la perception de l'autre. Un État provoque l'admiration ou la peur, engendre des soutiens ou nourrit des antagonismes, selon les perceptions et les sentiments qu'éprouveront ses voisins à son égard. De ce fait, sa puissance sera nourrie bien plus de son image que de la réalité de ses forces. L'image créée vient construire une puissance intériorisée par les autres États.

Les Mèdes faisaient d'autant plus peur aux Grecs que ces derniers s'en étaient fait l'image d'un monde « barbare » faisant peur. La relation franco-allemande entre 1870 et 1914 a été faite de réalités, mais également d'un jeu de rôle. La peur du « Boche » accroissait en France la

perception d'une « hyperpuissance » allemande. Au xx^e siècle, l'admiration totale éprouvée par les uns à l'égard de l'Amérique et par les autres à l'égard de l'Union soviétique a « construit » une puissance supplémentaire au profit des deux puissances. Les empires déclinants, tels l'Empire byzantin, l'Empire austro-hongrois en 1900 ou la « grande Union soviétique » des années 1970 de la stagnation, ont bénéficié d'une telle puissance « construite » qui fait que le roi est fort même s'il est nu.

La crise syrienne récente a été un exemple caractéristique de puissance « perçue ». La Russie, alliée à la Syrie et basée dans ce pays depuis de longues décennies, en prenant la décision de bombarder Alep et les forces rebelles au profit de son allié gouvernemental, va bénéficier d'une image de superpuissance qu'elle a, en fait, perdue depuis 1989 et 1991.

Mondialisations et métamorphoses de la puissance

La puissance de l'État demeure. Elle n'est pas devenue « impuissante » par le seul jeu de la mondialisation et la présence massive de nouveaux acteurs transnationaux. Mais les mondialisations en marche sont en train de construire une grammaire nouvelle de la puissance et du conflit qui « collisionne » la grammaire classique. Aujourd'hui, ce sont toujours les mêmes paramètres à l'œuvre mais ils sont devenus plus complexes dans leur fonctionnement du fait du jeu conjugué des mondialisations. Il s'agit bien d'une adaptation, et non d'une disparition.

D'où le flou actuel du « comment ça fonctionne ? ». Ce qui se passe est que les États sont conduits à modifier leur façon d'être dans un monde mondialisé. Il y a pérennité de la puissance et du conflit mais il y a métamorphose de la puissance. S'il fallait résumer d'une phrase le statut actuel de la puissance, on pourrait dire qu'il y a plus de puissances, mais

qu'il y a moins de puissance. Les mondialisations ont multiplié les acteurs aptes à la puissance mais ont diminué d'autant la puissance de chacun.

La puissance de l'État s'est démultipliée par près de 200 mais est devenue relative pour chaque État, au point où la distinction classique entre grand, moyen et petit est devenue partiellement inopérante pour rendre compte du jeu actuel des puissances.

On peut parler des métamorphoses de la puissance provoquées par les mondialisations. Celle-ci connaît trois évolutions. Il existe une puissance minimale ; la puissance se diversifie ; et la puissance est de plus en plus poreuse.

La puissance minimale

Il faut parler en premier lieu de la puissance minimale détenue par tout État, y compris les plus démunis, tous les États actuellement qualifiés de micro, de petit, de faible ou de failli.

Les petits ont toujours eu des intérêts à défendre et des capacités à agir. Telle la Suisse de Guillaume Tell face à l'Empire des Habsbourg, ils ont souvent pu exercer une certaine puissance. Mais, aujourd'hui, la mondialisation politique, en transformant la carte du monde en de multiples États, a démultiplié les volontés de puissance. Elle a assuré le triomphe de Machiavel et de Bodin.

Même si certains États sont plus engagés que d'autres dans la politique internationale, tous les États sont actifs. Chaque État agit au sein de la société internationale parce que chacun dispose de la ressource juridique de la souveraineté et chacun possède des intérêts nationaux et entend les faire valoir. Cet assemblage crée la puissance minimale.

Le monde exprimé par l'Assemblée générale des Nations unies n'est pas un simple cliché. Il en est une réalité politique essentielle. Dans le monde actuel, la souveraineté est démultipliée, elle est plus affirmée et

elle est plus respectée. Elle est donc égalisatrice comme jamais. La différence de poids entre une grande puissance et un micro-État est évidente, mais quel que soit l'écart entre les deux États quant à leur force, la souveraineté sera égale entre eux.

Cet élément juridique, historiquement bâti par les premiers États européens, consacré par le droit international dans l'article 2 § 1 de la Charte de l'ONU, défendu âprement par tous les États nouveaux issus de la mondialisation politique, est aujourd'hui la règle de fonctionnement première de la vie internationale. Aucune puissance n'oserait dénier à un État quel qu'il soit, même voyou ou failli, l'attribut de la souveraineté.

La souveraineté comporte deux éléments, l'intégrité de l'État et l'égalité entre États. Ces deux éléments constituent aujourd'hui les fondements de la puissance des « petits ».

L'invasion d'un État est devenue un acte pratiquement impossible, tant la réaction de tous les autres États serait forte.

Les interventions camouflées ont été nombreuses durant la guerre froide, notamment de la part d'une Amérique impériale décidée à préserver le continent américain de la « menace communiste », à Cuba en 1961 et contre le Chili d'Allende en 1979. Mais ce type d'agression indirecte devient lui-même de plus en plus rare. Aujourd'hui, normalement, une puissance extérieure agit avec l'autorisation du gouvernement du pays intéressé ou en vertu d'un accord bilatéral d'assistance. La Russie intervient en Syrie sur cette base. Et, souvent, la puissance qui veut intervenir sollicite l'aval des Nations unies. C'est ce qu'a fait la France pour lancer l'opération Serval au Mali en janvier 2013.

Il arrive encore que des actes d'agression ouverte se produisent. Lorsque cela est le cas, ce qui est devenu fort rare, l'hommage que le vice rend à la vertu est très net et même cela ne suffit pas pour éviter la forte réaction d'indignation des autres puissances. Telle est l'expérience récente faite par les deux grandes puissances des États-Unis et de la Russie.

En mars 2003, l'Amérique a invoqué la présence d'armes de destruction massive illégales sur le territoire irakien pour légitimer la

guerre menée contre ce pays, alors que le véritable objectif de l'Administration Bush était le renversement de Saddam Hussein et la construction d'un régime démocratique en Irak. Le tollé international a été tel contre les États-Unis en 2003 qu'un président américain, quel qu'il soit, y regarderait à deux fois demain avant de rééditer une telle action.

La seconde agression marquante commise depuis la fin du cycle Est-Ouest aura été l'action militaire russe menée contre l'Ukraine en 2014. Mais, bien plus que les États-Unis en 2003, sachant qu'une action ouverte aurait déclenché des réactions fortes d'indignation générale et de peur des voisins, la Russie va camoufler son incursion en Ukraine. Jamais la Russie n'admettra la présence de ses forces en Ukraine, pas même en Crimée. L'action russe se décomposera en deux volets, la Crimée et le Donbass. Pour ce qui est du Donbass, officiellement, il n'y a jamais eu d'entrée de troupes russes mais simplement la présence de « volontaires » venus librement à l'appel des citoyens de cette région. Quant à l'annexion de la Crimée, elle se fera sous la forme « démocratique » d'une déclaration d'indépendance du Parlement de Crimée suivie d'un référendum de rattachement à la Fédération de Russie.

La Crimée est la seule intervention d'une puissance contre l'intégrité territoriale d'un autre pays qui ait été payante depuis la guerre froide. Mais plutôt que d'y voir les prémices d'un retour à une politique impériale russe renouant avec le XIX^e siècle, on peut se louer de l'ampleur de la réaction internationale à l'encontre de l'action russe. Cette « guerre hybride » non revendiquée et masquée de la Russie a été clairement condamnée par l'Assemblée générale de l'ONU. Et la Chine, chantre de la souveraineté des États, s'est écartée de la Russie au Conseil de sécurité. La crise ukrainienne a conduit à une politique de sanctions internationales contre la Russie et fait aujourd'hui l'objet d'un processus diplomatique entre la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France.

L'intégrité territoriale des États est plus respectée qu'on ne le pense.

La souveraineté de l'État comporte un autre élément. Être souverain, c'est pouvoir faire ce que l'on veut chez soi. C'est le principe de la

compétence nationale.

Chaque État est libre de choisir son propre système politique, la démocratie, le parti unique ou la dictature. Chaque État est libre d'établir ses lois civiles et pénales comme il l'entend. Les présidents africains claniques et corrompus ou le despote brutal qui gouverne présentement la Syrie gouvernent comme ils l'entendent, malgré l'émergence d'une opinion publique internationale, le développement des droits de l'homme, les appels et conseils des États alliés ou amis. Les princes de tous les pays ne sont en appel que devant leurs peuples. Par la mondialisation politique, le couple du prince et du peuple demeure premier.

La dernière facette de la souveraineté est l'égalité juridique des États.

Ce principe d'égalité est devenu le moteur de la vie multilatérale. On cite souvent l'activité énergique du Liechtenstein à l'Assemblée générale des Nations unies en faveur du respect des droits de l'homme en Syrie, à l'égal de l'activité des autres puissances. Le principe d'égalité est au cœur des grandes négociations diplomatiques. Tous les diplomates en ont fait l'expérience. Cette règle permet souvent aux « petits » de résister aux pressions des puissants, de faire valoir leurs propres intérêts, d'arriver à des compromis qui les protègent, voire de faire renoncer certains États à leurs positions premières. Des conférences du droit de la mer des années 1960 à la négociation de l'accord de Paris sur le climat, le principe d'égalité des États en a été le moteur.

Le principe « un État, une voix » appliqué dans les organisations internationales et les grandes conférences diplomatiques conduit à ce que la coalition des petits l'emporte désormais souvent. On parlera alors de « la puissance d'empêcher », de la capacité du petit à bloquer un projet qui ne lui plaît pas ou, à l'inverse, de la « majorité automatique », signe le plus fort du caractère « démocratique » de la société internationale mondialisée.

Aux côtés de la souveraineté protectrice et égalisatrice, chaque État possède une force qu'il mettra au profit de ses intérêts. Les petits États ont le plus souvent une politique de « niche » maximisant leurs capacités et

leurs intérêts. Malte valorisera sa position de carrefour géographique des routes maritimes en Méditerranée et de paradis fiscal, 11 des micro-États inscrits sur la liste des 18 sont devenus des paradis fiscaux ou des États pavillons de complaisance. Nauru, après avoir exploité son phosphate, l'a remplacé par les migrants australiens ainsi que par la vente de sa voix à l'ONU. Les plus pauvres et les plus démunis, les membres du groupe des PMA, les pays les moins avancés, disposent grâce à leur souveraineté et à leur maigre force, dont l'habileté et l'entregent politiques éventuels de leurs princes, d'une puissance défensive. Le Mali, État faible et divisé, exerce sa puissance au profit de son *statu quo* interne, quelles que soient les pressions de la France alliée et des Nations unies.

« Le local reste la force du faible », a fait remarquer R. Debray. La puissance minimale du petit a toujours existé. Mais, aujourd'hui, elle vient véritablement créer un rapport égalisateur avec la puissance des plus grands. Les États jeunes et faibles sont d'autant plus attachés à leur libre et souveraine capacité de décision. L'État peut être faible, il n'en est pas moins fort de sa puissance minimale.

Ainsi, à la question du « comment ça fonctionnera ? », la première réponse est que les 200 États existants peuvent exercer une puissance. Chacun, même faible et inapte, existe par lui-même et agit pour lui-même, pour ses intérêts nationaux, traditionnels ou récents, visibles ou camouflés. Et, de plus, les États bénéficient de la difficulté accrue du pouvoir d'imposition anciennement détenu par les puissants. Tous les États, quels qu'ils soient, peuvent exercer une puissance minimale. De ce fait, la puissance du petit est limitatrice de la puissance des moyens et des grands.

Une part du chaos actuel est liée au fait que chacun, vieux ou neuf, petit ou grand, veut et peut se faire une place au soleil. Le paradoxe de l'État faible est qu'il maniera avec d'autant plus de détermination sa puissance minimale pour survivre, résister aux puissances extérieures amies ou ennemies. On le constatera avec le Mali et la Syrie actuelles. La puissance minimale est la capacité du « petit » et du « faible » à survivre, à

vivre, à bloquer le « grand », voire à résoudre par lui-même la crise qui l'affaiblit.

Tel est le triomphe de la mondialisation politique. Cela dit, ce triomphe n'est que partiel.

La puissance poreuse

Le jeu des mondialisations produit à l'inverse un processus d'affaiblissement de la puissance de l'État. Elles produisent une double porosité de l'État, externe et interne.

Pris dans la mondialisation économique, chaque économie et chaque État sont pénétrés par le capitalisme mondialisé et combinent comme ils peuvent adaptation et réaction. Pris dans la mondialisation sociale, les États sont affectés par une multitude de flux et d'acteurs qui viennent les pénétrer, les déstabiliser, affaiblir leur autorité et leur pouvoir. Le système international devient mixte, hybride, à la fois international et transnational. C'est l'enchevêtrement du monde classique statocentré des États et de leur puissance et du monde nouveau multi-centré des hommes, des sociétés et de leurs influences.

Ce système transnationalisé est la toile d'araignée décrite par J. Burton dans laquelle le moindre impact provoqué par n'importe qui crée une onde de choc aux effets imprévisibles. On assiste à un nouvel enchevêtrement du local et du global. La vie internationale ne connaît pas seulement deux cents États, mais des millions d'acteurs possibles capables d'actions et d'influences. Par la transnationalisation, les États sont relativisés.

Parce que le monde devient « plat », la puissance devient poreuse vis-à-vis de l'extérieur. C'est la porosité externe de la puissance.

La seconde dimension de la porosité de l'État et de sa puissance est d'ordre interne. Elle est liée à la transformation interne de celui-ci,

notamment sa « démocratisation ».

Le prince d'aujourd'hui n'est plus tout à fait le prince de Machiavel. Le prince du XXI^e siècle s'est institutionnalisé autour d'un appareil d'État dont il doit tenir compte. Mais surtout, même si le régime politique n'est pas démocratique, les États se sont « démocratisés ». La « démocratisation » est la modification en cours, lente mais irréversible, des rapports entre les princes et les peuples.

Dans les régimes démocratiques, le pouvoir a été réparti entre un prince et des assemblées, limitant plus ou moins la liberté d'exercice de la puissance du prince. Un bel exemple récent est, en 2015, celui du blocage de l'action de bombardement de la Syrie par le Premier ministre britannique après le vote négatif de la Chambre des communes et le blocage similaire d'Obama par crainte d'une attitude similaire du Congrès. Le processus de décision en matière de politique étrangère joue dans toutes les démocraties un rôle de frein à l'exercice de la puissance par le prince.

Mais la démocratisation va également atteindre d'une autre façon les États démocratiques.

Les formes nouvelles de l'individualisme exacerbé, signe le plus fort de nos sociétés post-modernes, transforment les vieilles sociétés nationales, jusqu'à les déliter, lorsqu'une partie du peuple en vient à rejeter toute autorité d'un prince ainsi que toute volonté d'appartenance à une collectivité nationale. On assiste alors à l'individualisation de la société, à la montée des égoïsmes locaux et des régionalismes exacerbés. En découle le déclin de la citoyenneté, des patriotismes, des civismes et des sentiments nationaux. Ces nouvelles fragmentations des sociétés des États démocratiques fragilisent le lien entre la société et l'État, entraînant l'affaiblissement de la force politique de l'État et donc l'exercice de sa puissance. On est dans cette situation en Belgique, en Italie, en Espagne.

Mais il ne faut pas croire que les régimes autoritaires soient à l'abri de la porosité de leur puissance. Rigidité n'équivaut pas à solidité. Montesquieu nous a appris à quel point l'extrême rigidité d'un système

politique entraîne sa fragilité. Tous les régimes autoritaires connaissent en effet une certaine dynamique de « démocratisation ». Car leurs sociétés bougent, se modernisent, revendiquent une amélioration du niveau de vie, de nouveaux droits, un nouveau contrat social, un espace politique élargi. Il se crée alors des pressions sociales diffuses mais réelles.

La montée en puissance des opinions publiques, des lobbies, des acteurs économiques, crée une certaine dilution de la puissance au sein de l'État autoritaire.

En témoignent récemment l'agitation et les demandes d'information des familles des disparus russes en Syrie et en Ukraine sur Poutine, les récentes manifestations anti-poutiniennes de Sibérie, le jeu de pouvoir subtil et complexe entre les dirigeants politiques chinois et les chefs d'entreprise des deux secteurs public et privé de l'économie, les grognes et les pressions venues de la population iranienne à la suite des actions militaires menées en Syrie jugées coûteuses et meurtrières.

En ce sens, le « comment ça fonctionne ? » de la politique internationale renvoie aujourd'hui bien plus qu'hier au « qui gouverne vraiment l'État ? ».

La puissance se diversifie. La fin de la guerre.

Les mondialisations font que la puissance est également plus diversifiée.

La puissance classique était avant tout régaliennne. La puissance politique et militaire couvrait de son ombre la puissance des États. Le déclin de la puissance des Pays-Bas au xvii^e siècle ne s'explique que par la puissance politico-militaire de sa rivale anglaise.

Mais, aujourd'hui, le jeu conjugué des mondialisations conduit à modifier le curseur au sein du registre de la puissance.

La puissance coercitive est moins utilisable qu'auparavant et fait place beaucoup plus aux trois autres formes de puissance que sont la géo-économie, la puissance douce du *soft power* et la puissance défensive.

Le dialogue entre P. Lamy et N. Gnesotto, transcrit dans l'ouvrage *Où va le monde ?*, débat précisément de la nouvelle relation en cours entre la géopolitique et la géo-économie, entre la puissance militaire et la puissance économique.

On peut dire sans exagérer que la guerre est finie, ou presque. On veut parler de la guerre clausewitzienne, l'affrontement des forces armées des États.

 Certes, on a connu les guerres de libération d'Asie et d'Afrique, les guerres entre l'Inde et le Pakistan par trois fois, entre la Chine et le Vietnam en 1979 et 1984, entre l'Algérie et le Maroc en 1963 dans la guerre des Sables puis à propos du Sahara entre 1975 et 1991.

 Mais ces guerres ont précédé et suivi immédiatement l'ère de la mondialisation politique des régions concernées. Elles ont été des guerres de libération puis de voisinage. Elles ont été un apprentissage de la cohabitation entre nouveaux États, liées à des contentieux issus de la nouvelle territorialisation du monde. Ces conflits de voisinage ne pouvaient manquer d'apparaître à l'image de ce que connut l'Amérique latine au XIX^e siècle. Mais ils se sont estompés, s'estomperont ou se gèleront avec le temps.

 Par contre, alors que l'Afrique n'a connu qu'une seule guerre classique, entre l'Éthiopie et l'Érythrée, la région de l'Orient n'a pas vu disparaître la guerre. D'où le « presque » de la formule selon laquelle la guerre est finie. Les trois guerres entre Israéliens et Arabes de 1948, 1967 et 1973, les deux Intifadas israélo-palestiniennes de 1987 et de 2000, la guerre entre l'Arabie et l'Égypte au Yémen en 1962, la guerre entre l'Égypte et la Libye de 1977, la longue guerre entre l'Irak et l'Iran des années 1980, les deux guerres d'Irak de 1990 et de 2003, témoignent de la belligérance d'un Orient marqué par deux choses, la difficulté

existentielle de certains peuples et les appétits de puissance de nombre d'États.

Certes, la force militaire reste un signe symbolique et matériel important de la puissance dans de nombreuses situations. L'Institut d'Heidelberg sur les conflits recensait en 2017 une bonne quinzaine de conflits très élevés ou élevés, du Mexique à l'Afghanistan en passant par le Tchad, le Nigeria, la Somalie. Mais l'ensemble de ces conflits se déroulaient à l'intérieur du territoire d'un État, sous la forme d'actions terroristes, de luttes tribales, ethniques ou religieuses. Il s'agit en fait de guerres civiles régionalisées ou internationalisées.

Si notre monde connaît beaucoup de conflits, il ne connaît pratiquement plus de guerres. « Le monde n'est pas plus dangereux, car il y a moins de guerres. Mais il est plus instable et moins prévisible », a fait observer avec justesse H. Védrine. Ce qui signifie moins de guerres mais plus de conflits. Même s'il peut y avoir des exceptions, l'ère des guerres d'agression et de conquêtes entre États, alliances, blocs est finie et a fait place aux « guerres des pauvres » surgies dans de nombreux États neufs. Il s'agit de guerres civiles, sous les formes de guerres tribales, claniques, interethniques, confessionnelles. La brutalisation, la « décivilisation », les « états de violence », analysés par F. Gros sont tout autre chose que la guerre classique.

La guerre classique est morte, et ce, pour quatre raisons. Elle est devenue pratiquement sans objet, elle est de plus en plus concurrencée par d'autres procédés, elle est devenue très dangereuse, et elle est hors la loi.

La mondialisation politique, en couvrant du drapeau de la souveraineté l'ensemble des territoires de la planète, a tué la conquête territoriale. Il n'y a plus de *terra nullius*, plus de territoires revendiqués et presque plus de territoires contestés. Le but premier de la guerre classique s'est évaporé. La guerre devient inutile.

D'autre part, les États ont découvert qu'ils peuvent obtenir beaucoup de gains politiques par d'autres moyens que la guerre. Par la puissance

minimale pour beaucoup, notamment par l'utilisation de l'opinion publique internationale et des tribunes internationales. Par la pression économique et la puissance douce de l'influence pour quelques-uns, ou encore par les nouvelles formes de guerres pratiquées à partir des technologies de l'Internet et des réseaux sociaux permettant les « cyberguerres », une guerre immatérielle masquée et déstabilisatrice.

La guerre classique est pratiquement morte. Est venu le temps de ce que la ministre de la Défense Fl. Parly définissait ainsi : « La guerre de demain sera hybride, complexe, invisible, permanente. »

 La première grande cyberattaque connue de 2016 contre l'Estonie, l'opération Snutex de 2010 contre les centrifugeuses iraniennes, les cybersoldats chinois de l'Armée populaire de libération, les cyberforces russes réparties entre l'armée, les services et des hackers privés sous franchise, l'attaque informatique du Parti démocrate durant la campagne électorale de 2016 déclarée « acte de guerre » par Obama, le hackage du système électrique ukrainien, le soutien logistique de l'Égypte et des Émirats au général Haftar en Libye, les accointances du Rwanda avec des factions armées au Kivu congolais manifestent la capacité des puissances à affaiblir et déstabiliser l'adversaire par d'autres moyens que la guerre classique. La guerre est également devenue dangereuse à mener au regard de la menace nucléaire diffuse. La crainte de l'escalade est présente, agissant comme un principe de précaution. 

Enfin, et c'est bien plus important qu'on ne le pense, la guerre est devenue hors la loi. La puissance a été amputée du droit à la guerre. Du coup, on l'a vu, la guerre est compliquée à ouvrir compte tenu de la sensibilité des opinions internationales et des contrecoups politiques subis par l'État agresseur, comme l'ont réalisé les États-Unis lors de leur intervention irakienne de 2004 et la Russie en 2015 après son intervention en Ukraine. Au total, le coût sécuritaire, politique et moral de la guerre paraît excessif au regard des maigres objectifs susceptibles d'être atteints.

La puissance est devenue aujourd'hui la capacité d'influence susceptible de s'exercer dans une multiplicité de négociations, sur une multitude de « marchés internationaux ». Les nouveaux objectifs internationaux des États que sont l'obtention des ressources économiques précieuses ou rares, la recherche d'investissement, la protection des industries nationales, l'accès aux sources d'énergie, la gestion des flux humains, la lutte environnementale, sont des domaines étrangers au recours à la force.

Il faut bien constater qu'il y a de moins en moins d'usage rationnel de la puissance militaire et de plus en plus d'usage nécessaire de la puissance économique dans des guerres économiques et commerciales féroces et vitales pour nombre d'États. Le jeu des mondialisations joue en faveur de Mercure plutôt que de Mars.

Qui plus est, la force économique et financière est une source de plus en plus importante de la puissance politique dans un monde moins guerrier et plus marchand. On se rend compte aujourd'hui, à propos de la crise iranienne, à quel point la force financière qu'est le dollar monnaie mondiale permet à l'Amérique de rester un maître du monde. La force économique et financière est plus que jamais une ressource de base pour acquérir ou exploiter les autres ressources, y compris la force militaire devenue de plus en plus coûteuse. Un porte-avions, symbole de la puissance militaire moderne dont H. Kissinger disait qu'il valait cent mille tonnes de diplomatie, vaut au moins un milliard de dollars.

À l'importance stratégique nouvelle de la géo-économie s'ajoute l'explosion de la puissance douce, du *soft power*. L'addition des mondialisations sociale et culturelle a fait naître un nouveau *soft power* en facilitant l'invasion « douce » des sociétés par les cultures les plus attractives. L'individualisation de la vie internationale a créé de nouveaux « marchés internationaux », tels le marché linguistique des langues et des cultures, le marché éducatif du savoir et de la recherche, le marché des communications et des médias, ou encore le marché des loisirs et des arts. Le jeu des mondialisations permet ainsi aux États dotés de ces atouts

culturels et scientifiques de les exploiter intensivement à leur profit et de devenir des puissances de forte influence. Il faut y ajouter la puissance linguistique du monde anglo-saxon et l'attractivité mondiale des moteurs de recherche américains aux mains des GAFAM, Google, Apple, Facebook, Microsoft et Amazon, monopolisant le savoir numérique et ses retombées sociales faites d'un mélange de consumérisme et « d'échangisme », faisant des GAFAM américaines un peu les nouveaux maîtres du monde.

J. Nye en a tiré la conséquence de l'inévitabilité du leadership américain, de l'« *America for ever* », en raison de la double possession par les États-Unis de la puissance classique et de la puissance nouvelle qu'est le *soft power*, de cette combinaison unique du GI, de la trilogie des universités de Harvard, Stanford et Berkeley en tête dans le classement de Shanghai, et d'Hollywood.

Mais le *soft power* n'est pas l'apanage des grandes puissances. Tel État comme la Suède, considéré comme « isolationniste » du fait de sa politique étrangère, est en réalité une puissance ouverte et active en raison de l'expertise de sa diplomatie multilatérale lui permettant une grande activité au sein du système onusien. Ou encore, tel autre État comme Singapour, petit par sa force armée, joue en réalité un rôle important en raison de son rayonnement commercial et culturel dans toute l'Asie. Il faut également parler de l'attraction considérable auprès des jeunes élites mondiales des *clusters*, ces pôles de compétitivité alliant économie et recherche, installés en Californie, en Israël, en Corée, tous devenus des « petits champions du savoir ».

Par le jeu des mondialisations, dans un monde totalement westphalien, tous les États ont une puissance minimale, une sorte de droit de veto qui fait de notre monde un véritable marché politique où se rencontre une multitude de puissances. Mais, dans le même temps, dans un monde devenu plat, la puissance est de plus en plus poreuse, affaiblissant d'autant cette dernière. Plus de puissances, mais moins de puissance. De plus, la puissance s'est diversifiée, devenant moins

régaliennne et plus économique et douce, ce qui favorise un certain nombre d'États.

CHAPITRE 17

Qui gouverne le monde ? Les théâtres régionaux

Après avoir observé le « comment ça fonctionne ? », il s'agit de répondre à la question du « qui gouverne ? ». Depuis l'effondrement du système Est-Ouest suivi de la courte parenthèse d'un illusoire système unipolaire, tous les diplomates et experts s'interrogent sur l'existence d'un nouveau système international ou d'un nouvel ordre mondial, ce qui est un vocable différent pour dire la même chose.

Vers quel système international ?

Contrairement à ce qu'on en dit les tenants de l'école classique, jamais un système international n'a été une garantie sérieuse et durable de sécurité et de paix. L'Europe westphalienne sera très vite contestée par l'*hubris* de Louis XIV, l'Europe du congrès de Vienne sera mise à bas par les passions des peuples et des nationalités, l'Europe du congrès européen sera détruite par les nationalismes de puissance, le système Est-Ouest s'effondrera du fait de la crise de faiblesse du bloc communiste.

Parce que, dans la vie internationale, les gendarmes sont les voleurs, ou plutôt, les « grands » États sont des voleurs qui s'attribuent le rôle de gendarme, ils attisent et provoquent les conflits et ils les modèrent. Ils développent leurs armements mais ils en contrôlent le volume et l'usage. Ils déstabilisent un théâtre et ils s'en proclament après les gardiens, ce qui conduit les systèmes bâtis par les puissants à être totalement dépendants des passions de leurs princes et de leurs peuples. Cependant, la vision d'une société internationale ordonnée par le petit groupe de voleurs-gendarmes que sont les grandes puissances du moment est restée tellement ancrée dans les esprits qu'elle conduit aujourd'hui à se demander avec angoisse qui gouvernera le monde de demain, un monde perçu comme étant chaotique.

Le monde présent est-il porteur d'un nouveau système international bâti sur une nouvelle configuration des puissances ? Cette interrogation est devenue la tarte à la crème des débats actuels sur la vie internationale. Elle donne lieu à des figures multiples et variées, dont l'idée dominante d'un nouveau système multipolaire en gestation, l'idée plus récente d'un « triangle » en formation entre les États-Unis, la Russie et la Chine, le fantasme du « G2 », forgé dans le concept de « Chinamerica » conçu par Handel Jones en 2010, selon lequel ces deux grandes puissances du futur établiront à terme un partenariat instable mais effectif. Il y a eu en 2014 l'image du « retour de la Russie » au centre du jeu mondial au lendemain de la reconquête de la Crimée et de la victoire russe en Syrie. Il y a l'idée formulée par B.-H. Lévy, à propos du lâchage des Kurdes de Syrie, d'une nouvelle bipolarité « objective » marquée par une guerre civilisationnelle entre un Occident « qui ne sait plus qui il est ni ce qu'il veut » et les cinq rois russe, turc, iranien, saoudien, et chinois. Au contraire, depuis un an, on évoque le retour de la puissance américaine manifestée par la politique de D. Trump au nom de l'« *America first* », vis-à-vis de la Chine, de la Corée du Nord, de l'Iran. Toutes ces hypothèses sont bâties sur les effluves d'un moment.

Cette interrogation est aiguïlée par l'angoisse occidentale du déclin et de la chute. Il existe aujourd'hui un « spenglérisme » ambiant en Occident, alimenté par la perception d'une « fatigue » des démocraties, d'un déclin américain, d'une montée des puissances autoritaires exprimée dans la trilogie Poutine/Xi Jinping/Erdogan. Et la comparaison est faite avec 1930 pour parler d'un monde occidental désarmé, affaibli, face aux puissances montantes des « démocraties » russe, chinoise, et autres, qui ont le temps pour elles face à la faiblesse de la démocratie. L'impression est que l'on a besoin d'un roi des animaux dans cette jungle dangereuse qu'est le monde. Même si celui-ci croque quelques petits, il fera régner un certain ordre. La crise syrienne est très illustrative de cette attitude. Beaucoup ont partagé la conviction que la Russie, même si elle avait bombardé Alep et ses hôpitaux, était la seule à pouvoir éviter la catastrophe absolue d'une Syrie contrôlée par les organisations extrémistes et terroristes.

En fait, on serait bien en peine de qualifier de façon adéquate la configuration actuelle des rapports de puissance et l'actuelle hiérarchie des États. Le système international présent n'est certainement plus bipolaire ni unipolaire, ce qu'il a été successivement au xx^e siècle. Et, s'il est de nouveau multipolaire, ce n'est plus l'ancienne multipolarité européenne. On semble bien rentrer dans un système international inédit, additionnant « l'ancien monde » des puissances et le « nouveau monde » des mondialisations. Les métamorphoses de la puissance, notamment la puissance « minimale » détenue par tout État ainsi que la porosité de la puissance dont est l'objet chaque État, viennent créer un monde « relatif » dans lequel toute hégémonie, toute domination d'une puissance, toute gestion contrôlée d'une situation de crise, apparaissent très difficiles.

Dans toute l'histoire de la vie internationale, les systèmes internationaux ont toujours été oligopolistiques, marqués par un petit nombre d'acteurs. Ce ne semble plus être le cas aujourd'hui. Ce qui est considéré comme un chaos est en fait le moment de la transition historique d'un monde autrefois limité à l'Europe monde, puis au monde

bipolaire, à un monde mondialisé. Aujourd'hui, nous assistons à l'extrême dissémination de la puissance.

Les théâtres régionaux en fournissent le spectacle. Il se produit sous nos yeux une redistribution mondialisée de la puissance, laquelle se répartit d'une toute autre façon qu'elle ne l'était dans les siècles précédents. Le jeu combiné de l'histoire et des mondialisations en cours façonne un monde « régionalisé ». Les cinq théâtres régionaux existants sont tous des mondes en assemblage ou en réassemblage.

Le théâtre latino-américain

Après la conquête de leur indépendance au début du XIX^e siècle, il faudra plus d'un siècle pour que ces jeunes peuples, encore tous inscrits dans le moule de leurs racines indiennes, hispaniques ou portugaises et simplement unis au départ par leur lutte contre les métropoles, choisissent leur destin politique, créent des États, acceptent entre eux la délimitation de leurs frontières. Après l'échec du rêve bolivarien, ce sera l'éclatement de la grande Colombie en plusieurs États, Pérou, Venezuela, Équateur et Colombie, l'éclatement du Mexique par le Honduras et le Guatemala, la scission des provinces du Rio de la Plata entre l'Argentine et l'Uruguay. Et, en raison du flou de leurs délimitations, de multiples conflits territoriaux et frontaliers surgiront entre les États.

De plus, en l'absence de véritables nations, ces jeunes États connaîtront tous une instabilité interne profonde débouchant souvent sur la militarisation du pouvoir par les juntes militaires classiques ou les caudillos, une tradition politique populiste née de l'histoire de l'indépendance du continent, faite de chefs militaires conquérant le pouvoir en s'appuyant sur le peuple avant d'instaurer un régime autoritaire ou despotique.

Le continent vivra un XIX^e siècle de violence marqué par des guerres régionales absurdes menées par les princes « *caudillos* », dont la guerre entre le Paraguay et le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine, puis la « guerre du Pacifique » entre le Chili et la Bolivie de 1879. La pacification du continent s'opérera au XX^e siècle, par les peuples et les princes, par la transition démocratique mettant fin à la domination des caudillos, par la négociation, la médiation extérieure, dont celle du Vatican et la coopération régionale.

Mais, au XX^e siècle, la guerre froide s'installera pleinement en Amérique latine. Très ouvert aux cultures et aux idéologies européennes, le continent verra d'abord surgir de nombreux et puissants partis communistes, à Cuba, au Brésil, au Chili. Le conflit Est-Ouest atteindra son intensité maximale à partir de 1959 lorsque la révolution castriste sera le prélude à l'expansion de guérillas révolutionnaires dans l'ensemble du continent. En retour, le puissant voisin nord-américain deviendra le pourfendeur intransigeant du communisme dans son « arrière-cour ».

L'Amérique latine sera secouée par une violente conflictualité idéologique et militaire entre les années 1960 et les années 1990. Durant trente ans, le couple manichéen de la révolution et de l'anticommunisme dominera la vie politique et régionale. À la vague des *focos*, les foyers révolutionnaires inspirés de la doctrine de la Tricontinentale de Guevara destinés à épuiser l'impérialisme américain et constitués dans presque tous les pays latino-américains, répondront du côté de Washington le renversement des régimes progressistes, tels le Guatemala en 1954 et Perón en 1955, l'intervention armée directe tels l'expédition cubaine de la baie des Cochons de 1961 ou Panama en 1989, le soutien affiché aux dictatures militaires anticommunistes, au Chili, au Brésil, en Argentine.

Mais l'Amérique latine, tout comme l'Europe, connaîtra avec la chute de l'Union soviétique l'extinction du conflit Est-Ouest. Les États-Unis changeront de politique au moment où la plupart des peuples latino-américains opéreront leur transition démocratique et où les guérillas, ayant perdu leurs parrains soviétique et cubain, vont s'épuiser. L'accord

de paix intervenu en 2016 entre le gouvernement colombien et le mouvement de guérilla communiste des FARC après une cinquantaine d'années de lutte armée clôt pratiquement le chapitre historique des guerres civiles latino-américaines. L'événement symbolique de la page nouvelle des relations entre les deux continents américains est le rapprochement intervenu entre Washington et le régime cubain en 2015, voulu par B. Obama et facilité par la médiation du pape.

Le postcommunisme est présent sur le continent par le chavisme, une doctrine construite après la chute du communisme soviétique à la fin des années 1990 par le Vénézuélien H. Chavez puisant aux deux sources du nationalisme bolivarien et de l'idéologie marxiste. Après les quinze années flamboyantes de la présidence d'Hugo Chavez, Nicolás Maduro et le président bolivien Evo Morales sont les héritiers, politiquement fragiles, de ce postcommunisme latino-américain. Il se joue actuellement dans la crise politique vénézuélienne mettant aux prises deux princes concurrents, le chaviste Maduro et le démocrate libéral Guaido, et deux factions du peuple, une facette du grand combat civilisationnel entre un monde occidental regroupant les États-Unis, l'Union européenne et la grande majorité de l'Amérique latine et une coalition de puissances autoritaires antilibérales, Cuba, la Russie de Poutine, la Chine, la Turquie d'Erdogan.

Le grand atout de l'Amérique latine est qu'elle a mûri sa construction interne et régionale dans une trajectoire linéaire longue de cinq siècles. Il aura fallu ces cinq siècles de maturation pour qu'aujourd'hui le théâtre latino-américain soit un théâtre pratiquement stabilisé et pacifié.

Tout en restant un continent dont les sociétés, les pouvoirs politiques, les économies sont fragiles, à l'image de la puissance brésilienne marquée aujourd'hui par une instabilité politique et une agitation sociale fortes, l'Amérique latine est débarrassée de tout grand conflit régional et a construit ses assises politiques.

Le continent latino-américain est aujourd'hui dans une double dynamique, celle de l'intégration à la mondialisation économique et celle de la volonté d'indépendance vis-à-vis des États-Unis. L'Amérique latine

est sortie du statut d'« arrière-cour des États-Unis » pour construire une identité régionale. Les relations entre les deux Amériques sont bien plus pragmatiques et distanciées.

Seul, le Brésil est parvenu à devenir une puissance régionale. L'Argentine est restée une puissance moyenne et le Mexique est encore une économie émergente. Le Brésil, souvent appelé un « pays d'avenir incertain », a en réalité une histoire vieille d'un siècle et demi. Il a développé pas à pas sa puissance actuelle. C'est au milieu du XIX^e siècle, sous l'âge d'or de Pierre II, que le jeune État issu de la coupure avec la mère patrie portugaise va édifier sa force économique. Il va devenir à partir de 1860 la première puissance commerciale du continent, loin devant l'Argentine. Le Brésil gardera au XX^e siècle cet acquis bâti au XIX^e siècle. Il est aujourd'hui la sixième puissance économique mondiale. Fort de son immense territoire, de ses immenses richesses minières et pétrolières au large de ses côtes, source de la puissance de Petrobras, devenu l'une des premières puissances agricoles du monde, attirant en masse les investissements étrangers, fort également de sa bonne organisation administrative ainsi que de son très bon appareil universitaire, scientifique et intellectuel sans équivalent sur le continent, fort de l'essor de ses classes moyennes dans tout le pays, le Brésil est continuellement monté en puissance. Il est une toute jeune puissance régionale cherchant encore son rôle régional et mondial. À l'échelle mondiale, membre du G20 avec l'Argentine et le Mexique, le Brésil des années 2000 est devenu un contributeur important des opérations humanitaires et de paix de l'ONU, revendique un siège permanent au Conseil de sécurité, développe de façon spectaculaire ses relations diplomatiques Sud-Sud avec la Chine et en Afrique. Il a été l'une des cinq puissances à créer en 2011 le groupe politique des BRICS, un front qui s'est voulu revendicatif en matière d'économie mondiale comme sur la réforme des institutions internationales. En 2010, en relation avec la Turquie, il a pris une initiative sur le dossier nucléaire iranien. À l'échelle régionale, le Brésil, devenu sans conteste la première puissance, a

l'ambition affichée d'assurer son leadership régional. Il a une attitude dominante au sein du Mercosur, ce projet d'un marché commun à l'européenne créé avec l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay en 1991, qu'il tient à renforcer face aux initiatives régionales des États-Unis. Il agit régulièrement par sa diplomatie en faveur de la stabilisation du continent.

Le proche avenir montrera si le nouveau président, le militaire conservateur et pro-américain Jair Bolsonaro, décidera d'abandonner la traditionnelle politique brésilienne de grande puissance régionale en s'alignant complètement sur Washington. On a très rarement vu un prince aller délibérément à l'encontre des choix stratégiques, politiques, économiques, qui fondent la puissance de l'État. Même si Bolsonaro est aux antipodes politiques de Lula, le Brésil reste le Brésil.

On peut dire que l'Amérique latine, par son histoire, a créé un modèle. Elle a fait jaillir de ses cinq siècles d'histoire coloniale et postcoloniale une région assez stable et organisée. Elle n'est plus un théâtre, au sens strict du terme. Elle ne souffre plus de l'ancien affrontement entre les deux Amériques. Elle ne souffre pas de l'affrontement entre puissances régionales adverses. Elle connaît de façon limitée, notamment par les narcotrafiquants et les cartels de la drogue, l'instabilité et la violence liées à l'existence d'États faibles. Elle connaît encore, par Cuba et le Venezuela, mais plus pour très longtemps, les troubles liés aux reliquats du postcommunisme.

Il s'est forgé en son sein un développement économique et social, la consolidation d'États-nations, une cohabitation idéologique régionale entre la « vague rouge » des années 2000 symbolisée par le Brésilien Lula et le Bolivien Morales, et l'arrivée récente d'une « vague droitiste » en Colombie, au Pérou, en Argentine, au Brésil. De plus, il s'est forgé un continent régulé par un certain concert régional et par une puissance brésilienne animatrice de ses dynamiques aux côtés de quelques puissances moyennes.

Le théâtre africain

Tout à l'inverse de l'Amérique latine, l'Afrique noire est toute neuve. On connaît la phrase provocante de N. Sarkozy sur « l'homme africain pas assez entré dans l'histoire ». On connaît moins le propos de l'intellectuel, ancien ministre et ancien ambassadeur centrafricain, Jean-Paul Ngoupandé, lequel avait exprimé dans les années 1990 sa vision très décapante de l'homme africain : « La traite et la colonisation n'expliquent pas tout. L'Afrique est la première responsable de ses propres malheurs. Globalement, nous avons échoué en raison de la persistance d'une mentalité de groupe, de clan, d'ethnie, qui a engendré un parasitisme familial exorbitant. » L'Afrique n'est pas hors de l'histoire, elle est dans l'histoire. Mais dans une histoire très particulière. En fait, l'homme africain est entre trois histoires, sa longue histoire précoloniale presque immobile marquée par le poids écrasant de sa géographie, sa courte et improductive histoire coloniale entre 1885 et 1960, sa nouvelle histoire depuis sa très récente mondialisation politique.

L'Afrique subsaharienne sera un continent formé aux antipodes de l'État-nation. Enfermée sur elle-même, coupée des autres mondes et compartimentée par sa géographie « non communicative », elle s'est construite sur des sociétés traditionnelles communautaires et solidaires reposant sur ses 2500 ethnies comme les Tutsis et les Hutus au Rwanda, les Darods et les Saabs en Somalie, les Baoulés et les Bétés en Côte-d'Ivoire. Son histoire coloniale a été celle de découpages à la hache, partageant certains peuples entre deux États où rassemblant sous le même État des peuples historiquement antagonistes, tels le Nigeria, le Tchad, le Soudan ou le Mali, faisant vivre ensemble des peuples musulmans anciens esclavagistes avec d'autres peuples animistes.

Qui plus est, à la grande différence de l'Amérique latine, l'Afrique coloniale n'a pas connu de synthèse euro-africaine. La colonisation a été trop courte et trop partielle. Les puissances coloniales, les Anglais et les Belges plus que les Français ont préféré exploiter plutôt qu'acculturer le

continent. Du coup, les sociétés africaines étaient trop profondément inscrites dans leurs traditions communautaires et solidaires pour les quitter et adhérer par elles-mêmes à une culture politique totalement étrangère à leur histoire, celle du pouvoir régalien et de l'État moderne.

Autre malheur, l'indépendance de l'Afrique noire s'est faite en pleine confrontation Est-Ouest. Les deux camps occidental et soviétique confortèrent alors le système de « l'État-parti » selon lequel le parti unique constitué au lendemain de l'indépendance et soutenu par l'un ou l'autre des deux camps régnait sans partage. Or ces partis uniques camouflaient à peine la réalité de l'ethnie vainqueur du combat politique mené pour l'indépendance. Aussi, très logiquement, après leurs indépendances, les jeunes États africains sont devenus des États purement formels, des coquilles vides gérées par certaines ethnies contre les autres ethnies.

L'histoire, celle de longue durée comme l'histoire récente, est première dans l'éclairage des handicaps sociaux, économiques et politiques actuels de l'Afrique. On ne passe pas en quelques décennies des tribus et des ethnies aux États-nations, ni des zones mouvantes des territoires des différentes ethnies aux frontières bornées. L'Afrique noire manque cruellement d'une histoire politique faite de peuples faisant nations et de princes régaliens, à l'exception de l'Éthiopie et du Liberia. Du fait d'une histoire passée de l'immobilité à l'accélération, l'Afrique connaît logiquement une profonde crise de croissance culturelle et politique inscrite dans la faiblesse extrême de l'État. Depuis 1990, sur la cinquantaine d'États africains subsahariens, seulement une quinzaine d'entre eux accomplissent actuellement leur transition soit vers un État princier autoritaire dégagé des pressions ethniques soit vers un État-nation démocratique. Le Rwanda d'un côté, l'Afrique du Sud, le Botswana, le Sénégal, le Ghana, de l'autre, relèvent de ces transitions. D'autres, tel le Mozambique gouverné démocratiquement par le Frelimo, le parti dominant, depuis l'indépendance, peuvent entrer dans cette transition.

Par contre, une vingtaine d'États sont catalogués en situation critique dans l'index des États fragiles du magazine *Foreign Policy*. La faiblesse politique de l'État handicape le continent pour gérer son défi démographique, le triplement de sa population depuis son indépendance. Si la courbe actuelle se maintient, l'Afrique noire passera d'un milliard à 2,5 milliards d'habitants en 2050. Ce sera le quart de la population mondiale, la population la plus jeune du monde avec un taux de recherche d'emploi extrêmement élevé. La faiblesse politique de l'État handicape l'économie. Elle empêche la plupart des pays de se doter d'une « organisation collective » leur permettant la meilleure valorisation possible de leurs immenses ressources naturelles. Une croissance moyenne de 5 % est une obligation minimale pour assurer le minimum humain. Alors même que la plupart des économies africaines dépendent d'un ou deux produits à la merci d'une baisse des cours ou des aléas climatiques, l'organisation de l'économie est profondément défectueuse. Certes, l'Afrique connaît aujourd'hui une belle croissance et le développement de bourgeoisies, mais, comme le rappelle fort justement L. Zinsou, la croissance ne signifie pas automatiquement le développement. En réalité, comme le rappelait l'expert africain de l'IFRI, Th. Vircoulon, lorsque l'on vante les économies émergentes de l'Afrique, on oublie une partie des réalités. Seul un Africain sur dix fait partie de ces bourgeoisies émergentes, la démographie galopante est ingérable, la main-d'œuvre est peu formée, et ces États émergents dépendent trop de matières premières captées par les gouvernants plutôt qu'exploitées industriellement. 40 % de la population africaine est sous le seuil de la pauvreté. De plus, les bénéfices de la croissance sont souvent appropriés par les prédateurs de l'Afrique que sont ses princes, leurs entourages et leurs proches ethniques et claniques.

L'Angola, pays riche de pétrole, est appauvri par la corruption et le népotisme d'un parti État hégémonique contrôlé par le « roi soleil » Dos Santos qui a régné trente-huit ans et par la *first lady*, sa fille Isabel, la femme la plus riche d'Afrique. Il faut aussi évoquer le « mystère » de

Madagascar, pays éduqué, uni, pacifique, riche de ressources, mais le seul pays qui s'appauvrit depuis soixante ans sans avoir connu la guerre, en raison d'une hyper élite ultra-conservatrice et prédatrice. Par contraste, il est intéressant de relever l'exception du Rwanda de Kagamé, le pays aux mille collines, au système « singapourien », combinant une croissance de développement et un autocratisme. L'efficacité d'un secteur privé et l'éradication de la corruption ont permis le développement de l'investissement étranger. La présidence « à vie » de Kagamé est un despotisme éclairé mais il s'agit d'un véritable État princier moderne qui n'est en rien l'État ethnique de la minorité tutsie.

La faiblesse politique de l'État est à l'origine du nombre impressionnant des guerres africaines. Une vingtaine de conflits majeurs s'y déroulent. Les guerres classiques africaines sont très rares. L'interminable conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée, lourd de ses cent mille morts, a d'abord été lui-même une guerre civile de trente ans débutés en 1961 entre les deux peuples réunis dans une fédération mort-née. Il est ensuite devenu un conflit d'États en 1998. La situation existante de « ni paix ni guerre » a pris fin de façon spectaculaire en 2018, par l'action conjuguée du nouvel homme fort de l'Éthiopie, Abiy Ahmed, et de la médiation saoudo-émiratienne appuyée par les États-Unis.

Toutes les autres guerres d'Afrique sont des guerres civiles, closes ou élargies, l'absence d'État régalien favorisant les mauvaises mondialisations sociales que sont les circulations des contrebandes, des milices, des djihadismes. Il y a eu la guerre civile du Biafra, entre l'ethnie chrétienne des Igbos et les deux autres ethnies majoritaires musulmanes du Nigeria. Il y a eu dans les années 1980-1990 les guerres civiles du Liberia étendues au Sierra Leone, sur fond de compétition ethnique entre les nouveaux dirigeants libériens d'origine Krahn arrivés au pouvoir en 1980 et les autres ethnies des Gios et des Manos emmenées par Charles Taylor, finalement résolues après plus de dix ans de terribles combats par les accords d'Abuja de 1996.

Il y a la Centrafrique, l'ancienne Oubangui Chari créée de toute pièce par la France, le dernier « blanc » de la carte africaine de la fin du XIX^e siècle, au destin chaotique. Après le régime baroque de Bokassa protégé par l'armée française, ce fut en 2012 l'enfoncement dans une guerre civile toujours latente entre la Seleka, la coalition ethnique musulmane soutenue par le Tchad et le Soudan, et les anti-Balakas d'origine animiste et chrétienne. La Centrafrique est le dernier État à l'indice du développement humain de l'ONU. L'éclairage historique joue à plein dans la situation actuelle de la Centrafrique, cette partie de l'Afrique ayant été celle où la colonisation a été la plus tardive, la plus brutale et la moins formatrice d'élite locales.

Mais il existe surtout trois grandes zones récurrentes de conflit, la région des Grands Lacs, la Corne et le Sahel. Au cœur de la région des Grands Lacs, le foyer de la guerre a été le voisinage conflictuel permanent entre l'ex-Congo belge et la guerre ethnique des Hutus et des Tutsis au Rwanda et en Ouganda. La guerre civile et régionale du Congo est continue depuis 1960. La crise ouverte de l'indépendance de l'ex-Congo belge amènera Mobutu au pouvoir. Celui-ci régnera trente ans. Mais ces trente années ne construiront ni un État ni une nation. Mobutu pratiquera à l'extrême la mégalomanie et la corruption, développera une économie « rentière » de pillage des ressources naturelles, et laissera se développer l'anarchie à l'Est de son territoire. En 1996, la première guerre du Congo opposera un Mobutu abandonné de tous et laissant un pays exsangue à Laurent-Désiré Kabila, l'homme fort du Katanga activement soutenu par le nouveau régime tutsi du Rwanda. Après son assassinat en 2001 par un de ses gardes, lui succédera son fils Joseph Kabila, fervent nationaliste en mauvaise relation avec les États occidentaux, lequel assurera dix-sept années durant par la poigne l'unité fragile de la République démocratique du Congo. Il est à souligner qu'après la décision de J. Kabila de ne pas se représenter, la République démocratique du Congo a connu en décembre 2018 sa première alternance démocratique avec l'élection de Félix Tshisekedi – le fils de l'opposant historique de Joseph Kabila – face

au dauphin de Kabila. La région des Grands Lacs est marquée par la multitude de populations, toutes d'origine bantoue mais divisées et hiérarchisées dans leur histoire précoloniale en groupes mi-ethniques et mi-sociaux, tels les Hutus agriculteurs et les Tutsis éleveurs. L'épouvantable guerre civile entre les deux groupes sociaux et ethniques des Hutus et Tutsis fut ouverte dès les années de l'indépendance au Burundi et au Rwanda par de premiers massacres entre Tutsis, l'ancienne élite monarchique privilégiée par les colonisateurs allemand et belge, et Hutus, la nouvelle élite majoritaire maîtresse du pouvoir politique. Les exactions et les combats menés des deux côtés déboucheront au printemps 1994 sur le génocide organisé au Rwanda par des groupes hutus de 800 000 Tutsis.

La seconde guerre du Congo, la « guerre des Grands Lacs », sera ouverte en 1998, officiellement terminée en 2004, mais est toujours plus ou moins en cours. Elle est la grande guerre d'Afrique. Elle superpose une guerre d'État pratiquée par le Rwanda allié à l'Ouganda, tous deux désireux de contenir au Congo les Hutus qui s'y sont réfugiés depuis la guerre civile du Rwanda, mais tous deux également désireux de s'approprier les immenses ressources naturelles du Kivu à l'Est du Congo, et une guerre privée pratiquée par une trentaine de groupes armés relevant des ethnies tutsi et hutu, souvent devenues de purs bandits de grand chemin.

La Corne de l'Afrique est un cas d'école du lien entre le délitement extrême de l'État et la guerre en chaîne. La Somalie est un État en faillite issu d'un paradoxe. Bénéficiant, à la différence de nombreux États africains, d'une homogénéité ethnique linguistique et religieuse, la Somalie sera un État où, derrière le régime marxisant de Siad Barre des années 1970-1990, fonctionnera une réalité ultra clanique avec un clivage fort entre les grands clans dominants se faisant la guerre. Après la chute du régime en 1991, la Somalie plongera dans une guerre mi-clanique mi-privée très violente, marquée par le rôle des seigneurs de la guerre, les *war lords*, et le banditisme privé, pour le contrôle des ressources et de la

capitale de Mogadiscio. On peut parler de faillite puisque l'État disparaîtra complètement. En 2006, l'UTI, l'Union des tribunaux islamiques, liée à la montée d'un islam salafiste radical, occupera Mogadiscio et tentera d'exercer le pouvoir. Afin de contrer l'action de l'Éthiopie, l'UTI générera les Chababs, sa branche militaire radicale. Ceux-ci, devenus un groupe djihadiste franchisé à Al-Qaïda, exerceront plusieurs années durant sur la plus grande partie de la Somalie une violence extrême. Après vingt-cinq années d'une guerre civile totale, dans laquelle sont intervenus comme médiateurs ou comme acteurs des États musulmans (l'Érythrée, la Turquie, le Qatar) et des États occidentaux ou chrétiens (les États-Unis, l'Éthiopie), ce sera l'organisation africaine de l'OUA qui, par sa mission armée de l'AMISOM, reprendra progressivement la main en Somalie. L'action régionale africaine permettra l'organisation de l'élection présidentielle de 2017, point de départ espéré de la reconstruction totale de la Somalie.

Le Soudan du Sud est un tout jeune État né en 2012. Il est l'issue de vingt-cinq ans de lutte menée par les populations chrétiennes et animistes contre le régime islamique du Soudan, avec le soutien très actif des États-Unis. Riche en pétrole, il est déjà chaotique par la nouvelle guerre qui s'y déroule ayant causé le départ de 2 millions de personnes, c'est-à-dire 20 % de sa population. Cette guerre se déroule entre les deux ethnies, l'ethnie majoritaire Dinka et l'ethnie des Nuer, constamment en lutte pour les terres et le bétail, l'État étant gouverné par des clans de l'ethnie Dinka avides de conquêtes et de prédatons.

 La zone sahélienne, incluant le Mali, le Niger, le Tchad, la Mauritanie et le Burkina Faso, est devenue le ventre mou de l'Afrique. L'addition de la grande faiblesse des États et du morcellement ethnique des sociétés a fait le lit des guerres privées, du banditisme et des trafics à grande échelle, et, récemment, de l'avènement d'un djihadisme régional. Le Sahel est la zone où la démographie est la plus forte d'Afrique, où la pauvreté absolue est celle de 50 % des habitants, et où passent les routes de la contrebande de drogue et d'armes. Le Mali, terre centrale des

empire musulmans médiévaux bâtis sur le commerce transsaharien, peuplée de plusieurs peuples, est au cœur de ce chaos régional. Il n'est pas un État failli car il est politiquement stable et démocratique depuis 1992. Mais il est un État très faible, coupé en deux entre une population noire dominante, largement bambara ou dogon, les deux ethnies creusets de l'armée malienne, fière de son ancien empire malien, maîtresse du pouvoir, ayant gardé la mémoire des razzias arabes, et une population touareg, d'origine berbère, traditionnellement nomade, partiellement sédentarisée, ayant toujours affirmé son indépendance et sa liberté de mouvement sur les immenses territoires désertiques sahariens. Ni les princes ni les peuples du jeune État malien n'ont jamais manifesté une volonté réciproque d'un « vivre ensemble ». Déjà présente dès l'origine de l'État avec les révoltes touaregs de 1964, 1990 et 2006, la crise explosa en 2012 du fait de sa collision avec l'anarchie libyenne et l'expansion de l'AQMI, la mouvance djihadiste d'Al-Qaïda au Maghreb, attirant vers elle plusieurs groupes, mouvements autonomistes et chefs de clan touaregs, dont le charismatique Iyad Ag Ghali a connu une trajectoire exemplaire.

 un des chefs de la puissante tribu touareg des Ifoghas régnant sur la région de Kidal au nord du Mali, marqué par le massacre des siens lors de la première rébellion touareg de 1962. Il sera l'organisateur des premiers groupes combattants touaregs dans les années 1990 avec le soutien de l'Algérie, puis il deviendra après 2000 le chef de guerre de l'alliance djihadiste sahélienne, le GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), rassemblant les radicaux touaregs et les Peuls radicalisés d'Amadou Koufa, affiliée à Al-Qaïda. Le GSIM développe une stratégie d'islamisation des régions faillies des États faibles de l'Afrique sahélienne et de l'ouest, du Mali au Burkina Faso, et mène en parallèle des attaques contre les forces françaises, la MINUSMA onusienne et la force du G5 sahélien par une activité terroriste et d'enlèvements d'otages. Le Mali est aujourd'hui l'exemple parfait d'un État faible, sans présence administrative, régaliennne ou économique au nord, à Kidal, Gao et Tombouctou, un État ultra poreux, mais dont le prince use de sa puissance

minimale pour préserver le *statu quo*. Face au danger croissant du djihadisme régional, l'ensemble de cette zone sahéenne est traité militairement par la conjonction des forces françaises de l'opération « Barkhane », des forces onusiennes de la MINUSMA et des forces africaines du G5 sahéen. Mais, là encore, la solution de la crise sahéenne est de nature culturelle et politique. Elle résidera dans le processus de rupture des sociétés et des États de la région d'avec le

 « parasitisme familial, clanique, ethnique ». 

Les crises et les guerres d'Afrique sont presque toutes au départ des conflits ethniques ou claniques, des guerres menées par des Africains contre d'autres Africains. Ayant fait plusieurs millions de morts et des millions de déplacés, ils ont généré une double insécurité, une insécurité stratégique dans de nombreuses régions du continent et une insécurité humaine à l'origine des déplacements et des migrations de centaines de milliers d'Africains.

Le théâtre africain est aujourd'hui la cohabitation de deux réalités politiques. Celle d'une multitude d'États faibles, sans nations ni princes régaliens, générateurs de guerres civiles régionalisées, et celle d'une dynamique récente de pacification sociale et de construction étatique, présente en Somalie, dans les Grands Lacs, au Rwanda, en Afrique du Sud, au Sénégal, au Ghana.

La crise de l'Afrique est profondément culturelle. Parce que ces guerres trouvent leurs sources dans une culture communautaire et ethnique encore trop prégnante pour faire naître rapidement dans tout le continent des États stables, personne ne peut vraiment forcer le cours des choses. Elle est donc insusceptible d'un traitement « magique ». Ce n'est ni l'intervention militaire extérieure, ni la construction politique au forceps, le *state building* américain ou onusien, ni même l'approche économique par la croissance et l'intégration sous-régionale qui permettront de bâtir les nations et les États africains. Le *nation building* des années 1990-2000 a un bilan très mitigé. La débâcle somalienne marquée par l'échec dramatique en 1992-1993 de l'opération onusienne

militaro-humanitaire *Restore hope* voulue et bâtie par les États-Unis, l'enlèvement de la France au Mali et en Centrafrique, sont autant d'échecs face auxquels on ne peut opposer que la délicate reconstruction politique de la Côte-d'Ivoire par la France après la profonde crise politique sur fond de clivage ethnique et régional vécue entre 2002 et 2011.

Trois puissances extérieures sont présentes et actives en Afrique :

- la France, par la densité des liens de toutes natures bâtis sur cent cinquante ans d'histoire coloniale et postcoloniale ;
- les États-Unis, par leur alliance historique avec l'Afrique du Sud, par leur politique de coalition anti-islamiste dans la corne en Afrique après l'attentat de Benghazi de 2012 ayant conduit à la présence de 10 000 GI et civils et la construction de la base de Djibouti, et par leur récente politique de *containment* de la Chine autour des pivots du Ghana, de l'Éthiopie, du Nigeria et du Kenya ;
- la Chine, arrivée la dernière et devenue la première, dont l'entrisme économique s'est d'abord organisé autour de l'exploitation des matières premières et des terres rares, puis aujourd'hui par la construction d'un marché privilégié sino-africain pour ses biens d'équipement et de consommation concrétisé par les 100 milliards de dollars d'investissement direct et les 3 000 entreprises implantées notamment dans l'Afrique de l'Est par l'Éthiopie, Djibouti, devenu également sa première base militaire à l'étranger. S'y ajoute la future route de la soie de la mer Rouge. Le troisième forum Chine-Afrique de l'automne 2018 s'est déroulé en présence de plus de cinquante chefs d'État africains.

Mais ni la Chine, ni les États-Unis, ni la France ne construiront par eux-mêmes la transition africaine. La transition africaine est politique. Elle peut être aidée et stimulée de l'extérieur. Mais elle sera au bout du compte le fait des acteurs des États, la population et le prince, et de leur « révolution culturelle ».

L'exemple le plus récent en est l'actuelle transition de l'Éthiopie, d'abord sortie par elle-même de la spirale de la misère et des guerres par

le nouveau parti dirigeant, le FRDPE de Meles Zenawi, puis devenue un tigre africain en reprenant à son compte, après le Rwanda, le modèle singapourien d'un développement autoritaire d'une économie ouverte financée partiellement par la Chine et faisant des taux de croissance de plus de 8 %, parachevée en 2018 par l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed, fils d'un couple mixte islamo-chrétien, porteur d'un réformisme politique et social ainsi que de la paix avec le rival historique, l'Érythrée.

Un concert africain pourrait apporter beaucoup à l'ensemble des États faibles dans la mesure où certains États africains ont accompli ou accomplissent présentement leurs constructions étatiques. Mais ce concert n'existe pas encore. Il y a eu l'échec du panafricanisme des années 1960 porté par les marxisants, dont N. Krumah, et les nationalistes, dont J. Kenyatta. Puis ce fut l'impuissance de l'OUA, l'Organisation de l'unité africaine, trop marquée par le tropisme Est-Ouest, et incapable de prévenir et de traiter les conflits et les guerres. L'Union africaine, l'UA, créée en 2002 a également ses faiblesses intrinsèques, exprimées dans le rapport Adedeji. L'absence de financement et la gabegie, l'ancien conflit de leadership entre le Libyen Kadhafi et le Sud-Africain Mbeki, la concurrence du NEPAD établi en 2001 par le trio Algérie-Afrique du Sud-Sénégal, très « idéologisé », éclairent l'absence de gestion régionale du conflit congolais, de la guerre du Soudan, de la crise sahélienne. Un concert suppose une ou des puissances aptes à concevoir et garantir un intérêt régional.

 Le Rwanda de Kagamé, actuel président de l'UA, agit énergiquement pour accroître les ressources propres de l'organisation et financer par elle-même une force de paix africaine. Mais les principales puissances africaines que sont l'Afrique du Sud et le Nigeria, sans compter les membres d'Afrique du Nord, l'Algérie, le Maroc et l'Égypte, la future présidente de l'UA, y sont très réticentes, préférant agir à leur compte avec leurs alliés traditionnels.

Par contre, il faut souligner l'intérêt du concert africain en formation sur la crise congolaise autour de l'axe Pretoria-Luanda, les deux

puissances sud-africaine et angolaise étant de bons connaisseurs des guerres congolaises et les « parrains » de l'actuel président de la République démocratique du Congo, L.-D. Kabila. L'Afrique noire voit se former une puissance régionale, l'Afrique du Sud. Seule celle-ci, l'une des rares démocraties du continent, est en train de parvenir à ce stade. Bien que classée derrière le Nigeria par son PIB, l'Afrique du Sud est de loin la première puissance économique du continent. Elle est forte non seulement de ses énormes richesses minières et minérales, dont l'or et le platine, ainsi que de son réseau routier exceptionnel en Afrique, mais surtout de sa force industrielle et commerciale, illustrée par la seule centrale nucléaire africaine de Koeberg, par ses nombreuses firmes multinationales prospères et compétitives sur le marché mondial, cas unique en Afrique. Devenue membre du G20 en 2009, tout en proclamant dans les enceintes internationales des principes progressistes et anti-impérialistes, l'Afrique du Sud agit concrètement pour s'inscrire dans la mondialisation économique en soutenant ses grandes firmes industrielles et bancaires, telle la Standard Bank, dans la conquête de parts de marché dans le monde occidental avec lequel elle fait 40 % de son commerce, mais également en Russie. C'est le successeur de Mandela, le président Mbeki, qui assura, au nom de la « renaissance africaine », la transition d'une Afrique du Sud centrée sur elle-même à une Afrique du Sud nouvelle puissance régionale défenseur de l'intérêt national du nouveau pays.

En Afrique, elle se veut la première puissance politique, en affirmant la thèse de « la puissance utile au continent noir », l'avocat du continent noir. Finançant 15 % du budget de l'Union africaine, pratiquant ce qu'elle a appelé « la diplomatie paisible », présidant de façon « impériale » la SADC, l'organisation régionale de l'Afrique australe, son objectif est de forger une vision proprement continentale de l'Afrique qui permettrait à ce continent de gérer son développement et sa sécurité le plus possible par lui-même en construisant des solutions africaines aux problèmes africains. Elle tentera de mettre en œuvre avec plus ou moins de succès cette doctrine dans différentes crises régionales, au Darfour, au Soudan,

dans la région des Grands Lacs, dans la crise récente de succession politique au Mozambique. Elle agit beaucoup pour le soutien financier et politique des nombreux États fragiles ou en crise, de la préservation des manuscrits de la bibliothèque de Tombouctou au sauvetage du Sud-Soudan.

 Cela dit, la seule puissance régionale affirmée d'Afrique n'est pas dans la même situation avantageuse que le Brésil au sein de son continent. Elle est une puissance très jeune. Son action diplomatique reste trop brouillée par son hésitation à se positionner entre le camp occidental et ses valeurs démocratiques dont son histoire est tissée et sa volonté de rester fidèle aux principes du tiers-mondisme. Elle est jalouée par d'autres puissances moyennes africaines désireuses de devenir elles aussi des puissances régionales, tels le Nigeria et l'Angola, mais aussi l'Algérie et le Maroc, tous deux membres de l'UA décidés à être des puissances actives en Afrique au-delà du Maghreb. L'Afrique du Sud n'a pas acquis au sein de son continent la légitimité régionale que s'est construite en deux siècles le Brésil.

Enfin et surtout, l'Afrique noire a trop d'instabilité et de conflictualité, trop de faiblesses et de guerres civiles, pour qu'une seule puissance régionale suffise à la tâche, à la différence du théâtre latino-américain composé d'États-nations largement développés et pacifiés. La redistribution de la puissance dans le plus jeune continent issu de la mondialisation politique est en cours. Son assise politique, faite de sa cinquantaine d'États, est en formation. Pour l'heure, l'Afrique est surtout livrée aux puissances minimales des uns et des autres.

Le théâtre asiatique

L'histoire de l'Asie est la plus caractéristique de l'assemblage des différentes histoires du monde. Elle assemble la longue histoire d'un

continent fait de plusieurs « vieux » États, tous devenus des puissances importantes, l'histoire assez longue de la présence américaine en Asie, la récente histoire Est-Ouest avec ses reliquats asiatiques du communisme chinois et de la Corée du Nord, et l'histoire en cours produite par les mondialisations.

La conséquence est que l'Asie est un théâtre où se meuvent aujourd'hui deux grandes puissances, l'Amérique et la Chine, deux puissances régionales, le Japon et l'Inde, de nombreuses puissances économiques, les dragons asiatiques, et un petit État devenu puissant par son armement nucléaire, la Corée du Nord. Il y a un « grand jeu » asiatique fait de la confrontation de puissances cherchant toutes à bâtir une région au mieux de leurs intérêts. Le théâtre asiatique est devenu l'un des plus sensibles du monde. Nuançant la formule de l'historien P. Grosser, on pourrait dire qu'une partie de l'histoire du monde se fait en Asie.

La Chine est devenue la puissance pivot de l'Asie. Entre 1842 et 1949, la Chine avait connu un siècle d'humiliation face à la pénétration occidentale et de faiblesse face à l'anarchie intérieure de la guerre civile. La nouvelle dynastie communiste ouverte par Mao Tsé-Toung a entamé la reconstruction de l'empire. Aujourd'hui, fort de sa nouvelle puissance politique, militaire et économique, l'empire reconstruit par la dynastie du PCC avec ses empereurs, Mao Tsé-Toung et ses successeurs, et ses mandarins, la direction du Parti, est décidé à ce que le *Zhongguo*, l'Empire du Milieu, le carré inscrit dans le cercle du monde, s'affermisse et s'étende dans le voisinage élargi de l'Empire. Cette politique chinoise renoue avec une longue histoire mais s'inscrit dans un contexte radicalement nouveau. La doctrine de la « protection des intérêts fondamentaux » n'est autre que la défense du « carré » de l'empire environné d'un nouveau cercle menaçant. La puissance toute neuve de l'Empire du Milieu est confrontée non plus à la menace du Mongol mais à celle de la grande puissance américaine, si proche du continent par ses alliés de la guerre froide, ses bases de Singapour de Corée et du Japon, sa 7^e flotte.

La Chine va développer une double politique régionale, l'une au sein du cercle terrestre de l'empire et l'autre au sein du cercle maritime des espaces marins qui l'entourent. Au sein du cercle terrestre, après avoir réintégré à l'empire les derniers comptoirs territoriaux de Macao et de Hongkong, après avoir renforcé son contrôle sur un Tibet ramené dans le giron de l'Empire en 1908 par la dynastie Qing, puis de nouveau autonome mais réannexé en 1951, en attendant patiemment mais avec détermination la récupération de l'île de Taiwan, la Chine a entrepris de façon méthodique avec ses voisins de l'Asie du Sud-est, ses anciens adversaires idéologiques du temps de la guerre froide, une politique d'ouverture politique et de pénétration économique. Il y a cohérence parfaite entre l'agenda économique et l'agenda politique. Les étapes ont été la normalisation diplomatique et l'établissement de relations commerciales, notamment avec Singapour, la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines de Rodrigo Duterte, le Sri Lanka, puis sa première invitation par l'ASEAN en 1990, puis, réussite suprême en 2010, la création de la zone de libre-échange Chine-ASEAN complétée par le fonds d'investissement et une politique de prêts mise en œuvre par Pékin. L'empire développe parallèlement, après le conflit frontalier de 1979 avec le Vietnam, une politique de développement très liée à une volonté de pénétration commerciale dans la zone du grand Mékong, substitut moderne à l'occupation millénaire de cette région. Ces dernières années, il étend sa politique d'ouverture économique au Pacifique, vers l'Australie et jusqu'au Vanuatu, sa dernière cible.

Pour la première fois de son histoire, l'Empire chinois va ajouter une dimension maritime au *Zhongguo* terrestre. En réalité, il y a une certaine continuité de l'histoire. Perçue comme l'archétype de la puissance terrestre continentale, surtout confrontée à des menaces terrestres venant du Nord, la Chine a eu cependant à certaines époques une histoire maritime liée à sa sécurité et à son commerce de la soie. Sous la dynastie des Song du ^{x^e} au ^{xiii^e} siècle et surtout au ^{xv^e} siècle, avec le célèbre amiral

Zheng He et ses jonques au long cours naviguant jusqu'aux côtes africaines et la mer Rouge.

Cette évolution dans la continuité historique n'est pas récente. Dès 1947, le Kuomintang de Tchang Kai-Chek avait affirmé un nationalisme maritime de la *mare nostrum* chinoise appliqué à la mer de Chine méridionale. La dynastie communiste prendra le relais. La mer de Chine méridionale est tout à la fois une réserve de pêche, de gaz et de pétrole et un couloir stratégique d'accès aux grands espaces marins du Pacifique et de l'océan Indien. La Chine va construire un instrument militaire de présence dans les mers voisines par une flotte imposante bâtie autour de plusieurs porte-avions en cours de construction. Xi Jinping, lors de la démonstration navale du printemps 2018, pourra dire : « Aujourd'hui, la marine chinoise s'est levée à l'Est avec une toute nouvelle image. »

Pékin décidera, de façon tout à fait illégale selon le droit international, que sa zone économique maritime s'étendra à plusieurs centaines de kilomètres de ses côtes afin d'y intégrer les îlots des Paracels et des Spratleys, ces territoires inhabités jusqu'ici sans souveraineté. L'archipel des îles coralliennes inhabitées des Paracels situé à mi-distance entre la Chine du Sud et le Vietnam est revendiqué des 1954, aux dépens du Vietnam, et occupé et colonisé en 1974. Les îlots de l'archipel des Spratleys, situés dans les eaux internationales à mi-distance entre le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et la Chine, vont être considérés comme le poste avancé de l'île-province d'Hainan, la base de sous-marins nucléaires chinois. Dès 1988, un premier assaut y est mené contre des troupes vietnamiennes. Puis il y est construit à partir de 2013 de multiples îlots artificiels dotés d'aéroports et de systèmes de défense. Face à l'offensive juridique des Philippines ayant abouti en 2016 à un arbitrage international en leur faveur, Pékin maintient le fait accompli de son occupation des îlots.

Mais cette extension maritime unilatérale a soulevé de nombreuses et fortes réactions de la part des voisins de l'ASEAN et du Vietnam, ainsi que des États-Unis, lesquels ont décidé de faire patrouiller régulièrement les

navires de la 7^e flotte à proximité des îlots. L'Amérique, on le sait, sera d'abord présente dans le Pacifique avant que d'être atlantique. Elle est présente en Asie depuis l'expédition de 1854 du commodore Perry. Déjà, l'ouverture du business en Asie occupait les esprits en Amérique. Ce premier pas sera suivi en 1902 par la conquête des Philippines, la seule expédition coloniale américaine. Puis la guerre du Pacifique déclenchée à Pearl Harbor, l'extension de la guerre froide à l'Asie par la guerre de Corée, mais également l'accroissement de son tropisme pacifique, ne feront qu'amplifier l'intérêt américain pour la zone de l'Asie pacifique.

L'intérêt économique s'allie avec la lutte anticommuniste pour que, logiquement, les États-Unis s'installent en force auprès de la Chine communiste. L'Amérique, pouvant compter sur le soutien de l'ASEAN établi en 1967, va littéralement entourer la Chine de ses alliances, accords stratégiques, et bases, de Tokyo et de Séoul à Bangkok, Singapour, Manille et Canberra. La fin de la guerre froide en Asie marquée en 1989 par le retrait du Cambodge des forces du Vietnam, allié de l'Union soviétique, va conduire Washington à se poser la question du maintien de sa présence militaire asiatique. Mais l'actuelle montée en puissance régionale de la Chine jointe à l'appel discret ou pressant d'États voisins, alliés ou pas, repose aujourd'hui la question dans l'autre sens.

L'Amérique a très fortement rappelé sa doctrine traditionnelle de la liberté totale des mers et affirmé son opposition de principe à la politique chinoise d'emprise maritime en mer de Chine méridionale. De plus, l'Amérique d'Obama et d'Hillary Clinton a élaboré en 2009 la doctrine du « pivot vers l'Asie », une attitude souhaitée par le Japon, la Corée, Singapour, mais également l'Inde et le Vietnam. Il s'agit d'un projet ambitieux et sophistiqué d'un *containment* asiatique face à la Chine autour d'un partenariat commercial transpacifique, le TPP, devant concilier le développement des échanges commerciaux y compris avec la Chine, partenaire incontournable des États voisins, avec le refus de laisser les règles du jeu en Asie aux mains de la Chine. Ce pivot économique

serait complété par le maintien de la puissance militaire américaine dans la région.

La cohabitation ambiguë des deux puissances chinoise et américaine, toutes deux déterminées à affirmer la légitimité de leur politique et sûres de leur bon droit, n'a pas à présent débouché sur une guerre chaude, ni même sur une guerre froide. Simplement sur des déclarations et quelques rodomontades, comme les manœuvres navales spectaculaires chinoises face à Taiwan. La qualification par l'expert américain G. Allison de la situation actuelle entre la Chine et l'Amérique comme étant un « piège de Thucydide », le scénario décrit par l'historien grec d'une guerre inéluctable entre une puissance dominante et une puissance en pleine expansion est séduisant, mais en décalage complet avec la réalité historique actuelle. D'abord, la Chine n'est pas l'Athènes moderne. Cet immense empire arc-bouté sur son « carré », bâtisseur de nouvelles « murailles de Chine » terrestres et maritimes, n'est jamais parti à l'aventure. L'empereur de Chine n'est pas habité par l'*hubris* des dirigeants athéniens. Au contraire. Il a été opportuniste en occupant quelques îlots inhabités jugés stratégiques, mais cela ne se confond pas avec un nouvel impérialisme mondial. De plus, les deux puissances américaine et chinoise sont nucléaires et connaissent les principes de précaution du jeu nucléaire. Enfin et surtout, une Chine agressive et conquérante ruinerait durablement son crédit international et sa politique de séduction menée méthodiquement auprès des autres continents.

Certes, les deux puissances ne s'affrontent pas seulement sur le théâtre régional asiatique. Elles s'affrontent mondialement dans une double guerre, une guerre économique et un conflit civilisationnel entre les « valeurs occidentales » et les « valeurs asiatiques » chinoises. Mais ces guerres économique et civilisationnelle ne se règlent pas à coups de canon.

Maintenant, deux dragons trop proches peuvent se blesser sans l'avoir vraiment voulu. Le vrai test est Formose, défendue par l'un et désirée par l'autre. Formose peut être un jour l'étincelle. Le théâtre asiatique n'est pas

un simple théâtre bipolaire américano-chinois. Il est de plus en plus fait également de puissances moyennes devenant des puissances régionales, l'Inde et le Japon.

L'Inde devient une puissance régionale active dans le jeu de puissance en Asie face à l'immense voisin chinois. Demain très probablement la première puissance démographique mondiale devant la Chine avec 1,5 milliard d'habitants, puissance nucléaire depuis 1974, dopée par la nouvelle politique économique libérale adoptée en 1991, dotée de la plus forte croissance mondiale à 7 %, devenue le « bureau du monde » par la compétence de ses ingénieurs, de ses services et de ses technologies de l'information, riche de la qualité mondiale de sa classe moyenne forgée par l'histoire britannique élargie aujourd'hui à 60 millions de personnes, l'Inde est aujourd'hui la cinquième puissance économique mondiale, devançant désormais le Brésil, la Russie, la France et la Grande-Bretagne. L'Inde a toutes les capacités et les forces pour être une puissance régionale d'importance. Mais il fallait qu'elle en ait la volonté. C'est aujourd'hui le cas.

Du temps de la guerre froide, l'Inde s'activait surtout sur le front mondial des non-alignés tout en bénéficiant de son alliance privilégiée avec l'Union soviétique qui la protégeait. L'Inde a d'abord été préoccupée, voire obsédée, par son voisin pakistanais, l'ennemi numéro un. Il y a le dossier du Cachemire, ouvert depuis 1947, et la partition issue de la guerre de cet ancien État princier à majorité musulmane mais avec un prince hindou et terre de naissance de Nehru, où l'Inde bloque toute évolution face à l'insurrection du Cachemire indien, et où les armes se sont réveillées au printemps 2019 entre les deux États à la suite d'une nouvelle attaque suicide d'un groupe pakistanais islamiste.

Il s'est ajouté le dossier afghan dans lequel elle a beaucoup investi et tout fait pour empêcher le retour des talibans connectés au Pakistan. L'Inde est devenue puissance nucléaire pour contrer un Pakistan nucléaire. Mais elle était sans ambition de puissance régionale, à l'inverse de la Chine.

Aujourd'hui, le tiers monde et l'Union soviétique ont disparu. L'Inde est seule face à la Chine. La guerre de 1962 déclenchée par la Chine dans l'Himalaya, visant à réviser la frontière héritée de la ligne Mac-Mahon et aboutissant à l'annexion du Nord du Cachemire, l'Aksai Chin, a révélé brutalement à l'Inde l'incertitude de son voisinage avec l'Empire du Milieu. Elle s'est décidée depuis peu à se projeter en termes de puissance dans sa région face à la Chine. Elle ne peut se contenter du rapprochement discret mais réel opéré avec l'Amérique, elle est contrainte de devenir une puissance régionale.

Le Premier ministre nationaliste Narendra Modi, fort depuis sa première élection de 2001 du succès électoral de son parti, le BJP, révélateur d'une Inde de plus en plus nationaliste, a commencé à développer un vrai jeu de puissance dans la région et au-delà. L'Inde actuelle se projette dans l'océan Indien, joue de ses diasporas sur les côtes africaines orientales, développe ses relations avec les pays de l'ASEAN, veut nouer avec la France et l'Australie des liens de coopération stratégique qui viendraient compléter son rapprochement avec les États-Unis dans la région. Bref, l'Inde, soixante-dix ans après le discours de Nehru sur le tiers-mondisme et le non-alignement, s'est engagée face à la Chine dans l'exercice de la puissance régionale.

Le Japon a été, de 1945 à 2000, une puissance interdite de puissance. Premier pays non européen à avoir fait plier une puissance européenne en 1905, devenu la grande puissance du monde asiatique au xx^e siècle, il a été rayé de la carte de la politique internationale en 1945. Du fait du traumatisme d'Hiroshima, le nouveau Japon, son peuple et son empereur, rejettera le shintoïsme organisé et le nationalisme impérial. Et l'occupant américain dotera le pays d'une constitution pacifiste lui interdisant la détention d'une véritable armée et le recours à la guerre.

Renouant avec le Meiji, le Japon va alors construire de façon méthodique une puissance « compensatrice » à partir d'un nouveau modèle de force économique innovante et compétitive. Il deviendra la première « usine du monde » par des entreprises manufacturières

produisant pour le monde entier toute la gamme des biens de consommation. Le Japon était devenu la deuxième puissance économique mondiale, avant de rétrograder à la troisième place. Le Japon avait ainsi retrouvé une puissance économique et commerciale tout en étant privé de la puissance, devenu un protectorat militaire des États-Unis par le traité de sécurité sino-américain de 1960.

Mais les choses bougent. La logique de puissance est revenue à Tokyo. Car le Japon ne peut pas rester totalement passif dans un théâtre régional en pleine ébullition. L'illustration en a été donnée en septembre 2010 par la décision d'arraisonnement d'un chalutier chinois au large des côtes des îles Senkaku, annexées au cours de la guerre sino-japonaise de 1895, riches de réserves de gaz et de pétrole, et revendiquées aujourd'hui par Pékin au nom de ses droits historiques. Après avoir vécu une histoire compliquée avec les deux grandes puissances voisines de la Russie et de la Chine, le Japon vit de nouveau avec elles une histoire tout aussi compliquée, nourrie notamment du contentieux avec la Russie sur les Kouriles du Sud et du contentieux croissant avec la Chine sur ses revendications maritimes entourant les îles japonaises du Sud, les îles des Senkaku. S'y ajoute désormais la grande crainte de la nouvelle puissance militaire de la Corée du Nord.

Le Japon est aujourd'hui entre deux moments, celui où il a été un simple pion occidental dans le théâtre asiatique, et le moment où il peut redevenir une puissance de la région. Or l'Amérique actuelle d'Obama et de Trump le pousse plus ou moins à redevenir une puissance. Mais le peuple japonais, encore traumatisé par Hiroshima, reste profondément pacifiste et rejette toute révision constitutionnelle.

À partir des années 1990, les gouvernements successifs, dont le Premier ministre Abe, au prix de contorsions constitutionnelles allant jusqu'à l'affirmation d'un droit de « légitime défense collective », vont faire exploser les budgets de défense, vont créer un ministère de la Défense et vont doter le pays d'une flotte de guerre – dont un porte-avions, symbole d'une volonté de projection régionale de sa puissance qui

avait disparu depuis 1945 – et d’une aviation de combat capables de patrouiller dans l’ensemble des zones maritimes qui l’entourent. Le Japon d’aujourd’hui est devenu la huitième puissance militaire mondiale. Shinzo Abe est le premier leader japonais à avoir exprimé sa volonté de faire du Japon un pays « normal ».

Les dirigeants politiques japonais manifestent désormais très clairement une vision stratégique fondée sur le concept d’Asie pacifique. Ils ne veulent pas être enfermés dans une « cage asiatique » avec la Chine et veulent au contraire pouvoir s’appuyer sur les États-Unis et l’Australie. Le Japon actuel manifeste une présence politique de plus en plus active dans toute l’Asie pacifique, d’Hanoi à Djakarta, de l’Inde à l’Australie, avec l’idée en tête de rassembler autour d’eux l’ensemble des États inquiets de la nouvelle puissance impériale chinoise. Tokyo combine habilement économie et stratégie, par le jeu de l’aide au développement, par une banque asiatique de développement faisant face à la concurrence de la Banque asiatique d’investissement chinoise, mais aussi par la conclusion d’accords de sécurité bilatéraux, la tenue de sommets de défense réguliers, des manœuvres communes.

L’Australie, pour sa part, ne se contente plus de la sécurité américaine et veut faire par elle-même barrage à l’influence chinoise dans le Pacifique.

Quant à la Corée du Nord, elle est l’héritière de la longue histoire du peuple coréen. Ce peuple a été l’éternelle victime des menées agressives de ses deux grands voisins. Très longtemps l’un des vassaux tributaires de la Chine, sinisé par cette dernière, il est ensuite devenu la première marche des ambitions impériales du Japon dans la longue et dure colonisation amorcée en 1905 et close en 1945. Les deux Corées sont un même peuple avec deux régimes différents, un peuple avec la même histoire, la même culture confucéenne productrice d’une société très structurée, disciplinée, travailleuse, très nationaliste.

L’actuel « royaume ermite » de Corée du Nord est tout le contraire d’un État en voie d’effondrement. Il est un État résilient, capable de

s'adapter avec le soutien des *donju*, la nouvelle classe sociale des « maîtres de l'argent » développée dans les années 2000. Produit de la guerre froide, il n'est pas un régime marxiste. Son idéologie du *juche* est nationale. Elle repose sur le *jari*, l'autosuffisance économique obtenue après la grande famine des années 1990, grâce à une économie parallèle créée par les femmes. Le *juche* repose également sur le *jaju*, l'indépendance diplomatique et le parler d'égal à égal, ainsi que sur le *jawi*, l'autodéfense, épanouie par l'arme nucléaire inscrite dans la Constitution en 2012, une « arme identitaire » constituant une assurance-vie et la possibilité d'un jeu d'influence régionale dans une région emplies d'autres États nucléaires. C'est une politique très coréenne d'un régime dynastique soucieux du *juche* coréen protecteur de la nation coréenne. L'arme atomique nord-coréenne est une carte de négociation égalisatrice entre le petit Coréen et la grande Amérique. La diplomatie régionale de Kim Jong-un se veut être l'accomplissement du rêve de son grand-père, une double sortie de la guerre froide et des sanctions pour aller à la reconnaissance de son État par l'Amérique. C'est le sens à donner à son offensive diplomatique vers Donald Trump, dont les deux sommets de Singapour de juin 2018 et d'Hanoi de février 2019 ne sont que la première étape de sortie d'une guerre froide figée depuis plus de soixante-dix ans.

Qui plus est, on assiste à la prise en main par les deux Corées de leur cohabitation. À l'image des deux Allemagnes des années 1970, sous la pression d'un peuple coréen coupé en deux, les deux princes coréens bougent l'un vers l'autre.

Le théâtre asiatique n'est pas du tout un simple théâtre chinois, contrairement à ce qui est souvent dit. La Chine, gagnante de la mondialisation au large, est confrontée à la mondialisation à ses portes, tant les autres puissances cherchent à créer un équilibre afin d'éviter un *hegemon*. Le théâtre asiatique est empli d'une redistribution de la puissance. L'Empire chinois, tout en devenant une grande puissance mondiale, cherche à conforter son statut de première puissance régionale.

L'Amérique, la grande puissance mondiale, veut rester une grande puissance régionale asiatique. Le Japon, l'ancienne grande puissance de la région, après avoir disparu, renaît à la puissance régionale. L'Inde, n'ayant jamais été une puissance régionale, le devient, par nécessité et par goût. Mais également, de façon toute différente, l'Australie et la Corée du Nord s'éveillent aux jeux de puissance.

Le théâtre d'Orient

Ce théâtre est le plus souvent appelé aujourd'hui le « Moyen-Orient », expression conçue en 1902 par le géopoliticien A. Mahan, reprise officiellement par la France et l'Angleterre lors de la reconfiguration par la Société des Nations des territoires de l'ancien Empire ottoman. En fait, il s'agit bien de l'Orient historique, le plus vieux théâtre du monde formé au cours de l'histoire entre la Méditerranée et l'Asie par la succession des civilisations, des États et des influences mésopotamiennes, égyptienne, perse, mède, l'ancêtre des Kurdes, hébraïque, alexandrine, romaine, byzantine, arabe, ottomane. Le monde de l'Orient est né et mort plusieurs fois.

On a donné souvent l'explication des conflits actuels de l'Orient par le pétrole et la lutte pour son contrôle. Le pétrole n'explique en rien le conflit israélo-arabe, l'islamisme radical né bien avant la découverte du pétrole, l'apparition de Daech, le drame syrien et ses multiples facettes, pas même l'émergence d'une Arabie Saoudite née au XVIII^e siècle. D'ailleurs, la régulation du pétrole d'Orient s'effectue par une instance particulière, l'OPEP, ce club rassemblant tous les pays d'Orient producteurs de pétrole et de gaz, où siègent côte à côte l'Arabie et l'Iran, et qui travaille de façon feutrée et pragmatique.

 Le paradoxe du théâtre oriental est d'être le plus vieux du monde mais d'être encore complètement inachevé, ce qui explique en partie sa

violence primaire. Aujourd'hui, il renaît sans s'être encore vraiment formé. En 1920, la désintégration du système impérial ottoman a fait ressurgir le terreau de l'ancien Empire. Les communautés religieuses et ethniques, les différents courants de l'islam, les traditions culturelles d'exclusion et de domination, l'absence historique de l'État ont réapparu. Au lieu de bâtir des États modernes, les puissances mandataires britannique et française ont reproduit dans leurs mandats respectifs des systèmes communautarisés bâtis selon leurs intérêts propres. Mais, surtout, les nationalismes arabes, qui ont pris les rênes des nouveaux États indépendants depuis soixante-dix ans, ont presque tous failli à leur tâche en bâtissant, derrière des modernisations de façade, des régimes « despotiques non éclairés », gérés par un clan, une famille, un groupe, de l'Algérie à la Libye, de l'Égypte à la Syrie et l'Irak. Un siècle a été perdu. Ce « siècle long » ouvert en 1920 est encore en cours.

Mais, de plus, en parallèle à sa mondialisation politique chaotique, le jeu de puissance en Orient a été plusieurs fois bouleversé en un siècle. Après les siècles de l'Empire ottoman se sont succédé les trente années des puissances anglaise et française, puis la période des deux grandes puissances américaine et russe des années 1950-1990 dont il reste de nombreuses traces. C'est seulement aujourd'hui que l'Orient devient un grand jeu entre ses puissances régionales.

Or cette nouvelle redistribution de la puissance s'applique à un théâtre très particulier. Car au cœur de l'Orient, il est une zone dépressionnaire, un trou sans fond, le Machrek, objet de toutes les attentions des puissances, extérieures et régionales. Le Machrek, le « Levant » arabe par opposition au « couchant » qu'est le Maghreb, est formé de l'ancienne province ottomane de la grande Syrie regroupant la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine actuels, ainsi que de l'Irak, l'ancien centre de l'Empire arabe abbasside de Bagdad devenu les provinces lointaines et appauvries de Mossoul, de Bagdad et de Bassorah.

Le Liban choisira historiquement, par le pacte national de 1943 conclu entre les responsables des différentes communautés, la voie de la

☐ démocratie confessionnelle ». Le fonctionnement social et politique du pays repose sur le strict respect de ses communautés religieuses. Le Liban s'est enfoncé dans la fragilité de l'absence d'un véritable État et dans l'immobilisme organisé. Mais il tire de son système particulier deux avantages essentiels, son libéralisme politique et sa résilience.

☐ La double déliquescence de l'Irak et de la Syrie a engendré deux crises qui viennent de loin. La crise de l'Irak est différente de la crise syrienne en ce sens qu'elle a sa racine directe dans la longue histoire. Et dans cette histoire, le religieux est premier. L'Irak, terre de naissance du chiisme, abritera la plus grande population chiite d'un Empire arabe puis ottoman fervent gardien du sunnisme majoritaire. Najaf et Kerbala sont les lieux sacrés d'une religion minoritaire qui règne sans partage dans le sud du pays entre Bagdad et Bassorah où les populations venues au fil des siècles s'installer dans cette région fertile s'y convertiront. ☐

Mais, à l'opposé, l'Irak, terre de la victoire de Kerbala et lieu de la capitale de l'Empire abbasside, est très cher au cœur des Irakiens sunnites, présents à l'Ouest et au nord de Bagdad, mais également très cher à tous les sunnites d'Orient. Kerbala ne s'est jamais effacée des mémoires et des attitudes des chiïtes et des sunnites. Les califes et les sultans ont constamment oscillé entre la tolérance et la répression des minorités chiïtes de l'Empire ☐ l'histoire a fait de l'Irak la terre privilégiée de l'affrontement des deux grands courants de l'islam.

☐ Il est donc logique que le nouvel État d'Irak soit un État fragile dès sa naissance. La disparition de l'autorité lointaine de l'Empire sunnite de Constantinople oblige à trouver un prince local qui puisse gérer la complexité d'un État tout neuf mais déjà grevé d'une lourde histoire religieuse. Or, dès sa naissance en 1920, l'Angleterre rejettera le principe d'une gestion équilibrée productrice d'une nation entre les trois grandes communautés chiite, sunnite et kurde. Le régime discriminatoire établi par les Anglais au profit d'une élite sunnite « collaborationniste » se veut un rempart contre une population chiite nationaliste entrée en guerre contre le nouvel arrivant à l'appel de ses ayatollahs. Ce régime

discriminatoire sera prolongé après l'indépendance, après le bref moment libéral monarchique des années 1950, par le régime du parti baasiste des années 1960 très hostile aux chiites, puis par la main de fer de la dictature du clan sunnite de S. Hussein à l'encontre des populations chiites. Il est vrai que ce régime minoritaire sunnite sera la clé de voûte de la stabilité de l'Irak, mais au prix d'un État bâti contre sa société. 

 La révolution islamique iranienne de 1979 sera le début du réveil chiite en Irak. Ce sera alors, selon l'expression de P.-J. Luizard, le grand expert de l'Irak, la « descente aux enfers de l'Irak ». S'ensuivront en effet les dix années de la guerre Irak-Iran, une guerre décidée par l'Irak sunnite et soutenue par l'Occident contre un régime chiite révolutionnaire jugé dangereux, la première guerre du Golfe de 1990 menée par l'Irak contre le Koweït, condamnée par l'Occident et les autres régimes arabes et aboutissant à la défaite, l'embargo pétrolier et l'autonomisation de la zone kurde, les grandes révoltes chiite et kurde contre le régime de S. Hussein de 1991 brutalement réprimées, la seconde guerre du Golfe de l'intervention américaine de 2003 contre un Irak passé du statut d'ancien allié contre l'Iran à celui d'adversaire privilégié d'une Administration républicaine néoconservatrice agissant au nom de la doctrine du « changement de régime » et de la « démocratisation du Moyen-Orient ». 

 Au nom de la démocratie, les Américains mettent à bas le système de la clé de voûte minoritaire sunnite bâti par les Anglais en 1920, détruisent tous les appareils de l'État irakien régis par les sunnites, dont l'armée irakienne, et organisent en 2005 des élections démocratiques. Celles-ci aboutissent logiquement à la victoire électorale et politique de la majorité chiite, qui tient enfin sa revanche de la discrimination subie depuis 1920. Loin de chercher à intégrer les sunnites à une nation irakienne jamais construite, amplifiant la politique américaine d'exclusion des élites sunnites de l'État, désormais fortement soutenue par Téhéran, l'Irak chiite du gouvernement de Nouri el Maliki ouvrira en 2006 la séquence des deux guerres civiles de 2003 à 2017 entre les nouveaux vainqueurs chiites et les nouveaux vaincus sunnites. 

 Cette guerre civile sera marquée par l'épuration ethnique contre les sunnites, le massacre de plusieurs dizaines de milliers d'entre eux, l'expulsion de ceux-ci de Bagdad. Le traumatisme sunnite trouvera son débouché dans la révolte de 2013 des régions sunnites de l'Ouest et du Nord. Cette révolte est à l'arrière-plan du ralliement au printemps 2014 de Falloujah et de Mossoul à Daech. Daech, acronyme de « l'État islamique en Irak et au levant », a une forte prégnance irakienne. Il est un enfant né de deux pères irakiens, la mouvance djihadiste irakienne d'Al-Qaïda et la frustration sunnite irakienne née après 2006 à l'origine de l'entrée de nombreux cadres de l'ex-armée irakienne dans les cadres de Daech.

 C'est alors que la nouvelle crise irakienne va s'internationaliser. Face à l'effondrement de l'Irak et au projet de conquête de Bagdad par l'alliance de Daech et des groupes armes sunnites, une coalition internationale se forme l'été 2014 autour des États-Unis, tandis que les milices chiites soutenues par l'Iran ainsi que les diverses forces combattantes kurdes, les Peshmergas, se lanceront les unes et les autres dans la bataille contre Daech, les unes en soutien du gouvernement chiite de Bagdad et les autres afin d'élargir à partir du Kurdistan irakien autonome leur zone d'influence pétrolière et politique au nord de l'Irak. La reconquête de Mossoul à l'été 2017 par l'alliance des forces de la coalition internationale, des forces kurdes et de l'armée irakienne reconstituée, a signifié la défaite militaire de Daech en Irak et la reconquête territoriale des zones sunnites du pays. 

Mais la crise irakienne n'est en rien réglée. Après la reprise de Mossoul par la nouvelle armée irakienne, tout gouvernement irakien chiite se fera son jugement sur la gestion de son pays et les relations entre les trois grandes communautés. Il ne sera le valet de personne, ni de Washington, ni même de Téhéran. La longue négociation politique intervenue entre les grands acteurs de la scène irakienne que sont les deux partis kurdes, les clans sunnites et les trois coalitions chiites d'Al-Abadi, de Maliki et de Mokta Sadr se différenciant par leur degré de

proximité avec l'Iran, a débouché en octobre 2018 sur le choix de dirigeants consensuels et « nationaux ». Une démocratie irakienne se construit, pas à pas. Les États-Unis et l'Iran, mais aussi la Turquie et le Qatar, sont présents et actifs en Irak mais ils n'en sont pas les parrains.

Les élections législatives de 2018 ont sanctionné les partis les plus inféodés à Téhéran et à Washington ainsi que les partis religieux. La révolte populaire de Bassorah de septembre 2018 s'est faite contre les partis pro-iraniens locaux. Ces faits récents révèlent une « nationalisation » toute nouvelle du peuple irakien, ouvrant peut-être la voie à une possible construction politique d'un État voulu par son peuple. Cela dit, l'Irak est la terre historique de la *fitna*, cristallisée et codifiée par l'Empire arabe et ottoman, prolongée par le mandataire britannique, aiguisée par le nationalisme arabe, relancée par la revanche chiite de 2005. Cette *fitna* ne peut pas s'éteindre facilement. La crise existentielle de l'Irak demeurera entière tant qu'aucun contrat social n'aura été bâti entre les nouveaux gagnants de l'histoire irakienne, les chiites, et les nouveaux perdants, les sunnites.

L'inquiétude sunnite demeure entière, nourrissant les poches de révolte récemment réapparues après la défaite militaire de Daech. Cette crise ne relève ni d'une solution militaire ni d'un processus diplomatique, tant elle est interne à l'État irakien. Elle procède de ses princes et de son peuple, un peuple profondément divisé et meurtri. L'avenir de l'État irakien lui appartient en propre.

La crise syrienne n'est pas liée à la longue histoire de l'islam mais à l'histoire plus récente, celle de l'après-1920. La première différence avec l'Irak est que la Syrie n'est pas un face-à-face entre deux blocs mais une mosaïque ethnique et confessionnelle très dispersée, formée d'une majorité sunnite et de multiples minorités non sunnites, alaouite, druze, kurde, chiite, chrétienne.

Autre différence avec l'Irak, cette mosaïque syrienne n'a pas empêché la formation au début du xx^e siècle d'un nationalisme syrien transcommunautaire. Le Congrès national arabe réuni à Damas en 1920

échouera sur le projet du grand État arabe finalement rejeté par les Anglais. Mais il sera relayé par un jeune nationalisme syrien partisan de l'instauration d'une grande Syrie héritière de l'ancienne province syrienne ottomane et rejetant en conséquence la partition franco-anglaise de l'ancienne grande Syrie en une « petite Syrie », un « grand Liban » et une Palestine. Ce nationalisme grand syrien liant les différentes communautés nourrira les révoltes sunnite, druze et alaouite des années 1920 contre l'occupant français.

 Troisième différence avec l'Irak, la gestion française de la Syrie, tout en privilégiant au départ les communautés minoritaires druze et alaouite par l'autonomisation de leurs territoires, morcelant ainsi l'État syrien et frustrant encore plus la majorité sunnite, ne créera pas à Damas la gestion « irakienne » d'une clé de voûte minoritaire et pratiquera finalement avec le Front populaire une politique de réforme nationale.

La conjonction du nationalisme syrien naissant, d'élite dynamique et ouvertes et du début d'une construction française d'un État syrien par l'école, l'université, la justice, une armée nationale, aurait pu conduire les nouveaux princes de la Syrie indépendante à développer ce nouvel État-nation en formation. 

C'est tout le contraire qui va se passer dans les soixante-dix années écoulées. La Syrie va connaître un malheur continu par la communautarisation extrême de son histoire. Les minorités druze et alaouite, dont notamment le clan el Assad, investiront le parti Baas et l'armée, véritable dirigeante du parti. Le coup d'État de 1966 consacrera la prise du pouvoir politique par une nouvelle élite alaouite au sein de laquelle Hafez el Assad et son clan s'imposeront en 1970. La Syrie est gouvernée depuis cette époque par un clan familial de confession alaouite.

 On ne peut pas dire que la famille Assad ait gouverné seule contre l'ensemble du peuple syrien. De façon plus intelligente que la gestion ultra clanique de S. Hussein, Hafez puis Bachar el Assad réussiront à rassembler derrière eux, aux côtés de la grande majorité des alaouites, les diverses minorités druze, chrétienne, ismaélienne, chiite, les Kurdes

syriens, mais également les bourgeoisies urbaines et commerçantes **et les dirigeants religieux sunnites**. Pour ce faire, le clan Assad instrumentalisera la menace d'un sunnisme majoritaire et radical ennemi des minorités ethniques et religieuses. Le cœur du pouvoir syrien est alaouite, mais ses assises sont élargies aux autres communautés. Le despotisme du clan Assad aura une double facette, combinant un despotisme totalitaire à l'encontre d'une partie du peuple et un despotisme protecteur à l'égard de l'autre partie.

 Le rapprochement de la Syrie alaouite avec l'Iran chiite révolutionnaire de 1979, la politique d'ostracisme à l'encontre des populations sunnites, la répression exercée à l'encontre des mouvements et partis sunnites, tels les Frères musulmans syriens, conduiront aux premières révoltes des populations sunnites, au massacre de Hama de plusieurs milliers de personnes par Hafez en 1982, à l'éclosion dans les années 2000 de mouvements salafistes clandestins et, finalement, à l'explosion de la révolte sunnite dans la foulée du Printemps syrien de 2011.

 La révolte populaire qui suivra la répression féroce des manifestations des jeunes de Deraa débouchera sur la professionnalisation de la crise. Le CNS, le Conseil national syrien, l'autorité politique coalisant les Frères musulmans et les libéraux laïcs, sera très vite dépassé sur le terrain par les acteurs militaires. L'ALS, l'Armée syrienne libre, d'inspiration laïque, formée au départ d'ex-officiers et de brigades disparates et mal équipées, sera en partie noyauté par les islamistes financés par des mécènes du Golfe et le régime turc d'Erdogan, grand opposant d'Assad. Tant les groupes salafistes « modérés » syriens que les groupes djihadistes syriens affiliés à Al-Qaïda de Jahbat el Nosra se joindront aux combats, mais chacun pour son compte. 

La crise syrienne va embraser la région et le monde de trois façons. Elle est le point de rencontre des nouvelles puissances de la région, l'Iran allié stratégique de la Syrie depuis 1979 ayant fait de celle-ci le carrefour de « l'arc chiite » allant de Téhéran à la Bekaa libanaise, l'Arabie

défenseur de la cause sunnite, la Turquie obsédée par la menace kurde, Israël obsédée par la menace iranienne à sa porte. Elle est le seul point d'appui militaire de la Russie dans toute la région par la base sous-marine de Tartous. Elle est devenue le symbole de la victoire politique de Daech par le « califat » créé sur son sol en lien avec l'Irak. Car, après l'échec de la conquête de Bagdad, la stratégie de l'organisation djihadiste va changer et s'orienter à l'Ouest, vers une Syrie majoritairement sunnite affaiblie par sa crise. S'appuyant sur la branche ralliée de Jabhat el Nosra, Daech conquiert tout l'Est de la Syrie, de la vallée de l'Euphrate à Palmyre, aux dépens des forces de l'ASL et de sa rivale d'Al-Qaïda, Jahbat el Nosra. Brisant la ligne « Sykes-Picot » avec éclat, Daech crée le Califat islamique unifiant les deux territoires irakien de Mossoul et syrien de Rakka, devenue la capitale de cet État islamique.

Fin 2014, la Syrie est coupée en trois. À l'Ouest, la Syrie du régime d'Assad s'arc-boute de la côte de Lattaquié et de la montagne alaouite à Damas. À l'Est, la Syrie de l'État islamique centrée sur Rakka organise le Califat, réprime les minorités non sunnites et planifie son action terroriste. Au Nord, la « mosaïque » est faite des différentes forces anti-régime de plus en plus dominées par les divers groupes sunnites radicaux soutenus par l'Arabie, le Qatar et la Turquie, ainsi que des Kurdes syriens de la Rojava entrés dans la danse pour saisir l'opportunité d'une autonomie. À cette époque, l'armée syrienne est très affaiblie et démoralisée, les forces anti-régime se rapprochent de Damas. Le régime paraît en grand danger. C'est alors que le vent va tourner en 2015.

D'un côté, la coalition internationale menée par l'Amérique contre Daech en Irak se décide à entrer en Syrie. De l'autre, fin 2015, les puissances et acteurs alliés du régime, l'Iran, le Hezbollah chiite libanais, la Russie, vont décider d'entrer en scène pour sauver le régime Assad. Car, pour les uns et les autres, la Syrie n'a pas le droit d'être un État faible. Cette double intervention extérieure, conjuguée à l'hésitation d'un Occident hostile au régime d'Assad, mais hésitant face à la complexité croissante de la crise syrienne, sauvera le régime.

Aujourd'hui, d'Alep à Palmyre, du fait de la destruction par la coalition des principaux groupes armés de Daech, mais surtout au prix des bombardements massifs de l'aviation russe, de l'engagement important des forces iraniennes des Gardiens de la révolution et des troupes du Hezbollah, au prix de 300 000 morts civils et combattants de tous côtés et des 4 millions de réfugiés syriens au Liban, en Turquie, en Jordanie, le régime a recouvré le contrôle de la plus grande partie de son territoire, à l'exception de l'enclave septentrionale d'Idlib toute proche de la Turquie, la première à s'être militarisée dès juin 2011 avec l'appui des régimes sunnites du Golfe et de la Turquie, et aujourd'hui le révélateur de toute l'ambiguïté de la situation syrienne. Idlib est au cœur d'un affrontement entre HTC, l'ancien front Al Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, maître des lieux depuis 2015, et le prince de Damas. Celui-ci, après la quasi-reconquête de son territoire, à Palmyre, dans le sud, autour de Damas, grâce à l'appui russe, iranien et du Hezbollah, est décidé à reprendre coûte que coûte cette dernière poche. Mais cela se déroule sous le double regard des deux parrains de la zone, son allié russe empêtré dans la recherche d'une sortie de crise globale et son adversaire turc qui a bâti autour d'Idlib une sorte de protectorat destiné à geler la situation locale. La situation d'Idlib révèle bien à quel point personne, ni le prince local ni les puissances extérieures, ne détient la carte maîtresse de la solution de la crise syrienne. Bachar el Assad, l'Iran et la Russie ont gagné la guerre de Syrie, mais ils sont incapables tous trois de reconstruire un État syrien économiquement stable et politiquement présentable aux yeux du monde arabe et de l'Occident.

L'image dominante d'une crise syrienne gérée par le trio Russie-Turquie-Iran a ses limites. Ce trio peut gérer la guerre mais il ne gèrera pas la paix à lui seul. Une tutelle sur la Syrie est impossible, y compris pour la Russie et l'Iran. La solution de la crise syrienne n'est pas à l'extérieur, mais à l'intérieur d'elle-même, entre son peuple et son prince. Bachar el Assad, alors que l'on annonçait régulièrement sa disparition politique, a montré de façon efficiente comment il pouvait exercer sa

puissance minimale dans un pays très affaibli pour assurer sa résilience. Il a admirablement géré sa faiblesse, face à la révolte d'une partie de son peuple, face aux injonctions et aux pressions internationales, face à l'offensive de Daech, notamment par son discours sur la menace islamiste et le rempart qu'il constitue, mais aussi en jouant entre la Russie et l'Iran. Bachar n'est pas et ne sera pas le valet de Poutine ni du régime iranien. La lune de miel de la relation russo-syrienne s'est nouée dans les années 1960 par la faction pro-soviétique du parti Baas de Salah Jedid, avant la prise du pouvoir par le clan Assad. Il faut rappeler qu'Hafez el Assad avait choisi la solidarité avec l'Amérique lors de la première guerre du Golfe de 1991. Les relations entre la famille Assad et la Russie ont toujours été ambiguës et « opportunistes », distantes du temps de Gorbatchev et coopératives avec Poutine par besoin de son aide militaire. Aujourd'hui comme demain, Bachar el Assad joue et jouera de sa puissance avec habileté face aux pressions russes afin de gérer à sa façon une éventuelle transition politique. Les difficultés qu'a la Russie à convaincre Assad à entrer dans le processus d'Astana illustrent la réalité d'une relation de puissance équilibrée entre la « petite » Syrie et la « grande » Russie. L'une a une puissance minimale forte et l'autre a une grande puissance relative. La vraie question à se poser est de savoir si le despotisme totalitaire du clan Assad peut se transformer un jour en un despotisme éclairé.

Comme en Irak, et pour la même raison, la crise syrienne n'est en rien réglée car ses racines sont internes. Elles sont liées à un régime clanique qui a affaibli gravement le jeune État syrien en agissant continuellement depuis une cinquantaine d'années pour empêcher la transition de la société pluraliste syrienne vers une nation pacifiée et bloquer la formation d'un État moderne sorti du totalitarisme et de la domination alaouite.

L'Irak et la Syrie deviendront difficilement des États-nations, de véritables assemblages d'un peuple et d'un prince, à la différence de l'Iran, de l'Égypte et de la Turquie, vieux peuples et vieux États.

L'appel d'air créé par la zone dépressionnaire du Machrek a mobilisé de nombreux acteurs, des puissances extérieures, des puissances

régionales, les acteurs djihadistes, les mouvances kurdes. Cette « bousculade » provoquée par la double crise irakienne et syrienne a en fait révélé et amplifié le nouveau grand jeu en cours en Orient.

Pendant près d'un siècle, de la Nahda à Nasser, l'Égypte a été le phare du monde arabe. L'Égypte a été puissante par deux choses, son armée, la plus importante du monde arabe, mais surtout ses ressources immatérielles tirées de son histoire, le foyer du sunnisme de l'université El-Azahr depuis le x^e siècle, le centre de la renaissance intellectuelle et politique du monde arabe depuis le xix^e siècle, le cœur du nationalisme arabe laïc par la personnalité charismatique et les coups d'éclat de Nasser au xx^e siècle. Toute cette puissance prestigieuse et influente s'est écroulée dans la seconde moitié du xx^e siècle.

L'échec égyptien dans la guerre civile du Yémen de 1962, une guerre de procuration entre l'Égypte soutien des forces républicaines et l'Arabie saoudite soutien des forces royalistes, une guerre appelée par la suite « la guerre du Vietnam de l'Égypte », anticipait le passage de pouvoir entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite. L'armée égyptienne, après avoir perdu les trois guerres contre Israël de 1948, de 1967 et de 1973, s'est convertie aux affaires et à la gestion à son profit de l'État égyptien. Le nationalisme arabe a fait faillite dans le développement du pays et a fait place avec Sadate et Moubarak à la coopération avec les États-Unis. Quant à El-Azahr, très sclérosée, elle est désormais concurrencée par les universités islamiques d'Arabie. Nasser est bien mort et la puissance égyptienne, une puissance plus perçue que substantielle, s'est évaporée.

Le symbole en est la Ligue arabe. Cette institution régionale conçue par l'Égypte eut son heure de gloire tant qu'elle fut animée de main de maître par la puissante diplomatie égyptienne entre 1950 et 1980. Elle est aujourd'hui moribonde. La perte par l'Égypte de sa puissance régionale est aujourd'hui accrue par son affaiblissement interne. La guerre civile continue entre les Frères musulmans et l'armée, la forte secousse politique subie au moment du Printemps égyptien de 2011, jointes à la faiblesse récurrente d'une économie égyptienne incapable de nourrir et d'employer

sa population galopante, ont obligé l'État égyptien à se recentrer sur lui-même et à se concentrer sur sa propre stabilité. L'Égypte a été totalement absente de toutes les grandes crises régionales récentes, de la première guerre du Golfe de 1991 à la crise syrienne.

La Turquie est une puissance forte de sa force économique et militaire. Quinzième puissance économique mondiale, membre du G20, dotée d'un taux de croissance qui est aujourd'hui de plus de 4 %, ainsi que d'un taux important d'épargne et d'investissement national, grand exportateur industriel en Europe, elle est la première puissance économique du Moyen-Orient, loin devant l'Iran et l'Arabie Saoudite. La puissance turque est surtout forte de sa stratégie adaptée à une géopolitique exceptionnelle. Puissance carrefour entre différents mondes, entre Europe et Asie, entre Orient et Occident, entre mer Noire et Méditerranée par les détroits, dans un double voisinage géographique et historique avec la Russie et l'Orient, la Turquie a choisi de ne pas choisir. Membre historique de l'OTAN et alliée de l'Amérique, elle se veut une puissance ayant une politique de voisinage positif avec la Russie conforme à ses intérêts. Ces intérêts sont avant tout fondés sur sa turquicité. La Turquie nouvelle de 1920 bâtie par Atatürk sera la continuation sous une autre forme politique de l'histoire du peuple turc. Les Turcs ne se fondront jamais dans l'Empire ottoman. Tout en gérant l'Empire et en étant de bons sunnites, ils préserveront leur identité turque face aux Arabes, aux Perses, aux Européens. Quel que soit son prince, laïc ou islamiste, des Jeunes-Turcs du trio du Techkhat de 1908 et du génocide arménien de 1915 à M. Kemal et à E. Erdogan, la Turquie est animée par la longue histoire de la turquicité, fil directeur d'un très vieux peuple fier de son destin et de sa marque dans l'histoire et d'une turquicité retrouvée et magnifiée. Les relents d'ottomanisme et une sensibilité islamique compléteront cette matrice turque, une matrice turque d'abord ouverte vers l'Occident par le jeu combiné du kémalisme et de la guerre froide mais désormais plus antioccidentale avec le nouveau prince régnant, Erdogan, du double fait de son islamisme actif et de sa

solidarité objective avec la Russie de Poutine dans le combat culturel mondial contre la prééminence de l'Occident.

En Asie, ses origines turco-mongoles vont nourrir une communauté culturelle avec les pays caucasiens et d'Asie centrale, telle la relation entre la Turquie et l'Azerbaïdjan définie des deux côtés comme étant une seule nation divisée en deux États.

En Orient, les cinq siècles de son sultanat sur l'Empire islamique vont faire d'elle une puissance régionale qui souhaitera dépasser la double coupure ouverte au début du xx^e siècle, la coupure politique entre l'Empire ottoman et le nationalisme arabe et la coupure culturelle entre le monde arabe de l'Islam et la laïcité kémaliste. Liée historiquement à Israël depuis 1949 par l'antisoviétisme et la distance d'avec le monde arabe, elle s'ouvrira progressivement à ce dernier.

Ce que l'on a appelé dans les années 1980 « le retour de l'Empire ottoman » en Orient sera amplifié sous l'impulsion de son nouveau prince, l'islamiste Recep Erdogan, assisté de son éminence grise le ministre A. Davutoglu. Tous deux sont convaincus que l'islamité offre une profondeur stratégique à la Turquie. La Turquie actuelle tient de plus en plus à jouer son jeu propre sur le théâtre de l'Orient. Ce sera l'ébauche d'un « néo-ottomanisme ». S'appuyant sur une solidarité sunnite, la Turquie avait saisi l'opportunité des Printemps arabes de 2011 pour offrir aux pays arabes le modèle de sa démocratie islamiste. La Turquie s'est vue alors devenir le parrain d'un nouveau monde arabe gouverné démocratiquement par les partis islamistes des Frères musulmans. Mais le soutien turc à toutes les forces islamistes, de Morsi en Égypte aux Frères musulmans en Syrie contre le régime « laïco-chiite » d'Assad, sera une déconvenue. D'autant plus que le monde arabe reste méfiant à l'égard d'un peuple turc ancien gestionnaire de l'Empire.

De plus, aujourd'hui, la Turquie est complètement habitée par l'obsidionalité kurde, la peur d'un État kurde en Syrie dirigé par le PYD, le parti frère du PKK autonomiste de Turquie. L'exercice présent de sa puissance régionale vise entièrement à neutraliser un tel processus en

Nord-Syrie, par la volonté de création d'une zone de sécurité sur la Rojava débarrassée de milices kurdes des YPG animées par le PKK. La crise syrienne révèle la prégnance de la turquicité sur un « néo-ottomanisme » encore aléatoire et la limite actuelle de l'exercice d'une vraie puissance régionale turque en Orient.

L'Iran est une puissance régionale tirant sa puissance de deux forces particulières, son âge et son peuple. L'Iran est l'une des plus vieilles puissances du monde aux côtés de la Chine et de l'Égypte, bâtie sur l'alliance privilégiée entre un peuple et un prince. Le peuple indo-européen qu'est le peuple perse, construit par sa langue et ses traditions religieuses, acquerra très tôt une conscience nationale, une fierté de ce qu'il est, face aux peuples turco-mongols ou sémites qui l'entourent. Cette densité nationale du peuple iranien ne faiblira jamais dans sa longue histoire. La force constituée par cette fierté nationale sera un soutien de poids pour tous les princes perses et iraniens, jusqu'aujourd'hui.

Le régime iranien actuel est le successeur des nombreux princes précédents, monarchiques, constitutionnels et autoritaires, qu'a connu ce pays. Personne ne peut dire quelle sera la durée de ce régime, mais il est à sa façon le continuateur de l'histoire plurimillénaire du peuple perse.

Depuis 3000 ans, l'État perse a été tour à tour impérial et défensif. Il a été impérial durant les trois siècles de l'Empire achéménide de Cyrus et Darius. Puis la Perse sera défensive au temps de la résistance de l'Empire parthe face à l'Empire romain, de nouveau impériale avec les Sassanides adversaires irréductibles de Byzance puis défensive face à la conquête arabe des Omeyyades au VIII^e siècle. Acceptant l'islam mais rejetant l'arabisation tout en préservant autant que possible sa religion nationale, le zoroastrisme, la Perse est devenue en l'an 1000, sous la dynastie Ghaznevide, la seule nation autonome au sein de l'Empire arabe. Elle vient renforcer cette politique défensive au début du XVI^e siècle lorsque la nouvelle dynastie Safavide décide la conversion forcée du peuple perse au chiisme de façon à se dissocier de l'Empire ottoman sunnite. La Perse des Qajars du XIX^e siècle sera défensive face aux pressions anglaise et russe.

Mais l'Iran du ^{xx}^e siècle est redevenu une puissance impériale par la dynastie Pahlevi. L'Iran recouvre alors son indépendance, prend l'initiative de la création de l'OPEP, bâtit une politique nucléaire et développe une politique ambitieuse dans le Golfe au détriment de l'Irak.

Profondément marqué par la double obsession perse et chiite de l'encerclement et de la martyrologie source d'une méfiance foncière, l'Iran a toujours joué de la puissance défensive lorsqu'il le fallait, offensive lorsqu'elle le pouvait. Clairement, l'Iran révolutionnaire issu de la révolution islamique de 1979 a voulu renouer avec la puissance offensive, dans sa région et au-delà. L'Iran révolutionnaire s'est fabriqué d'emblée une vision contestatrice régionale et mondiale. Au nom de l'islamisme, il a cherché à déstabiliser des régimes arabes établis, tels ceux du Bahreïn, de l'Irak baasiste ou de l'Arabie Saoudite wahhabite, tout en aidant à la création d'une faction chiite alliée au Liban par le Hezbollah. L'Iran révolutionnaire deviendra la seule puissance régionale défiant ouvertement la puissance américaine, au nom de la contestation d'un ordre international dominé par l'Occident impérialiste et le « grand Satan » américain, adversaires irréductibles de l'islam. Vingt ans avant le djihadisme d'Al-Qaïda brandi par Ben Laden, l'Iran de Khomeiny combatta Washington, par la rhétorique comme par sa gestion de la crise des otages de l'ambassade américaine.

La guerre déclenchée par l'Irak en 1980 va être un coup dur pour la jeune Révolution islamique. Cette guerre, liée à un vieil antagonisme entre les deux États aggravé par la Révolution et ses ingérences en Irak, non seulement causera des pertes terribles mais révélera à l'Iran sa solitude. Elle conduira le régime révolutionnaire à mettre de l'eau dans son vin et à mixer politique offensive et politique défensive durant toutes les années 1990-2011.

Il va alors s'établir deux lignes d'action distinctes mais complémentaires au sein du nouveau pouvoir iranien, une ligne diplomatique défensive de gestion des rapports avec l'ensemble des États arabes et des États occidentaux et une ligne offensive de renforcement de

la sécurité de l'Iran dans une région où elle n'avait presque aucun ami et allié, sauf la Syrie. Depuis la crise syrienne de 2011, l'Iran a renoué avec une ligne apparemment « impériale ».

Son discours radical de la critique du monde occidental, l'exercice démonstratif de sa puissance politique et militaire au Liban et en Syrie, son attitude ambiguë de développement de programmes nucléaires, tel le programme Adama de 2003, lancé malgré sa signature du traité de non-prolifération, font que l'Iran est perçu aujourd'hui par beaucoup, notamment par l'Amérique de D. Trump, le gouvernement israélien et l'Arabie Saoudite, comme un « État voyou ».

Mais cette ligne offensive actuelle a en fait pour objet la sauvegarde des acquis « impériaux » obtenus au Machrek dans les périodes précédentes. La pénétration au Liban en 1982 par le financement du Hezbollah, en Syrie par l'alliance stratégique nouée dès les débuts de la Révolution islamique avec une Syrie anti-irakienne et non sunnite, dans l'Irak chiite d'après 2005, se sont faites à des moments où personne n'y a prêté attention.

L'Iran actuel a renoué avec les constantes de l'histoire d'une Perse tournée vers la Méditerranée et le Croissant fertile. De Cyrus au guide de la Révolution A. Khamenei, c'est la même histoire. Mais se pose la question de savoir quelle puissance régionale perse, et chiite, est possible dans un monde arabe et sunnite.

D'autant plus qu'il apparaît que l'Iran moderne est devenu dual.

Dualité de princes. L'Iran se définit constitutionnellement comme une « république islamique » dotée de deux princes à sa tête, ce qui est unique. L'Iran de 1979 combine une théocratie et une démocratie, le « guide suprême » garant de la Révolution islamique, au-dessus de tout, aujourd'hui Ali Khamenei, et le président de la République élu au suffrage universel, l'élément démocratique du système, actuellement Ali Rohani.

Dualité de politiques. L'Iran est offensif et défensif. Aujourd'hui, cela se traduit par la cohabitation de deux lignes, la ligne pragmatique défendue par le président Rohani en faveur du maintien de l'accord de gel

des activités nucléaires de 2015 et de l'ouverture à l'Occident, et la ligne révolutionnaire dont la continuité est garantie par le guide suprême et mise en œuvre par les Gardiens de la révolution islamique et sa pointe avancée de la force al Qods.

Mais, surtout, dualité du peuple. Le peuple iranien tout entier est profondément patriote. Mais il y a un peuple qui a fait la révolution constitutionnelle de 1906, a participé à la révolution de 1979 avant d'en être écarté, a fait la « révolution verte » de 2010 contre l'élection contestée d'Ahmadinejad, manifeste régulièrement en faveur des libertés publiques, a voté Rohani, et est culturellement pro-occidental par sa nouvelle classe moyenne éduquée et sa société civile élargie. Et il y a un peuple conservateur et religieux qui a toujours soutenu ses ayatollahs, a participé à la révolution de 1979 derrière ses ayatollahs et vote pour les partis conservateurs. Cette dualité peut-elle tenir durablement ?

À l'image de l'URSS d'antan, il est fort possible que la démonstration actuelle de sa puissance régionale soit de plus en plus excessive par rapport à la force intrinsèque d'un pays limité économiquement. L'Iran impérial actuel est peut-être en « sur-régime », en « surextension impériale », comme le dirait P. Kennedy.

Les manifestations de l'hiver 2017 ont été un signe allant en ce sens. Et il est évident que la politique de pression économique maximale pratiquée par D. Trump à l'encontre de l'adversaire privilégié qu'est devenu l'Iran veut jouer sur cette faiblesse.

Le dilemme iranien actuel est de choisir entre une surpuissance impériale peut-être dangereuse pour la Révolution islamique et le développement économique stabilisant une société ouverte et modernisée.

L'Arabie Saoudite est une autre puissance régionale, bien moins vieille que l'Iran, mais déjà longue d'une histoire de trois siècles. L'histoire de l'Arabie Saoudite ne peut se confondre avec la simple image d'une monarchie pétrolière. C'est au contraire une histoire très politique.

L'alliance organisée par le pacte de Nadjd de 1745 entre le prédicateur sunnite radical Abdel Wahhab et le seigneur de guerre

Mohamed Ibn Saoud est un projet fondateur destiné à recréer la grandeur et l'éclat du premier État arabe de Médine et de La Mecque, avec le même territoire et autour des mêmes lieux sacrés, et ce, bien avant la découverte du pétrole.

L'Arabie est d'abord forte de son histoire. Celle-ci en a fait la puissance gardienne des lieux saints de l'islam, La Mecque et Médine, lieux saints pour tous les courants de l'islam. Cela lui confère une grande responsabilité. L'Arabie est souvent montrée du doigt, notamment par les chiites, en cas d'incident ou de trouble grave au moment des pèlerinages. Mais ce rôle ravi en 1924 par la tribu des Saoud à la famille des Hussein historiquement chérif de La Mecque lui confère un prestige inégalé dans l'ensemble du monde islamique. L'Arabie est une puissance mondiale sur le plan politico-religieux. Forte de sa puissance financière et de sa légitimité religieuse, l'Arabie est devenue la force motrice de la défense de l'islam dans les enceintes internationales, notamment par le biais de l'OIC, l'ONU des pays musulmans. L'autre instrument privilégié de sa politique mondiale de soutien au sunnisme est la Ligue islamique mondiale, l'institution en charge de la construction de mosquées et d'universités islamiques ainsi que de la formation d'imans dans le monde entier. En un sens, l'Arabie est devenue, au détriment de l'université d'El-Azhar, le Vatican du sunnisme.

Puissance gardienne de l'islam sunnite, d'emblée elle en a privilégié la version salafiste héritée du wahhabisme en exportant aux quatre coins du monde son salafisme traditionnel. À tel point que le salafisme, sous différentes variantes, est devenu l'un des principaux courants de l'islam sunnite contemporain concurrençant auprès des jeunes générations musulmanes d'Afrique et d'Asie le sunnisme traditionnel. En parallèle, l'Arabie, par sa diplomatie et ses financements privés, soutient les divers mouvements et organisations salafistes, concurrents naturels des partis islamistes des Frères musulmans.

Mais son histoire en a fait dès les années 1930 une nouvelle puissance régionale de l'Orient. En 1930, l'Arabie est le seul État indépendant de la

région aux côtés des mandats et d'une Égypte devenue un État, mais encore largement sous contrôle britannique. À l'image de R. Rida, une partie du monde arabe va voir dans l'Arabie le nouveau califat remplaçant le califat disparu. L'Arabie, en incarnant haut et fort dès les débuts du xx^e siècle la revendication de l'indépendance arabe, revendique d'emblée le statut de porte-parole potentiel du monde arabe, avant même le pétrole.

L'histoire va faire de l'Arabie l'alliée stratégique des États-Unis en Orient. Lorsque les États-Unis décident de prendre le relais de la Grande-Bretagne dans la région après la Seconde Guerre mondiale, il s'agit certes de protéger le pétrole, mais la vision commune aux États-Unis et à l'Arabie va bien au-delà. Le problème pétrolier saoudien est réglé depuis les années 1930 puisqu'il est exploité par des compagnies américaines depuis cette époque. C'est de l'avenir de la Palestine, du Liban et de la Syrie, et non de pétrole, dont vont s'entretenir Roosevelt et Ibn Saoud sur le *Quincy* en février 1945.

Il s'agissait pour le président et le monarque, comme ce sera le cas par la suite pour tous les futurs présidents américains et les monarques saoudiens malgré quelques variations personnelles, de bâtir une alliance à long terme d'intérêt mutuel, d'égal à égal. Washington s'engagera avec Truman à apporter une assistance militaire forte à Ryad afin que l'Arabie puisse jouer un rôle de gendarme régional, ce qui convient très bien à la dynastie saoudite fondamentalement anticomuniste du fait de son intégrisme religieux.

L'Arabie d'Ibn Saoud va défendre un nationalisme arabe religieux concurrent du nationalisme laïc et du panarabisme portés par l'Égypte nassérienne.

La guerre du Yémen de 1962 en sera la première concrétisation. Le déclin de l'Égypte qui suivra le désastre de la guerre des Six Jours de 1967, la mort de Nasser, et la mort politique du nationalisme arabe laïc, vont faire que l'Arabie Saoudite n'aura plus de concurrence pour être le seul rempart arabe face à ce qui est devenu son principal ennemi bien

devant l'État sioniste d'Israël, l'Iran révolutionnaire de 1979 responsable de ce que le monde sunnite a appelé « l'arc chiite » allant de l'Iran au Liban du Hezbollah.

En Syrie, l'Arabie soutiendra les acteurs sunnites et, au Yémen, elle combat la menace iranienne qu'elle voit derrière la rébellion houthis. L'histoire ancienne et récente de l'Arabie, combinant le religieux, le politique et plus récemment l'économique, en a fait une puissance régionale de premier ordre. Mais l'Arabie a une double faiblesse. Elle est un État dont la force démographique et la force économique sont fragiles.

À la grande différence de l'Iran, il n'y a pas de nation saoudienne car il n'y a pas de peuple saoudien. La population d'Arabie est très hétérogène. D'un côté, il y a la population arabe, trop limitée et par trop fractionnée en clans et tribus pour s'être construite en une véritable nation. Les mille princes d'Arabie sont encore très féodaux dans leur culture. De l'autre, il y a la population immigrée faite de 6 millions de personnes, non intégrées au royaume et constituant un tiers de la population du pays et près de 60 % de sa population active. Enfin, il existe une forte minorité chiite dans le Nord du pays, une minorité d'origine irakienne souvent perçue comme une cinquième colonne, alors même que cette région du Nord contient une grande partie des réserves pétrolières.

La seconde faiblesse de l'Arabie est ce qui fait sa richesse actuelle, le pétrole. Elle possède les deuxièmes réserves mondiales après le Venezuela. Elle est la première productrice mondiale. Mais ces réserves ont une durée de vie relativement courte, tout au plus cinquante ans.

Demain, que deviendra l'Arabie avec un peuple aussi hétérogène et fragile par rapport à la nation iranienne, et que deviendra son économie rentière après le pétrole ? La réponse à cette double question est dans les mains de son prince, la dynastie Saoud sortie des sables au XVIII^e siècle, dont l'héritier actuel, « MBS », le tout jeune Mohammed ben Salman, veut assurer la pérennité par l'instauration autoritaire d'un wahhabisme modernisé. Mais ce jeune prince est aujourd'hui quelque peu empêtré par le scandale international issu de l'assassinat du journaliste J. Khashoggi,

signe supplémentaire de sa grande maladresse politique déjà révélée par sa gestion calamiteuse de la crise yéménite, transformée par lui en 2015 en conflit régional.

Israël est devenu au cours de ses soixante-dix ans d'existence la quatrième puissance régionale d'Orient.

Il s'agit d'une histoire exceptionnelle. Le nouvel État juif construira sa puissance régionale dans l'adversité totale de la région et dans un temps record. Il la construira en trois étapes. Entre 1948 et 1979, ce sera la construction d'une puissance ultra défensive destinée à assurer la sécurité du jeune État face à la coalition des États arabes environnants qui voient en lui l'« intrus sioniste ». En une trentaine d'années, le « petit » État d'Israël, exigu et géographiquement vulnérable du fait de sa taille de guêpe, battra par trois fois, en 1948, 1967 et 1973 les armées arabes. Cette triple victoire est due à une stratégie audacieuse de guerre préventive propre à détruire tout adversaire avant toute agression, faute de profondeur stratégique. Une telle doctrine a conduit à construire une suprématie stratégique face à la coalition arabe dont les instruments seront Tsahal, une armée surpuissante et mobile, et le Mossad, un service de renseignement mondialisé considéré aujourd'hui comme l'un des meilleurs du monde. De plus, afin de bien asseoir cette suprématie stratégique dans la région, Israël se dotera avec l'aide de la France, sans le dire mais en le faisant savoir, d'une capacité nucléaire dissuasive.

Par ses guerres gagnées et sa force militaire surpuissante, Israël bâtira sa sécurité régionale. Les accords de paix conclus avec l'Égypte et la Jordanie ainsi que le *statu quo* établi avec la Syrie par l'accord de désengagement israélo-syrien de 1973 signifieront que le monde arabe environnant reconnaît son existence et ne la contestera plus.

La seconde phase de l'édification de la puissance régionale israélienne sera la phase « palestinienne » entre 1980 et 2002. À cette époque, le terrorisme palestinien et la lutte politique du mouvement palestinien de revendication de l'État occuperont complètement Israël. Convaincus que sa sécurité future passe par un « territoire palestinien », les derniers

grands dirigeants sionistes, Rabin, Pères, Barak et Sharon, vont bâtir le « processus de paix ». Israël, par ce processus lancé à Oslo en 1993, s'est attribué la compétence unilatérale de la fabrication d'un État palestinien, compétence abandonnée par les Nations unies après les accords de Rhodes de cessez-le-feu de 1949, et ce, avec l'accord de l'OLP d'Arafat et l'assentiment général de toutes les puissances.

On est encore dans cette situation. Le point d'arrivée en sera l'échec des négociations de Camp David de 2000 portant sur les paramètres finaux de l'État palestinien, les frontières, les colonies, les réfugiés, Jérusalem, une négociation qui s'est déroulée au beau milieu du fracas de la seconde Intifada. Arafat a eu à choisir entre l'unité du mouvement palestinien et l'État négocié. Il choisira l'unité du mouvement national. Sharon retirera Israël de Gaza mais Netanyahu bloquera complètement la négociation sur le statut final de la Cisjordanie.

Le blocage du processus palestinien sera paradoxalement le point départ de la troisième phase de la montée en puissance d'Israël en Orient. Le paradoxe n'est qu'apparent. Les accords d'Oslo ont satisfait nombre de pays arabes car ils les débarrassaient du fardeau palestinien. L'échec des négociations de 2000 et la longue et stérile seconde Intifada, loin de provoquer une réaction d'indignation contre Israël, généreront la « fatigue » arabe sur la Palestine, une lassitude générale des princes et des peuples. L'illustration de cette fatigue arabe sera visible au printemps 2018 lorsque deux événements aussi provocants que le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem et les cinquante morts palestiniens liés aux manifestations du Hamas le long de la ligne de démarcation avec Israël ne soulèveront aucune émotion forte dans le monde arabe.

On a longtemps affirmé la « centralité » de la question palestinienne au Moyen-Orient. Depuis de longues années, le conflit israélo-palestinien toujours en cours n'est plus du tout central. D'autres conflits sont perçus par les princes mais aussi par les peuples de la région comme bien plus « centraux ».

Le tournant arabe s'est exprimé dans l'initiative arabe de paix de 2002 lancée par l'Arabie Saoudite. Il s'agit en fait d'un appel du pied de la principale puissance arabe à Israël pour lui dire que les temps ont changé, qu'Israël et le monde arabe peuvent vivre en paix, et même avoir des intérêts mutuels. Israël comprendra parfaitement le message saoudien. Les Palestiniens sont de plus en plus seuls.

La troisième étape de la construction d'Israël comme puissance régionale s'est accomplie ces quinze dernières années. En dépit du blocage palestinien, Israël est devenu, outre ses relations régulières avec l'Égypte et la Jordanie, un interlocuteur, informel, discret, mais important, de plusieurs États du Golfe. Ses relations sont commerciales et économiques, mais également sécuritaires et politiques. À telle enseigne qu'aujourd'hui, on évoque un front commun « sunno-sioniste » entre l'Arabie et Israël contre la « menace iranienne » et que les actions militaires menées depuis 2017 par Israël en Syrie contre les installations militaires iraniennes provoquent une certaine satisfaction de l'Arabie.

Israël, fort de sa force militaire, assuré de son alliance stratégique avec l'Amérique, mais également de sa relation étroite avec la Russie comme avec la Turquie, désormais alliée de fait du monde arabe sunnite, mène sa politique de puissance régionale comme il l'entend, en jouant son propre jeu, y compris en faisant pression sur Washington de concert avec Ryad pour contrer la puissance iranienne. Car la sécurité d'Israël, comme celle de l'Arabie, commence désormais à Téhéran, devenue le pivot d'une force chiite régionale constituée du Hezbollah libanais, de la force Al Qods et des missiles iraniens déployés en Syrie.

Un mot sur le Golfe. Les États du Golfe persique, Yémen, Oman, Bahreïn, Qatar, Émirats unis, Koweït, sont nés récemment, mais ont des histoires d'une certaine durée. Tous ont fait partie de l'Empire ottoman. Le Yémen, par sa monarchie zaydite, et le Sultanat d'Oman indépendant depuis le XVIII^e siècle, existent depuis des siècles. Quant à Bahreïn, Qatar, les Émirats, Koweït, ils ont tous eu au sein de l'Empire ottoman une histoire sociale et dynastique, des tribus et des princes, avant leur

colonisation par l'Angleterre. Ils sont devenus États par le retrait britannique dans les années 1960. Il est donc impropre de parler à leur propos d'États artificiels. Le décor du nouveau « grand jeu » en Orient est planté.

Les grandes puissances y sont présentes de façon relative.

La Russie n'est pas devenue le nouveau « pivot » de l'Orient, son nouveau gendarme. La Russie de Poutine, absente du théâtre irakien, a atteint la limite de sa puissance en Syrie. Elle a pu par son armée bombardier et combattre. Elle se sait incapable de reconstruire seule un État syrien et son économie. Elle ne pourrait pas devenir le nouveau pivot, tout simplement parce que plus aucune grande puissance ne pourrait l'être. L'Amérique d'Obama l'a compris en Irak après 2005 et en a tiré les conséquences en Syrie. L'Amérique de Trump, tout en restant politiquement active en Irak tant par ses liens avec le gouvernement de Bagdad que par son alliance traditionnelle avec les dirigeants kurdes irakiens, poursuit cette politique de distanciation d'avec le Machrek.

Mais, en miroir de l'obsession iranienne d'une Amérique demeurée officiellement le « grand Satan », il demeure une obsession américaine de l'Iran des mollahs depuis l'humiliation de la crise des otages de 1979. Obama avait cherché à abandonner cette obsession par l'accord nucléaire conclu en 2015 de contrôle des activités nucléaires iraniennes conduisant à la levée des sanctions économiques et devant permettre une reprise de la relation entre Washington et l'Iran islamique. L'Amérique de Trump a réactivé cette obsession. L'Iran est devenue aujourd'hui le nouvel « axe du mal » nucléaire et régional. Depuis deux ans, se sont succédées la sortie américaine de l'accord de Vienne de 2015, une politique de sanctions pétrolières et économiques unilatérales, la constitution d'une alliance régionale avec l'Arabie Saoudite et Israël et une politique de démonstration de la 6e flotte américaine dans la région du Golfe, débouchant à l'été 2019 sur des escalades et des postures belliqueuses de part et d'autre et une situation volatile porteuse de dérapages possibles, à l'image de la renonciation du président Trump au dernier moment, le

20 juin 2019, d'une frappe de représailles sur l'Iran après la destruction par celui-ci d'un drone américain.

L'Amérique veut-elle bombarder l'Iran ? Certainement pas. Veut-elle l'asphyxier en pariant sur un changement de régime ? Ou plutôt négocier en position de force ? Il est probable que Donald Trump ne sache pas exactement ce qu'il veut.

Au fond, le « flou » de l'action de Trump dans sa relation à l'Iran est totalement révélateur du « nouveau monde » en gestation, issue de la mondialisation politique, de la nouvelle relation entre des « grands moins grands » et des puissances régionales de plus en plus affirmées.

Le grand jeu en Orient est bien plus fait de l'équilibre qui se dessinera entre les quatre puissances régionales de la Turquie, de l'Iran, de l'Arabie et d'Israël dans la configuration de leurs zones d'influence respectives au sein du chaos central. La zone dépressionnaire du Machrek est présentement le théâtre d'exercice de leur jeu de puissance. L'avenir nucléaire iranien est également très présent dans leur affrontement.

Bien plus que l'influence russe, américaine ou iranienne, c'est la puissance minimale des princes actuels et futurs d'Irak et de Syrie et leurs relations avec leurs peuples qui joueront un rôle essentiel dans l'avenir de ces deux pays marqués jusqu'ici par la tragédie.

L'Orient en guerre avec lui-même peut-il être le Sarajevo du ^{xxi} siècle, la poudrière d'une guerre mondiale ? C'est improbable. Peut-il déboucher au contraire sur une Westphalie orientale nécessairement fabriquée par les acteurs de la région ? C'est plus vraisemblable.

 Terminons sur une note positive cette sombre analyse du théâtre de l'Orient. Encore récemment, on ne parlait que de la chute des lignes frontalières « Sykes-Picot » et de la fin de l'État en Orient. Aujourd'hui, on assiste non pas au retour des États, qui n'ont jamais existé, mais à la demande de l'État. Déjà les Printemps arabes de 2011 avaient exprimé un vrai désir d'État de droit « post-khaldounien » et des réponses positives amorcées au Maghreb, en Tunisie et au Maroc. Il faut également suivre de près la nouvelle vague des printemps arabes d'Algérie et du Soudan,

nouvelle révélation après 2011 des aspirations profondes des peuples arabes au changement démocratique, elle a débouché sur la chute du clan Bouteflika et d'Omar al Bachir. Mais elle met présentement face à face le peuple et l'armée, cette institution clé garante de tous les régimes arabes autoritaires des soixante dernières années.

 Il faut observer la situation libanaise d'un État hyper communautarisé mais « contractuel » et dont une partie du peuple demande aujourd'hui la modernisation et la sécularisation. Il faut suivre de près l'évolution en cours de l'Arabie Saoudite de MBS, le sens des élections irakiennes de 2018 et les premiers pas d'un État irakien en construction. En Orient et au-delà dans le monde arabe, l'État est inachevé. Mais le monde arabe commence à prendre conscience de la nécessité de l'État régalien pour des nations en construction.

Le théâtre européen

Aujourd'hui, le continent européen est fait de deux mondes, une Europe occidentale qui a été tout cinq siècles durant, qui n'a été plus rien durant la première moitié du xx^e siècle de par son suicide, et qui est redevenue quelque chose aujourd'hui ; et une Russie doublement héritière de la longue histoire de la « Rus » et de la courte histoire de l'empire soviétique. La Russie, perçue comme une grande puissance, sera traitée comme telle avec les deux autres grandes puissances actuelles, l'Amérique et la Chine.

L'Europe occidentale est issue de l'Empire romain barbarisé des Goths, des Francs, des Lombards, des Saxons, rassemblée au Moyen Âge par l'Empire carolingien, celui du Saint Empire, la dynastie capétienne, la dynastie anglaise, dans l'Europe chrétienne. La seconde Europe occidentale s'est faite par la Renaissance, le capitalisme, les États princiers, puis l'Europe bourgeoise éclairée et libérale du xix^e siècle. Cette

longue histoire de l'Europe occidentale a rassemblé des peuples et des États-nations plus ou moins constitués, plus ou moins vieux, plus ou moins puissants. D'anciennes puissances ont décliné, voire disparu, tels l'Espagne, les Pays-Bas, la Suède, la Pologne, l'Empire austro-hongrois. D'autres ont surgi, telle l'Allemagne.

Seuls les deux plus vieux États d'Europe, l'Angleterre et la France, ont exercé leur puissance durant tous les siècles de l'histoire, une puissance continentale au Moyen Âge, une puissance mondiale à l'époque de l'Europe monde. Mais les tragédies européennes du xx^e siècle et la mondialisation politique ont mis fin à cet état de choses. Les trois principales puissances européennes que sont l'Angleterre, l'Allemagne et la France vont connaître des trajectoires très différentes après 1945.

L'Angleterre de l'après-1945, victorieuse mais épuisée par la guerre, prendra la décision, par réalisme diront les uns, par choix politique diront les autres, de renoncer à vouloir rester une puissance mondiale. Elle choisira la dépendance stratégique vis-à-vis des États-Unis au nom de la doctrine de la « relation spéciale » anglo-saxonne et elle choisira le « retrait de l'Est de Suez » par le Premier ministre H. Wilson en 1967. C'est la consécration de l'abandon de toute politique mondiale de la part du pays sur lequel « le soleil ne se couchait pas ». Quant à l'Angleterre du Brexit, elle correspond à un fantasme d'un « Singapour sur Tamise ». L'Angleterre semble avoir perdu sa boussole stratégique, comme l'a dit le directeur de l'IFRI, Thomas Gomart.

L'Allemagne, comme le Japon, sera interdite de puissance après 1945. Et, comme le Japon, elle ajoutera à cette interdiction le traumatisme de son peuple et de ses princes héritiers d'une Allemagne démiurgique et rejetant toute volonté de puissance. En conséquence, l'Allemagne construira une puissance purement géo-économique reposant sur l'industrie et le commerce international avec l'Europe occidentale, les États-Unis, la Russie, la Chine, les mondes asiatique et latino-américain.

La France est un cas unique. Elle est le seul pays à avoir eu la longue histoire d'une puissance mondiale ayant sombré dans le suicide européen

du début du xx^e siècle, mais redevenue une « petite puissance mondiale ». Grâce à De Gaulle, la France a réussi à demeurer une puissance après 1945 en se battant avec succès pour avoir un siège permanent au Conseil de sécurité. Puis, après avoir reconstruit son économie et géré difficilement sa décolonisation d'Indochine et d'Afrique du Nord, elle amorcera la fin de la iv^e République et consacrera sous la v^e République une politique militaire et diplomatique conforme à une politique de puissance. Une capacité nucléaire indépendante couplée à une puissance militaire significative, ajoutées à la préservation des liens historiques établis dans les siècles précédents en Afrique et au Moyen-Orient, ont fait que la France a pu jouer un rôle non négligeable, tant au Conseil de sécurité que dans la gestion de crise dans différentes régions du monde. La politique de puissance française a une existence incontestable qui fait d'elle aujourd'hui une certaine « grande puissance » présente aujourd'hui sur de nouveaux théâtres, tels l'Asie et le Pacifique. La France a cette particularité d'avoir une puissance forte, active et « déclarative ». En fait, la France a cette particularité d'être un vieux pays non fatigué ayant un peuple et des princes successifs tous acquis à l'idée d'une puissance française forte. On ne peut exister pleinement à l'échelle mondiale avec des capacités limitées.

Cette Europe occidentale meurtrie de l'après-Seconde Guerre mondiale, en créant l'Union européenne, s'est dotée d'un véritable moteur. Il s'agira d'un moteur diesel. L'Union européenne avancera toujours lentement, s'adaptera toujours difficilement. Le chroniqueur A. Frachon aura une image très juste pour décrire l'Union européenne quand il parlera d'une joueuse de fond de court laborieuse, pas glamour, reine du petit pas et de la demi-mesure, mais plus solide qu'on le croit. Elle l'a montré presque dans chaque crise, des rounds de négociation de la politique agricole commune des années 1960 à la solution de la crise financière ouverte en Grèce en 2015.

L'idée d'une communauté est rare dans l'histoire du monde. Il a existé une sorte de communauté au sein de l'Empire romain autour d'un droit

commun et d'une citoyenneté commune. Il a existé une certaine communauté des princes et des peuples au sein de l'Europe chrétienne du XIII^e siècle. Sinon, le monde européen, puis le reste du monde se sont toujours bâtis par les États princiers et les États-nations.

L'Union européenne est une communauté idéologique. Elle est une communauté politique. Et elle est une communauté marchande. L'Union européenne est une communauté « idéologique » de partage des « valeurs européennes » fondées sur les « traditions communes aux États membres », affirmées par les articles 1^{er} et 2 du traité de l'Union de 2007 et par la charte des droits fondamentaux de 2000. Ses racines idéologiques sont en fait partagées en commun par les deux grands acteurs politiques créateurs de la Communauté européenne : la démocratie chrétienne et la social-démocratie. Ses valeurs que sont la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme, sont protégées par l'article 7 du traité de l'Union, lequel établit un mécanisme de sanctions des États membres violant ces dernières. Ce mécanisme a donné lieu à deux utilisations, contre la Pologne et contre la Hongrie.

L'Union européenne est une communauté politique. L'Europe d'aujourd'hui aura d'abord été carolingienne, tout à la fois franque, germanique et lotharingienne. L'idée d'une Europe unie, d'une communauté européenne est née au cœur historique de l'Europe occidentale entre Rhin, Moselle et Sambre. Le cœur historique, géographique, économique, politique de l'Union européenne a d'abord été le couple franco-allemand et son entourage immédiat qu'est le Benelux, exprimé par le duopole de la démocratie chrétienne et de la social-démocratie dominant la Commission européenne et le Parlement européen. Paris, Bonn, puis Berlin, Strasbourg et Bruxelles ont été l'épicentre de cette nouvelle communauté érigée sur l'emplacement de l'ancien empire carolingien. L'Europe d'aujourd'hui aura d'abord été franque, germanique et lotharingienne.

Quarante années durant, cette Europe « carolingienne » dominera l'Union européenne. La France et l'Allemagne sortent d'un siècle

d'affrontement suicidaire et vont agir toutes deux pour une réconciliation historique en décidant de se lier un peu comme l'étaient le royaume franc et la Germanie de l'Empire de Charlemagne. Tout en restant francs et germains, les deux États vont être les deux grands architectes du projet européen. Ce projet sera porté par un duo catholique, R. Schuman et K. Adenauer, et soutenu par les grandes forces politiques démocrates-chrétiennes et socialistes françaises et allemandes au congrès de l'Europe de La Haye de 1948. Le projet Schuman-Monnet exprimé le 9 mai 1950 esquisse les traits d'une fédération européenne dépassant l'État-nation, dont la première étape serait la fédération franco-allemande du charbon et de l'acier, la CECA.

L'Europe carolingienne se développera par la suite. De Gaulle et Adenauer scelleront la réconciliation franco-allemande par le traité de 1963. Valéry Giscard d'Estaing et H. Schmidt, créateurs de l'expression du « couple franco-allemand », se voudront le moteur de la Communauté européenne et poseront en 1974 les premières pierres du système monétaire européen. Le trio Mitterrand-Kohl-Delors a porté l'Acte unique de 1986 établissant le marché unique prévu par le traité de Rome de 1968 par la création d'un espace économique sans frontières et les quatre libertés de circulation des biens, services, capitaux, personnes. Puis ce trio franco-allemand a conçu le traité de Maastricht de 1992 lançant la future monnaie unique, l'euro mis en place en 2002, l'Allemagne échangeant l'abandon du Deutschemark contre l'adoption par ses partenaires d'un Pacte de stabilité budgétaire. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel agiront ensemble dans la défense de l'Union européenne face à la crise financière de 2008 puis, après l'échec du projet constitutionnel de 2005, sauveront partiellement celui-ci par le traité de Lisbonne de 2008. François Hollande et Angela Merkel, en dépit de leurs sensibilités différentes sur la crise financière de la Grèce, régleront cette dernière ensemble de manière laborieuse et chaotique, mais effective, entre 2011 et 2015. De même, ils prendront ensemble l'initiative diplomatique dans la crise ukrainienne pour aboutir aux accords de Minsk de 2015 avec Poutine.

Le couple franco-allemand a connu successivement des périodes de domination française, de De Gaulle à Giscard d'Estaing, puis des périodes de domination allemande, de Schröder à Merkel. On est entré aujourd'hui, avec le couple Merkel-Macron, dans un nouveau mouvement de bascule marqué par un affaiblissement politique et économique de l'Allemagne et un renforcement de la France. Cette bascule franco-allemande a été illustrée, au lendemain des élections européennes de mai 2019, par l'accord conclu entre Merkel et Macron à partir des positions de départ du président français quant à la désignation du nouveau casting de l'Union européenne.

Mais, surtout, aujourd'hui, l'Union européenne est entrée dans une transition entre l'Europe carolingienne d'hier et une nouvelle Europe politique élargie dont le couple franco-allemand ne serait plus le principal mécanicien. De nouveaux paramètres politiques ont surgi. D'un côté, le crépuscule annoncé de la chancelière Angela Merkel et l'affaiblissement prononcé des partis conservateurs et sociaux-démocrates allemands et français. De l'autre, la volonté grandissante des autres zones de l'Union européenne, méridionale, scandinave, orientale, ainsi que des nouveaux acteurs politiques, les centristes libéraux, les écologistes, les nationalistes, de gouverner la Communauté. En réalité, l'européanisation politique de l'Union européenne s'élargit, et ce processus positif pour l'Union change la donne. La Communauté européenne élargie à 28 États membres est en train de changer de nature. Elle va devoir changer de mode de pilotage.

L'Union européenne est une communauté marchande. Celle-ci va se fabriquer dans l'espace de l'ancienne Europe marchande, héritée de la Lotharingie, de la Flandre et de la Ligue hanséatique à l'Italie marchande.

Alors que les États fédéraux se sont bâtis par le politique, par la volonté d'un peuple se donnant un prince et un État, cette communauté marchande s'est voulue fédérale par l'économie. Elle a conçu un fédéralisme à l'envers. Elle s'est voulue fédérale, sans véritablement bâtir un fédéralisme. Elle a bâti une gouvernance fédérale de ses industries charbonnières et sidérurgiques, de son agriculture, de son commerce

extérieur, d'un marché unique des biens et des services, d'une monnaie unique, de la surveillance de ses banques, de la surveillance de la stabilité de ses budgets. Elle débat aujourd'hui de la création d'une véritable gouvernance économique de la zone euro qui dépasserait les différences de culture économique et financière de ses États membres.

L'Union européenne est l'exemple le plus élaboré et le plus audacieux de l'approche fonctionnelle. Mais c'était la seule voie possible pour de vieux États-nations, non décidés à disparaître au profit d'une fédération, la France tout comme l'Allemagne et l'Italie. D'où le caractère nécessairement bancal et complexe d'une communauté bâtie sur un fédéralisme économique partiel et un entremêlement évolutif des compétences restées nationales, des compétences devenues communautaires et des compétences partagées.

Mais le projet fédéral va devoir très vite composer avec le retour de la réalité des États-nations européens. Le décalage entre les convictions des fédéralistes européens et la réalité des nations européennes était trop évident. La France de De Gaulle sera le détonateur de cette « collision » des deux Europes, l'Europe fédérale et l'Europe des États. En 1954, sous la pression des gaullistes, la France rejettera la Communauté européenne de défense, la CED. La conséquence sera le retrait politique des pères fondateurs et l'adoption d'un profil pragmatique par les États européens pour construire désormais une « Europe empirique ». Le traité de Rome de 1958 créera les bases d'un grand marché unique européen géré par des institutions mixtes, mi-fédérales avec la Commission, la Cour de justice et le droit communautaire, mi-intergouvernementales avec le Conseil des ministres. Puis, en 1965, le général de Gaulle ouvrira une crise avec la Commission européenne et son président fédéraliste W. Hallstein à propos du passage au vote à la majorité. La chaise vide française et le non français à l'Europe fédérale déboucheront sur le compromis de Luxembourg de 1966 mettant définitivement fin à la perspective fédérale de Monnet.

Mais de Gaulle ne veut pas détruire l'Europe sortie des différents traités de 1951 et de 1958. Il ratifiera l'Europe communautaire, une Europe mi-nationale mi-supranationale, qui est restée jusqu'à aujourd'hui ce qu'elle est devenue dans les années 1960. Ainsi, le projet européen, déjà complexe au départ, a été rendu encore plus complexe par sa trajectoire nécessairement bancal, voire schizophrénique.

Cette Europe « communautaire » est mixte, hybride. Elle est fédéralisée par les transferts partiels de souveraineté, par une Commission dotée d'un pouvoir exécutif, par les décisions et directives européennes s'imposant aux États, par une diplomatie commerciale commune, par l'extension de la règle de la majorité qualifiée à la construction du marché intérieur, par les politiques communes dont la politique agricole, par les quatre libertés de circulation des biens, capitaux, services et personnes garanties par le marché unique, par la création des fonds structurels destinés à développer les régions défavorisées de l'Union, par l'étape révolutionnaire de l'union monétaire conduisant dix ans après à l'euro, monnaie unique, par le Pacte de stabilité fixant des règles contraignantes de convergence économique des déficits budgétaires nationaux, par le lancement de la zone euro entre dix-sept États membres. Cette « drôle d'union » a développé en cinquante ans un espace semi-fédéral, un pouvoir semi-fédéral et un droit semi-fédéral qui n'est pas un simple droit de l'organisation mais un droit de l'intégration.

Mais l'Europe communautaire est intergouvernementale par la maîtrise des États sur les piliers régaliens de la politique étrangère, de la défense, de la police, de la justice, de la sécurité.

Aujourd'hui, l'Europe communautaire des vingt-huit est un système complexe d'équilibrage entre une mécanique fédérale maintenue mais minorée et une mécanique intergouvernementale renforcée.

Il faut prendre acte de l'ambiguïté constructive nécessaire de la construction européenne. L'idée delorienne de la « fédération d'États-nations » n'est pas la bonne formule car il s'agit d'un oxymore. L'Union européenne n'est ni une fédération ni un simple assemblage d'États-

nations. L'Europe communautaire est un processus révolutionnaire, inédit, d'intégration créant une communauté « pluraliste » mais ne peut pas être, pour l'instant, une communauté « homogène » comme l'est la Fédération américaine. Il ne s'est créé ni un peuple ni un prince européens, en raison de l'absence d'une conscience historique commune, d'une mémoire commune. « L'âme européenne » est absente. « Un marché et du droit, ça ne fait pas une communauté, un peuple », a dit R. Debray. Le préambule du traité de Rome affirme « une union entre les peuples européens ». Le pluriel fait toute la différence. Les limites de la « méthode européenne » sont les limites de la « réalité européenne ».

Cela dit, son histoire montre à quel point l'Union européenne est attractive, tant à ses princes qu'à ses peuples. L'Union est attractive parce que les princes et les peuples de l'Europe occidentale y voient un espace privilégié de liberté, de sécurité, de prospérité et de vie commune. Les *success stories* de l'Union sont évidentes aux yeux des uns et des autres, qu'il s'agisse du grand marché européen et des points de croissance des PNB hérités de ce grand marché de 500 millions d'habitants, la protection de l'agriculture et de la pêche européennes, du développement des régions défavorisées par les fonds du FEDER, des échanges d'étudiants et de jeunes avec Bologne et Erasmus. Les princes et les peuples de l'Europe occidentale ont pris conscience que, demain, la solution du dérèglement climatique, du contrôle de l'immigration illégale, de la compétition commerciale et industrielle avec la Chine et l'Amérique passeront nécessairement par l'Union européenne.

Finalement, le plus souvent, Bruxelles s'impose dans ces face-à-face avec tel ou tel État membre. Il en a été ainsi avec la Grèce gouvernée par le parti populiste Syriza en 2015. Il en a été également ainsi avec l'Italie populiste actuelle qui a accepté de respecter les règles budgétaires de l'Union.

Tant que l'Union européenne sera perçue comme indispensable par les peuples de l'Europe occidentale, elle avancera et se développera. Les dernières élections européennes de mai 2019 ont révélé deux choses. Elles

ont montré, par la montée sensible de la participation, un sursaut du sentiment européen, en exprimant une volonté d'une Europe protectrice face aux peurs climatiques et géopolitiques. Elles ont montré une envie d'Europe. Et, d'autre part, elles ont illustré à quel point le traumatisme suscité dans toute l'Union par les convulsions du Brexit anglais a vacciné les peuples. Parce que les citoyens européens sont, plus qu'hier, globalement favorables à l'Union, la totalité des partis « souverainistes », tout en restant eurosceptiques, ont renoncé à demander la sortie de leur pays de l'Union et ont même renoncé à la sortie de l'euro. Bien plus qu'on ne le pensait, l'Europe communautaire est populaire.

L'Europe occidentale, en créant l'Union européenne, s'est dotée d'un véritable moteur. Par ses élargissements successifs, l'Union européenne est en train d'unifier pour la première fois de son histoire un continent morcelé pendant des siècles puis coupé en deux par l'Empire russe. Après l'Europe méditerranéenne et scandinave, elle a absorbé les Europes baltique, centrale et balkanique. Ce faisant, elle a réuni partiellement les deux Europes carolingienne et byzantine. L'Union européenne a ainsi fabriqué une nouvelle Europe occidentale faite désormais de toutes les Europes historiques et géographiques. Cette nouvelle Europe occidentale est un succès pour l'Union européenne et une défaite pour la Russie.

Certes, cette révolution européenne est trop neuve pour se construire en un jour. Les États d'Europe baltique, centrale et balkanique entrés en 2004 et 2007 sont des États vieux et neufs à la fois. Issus de peuples ballotés dans leur histoire entre les trois Empires austro-hongrois, ottoman et russe, plus ou moins coupés des renaissances et des révolutions de l'Europe occidentale et n'ayant pas connu, ou presque pas, la culture démocratique classique à la Montesquieu, marqués quarante années durant par les chocs culturels de l'occupation soviétique et des régimes dictatoriaux, ils cherchent les uns et les autres à gérer leur postcommunisme sans avoir tous les codes d'une transition réussie. Certains, tels les Pays baltes imprégnés d'une forte culture européenne, ont franchi l'obstacle et sont devenus à la fois très nationaux et très

communautaires. D'autres, telles la Pologne et la Hongrie, sont tentés par le leadership populiste ou la tyrannie majoritaire, ce que l'on appelle aujourd'hui la démocratie « illibérale ».

Prenons le cas de la Hongrie. Celle-ci, un très vieux peuple européen caractérisé par un profond nationalisme de défense de son identité forgée au fil des siècles face aux invasions turque et autrichienne, devint au XIX^e siècle la nation dominante de l'Europe danubienne au sein de l'Empire austro-hongrois. Mais elle fut traumatisée de son démantèlement de Trianon en 1920 et des 3 millions de Hongrois vivant à l'extérieur de la Hongrie « rétrécie ». Ce traumatisme déboucha sur un « hypernationalisme » dans l'entre-deux-guerres, par son régent Horthy. Elle fut enfin durement marquée par sa révolte contre l'occupant russe après 1945. Orban, aujourd'hui, est l'héritier de cette longue histoire tourmentée alternant les périodes d'invasion et les périodes de domination régionale. L'historien K. Ungvary a bien analysé ce rejet viscéral hongrois du libéralisme exprimé par Horthy en 1920, par haine des pays libéraux bouchers de la grande Hongrie catholique. Ce sentiment nationaliste antilibéral fut réalimenté par la douloureuse transition économique ultralibérale post-1989. Il est logiquement exploité par Orban, au nom d'une affirmation des valeurs traditionnelles hongroises de la religion et de la nation. Cette réaction nationale, aiguisée par l'« invasion » sauvage de milliers de migrants à Budapest en 2015, débouchera sur la vision d'une Europe ethnique et chrétienne rejetant le multiculturalisme. À l'image de la Hongrie, nombre de « nouveaux entrants » de l'Union européenne vivent de façon sensible leur renaissance nationale.

L'Union européenne actuelle n'est plus l'Europe carolingienne. Il faut constater l'écart entre l'unité culturelle des pères fondateurs et l'hétérogénéité culturelle des 28 membres actuels. Cette nouvelle Europe occidentale élargie est à la fois communautaire et « tribale », anti-bruxelloise et bruxelloise. L'Europe occidentale est entrée en débat avec elle-même, mais au sein de l'Union. L'Europe des États débat au sein de

l'Europe de l'Union. Le club est désuni, mais il demeure un club. Les États membres de l'Union se disputent âprement, avec véhémence le cas échéant, telle la France avec la Hongrie et l'Italie sur la question migratoire, mais au sein de l'Union. Entre le Brexit et l'europhobie, toute la gamme des attitudes d'appartenance à l'Union européenne existe, y compris au sein de la palette des euroscepticisms.

Mais, paradoxalement, ces dissensions internes de l'Union européenne élargie sortie de l'Europe carolingienne sont l'autre versant de l'Europe puissance. Car l'Europe occidentale a plus de puissance qu'on ne le dit. L'Europe impuissante et tétanisée face à Trump, Poutine et Erdogan, est une image forte mais facile et largement fautive. L'Union européenne n'est jamais devenue en tant que telle « l'Europe puissance ». L'approche Monnet était totalement étrangère à la puissance, jugée dangereuse, et visait à bâtir une Europe fédérale fondée sur la paix et la prospérité. Logiquement, l'Europe occidentale s'en est remise à l'allié américain en 1948 pour sa sécurité par l'OTAN.

Aujourd'hui, les grands d'Europe comme les moyens et les petits rejettent l'Europe puissance classique, les uns par opposition à un fédéralisme, les autres par opposition à une sécurité militaire hors OTAN. L'Europe puissance est inconcevable. Mais, si l'Union européenne n'est pas une puissance, elle a de la puissance. Elle combine une grande force économique à une forte attraction culturelle, l'addition d'une forte population, d'un marché intérieur unique de 500 millions d'habitants, d'un ensemble faisant 23 % du PIB mondial, d'une économie de la connaissance à l'égale de celles de l'Amérique et de la Chine, d'une aide publique au développement faisant plus de 50 % de l'aide mondiale, à la détention d'un universel culturel fabriqué par son histoire particulière. Si l'UE n'est pas une puissance classique et n'est pas devenue un super État, elle est une formidable machine, un moteur de puissance doté d'un *soft power* régional très attractif qui a infusé d'une façon ou de l'autre l'ensemble du continent, au grand dam de la Russie.

L'Union européenne a construit une grande *success story* due à sa capacité unique d'attraction. Par les politiques de l'adhésion, du partenariat et du voisinage, elle a créé un effet centripète au cœur de l'Europe. On a souvent dit que l'élargissement a freiné un peu plus « l'Europe puissance » du fait d'une difficulté accrue d'une politique étrangère commune. Certes, mais il a renforcé la puissance douce de l'Europe occidentale et a déstabilisé un peu plus la Russie.

L'Union européenne est également devenue la principale puissance « tribunitienne » du monde actuel. Un monde éclaté entre 200 États, des cultures très différentes, des guerres économiques, a besoin de règles de comportement, de normes. Les mondialisations en cours ont besoin de la mondialisation juridique. L'Union européenne est devenue le grand tribun de l'humanité. Elle est le seul acteur mondial à porter clairement ce message d'une mondialisation juridique dans les enceintes internationales comme dans les crises internationales. Le discours tribunitien de l'Europe proclame l'importance du multilatéralisme, concrétisé dans son rôle sur l'accord nucléaire avec l'Iran, le rôle du droit et de la norme, exprimé dans sa conception d'une « gestion normée » de la mondialisation économique intéressant de plus en plus les puissances économiques émergentes, l'importance du respect des traités, des intérêts généraux de l'humanité et des biens publics, manifesté par son rôle dans l'accord de Paris de 2016 sur le climat, le respect nécessaire et absolu des droits universels.

On a dit que l'Europe, en restant un foyer culturel, était devenue une sorte de nouvelle Grèce aux côtés de la puissance romaine qu'est l'Amérique. Ce qui est sûr est que l'Union européenne, dans sa défense de l'intérêt général, est une puissance écoutée et influente dans le monde entier.

Mais peut-on être une puissance morale et culturelle sans aucune puissance politico-militaire ? La réponse de R. Kagan sur le fait que la justice a besoin d'un peu de force est pertinente. La norme sans la force est inefficace.

L'Europe occidentale a un triple enjeu de puissance. L'Europe occidentale est en manque d'une « puissance symbolique », une puissance non matérielle et non idéologique, mais significative. Car une volonté de puissance passe par une force symbolique et morale. Les analyses de Th. Mann sur l'Europe post-1919 ayant renoncé à son âme et devenue « superficielle », de P. Valéry et de R. Debray sur « l'américanisation » de l'Europe depuis 1920 ayant cessé de faire civilisation dans son déclin, expriment au fond cet appel à une puissance symbolique. L'Europe occidentale demeure une civilisation, la fille aînée de la civilisation occidentale. L'Amérique est trop puissante pour être pleinement et continuellement la civilisation occidentale. Sur le dossier irakien, le climat, le dossier iranien, le multilatéralisme, l'Europe est le seul porte-parole d'un Occident substantiel, la « rare lumière démocratique » selon la belle expression de D. Giuliani.

Mais l'Amérique a une vision stratégique du monde, cette courroie de transmission qui permet de passer à l'acte par l'exercice de la puissance. L'Union européenne n'en a pas car elle reste dominée par sa dimension marchande. Or un marchand n'a pas une stratégie, il a des intérêts. Ce n'est pas la même chose. La vente de ses voitures en Amérique l'emportera sur la confrontation de puissance avec Washington.

L'Europe s'est dotée d'une certaine puissance monétaire par l'euro, symbolisée par la dissociation des taux directeurs de la Banque centrale européenne vis-à-vis de ceux de la FED américaine, ainsi que par l'autonomie de la politique monétaire engagée par le directeur de la BCE Mario Draghi lors de la crise financière de 2008-2009 à partir du principe du « faire ce qu'il faudra ». Mais l'Europe est en manque d'une puissance économique sortant de l'ingénuité libre-échangiste face à la Chine et à l'Amérique. La guerre économique lancée par le président américain contre l'Europe, jointe au test cruel des sanctions économiques américaines sur l'Iran révélant la faiblesse de l'euro face au dollar a ébranlé la relation transatlantique. Cette crise peut être productrice d'une nouvelle relation marquée par la fin de l'ingénuité commerciale

européenne et la construction d'un égoïsme européen nouveau faisant face à l'égoïsme américain classique, ainsi d'ailleurs qu'à l'égoïsme chinois. La réponse de l'Union européenne à l'offensive commerciale américaine a été une réponse ferme et intelligente. De même, le nouveau dialogue commercial UE/Chine sur les mauvaises pratiques commerciales chinoises, sur le statut de la Chine à l'OMC et sur le multilatéralisme commercial sort de l'ingénuité. De même, la nouvelle stratégie industrielle tournée vers une politique industrielle allemande et européenne face à la Chine et l'Amérique, présentée par le ministre allemand P. Altmaier au printemps 2019, illustre ce changement d'attitude.

Enfin, l'Europe est en manque d'une force militaire propre pour agir et négocier plus efficacement, vis-à-vis de la Russie, en Afrique, face au terrorisme. Depuis le double échec de la CED et du plan Fouchet, les deux tentatives historiques d'une puissance politico-militaire européenne, l'Europe occidentale est restée « otanisée ». La force militaire française ne suffit pas. La récente phrase d'A. Merkel constatant le désengagement américain de l'Europe ouvre ce débat non ouvert depuis 1948, même si l'antimilitarisme culturel allemand reste prégnant. L'Europe occidentale peut être amenée à découvrir la dimension stratégique de la vie internationale.

Cela dit, si on prend les critères de la puissance, l'Union européenne en tant que telle a plus de puissance que n'en ont la plupart des États membres. Les discussions commerciales avec les États-Unis ou la Chine, la politique méditerranéenne, le partenariat avec les pays du voisinage de la Russie, les discussions avec l'Iran, en sont des exemples. Et, du coup, ces États membres en bénéficient.

CHAPITRE 18

Qui gouverne le monde ?

La puissance relative de l'Amérique, de la Russie, et de la Chine

L'observation des mondialisations et des théâtres régionaux a révélé trois choses.

L'ancien monde des puissances européennes, américaine, soviétique, est remplacé par le nouveau monde des 200 États souverains tous dotés d'une certaine puissance. Les anciennes hiérarchies de puissance du concert européen et du duo bipolaire sont remplacées dans chaque théâtre par des constellations de puissances régionales et de puissances minimales.

Cette grande redistribution de la puissance au sein de théâtres régionaux a engendré des conflits dont quelques-uns pourraient déboucher aussi bien sur des guerres de voisinage que sur la fabrication « westphalienne » d'équilibres régionaux.

La troisième chose révélée par le nouveau monde en formation est la disparition de toute « hyperpuissance ».

Le système international embryonnaire cumule l'ancien et le nouveau monde, il assemble de façon désordonnée parce que neuve l'Assemblée générale des 200 États, une vingtaine de puissances régionales anciennes ou nouvelles, et les trois grandes puissances ancienne et nouvelle que sont l'Amérique, la Russie et la Chine. Ce n'est plus du bipolarisme, bien sûr. Ce n'est pas non plus un triangle de puissances en formation. Mais ce n'est pas non plus un nouveau multipolarisme affirmé, une sorte de G20, tant la dissémination de la puissance est forte.

Aujourd'hui, la puissance des « grands » est relative. En généralisant la formule célèbre de St. Hoffman appliquée à l'Amérique, on pourrait parler de trois « Gullivers empêtrés ». Mais cette relativité s'explique différemment pour chacune d'entre elles. Les trois trajectoires de puissance sont totalement différentes. La puissance américaine demeure très grande mais elle s'exerce dans un monde trop mondialisé pour être demain ce qu'elle était hier. La puissance russe a été la grande victime des mondialisations et ne s'en remettra pas. La puissance chinoise a grandi et grandira encore pour devenir une nouvelle grande puissance mais elle a un plafond de verre qu'elle ne franchira pas. Autrement dit, le monde est devenu très compliqué pour les trois.

L'Amérique, la grande puissance relative

Tout au long du xx^e siècle, l'Amérique, à partir du « nouveau monde » qu'elle a construit au xix^e siècle sur son continent, a vaincu en 1917 et en 1945 les « empires du mal » du II^e Reich allemand, de l'empire hitlérien et de l'Empire du Soleil levant japonais, a construit en 1945 un ordre mondial politique et économique, a décidé de porter sur ses épaules la paix du monde par la *pax Americana* mise en place sur tous les continents et tous les océans, a bâti une économie produisant 50 % de la richesse

mondiale, a gagné haut la main la confrontation Est-Ouest après la chute de l'Union soviétique.

Elle va devenir la puissance du *benign neglect*. Cette formule est apparue au moment de la décision unilatérale de Nixon de 1971 de mettre par terre le système monétaire international par la dissociation du dollar de l'or. La superpuissance américaine va se convaincre qu'elle peut faire à peu près ce qu'elle veut sans en payer les conséquences. Elle peut combiner l'exercice de responsabilités mondiales, par l'OTAN, la pratique d'un opportunisme intelligent, par le flottement de sa monnaie, un certain laisser-aller, par ses habitudes de consommation à crédit bénéficiant à l'économie et à l'épargne chinoise. Cette politique « négligente » est la marque d'une superpuissance sûre d'elle. La puissance américaine a tout pour elle : la puissance militaire, économique, politique, culturelle, la puissance *hard* et la puissance *soft*. C'est la trilogie du GI, du dollar et du jazz. L'Amérique est Rome et Athènes à la fois.

Cependant, l'Amérique surpuissante a souvent vacillé et douté d'elle-même. L'obsession américaine de sa puissance s'accompagne d'un « déclinisme » exprimé régulièrement. Mais il s'agit d'un déclinisme compétitif et optimiste, nourri de la conviction de l'exceptionnalisme d'une Amérique capable de surmonter les challenges dressés par les outsiders potentiels. À chaque fois, son déclinisme a débouché sur le retour de l'« *America back again !* ». La « fin du siècle américain » décrit par H. Luce en 1941 après Pearl Harbor a donné naissance à l'hyperpuissance de 1945. Le lancement du Spoutnik soviétique, la montée fulgurante des économies japonaise et européenne des années 1960, les chocs pétroliers des années 1970-1980 ont conduit une Amérique se sentant à chaque fois en déclin à réagir et à remonter sur son cheval, tel un bon cowboy. Il y aura par la suite d'autres vagues cycliques de « déclinisme » dans la société et la politique américaine. Celle des années 1970 après la débâcle du Vietnam, celle des années 1980 au moment de la présidence Carter et de l'humiliation de la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran, la plus grosse claque subie depuis le

Vietnam, un déclinisme mis en scène par l'historien P. Kennedy dans son célèbre ouvrage sur *Le Déclin des grandes puissances*.

Or jamais la puissance américaine n'a paru aussi forte que dans les années 1990 de Reagan et de Clinton, années de l'hyperpuissance unipolaire, de la célébration du *soft power* américain par J. Nye, de l'affirmation du « nouvel ordre mondial », d'un interventionnisme militaire à tous crins pratiqué par les nouveaux faucons de gauche avec Clinton en Bosnie, à Haïti, au Kosovo, et les faucons de droite avec G. W. Bush qui a professé le « avec nous ou contre nous » et a voulu construire la démocratie au Moyen-Orient. Ce sera le temps du « néoconservatisme » combinant le moralisme traditionnel de Jefferson, l'affirmation wilsonienne et rooseveltienne de la primauté du combat pour la démocratie et la conviction jacksonienne de la toute-puissance.

Une nouvelle vague de déclinisme est apparue dans les années 2010, consécutive au choc du 11-septembre 2001 et au bourbier irakien de 2004. Elle s'est illustrée dans le débat entre le relatif optimisme d'un F. Zakaria décrivant un monde non pas antiaméricain, mais « post-américain », formé des puissances émergentes aux côtés de la grande puissance américaine toujours « joueur central », et le pessimisme d'un L. Kagan constatant la disparition de l'ordre mondial américain, comparant le recul américain actuel au déclin de l'Angleterre impériale du début du xx^e siècle, voyant dans la politique en retrait d'Obama une politique d'un monde sans l'Amérique.

Ce nouveau déclinisme, mis en avant pour expliquer la vague de populisme américain ayant porté D. Trump à la Maison-Blanche en 2017, est-il un nouveau fantasme américain ou le reflet d'un réel déclin ? Cette fois-ci, le déclin américain est sérieux. Mais il ne s'agit pas d'un vrai déclin. L'Amérique n'est pas un colosse aux pieds d'argile connaissant une transition brutale de l'hyperpuissance au déclin. L'empire américain demeure. Il possède des forces incomparables qu'aucune autre puissance mondiale, Russie, Chine ou autre, n'acquerra dans les temps futurs.

Même si elle ne dispose plus que d'un PIB équivalent à 20 % de la richesse mondiale, l'Amérique a une force économique unique faite de ses ressources physiques, des céréales au gaz de schiste. En train de regagner son indépendance énergétique par la révolution du schiste, l'Amérique redeviendra très bientôt le nouveau roi du pétrole et du gaz, dépassant la production cumulée de l'Arabie Saoudite et de la Russie et redevenant exportateur net d'énergie. Elle dispose du premier parc mondial de firmes multinationales, d'une formidable économie de la connaissance dopée par sa capacité d'innovation, sa recherche-développement, son système universitaire et le rôle du capital-risque et des start-up, du premier grand marché intérieur mondial, du poids mondial de ses banques et de la place financière de New York, du rôle mondial du dollar avec 50 % des échanges mondiaux libellés en dollar, 60 % des réserves des banques centrales en dollar, 50 % des émissions des obligations internationales fixées en dollar.

À l'image de l'Angleterre du milieu du XIX^e siècle, cette puissance financière et monétaire mondiale a fondé une puissance politique de contrainte. L'Amérique n'a jamais hésité à user du droit comme d'une arme stratégique, dans les guerres économiques qu'elle livre à des entreprises étrangères ou dans les affrontements politiques qu'elle mène contre certains États. Le couplage du « *foreign corruption practices act* » de 1977, destiné à combattre la corruption, avec l'activité de renseignement économique à l'égard des contrats passés par les grandes entreprises étrangères, les lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy de 1996 établissant un boycott mondial à l'encontre de Cuba, de la Libye et de l'Iran, la loi Magnitsky de 2012 établissant une liste rouge de hauts fonctionnaires russes coupables de violations des droits de l'homme, constituent tout un arsenal juridique à vocation internationale dont ont été victimes entreprises et États étrangers. Alstom, la BNP, Toyota, Volkswagen, les pétroliers européens, la Russie, l'Iran, la Turquie et la Corée du Nord en sont les exemples les plus marquants.

L'Amérique possède une force militaire qui ne sera concurrencée par aucune autre puissance. Celle-ci additionne un budget de défense et de R&D correspondant à plus de 50 % des dépenses militaires mondiales, une présence militaire mondiale unique par son réseau d'alliances avec 50 pays, ses commandements régionaux et ses 500 000 hommes déployés du Japon à la Somalie, la Syrie, l'Ukraine à la Pologne, les 10 porte-avions de ses 7 flottes présentes dans tous les océans, ses satellites, ses 7 000 drones destinés à la guerre antiterroriste et, de plus, une pensée militaire très dynamique par ses instituts stratégiques, telle la Rand Corporation. Seule l'Amérique serait capable, s'il le fallait et si elle le voulait, d'agir sur plusieurs fronts, en Syrie avec la 6^e flotte, en défense de Taiwan avec la 7^e flotte, et au Sahel aux côtés de la France et du G5 sahélien avec ses drones et ses forces spéciales.

L'Amérique dispose toujours d'une grande civilisation offrant les capacités d'un formidable *soft power*. La Rome qu'est l'Amérique est également une Athènes. Le *soft power* américain d'aujourd'hui additionne son cinéma, sa langue, sa musique, son mode de vie, mais aussi un « rêve américain » de droit à la prospérité illustré par le fait qu'il s'agit du premier pays d'immigration avec 35 millions d'immigrés officiels, même si le rêve a des ratés. R. Debray a fort justement souligné à quel point ce *soft power* américain, nourri des rêves de richesse, de liberté et de démocratie est naturellement mondialisable.

Enfin, l'Amérique, les princes comme le peuple, reste imprégnée d'une culture messianique, terreau de sa volonté « impériale ». Cette attitude proactive est toujours présente pour être à tout moment le ressort de la mobilisation de ses forces, dans l'offensive comme dans la défensive.

Bref, l'Amérique est non seulement la première économie mondiale, la championne de l'innovation technologique, la seule superpuissance militaire, la seule grande puissance dotée d'un *soft power* aussi attractif, mais elle est dotée d'une formidable volonté de puissance. Il s'agit d'une puissance mondiale sans équivalent. L'Amérique est un aigle à deux têtes, cet ancien symbole de la Russie tsariste hérité de Byzance symbolisant la

Russie regardant à la fois vers l'Est et l'Ouest. Aujourd'hui, l'Amérique est la seule puissance à pouvoir être puissante de tous côtés.

Il faut ajouter à cela l'Occident. Il est de bon ton aujourd'hui de parler de la faiblesse de l'Occident face à la Russie de Poutine et la nouvelle grande puissance chinoise. R. Debray a bien mis les choses en place dans son analyse de l'avenir de l'Occident, ses atouts et ses faiblesses. L'Occident est faible dans l'usage de sa force. Il a l'arrogance conduisant aux erreurs du « néoconservatisme » et au désastre irakien de 2003, il a l'aveuglement d'un gendarme du monde qui ignore le monde, il a l'obsession du temps court au détriment de la longue histoire.

Mais l'Occident est fort de tous ses atouts. Il est le seul bloc politico-militaire mondial, avec 28 pays membres de l'OTAN et trois puissances nucléaires. Il est le banquier du monde, par le dollar, New York et Londres, le FMI et la Banque mondiale. Il est le lycée du monde, l'école des cadres de l'humanité, grâce à son économie de la connaissance, ses universités, ses *business schools*, ses écoles militaires, ses fondations, ses normes, sa formation des élites mondiales. Il est le laboratoire du monde, par l'innovation scientifique et technique, ses prix Nobel et ses brevets. Il est le gardien moral du monde, le tribunal du monde, le seul garant des valeurs universelles par le ciment du couple individu/universel venu du logiciel du christianisme « boosté » par le protestantisme. Il est le façonnage des sensibilités par son *soft power*.

Rajoutons à ces cinq forces de l'Occident sa configuration particulière d'être un quadrilatère de quatre mondes, l'Europe occidentale, l'Amérique, les anciens dominions blancs canadien, australien et néo-zélandais, le Japon, quadrilatère sur lequel l'Amérique continue d'exercer un certain *hegemon*. L'Occident et l'Amérique continuent de tenir la corde.

L'Amérique est un grand bénéficiaire des mondialisations et de la métamorphose de la puissance, par le dollar comme par sa civilisation, par son économie de l'intelligence comme par sa politique de sanctions mondialisées, par son armée classique comme par sa capacité militaire

cybernétique et robotisée. Elle a une combinaison unique du *hard* et du *soft*, du cowboy et du juge, de la force pure cynique et d'une morale nourrie des valeurs universelles. Mais, en même temps, l'Amérique est victime des mondialisations. Elle est particulièrement victime des deux mondialisations politique et économique. Elle n'est plus capable de dominer un monde mondialisé. Le shérif mondial a eu la révélation progressive de sa relative impuissance dans le désastre du Vietnam, dans l'humiliation du siège de son ambassade à Téhéran en 1980, dans le fiasco de l'opération de 1992 *Restore hope* en Somalie, dans l'échec politique de son intervention irakienne de 2003, dans l'enlisement actuel de son action en Afghanistan. La doctrine du retrait partiel du monde élaborée par B. Obama est venue traduire un constat américain des réalités nouvelles du monde.

Et, d'autre part, l'Amérique de par sa politique économique et financière « négligente », s'est relativement appauvrie. La crise financière de 2007 a révélé sa paupérisation relative et sa dépendance nouvelle vis-à-vis de ses bailleurs de fonds, dont la nouvelle grande puissance économique chinoise. L'Amérique a pris la mauvaise habitude de surconsommer à crédit et de devenir doublement dépendante de la Chine en important tous azimuts les produits à bas prix *made in China* et en empruntant à la Chine acheteuse des bons du Trésor américain. Ce faisant, elle donne raison à la thèse de P. Kennedy sur les empires incapables de financer à long terme leur puissance impériale et à la formule du journaliste A. Frachon sur « la superpuissance fauchée par l'immensité de sa dette ».

La crise financière de 2007-2008 a dévoilé une Amérique au chômage et en friches industrielles, avec des salariés et une classe moyenne appauvris et se sentant déclassés, une société inquiète et déstabilisée par le sentiment de la fin du rêve américain, l'accroissement d'un « apartheid social » entre une super classe riche et privilégiée et le reste de la société. La société américaine, percevant sa nouvelle dépendance vis-à-vis de la Chine et sa perte d'emplois industriels à cause du Mexique, va faire de la

mondialisation économique le bouc émissaire de ses problèmes. Cette attitude d'un peuple américain fragilisé contre la mondialisation exprime une réaction de peur du déclin. L'issue politique de cette crise morale sera l'élection du chantre d'un populisme américain conduisant à faire foi dans le « *America first !* », D. Trump.

R. Debray a fait observer que si les États-Unis se désindustrialisent, si le déficit commercial se creuse, si le PNB américain ne fera plus jamais la moitié du PNB mondial, leur capacité d'impression n'est pas plus entamée que leur puissance de feu. Les cinq suprématies américaines, militaire, financière, juridique, technologique, culturelle demeurent incomparables. Certes. Mais l'Amérique est devenue non seulement une grande puissance moins forte dans son assise face à la puissance économique des émergents et de la Chine, mais également une grande puissance moins puissante dans son action extérieure en raison de la redistribution de la puissance politique au profit des « petits » et des régionaux. Clinton et Bush ont été les deux derniers présidents fonctionnant dans le cadre d'un *hegemon* américain jugé « naturel ». Obama et Trump ont, par contre, tous deux été élus sur fond de malaise d'une Amérique se percevant comme « impuissante » et affaiblie. Tous deux vont vouloir contourner cette crise d'une Amérique impériale devenue puissance relative.

D'Obama à Trump, il y a une continuité dans la volonté de la préservation d'une grande puissance américaine, mais avec une stratégie et un style aux antipodes. B. Obama a été le premier président à prendre conscience de la nouvelle relativité américaine, à le dire, et à chercher à réagir par une stratégie du contournement. Affirmant très clairement que « l'Amérique doit être toujours le leader dans le monde. Si nous ne le sommes pas, personne ne le sera », Obama se voudra le stratège d'une nouvelle posture de puissance, la puissance diversifiée théorisée par sa secrétaire d'État H. Clinton, une combinaison de la géo-économie et de la géopolitique destinée à maintenir une Amérique présente et agissante sur chaque théâtre.

Vis-à-vis de la Russie, après l'échec du *reset*, l'idée lancée en 2009 d'une nouvelle relation coopérative et l'entrée dans une « crise froide », ce sera la reprise de la course aux armements nucléaires. Obama lancera une grande modernisation destinée à restaurer la centralité de la dissuasion nucléaire américaine devenue seconde vingt ans durant. Dans l'Orient explosif, ce sera le retrait d'Irak en 2010, la grande retenue militaire en Syrie, la négociation couplée à la persuasion avec l'Iran avec qui, après les cyberattaques pratiquées sur son site nucléaire de Natanz et les sanctions économiques, s'engagera un grand *deal* sur le nucléaire. En Libye, contre Kadhafi, Obama et H. Clinton pratiqueront un leadership « contraint » en laissant la France et l'Angleterre agir par devant. À l'encontre du terrorisme djihadiste, ce sera la guerre des drones et les opérations spéciales, telles l'expédition menée au Pakistan contre Ben Laden. En Asie, le projet d'un accord commercial multilatéral, le TPP, destiné à contrer l'offensive régionale chinoise en jouant des petits et des moyens contre le nouveau grand.

Pour Obama, l'exercice de la puissance américaine doit s'adapter à la diversité du monde nouveau.

Trump n'est qu'à mi-mandat, mais tout a été dit sur lui. Un « fou » dangereux, car irrationnel et imprévisible, pour beaucoup de monde, y compris certains de ses proches conseillers, semble-t-il. Derrière son style particulier, un nationalisme de combat aux antipodes de la « puissance diversifiée et intelligente » de l'équipe Obama-Hillary, pour certains témoins, tel l'ancien ambassadeur de France P. Vimont, un président isolationniste pour une Amérique déclinante. En fait, derrière un style baroque, c'est du grand classique sur le fond. D. Trump pratique une « stratégie du fou » intuitive et spontanée dans la forme, mais très claire sur le fond. Spectaculaire et actuellement populaire, elle consiste à affronter de face le « déclin » et à tenter la restauration d'une Amérique « jacksonienne », égoïste et unilatéraliste pour elle-même, protectionniste de ses intérêts économiques, mais néo-impériale à l'extérieur, car déterminée à se faire entendre des « grands perturbateurs » de ce monde,

la Chine trop agressive dans son commerce, l'Iran et la Corée du Nord trop prétentieuses dans l'exercice de leur puissance.

On pourra dresser un bilan de cette stratégie en 2020. Mais ce que l'on peut dire d'ores et déjà est que le slogan de campagne de D. Trump « *Make America great again* », l'Amérique d'abord, reflète la nostalgie d'un âge d'or américain révolu qui ne reviendra pas. Car si l'Amérique n'a pas changé, le monde, lui, a changé. Il est en train de se faire en se mondialisant. La chimère de « l'Amérique monde » s'est évanouie à tout jamais, comme celle de tout *hegemon* sur le monde. L'Amérique devra d'une façon ou d'une autre s'inscrire dans la relativité. Sa volonté de puissance, toujours présente, et ses capacités de puissance, intactes, ne peuvent plus maîtriser un monde démultiplié, à l'image du cowboy qui avait pu maîtriser l'Indien, le bandit, et le Mexicain mais n'a rien pu faire face à l'arrivée du chemin de fer. L'Amérique, bien qu'étant une grande puissance incomparable, devient une puissance relative.

La puissance américaine est dans un dilemme. Car elle doit choisir entre la volonté d'« échapper à l'histoire » et de vouloir défendre un *hegemon* devenu impossible et l'acceptation raisonnée de devenir simplement le *primus inter pares*. Une puissance qui s'exerce dans un monde où il faut traiter, négocier, dialoguer avec la Russie affaiblie mais demeurée une grande puissance nostalgique de son empire, avec la Chine conquérante dans l'économie mondiale et impériale dans son environnement, avec la Corée du Nord engoncée dans sa tradition défensive, avec un Orient empli de puissances régionales dont la vieille et fière puissance iranienne, avec les émergents économiques, avec les États faibles d'Afrique.

Cela dit, le siècle américain n'est pas fini, car l'Amérique restera la plus forte. Depuis un siècle, l'Amérique est devenue le Gulliver du monde. Dans le siècle à venir, elle restera un Gulliver. Quoi qu'elle fasse, qu'elle se proclame isolationniste ou interventionniste, qu'elle soit calme ou agitée, qu'elle soit gouvernée par un Obama ou un Trump, qu'elle penche vers un unilatéralisme ou vers le multilatéralisme, elle pèsera dans le monde par

son propre poids, par sa puissance projetée comme par sa puissance « perçue », incomparable à celle de toute autre puissance. Aujourd'hui, par ses 200 marines en Syrie, par sa flotte en mer de Chine, ou par son action judiciaire extraterritoriale contre les importateurs du pétrole iranien, demain par les mêmes types d'action dans d'autres circonstances, l'Amérique est et sera encore longtemps un « gendarme du monde », même s'il y a différentes façons d'être un gendarme.

Mais ce siècle américain sera différent dans un monde de plus en plus mondialisé.

La Russie, une grande puissance en crise

Obama disait en 2014, de façon quelque peu condescendante, que la Russie était « une puissance régionale en perte d'influence, menaçante par sa faiblesse ». Mais, début 2017, Poutine est vu par la presse internationale comme « le maître du monde », le grand joueur d'échecs, après la reconquête de la Crimée et son emprise sur l'échiquier syrien. Poutine serait devenu l'homme le plus puissant du monde qui aurait réussi à replacer la Russie au centre du jeu mondial.

La réalité est entre les deux. La Russie est devenue une puissance « tactiquement agile », comme l'a dit l'universitaire géorgien Th. Gordadze, mais stratégiquement affaiblie. Car la Russie est, de toutes les principales puissances, la plus grande victime, le grand brûlé des mondialisations, et ne s'en remet pas, tel un géant blessé qui réagit et se débat. L'effondrement successif de ses deux empires, l'euro-péen en 1989 et l'asiatique en 1991, a ramené la Russie très loin en arrière, à ses frontières de l'époque des premiers Romanov et à l'époque de la séparation des deux capitales de la Russie qu'étaient Kiev et Moscou. La Russie a perdu la force considérable héritée de sa géopolitique, la « terre

centrale ». C'est bien plus qu'une perte géographique, c'est l'amputation de l'histoire de la Russie.

Le monde occidental va se persuader que la Russie post-soviétique de Gorbatchev et d'Eltsine, politiquement affaiblie, va s'engager tant par conviction que par nécessité de développement dans une politique de démocratisation politique, de modernisation économique et de coopération avec l'Union européenne et les grandes institutions économiques mondiales. C'était méconnaître la longue histoire de la Russie.

De plus, l'ancien pôle du communisme international a perdu sa force d'attraction, son *soft power*, avec l'effondrement de l'idéologie communiste. La Russie a perdu et sa puissance et son attractivité. Et, de plus, elle est pauvre. La Russie gorbatchévienne et eltsinienne a connu une période de grandes souffrances avec la baisse de 40 % du PIB en dix ans et la chute sans précédent du niveau de vie. En outre, elle perçoit le risque de la destruction de ce qui reste de la puissance russe dans son voisinage par l'Union européenne élargie et l'OTAN à ses portes. Elle doit affronter la force attractive de l'idéologie libérale et démocratique de l'Occident.

Cette profonde amputation territoriale va provoquer la « nostalgie » des princes russes, d'Eltsine à Poutine, et leur volonté de restauration d'une zone impériale par le biais d'un « étranger proche » qui serait une nouvelle « terre centrale ». La Russie redevient une Russie défensive, arc-boutée sur son histoire et le grand combat éternel livré contre l'agresseur de l'Ouest, la Rome papale, l'Empire carolingien, l'Empire polono-lithuanien, les idées libérales de l'Europe occidentale.

Il sera lancé en 1991 la CEI, la Communauté des États indépendants, un projet d'union économique réunissant les 11 États post-soviétiques. L'idée est celle d'un « empire libéral » conçu par le conseiller économique d'Eltsine, A. Tchoubais, sur le modèle de l'Union européenne. Mais le divorce est déjà trop profond entre la Russie et la plupart des nouveaux États pour que la CEI puisse vraiment décoller. Cette tentative désormais

enlisée a illustré tout à la fois la continuité « impériale » russe et son échec face à une mondialisation politique irréversible. La Russie d'Eltsine va chercher à retrouver une forme d'empire au nom de la doctrine de « l'étranger proche » qui va théoriser la continuité de la relation historique entre la Russie et les nouveaux États issus de l'empire.

Cette même Russie d'Eltsine, au moment de la crise du Kosovo de 1999, se cabrera devant l'idée de la perte de la puissance russe dans le monde slave et ressortira le thème de la « solidarité orthodoxe ».

Il surgira alors la Russie de Poutine. Poutine est arrivé au pouvoir en 2000 dans les fourgons des services de renseignement, qu'il va promouvoir à ses côtés, et des oligarques, qu'il va briser politiquement une fois arrivé au pouvoir. Il a été choisi par ces deux groupes pour ramener l'ordre, la sécurité, la croissance et le pouvoir d'achat. Scénario classique de l'histoire russe, il s'agit de la mise en place d'un nouveau tsar par quelques factions pour sauver la Russie du chaos. Dans la tête de Poutine, au pouvoir depuis dix-neuf ans, les choses ont-elles changé entre 2000 et 2019 ? Son air de bon élève l'a servi dans son ascension sociale mais il cache un tempérament de feu et de fer. Derrière l'aspect glacial du visage, dans la tête, il y a la passion de la Russie déchue, humiliée. Les opinions de Poutine n'ont pas changé. Il a connu le traumatisme de la chute du mur vécue en direct. Il est marqué du syndrome de l'humiliation de la Russie gorbatchévienne et eltsinienne. Il est habité par le nationalisme russe et la volonté de restauration d'une grande Russie, à l'image d'un Pierre le Grand dont le portrait trônait dans son bureau de Leningrad.

Mais il y a eu un Poutine I et un Poutine II. Il a d'abord cherché à reconstruire avec l'Amérique une relation de grand à grand disparue depuis Gorbatchev. Poutine I a soutenu l'Occident après le 11 – septembre, a accepté l'implantation de bases américaines en Asie centrale, a exprimé sa volonté de réintégration du club des grandes puissances.

Poutine II a constaté l'échec de cette politique d'ouverture. Jamais les États-Unis, sauf dans la période Nixon-Kissinger, n'ont vraiment envisagé un véritable duo avec l'Union soviétique puis la Russie. Le retrait officiel par G. W. Bush du traité de défense antimissile, l'entrée des Pays baltes dans l'OTAN, le soutien occidental aux révolutions de couleur géorgienne et ukrainienne, l'ont convaincu que l'Occident cherchait à accélérer la chute de la Russie.

Va alors renaître le vieux complexe de la Russie. Déjà nourri de la frustration de la faiblesse de la Russie gorbatchévienne « humiliée », Poutine va être habité par une certaine paranoïa face à ce qu'il perçoit comme une agression occidentale. Retournant à certains fondamentaux russes, il va produire une nouvelle mouture de l'idéologie slavophile en amalgamant un anti-occidentalisme menaçant les valeurs russes traditionnelles, un conservatisme culturel et moral, et la référence au religieux orthodoxe. Il viendra célébrer un pouvoir autoritaire et vertical efficace et bon pour le peuple russe face à la déliquescence de la démocratie libérale. « Poutine a rassemblé les blancs et les rouges au travers de la défense de tous les concepts de “monde russe” et des valeurs traditionnelles, ce qui reste très populaire en Russie », a dit le journaliste russe Mikhaïl Zygar, l'auteur du livre *Les Hommes du Kremlin*.

Les crises géorgienne de 2008 et ukrainienne de 2014 vont révéler le traumatisme territorial de la Russie et sa nostalgie d'un retour à son histoire. La crise de Géorgie, ce vieux pays du Caucase de l'Ibérie devenu un royaume chrétien au II^e siècle protégé par la Russie des invasions mongoles et turques puis annexé par Catherine, est née dès son retour à l'indépendance en 1991. Les régions de l'Ossétie et de l'Abkhazie vont prendre les armes contre Tbilissi avec le soutien de la Russie. La révolution des Roses de 2003 menée par le peuple géorgien débouche sur le gouvernement pro-occidental de Saakachvili, lequel demande son adhésion à l'OTAN. La crise russo-géorgienne va dégénérer en 2008 lorsque la Russie déclenchera une « guerre hybride » dont l'issue sera

l'autonomie des régions d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie diplomatiquement reconnues comme États par la Russie.

Fort du précédent géorgien, la Russie réutilisera son *hard power* dans son étranger proche.

La crise ukrainienne éclate au printemps 2014, au moment même où la Russie tente de mettre sur pied une union eurasienne avec la Biélorussie, le Kazakhstan et, bien sûr, l'Ukraine. Au même moment, la Pologne nationaliste ayant en mémoire l'ancien empire polono-lituanien cherche à recréer une zone tampon face à la Russie, comme au xvii^e siècle et en 1920, et ce avec un certain soutien américain et la volonté de la Commission européenne d'associer l'Ukraine à l'Union européenne.

La révolution de Maïdan d'une partie du peuple ukrainien, résurgence de la Révolution orange de 2004, est déclenchée par le revirement du président Ianoukovitch, un homme lié à Moscou, lorsqu'il rejette sous la pression de Poutine la signature de l'accord de libre-échange douanier avec l'UE. Les manifestations de Maïdan font l'objet d'une répression sanglante le 20 février. S'ensuit la révocation de Ianoukovitch par son propre parti et sa fuite en Russie. Il va se former un nouveau gouvernement ukrainien très nationaliste et antirusse. Maïdan prend au dépourvu la Russie. La coupure et la perte d'influence vis-à-vis de l'Ukraine ne signifient pas seulement la fin du rêve de Poutine sur l'union eurasienne, elle est une rupture existentielle pour la Russie « moscovite », la perte du berceau ukrainien.

Ce sera l'affront de trop, entraînant la réaction militaire et politique. Poutine fera explicitement référence dans son discours à la Douma du 18 mars 2014 à cette image de la Russie des siècles précédents régulièrement « forteresse assiégée ».

La Russie s'ingère en Crimée, obtient du parlement local l'organisation d'un référendum de rattachement de la péninsule et du port de Sébastopol à l'ancienne mère patrie. En parallèle, aiguisant la résurgence des deux Ukraines, la lituano-polonaise européenne et la russe, elle provoque la guerre du Donbass en infiltrant des troupes dans les deux

territoires russophones de l'Est de l'Ukraine, au Donbass, afin de déstabiliser le nouveau pouvoir « occidental » installé à Kiev. Cette pression russe par forces spéciales interposées et soutien discret aux populations séparatistes du Donbass est un copier-coller de la Géorgie, une réédition sur une plus grande échelle d'une « guerre hybride » encore en cours ayant déjà fait 10 000 victimes.

Cette réaction audacieuse et spectaculaire de la Russie, une pure politique de puissance classique, est le signe le plus spectaculaire de la faiblesse nouvelle d'une Russie mutilée de son passé. Ce n'était pas surprenant. Elle a conduit au premier changement territorial obtenu avec l'usage de la force depuis la fin de la guerre froide. Cette attitude provoque un choc profond dans le monde occidental qui avait déjà oublié le précédent géorgien, mais également de très fortes réactions internationales, la sortie de la Russie du G8, les lourdes sanctions économiques occidentales, une résolution massive de l'Assemblée générale des Nations unies.

La Russie prend conscience qu'elle est politiquement bloquée dans son action en Ukraine. Cette crise confirme que le recours ouvert à l'agression territoriale est devenu presque impossible, y compris aux anciennes grandes puissances. Même si elle a réincorporé la Crimée et si elle obtient demain l'autonomie des deux régions du Donbass dans une fédération ukrainienne, même si l'Ukraine n'entre pas dans l'OTAN, la Russie ne pourra jamais plus reconquérir l'Ukraine comme Catherine l'avait fait au XVIII^e siècle. Un nouvel empire russe bâti sur une communauté économique apparaît hors de portée à l'heure de la mondialisation politique. Dans cette partie du continent européen, la renaissance des peuples et des nations est irréversible. Même la Biélorussie coopérative avec la Russie a retrouvé son histoire et tient à préserver son indépendance.

Quelle que soit la force des instruments privilégiés de la politique de voisinage que sont le chantage énergétique par Gazprom, l'influence par les 25 millions de Russes restés dans les nouveaux États, et l'action déstabilisatrice des services spéciaux russes dans les guerres hybrides, la

doctrine de « l'étranger proche » a des limites très étroites. Une Russie même impériale ne pourra plus être un empire.

Mais il est un second élément essentiel du « front agressif » russe actuel. Il s'agit de la fracture culturelle forgée par l'histoire particulière de la Russie et raiguisée aujourd'hui par le jeu de la mondialisation culturelle. Il est l'affrontement entre le monde de la Russie et le monde de l'Europe occidentale.

Il faut rappeler la phrase de Malraux selon laquelle la Russie n'est ni en Europe ni en Asie, elle est en Russie. On a vu à quel point la Russie s'est construite à chaque époque contre l'Europe carolingienne et occidentale. La Russie bolchévique, en se construisant contre l'Europe bourgeoise et libérale, avait renoué avec ce versant de la longue histoire russe.

Le moment libéral et démocratique ouvert par l'équipe d'Eltsine s'est refermé aussi vite que les précédents moments libéraux de la Russie. Il n'avait pas réussi à obtenir des résultats économiques assez rapides pour briser les réflexes culturels d'un peuple encore largement asservi au tsar et au prêtre et habitué à un tsar garant de la grandeur nationale de la Russie éternelle. L'Église russe, pour sa part, va s'effrayer de toute occidentalisation du pays, synonyme d'invasion « romaine ». De plus, ce moment libéral n'était pas étayé par des fondations solides et des convictions profondes. La doctrine de « l'étranger proche » a été formulée en 1992 par Kozyrev, sous Eltsine, et le nouveau ministre des Affaires étrangères nommé par Eltsine en 1996, E. Primakov, avait engagé une politique « pré-poutinienne » avant Poutine.

Vladimir Poutine va surfer sur deux choses, la profonde culture nationaliste du peuple et de l'Église et les maladroites d'un affichage économique par trop occidental de la période eltsinienne, un comportement maladroit à l'égard d'une Russie considérablement affaiblie.

L'idée d'un retour franc à une politique plus classiquement russe, plus impériale et plus interventionniste, déjà amorcé par Primakov, va germer

à Moscou dans les cercles politiques, intellectuels, sécuritaires. En contrepoint, la pensée de « l'eurasisme » refait son apparition, notamment par Alexander Dougine, le théoricien nationaliste « vieux-croyant », anti-occidental, concepteur du « néo-eurasiatisme ». Ce retour aux fondamentaux russes convaincra le successeur d'Eltsine.

Ce combat culturel contre un monde « unipolaire » dominé par l'Occident est exprimé avec force dans le discours de Munich de février 2007. Ce discours a surpris et choqué. C'était oublier ce qu'est la Russie dans son épaisseur historique et culturelle. Il s'agit d'une nouvelle variante du panslavisme orthodoxe du XIX^e siècle fondé sur la conviction d'une Russie seule au monde pour défendre les valeurs traditionnelles et chrétiennes face à un ordre international bâti par un Occident décadent, déclinant, corrompu par l'individualisme et le libéralisme.

Le document présidentiel de décembre 2016 sur la politique extérieure de la Russie, dans la continuité du discours de 2007, exprime la menace culturelle pesant sur la Russie du fait de l'expansion continue de l'Union européenne, le rejet d'un espace européen commun, la menace des pressions militaires, politiques et économiques de l'Amérique illustrée par ses sanctions et sa politique d'implantation antimissile en Europe orientale, le rôle accru du facteur de la force, la promotion du patrimoine national et de l'identité culturelle de la Russie.

Le conflit civilisationnel entre les deux Europes, l'Europe des traditions et des valeurs défendue par la Russie et l'Europe ultralibérale et décadente de l'Union européenne sont posés.

Un tel combat culturel nourri de la conviction du tsar actuel que l'issue de la guerre froide n'est pas close permet au moins à une Russie affaiblie de se recentrer sur ses bases historiques. Mais on peut douter que cette stratégie conflictuelle serve à terme la puissance de la Russie. La Russie poutinienne court après son passé impérial, mais la page du monde a été tournée. La fin des empires classiques a bien sonné, de même que la fin des enfermements des peuples, des sociétés et des cultures. La récente et étonnante « Révolution de velours » arménienne du printemps 2018,

d'une Arménie placée jusqu'ici largement sous l'ombrelle russe, de ses bases et de son gaz, est significative du cours présent de l'histoire.

Le conflit civilisationnel brandi par la Russie postcommuniste contre l'Europe occidentale cache en fait une profonde inquiétude devant le succès d'une Union européenne attractive.

Poutine agit par la cyberguerre, par la stratégie des *fake news* fabriquées par des usines à trolls, par le soutien politique des forces « souverainistes » hostiles à l'Union européenne, par la défense d'une « révolution conservatrice », antilibérale, défenseur de la civilisation européenne chrétienne, anti-islamiste, destinée à plaire aux milieux de droite et catholiques européens. Il mène ainsi, à l'instar de la Chine, une guerre civilisationnelle.

Mais, derrière cette offensive, la Russie cache une crainte sourde et profonde d'un déclin, face à l'Occident. Son tsar et ceux qui le soutiennent, telle l'Église orthodoxe, s'interrogent avec angoisse sur la façon de retrouver la puissance d'antan afin de sauver la Russie, cette Russie qui ne peut être ni l'Europe, ni l'Asie, mais la Russie. Ce n'est pas simple. Car Poutine ne veut pas la guerre avec l'Amérique et l'OTAN, ni faire de reconquête territoriale. La Crimée a été une exception qui lui a coûté suffisamment cher.

Or la Russie d'aujourd'hui est mal armée pour le monde de demain. Certes, elle garde de grandes forces, celles d'un État princier fort et d'un vieux peuple doté d'une grande culture nationale, dont Tolstoï a parfaitement décrit la synthèse d'une religion, d'une culture et d'un patriotisme, un peuple largement en phase avec son tsar actuel. Elle garde son statut de grande puissance politiquement acquis en 1944 et elle est restée la seconde grande puissance militaire mondiale, concrétisée par son arsenal nucléaire équivalent à celui de l'Amérique, qui fait d'elle l'interlocutrice stratégique essentielle sur l'équilibre nucléaire mondial.

La « posture » nucléaire russe a été exprimée par Poutine dans son discours à la Douma du 1^{er} mars 2018, confirmant la doctrine d'emploi de l'arme nucléaire dans les conflits régionaux conventionnels appliquée à

son « étranger proche ». La Russie militaire est forte de sa flotte, de ses forces spéciales capables de mener les « guerres hybrides » théorisées par le général Guerassimov, de son armement modernisé, de ses considérables capacités cybernétiques destinées à un art de la cyberguerre poussé à son maximum comme outil de puissance. La Russie dispose d'un capital diplomatique qui lui permet d'être très présente en Orient, d'Israël et de la Turquie à l'Iran, également en Afrique par l'axe Soudan-Angola et sa nouvelle coopération militaire avec la République centrafricaine.

Mais la Russie a subi un double handicap. Elle va connaître, comme l'Amérique, les nouvelles limites de la puissance relative et, de plus, elle va souffrir des limites historiques de sa « puissance faible ».

On l'a vu, sur les théâtres où elle est présente, elle n'est pas capable d'être décisive. En Europe, elle a une relation incertaine avec son étranger proche. Elle a raté son projet d'une zone géo-économique calquée sur l'ancien bloc soviétique, elle est en crise avec l'Ukraine, elle n'a pas d'allié solide autour d'elle, la Biélorussie et le Kazakhstan étant des alliés en pointillés. Même l'Arménie, historiquement proche, est en train de prendre ses distances depuis l'élection de son nouveau président Armen Sarkissian. En Orient, elle sera incapable de bâtir une *pax Russia* et devra compter avec l'Iran et la Turquie, avec la résilience du clan Assad, mais encore avec la manne financière de l'Occident pour la reconstruction de la Syrie. Quant aux faiblesses intrinsèques de la Russie, celles qui avaient prélué à la chute de l'Union soviétique demeurent. Comme l'ex-URSS, la Russie est un demi-colosse aux pieds d'argile.

Aujourd'hui comme hier, la Russie n'a pas les moyens de sa puissance, les capacités de son statut. Elle demeure plus que jamais, à l'ère des mondialisations, l'historique « puissance pauvre » décrite par l'économiste G. Sokoloff, ou encore « le cas le plus net de contradiction entre la géo-économie et la géopolitique », selon la formule de P. Lamy.

Il y a eu le redressement des années 2000-2008, avec un taux de croissance de 7 % de moyenne, le redémarrage d'une production effondrée et de considérables réserves de change accumulées grâce à

l'exportation de son gaz. Mais ce redressement fut très lié à sa rente gazière et pétrolière. Aujourd'hui, la croissance est à 1,5 %, loin des 7 % des deux premiers mandats poutiniens. L'économie russe reste faible, derrière l'Italie, faisant à peine 20 % de la puissance économique de la Chine. Elle reste une économie de rente, la rente énergétique alimentant 50 % du budget de l'État. De plus, comme dans l'ex-Union soviétique, plus de 4 % du PNB sont absorbés par la défense dans une économie qui n'a pas le volume et la diversité de l'économie américaine. Enfin, le poids des sanctions occidentales liées à la crise ukrainienne pèse lourd. La conséquence induite de sa faiblesse économique est que la Russie est très en retard dans le domaine de l'économie de la connaissance, à la différence de son grand voisin chinois.

De plus, la Russie n'a plus la possibilité qui était celle de l'Union soviétique d'être attractive. Les universités, telle l'université P. Lumumba, et les instituts de recherche de Moscou drainaient des élites du tiers monde attirées par le prestige de l'idéologie communiste. La Russie recroquevillée dans sa culture de la vieille Russie n'a plus ce *soft power*.

Ainsi, la Russie reste une grande puissance traditionnelle, forte de sa puissance politico-militaire. Mais elle est très handicapée par l'absence d'une puissance diversifiée, forme privilégiée de la puissance dans le nouveau monde où l'usage de la force armée s'est considérablement restreint. La Russie est une grande puissance descendante qui a une relation de défiance avec l'Amérique et l'Union européenne. On pourrait alors penser que la Russie, grande puissance blessée, devient dangereuse en raison d'un « nationalisme grand russe victimaire » s'exerçant par exemple à l'encontre des Pays baltes. Mais ce n'est plus possible dans le monde actuel. Encore une fois, la Crimée est une exception, pas une référence.

La Russie est toujours « inachevée », comme le dit J.-F. Colosimo, dans une fuite en avant perpétuelle qui ressemble plus aujourd'hui à une fuite en arrière. Face au déclin, on pratique le retour aux fondamentaux russes. La Russie reste inachevée, car, au contraire de la Chine, puissance

« continue », à part sa parenthèse du XIX^e siècle, elle a suivi un cours historique « irrégulier », entre de longues périodes immobiles et autoritaires et des parenthèses « européennes » libérales. Depuis toujours, la Russie est hybride, donc schizophrène. Elle est tsariste, c'est-à-dire autoritaire et orthodoxe, mais imprégnée d'Europe. Elle est centraliste et administrative mais convertie au capitalisme. Elle est messianique mais marquée par l'occidentalisme. Elle est toujours impériale, mais faible.

Poutine réélu en 2018 doit probablement s'interroger. Les questions posées à la Russie sont celles de la dégradation continue de l'économie sur laquelle A. Tchoubais vient d'exprimer l'état d'alerte et l'urgence de réformes structurelles, celle du rapport coût/avantage de la confrontation avec l'Occident, celle du rapport avec une puissance chinoise en pleine ascension, mais aussi celle de la pérennité d'un modèle politique néo-tsariste, figé, à l'égard duquel les attentes et les critiques de la population russe vont s'accroître, à l'image de la sanction électorale inédite de plusieurs gouverneurs membres du parti poutinien qui a suivi la « révolte populaire » de l'automne 2018 contre la réforme des retraites.

La Chine, une nouvelle grande puissance

La vulgate des années 2000 sur le déclin de l'Occident et les miracles asiatiques, amplifiée après la crise financière de 2008, a débouché sur le thème répétitif de la nouvelle puissance chinoise, voire même sur l'image de la Chine future première puissance mondiale. Beaucoup l'affirment et tout le monde se pose la question. On parle de « la Chine à la conquête du monde », de « sino-mondialisation » rampante créant une menace existentielle pour l'Occident, voire du « piège de Thucydide » d'une guerre inévitable entre la puissance établie et la puissance émergente que sont les États-Unis et la Chine. S. Bermann, ambassadeur de France à Pékin, parlera de la Chine comme un pays vivant au « passé présent ». Elle

est un pays héritier de la mémoire de sa grandeur multimillénaire, mais tachée de la parenthèse de l'humiliation du XIX^e siècle.

Mao aura été le premier empereur de la nouvelle dynastie, celle du PCC, le Parti communiste chinois, intronisée dans la cité interdite. Le PCC est organisé à l'image de la Cité impériale, fermée sur l'extérieur et faite de multiples pavillons, de dédales, et des deux bâtiments construits au sud de la Cité, le Palais du peuple et le Musée national. Les références littéraires sont constantes entre le passé et le présent dans la politique chinoise. La gestion centralisée et autoritaire du pays est assurée par une nouvelle « bureaucratie céleste » succédant aux mandarins impériaux, celle du Parti.

La Chine communiste des années 1960-1970 va vivre une séquence politique à l'image de sa vieille histoire. Au sein de la dynastie communiste, le règne de Mao Tsé-Toung vieillissant va se terminer dans des querelles de palais qui vont durer dix années. Celles-ci vont être marquées par le pouvoir de la femme de Mao, Jiang Qing, et de ses associés de la bande des quatre, lesquels, après avoir écarté les tenants de la ligne pragmatique, vont déchaîner la révolution culturelle amorcée par Mao. La mort de celui-ci en 1976 rouvre la lutte de la succession dynastique. La ligne pragmatique va reprendre le dessus par l'arrestation de la bande des quatre, l'arrivée à la tête du parti de Hua Guofeng, puis de l'ancien réprouvé Deng Xiaoping.

Deng, le nouvel empereur de la dynastie, va être le véritable artisan de la nouvelle puissance chinoise. En 1979, dix ans avant la chute de l'Union soviétique morte de son immobilisme, Deng accomplira une révolution culturelle à l'opposé de la première en réalisant la synthèse d'une économie capitaliste, des valeurs morales confucéennes, et de la dynastie du Parti communiste chinois, pour bâtir un nouveau *Zhongguo* chinois dans un monde mondialisé. Deng réalisera le « Meiji chinois » cent cinquante ans après le Meiji japonais, une révolution économique et culturelle adaptée à l'histoire et à la culture chinoise. Mais le Meiji chinois, à la différence du Meiji japonais, se garde bien d'emprunter quoi

que ce soit à la culture occidentale. Rappelons que Deng a été celui qui, quelques années avant le lancement de la modernisation économique, a joué un rôle décisif dans l'écrasement autour de la place Tian-an-Men du mouvement étudiant et populaire du printemps 1989, car il rejetait totalement les revendications de la « cinquième modernisation », celle de la démocratisation politique du système chinois, complétant les quatre modernisations de l'agriculture, de l'industrie, de la science et de la défense nationale. La Chine nouvelle conçue par Deng et développée par ses successeurs est à l'image de la « modernisation » définie par Huntington, une modernisation sans occidentalisation.

De Deng à Xi Jinping, en quarante ans, la dynastie chinoise actuelle a réussi à transformer le *Zhongguo* traditionnel en un *Zhongguo* adapté au monde mondialisé. En mettant la Chine au milieu du monde en marche, il s'est agi de conforter le *Zhongguo* intérieur, l'empire et la nouvelle dynastie du PCC. Plus précisément, la stratégie de la nouvelle dynastie est de jouer de la mondialisation économique pour créer une géopolitique favorable à l'empire. Comme l'illustre le discours de Xi Jinping d'octobre 2017, le pari est fait du passage de la géo-économie à la géopolitique mondiale.

Elle est devenue la première puissance commerciale du monde en profitant du formidable marché de dupes qu'a été son entrée dans l'OMC en 2001 comme pays sous-développé lui donnant accès au marché mondial sans entraves douanières, aux dépens des autres émergents. Ce sera la porte d'entrée des exportations industrielles chinoises vers les pays développés.

Puis la Chine est devenue la championne de la géo-économie. D'une économie mercantile constituée autour d'un « atelier du monde » rustique exportateur à tous crins de produits bas de gamme avec un taux de change sous-évalué, elle est devenue l'économie la plus performante de la mondialisation économique. La puissance économique chinoise dispose d'un capitalisme d'État multipliant le PIB national par 11 en vingt ans, faisant de la Chine la deuxième puissance économique mondiale depuis

2010, une puissance aspirant à devenir la première vers 2030 et à être alors le leader de la nouvelle économie reposant sur l'intelligence artificielle, la robotique, les bio-technologies.

D'ores et déjà, cette puissance économique repose sur le poids des exportations de produits sophistiqués, certifiés « *China Inc.* », liées au libéralisme commercial, sur un trésor de guerre de 3 000 milliards de dollars lui permettant d'acheter les terres, les minerais, les équipements économiques du monde, sur la force du couple banques-entreprises chinoises intéressant déjà 65 pays commerçant avec la Chine, sur sa diplomatie économique mondiale tournée tant vers les autres puissances économiques que vers les pays producteurs de matières premières, sur le fait qu'elle soit devenue le principal producteur et épargnant de l'Amérique. Cette maîtrise de la géo-économie additionne un commerce mondialisé, mené par les « GAFA » chinois que sont les Batx, Baidu, Alibaba, Tencent et Ziami, une politique d'acquisition d'actifs stratégiques étrangers, un soutien massif à l'innovation scientifique et technologique, la recherche d'un leadership en matière de communications et d'informations, illustrée par la bataille planétaire menée sur les futurs réseaux 5G par le géant Huawei, le second fabricant de smartphones au monde.

Il a été lancé en 2013 le grand projet OBOR, « *One Belt, One Road* », resucée à l'échelle mondiale des anciennes routes de la soie. Derrière ce projet global doté d'un budget sept fois supérieur au plan Marshall se profile l'idée d'une colonisation « douce » par l'économie projetée surtout vers l'Asie du Sud-Est et l'Eurasie, mais aussi l'Afrique et l'Europe du Sud. Ces routes nouvelles, bâties autour de voies routières et ferrées, de ports et d'aéroports, de gazoducs et de câbles sous-marins, assureraient la triple sécurité alimentaire, énergétique et des matières premières stratégiques nécessaires à une économie chinoise en voie de mondialisation complète, tout en se créant de nouveaux « partenaires » et « amis » dans toutes les régions du monde, ces concepts en vogue dans le discours diplomatique chinois actuel.

Les nouvelles routes de la soie devraient être une route terrestre reliant la Chine à l'Asie centrale, l'Afghanistan, l'Iran, la Russie, la Turquie et l'Union européenne, et une route maritime reliant la Chine à l'Afrique et la Méditerranée par le Pakistan, Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, le Soudan, le Rwanda, jusqu'au terminal portuaire de la Grèce. La base navale chinoise de Djibouti deviendrait le deuxième « porte-avions » chinois. Il s'agit d'une globalisation à la chinoise où, derrière le discours d'une puissance pacifique dotée d'une « gouvernance bienveillante », se révèle l'intérêt économique rejoignant une volonté politique de devenir une puissance d'influence. Le sens historique et culturel du passage des anciennes routes de la soie aux nouvelles est de montrer que la Chine est tout à la fois multimillénaire et futuriste.

Maintenant, la Chine d'aujourd'hui, tout en étant une nouvelle grande puissance, tout en connaissant une trajectoire à l'inverse de la Russie, est encore toute nouvelle quant à sa puissance. Il est prématuré de prévoir où mènera cette trajectoire et incorrect d'affirmer que la Chine deviendra « l'hyperpuissance » de demain.

Le jeune géant chinois a de grandes failles. Celles-ci sont internes et externes.

D'abord, la Chine reste fragile car empêtrée dans ses problèmes intérieurs classiques. La phrase récente de Xi Jinping sur « l'entrée de la Chine en eaux profondes » est significative. L'histoire de la Chine, des premiers troubles de l'ère des royaumes combattants à la révolution de 1911, est avant tout celle des troubles sociaux, de l'instabilité sociale et des luttes constantes pour maintenir la stabilité politique.

La Chine est riche mais le Chinois est pauvre. La Chine est le second PIB mondial mais est au 87^e rang pour ce qui est du PIB par habitant. Pays pauvre doté d'une catégorie de riches, la Chine reste par ailleurs une puissance largement sous-développée du fait de l'absence des normes élémentaires, sociales, alimentaires, juridiques qui sont celles d'un développement moderne. D'ores et déjà, la croissance effrénée et sauvage engendre de grandes inégalités et un environnement catastrophique à

l'origine de nombreuses révoltes sociales. Ces risques d'un développement sauvage sont accrus par le conservatisme foncier de la nouvelle classe mandarinale des cadres et hauts fonctionnaires locaux et régionaux du PCC, leur corruption et leur népotisme.

Tout cela favorise une polarisation sociale croissante. Même si l'explosion sociale est moins certaine que l'annonce Wei Jingsheng, l'ancien garde rouge fils de hauts cadres du PCC devenu l'un des plus célèbres dissidents, la résilience du système actuel, hybride, combinant une économie mixte faite d'une économie dirigée et d'une économie libre, une politique despotique et une société en plein changement, est emplie d'inconnus. La démocratie, a-t-on dit, est un caillou dans le pied du régime chinois. Pour le moins, la rigidité de son système politique n'est pas synonyme d'une solidité à toute épreuve. La crainte actuelle des contaminations produites par les mondialisations culturelle et sociale, conduisant à l'édification d'une muraille de Chine face à l'Internet mondialisé, en est la preuve.

Il y a une faiblesse au cœur de l'empire.

À cette fragilité interne s'ajoute la limite de sa puissance externe. Cette fragilité est double, d'ordre économique et d'ordre stratégique. La dynastie du PCC a vécu un traumatisme post-2008 lorsque la chute des exportations liée à la crise financière entrera en collision avec l'obligation de la forte croissance nécessaire pour absorber les masses de main-d'œuvre paysannes et urbaines. Or la croissance était jusqu'alors totalement liée aux exportations. La direction du PCC réalisera la nécessité d'un changement du modèle de croissance de l'exportation à la consommation intérieure par la création d'un grand marché intérieur, la hausse salariale, le rééquilibrage entre les régions côtières développées et les régions intérieures déshéritées. Mais cette stratégie nouvelle d'une croissance intérieure rendue nécessaire s'accompagne d'un nouveau risque, celui des « eaux profondes » exprimé par Xi Jinping, c'est-à-dire d'une apparition de troubles liés à des demandes d'une société économiquement et socialement en développement. Le dilemme chinois

actuel est celui de la production d'une croissance interne maximale sans *Glasnost* gorbatchévienne, ce que F. Godement a appelé le pari « anti-historique » de Xi Jinping, qui n'est pas sans risque.

Mais, aujourd'hui, l'alerte est encore plus sérieuse pour la Chine car elle conjugue un début de crise économique interne à un nouveau défi externe. La crise interne est celle d'une économie mixte dans laquelle le couple privé-public devient de plus en plus bancal. L'âge d'or d'une croissance économique à deux chiffres est révolu et celle-ci est au plus bas depuis trente ans. Les marchés financiers sont en crise, les investissements privés se sont ralentis, la consommation a baissé. Cela est lié en grande partie à la perte de confiance des investisseurs et des entrepreneurs privés. Le nouveau défi externe est d'abord celui de la gestion des conséquences de la mondialisation « agressive » de l'économie chinoise, qui montre aujourd'hui ses vulnérabilités. La conjonction de la remise en cause de ses avantages acquis à l'OMC en 2001, de la grande guerre commerciale déclenchée par l'Amérique de Trump et de la dénonciation mondiale de plus en plus forte des pratiques déloyales des entreprises chinoises contraires aux règles commerciales et du droit de propriété intellectuelle, met sous pression l'ambition mondiale chinoise. Pour la première fois, l'Union européenne a haussé le ton au printemps 2019 en élaborant un plan d'action défensif face à la Chine.

À cette fragilité économique extérieure, s'ajoute la limite de sa puissance politique. La Chine est trop centripète pour être mondiale, même si elle s'efforce de le devenir.

Son « bond en avant » commercial et économique des quarante dernières années ne fait pas de la Chine une grande puissance mondiale pleine et entière. Il y manque la dimension politique de la puissance. La Chine ne possède pas – en tout cas, pas encore – les capacités et la volonté d'une grande puissance mondiale, alors que l'Amérique en a les capacités et la volonté et que la Russie a la volonté, mais plus les capacités.

La stratégie de Deng de 1979 ne comble pas l'absence de tradition culturelle et politique chinoise de l'hégémonie et de messianisme. Si elle a

développé au XIX^e siècle un nationalisme à vif « revanchard » face à l'Occident envahisseur, en se voulant le centre du monde, le *Zhongguo*, la Chine est restée une puissance impériale centripète. Elle s'est paralysée elle-même pour se convertir en une puissance mondiale. Son blocage culturel a fait que les affaires du monde ne l'intéressaient pas. Le thème récurrent de la « grande régénération nationale », sorti du « siècle des humiliations », n'a pas produit jusqu'à aujourd'hui une vision claire des responsabilités mondiales de la Chine. Le débat sur la « théorie des responsabilités de la Chine » se poursuit au sein de la nouvelle dynastie du PCC.

Son budget militaire, loin de celui de l'Amérique avec 200 milliards de dollars contre 500 milliards de dollars, et son unique porte-avions nucléaire, traduisent la toute jeunesse de cette puissance mondiale. La Chine est une grande puissance ascendante. Mais jusqu'où ?

La question est posée de savoir si la Chine peut devenir mécaniquement une puissance dominante dans son environnement proche puis dans le monde du seul fait de sa montée en puissance économique, à l'instar de l'Amérique du XIX^e siècle. C'est oublier les facteurs culturels et historiques, le messianisme originel et le jacksonisme du XIX^e siècle, qui ont fait de l'Amérique ce qu'elle est devenue.

Selon Fukuyama, le seul grand et puissant adversaire de l'Occident est la Chine. Mais celle-ci est bloquée par la contradiction croissante entre son modèle et le monde tel qu'il est.

En toile de fond, il y a la peur la dynastie actuelle du PCC de connaître le destin de l'Union soviétique. Cela se traduit par une ligne de défense politique et culturelle acharnée face au conflit civilisationnel avec l'Occident. Il est vanté le modèle libéral autoritaire chinois, considéré comme exportable en Asie du Sud-Est et en Afrique. Il est proclamé la doctrine de la multipolarité destinée à affaiblir les États-Unis, notamment en Asie. Il est développé et encouragé les diasporas, les instituts Confucius. Il est recherché un nouvel équilibre mondial économique et politique non occidentalisé, rejetant le « pivot » américain, par la banque

asiatique, par la politique de séduction des dons et des prêts appliqués au Pacifique Sud et à l'Afrique.

Mais, dans le même temps, le nationalisme chinois et la spécificité chinoise sont trop « denses » pour développer un universel attractif et compétitif. Déjà, on l'a vu, la Chine, bien qu'elle ait un allié solide dans son voisinage avec le Pakistan, nourri de la volonté commune de l'endiguement de l'Inde, inquiète de plus en plus nombre de ses proches voisins par ses appétits territoriaux en mer de Chine et ses pressions insistantes, à l'encontre desquelles le petit voisin malais vient de réagir vigoureusement. L'ascension nationale chinoise dans sa région est un processus logique mais elle va susciter des résistances tout aussi logiques. Son modèle mixte semi-libéral en économie et autoritaire en politique n'est pas universellement exportable, y compris en Afrique où la culture politique est très loin de la culture mandarinale et confucéenne. Le premier sommet des « routes de la soie » de mai 2017 n'a été qu'à demi réussi.

La Chine est encore trop chinoise pour être mondiale. La tentation d'un leadership mondial est non seulement hors de portée, mais inconcevable pour le *Zhongguo* obsédé par son existence et sa survie propre. Parce que, si la Chine est la grande profiteuse de la mondialisation économique, elle est limitée par le jeu des autres mondialisations. La mondialisation politique, par le jeu des autres États et des puissances extérieures, la limite dans sa région comme dans le monde. Les mondialisations culturelle et sociale, par le jeu de la confrontation entre sa tradition impériale et confucéenne et l'occidentalisation, l'enferment et la rendent par trop défensive.

Aujourd'hui, la Chine, dont le cœur du réacteur est la dynastie du PCC implantée au sein de la Cité interdite, est une Chine en recherche de puissance, ouverte à l'économie mondiale, mais emmurée dans son empire politique monolithique.

Les débats actuels sur les rapports entre ces trois grandes puissances privilégient le scénario d'un nouvel affrontement est-ouest entre

l'Amérique et la Chine succédant à l'affrontement du xx^e siècle entre l'Amérique et l'Union soviétique, à partir de la conviction que la nouvelle puissance chinoise cherche à rivaliser avec l'Amérique dans tous les domaines, économiques, technologiques, militaires, politiques.

En réalité, l'affrontement Chine-Amérique est de nature très différente de l'ancien affrontement soviéto-américain. La guerre froide qui a nourri la relation entre Washington et Moscou a été globale. Elle a été idéologique, stratégique, politique, et s'est étendue au monde entier. De la crise de Berlin à la crise de Cuba, elle a usé de la force armée et du risque nucléaire. Au nom de l'anticommunisme et de la lutte anti-impérialiste, elle a mis en présence deux alliances et un certain nombre d'États de différentes régions du monde, du Chili à l'Angola. Elle a entraîné une considérable course aux armements stratégiques, ainsi que des politiques de déstabilisation du camp adverse, mais en parallèle a conduit à la définition de règles du jeu au lendemain de la crise cubaine. La guerre froide américano-soviétique a structuré le monde.

On n'en est pas là du tout entre la Chine et l'Amérique. Ces deux puissances se disputent sur leurs rapports commerciaux, s'affrontent dans la course aux technologies futures et sont dans des relations de voisinage compliquées en Asie avec une 7^e flotte patrouillant dans la mer de Chine et la question sensible de Formose. Certes, la Chine développe une toile d'araignée économique, technologique et commerciale à l'échelle mondiale et, de plus, elle défend âprement son modèle politique des influences occidentales. Mais elle n'est pas en état de construire un bloc ou une alliance autour d'elle et de structurer le monde comme l'a fait, à son époque, l'Union soviétique.

Mais il est un autre élément essentiel de la différence de nature entre l'affrontement américano-soviétique d'hier et l'affrontement américano-chinois d'aujourd'hui. Le monde a changé d'époque et s'est mondialisé. Aujourd'hui, aucune des grandes puissances ne peut avoir la puissance qu'elles avaient hier. La Chine de demain ne pourra jamais avoir la puissance qu'a eue hier l'Union soviétique sur un certain nombre de pays.

Dans ce triangle formé de l'Amérique, de la Russie et de la Chine, en parodiant le film *Star Wars*, on pourrait dire que les trois empires contre-attaquent. Amérique, Russie et Chine ont diversement bénéficié ou pâti des dynamiques engendrées par les mondialisations. Les trois puissances affrontent la relativité de la puissance.

L'Amérique, non encore remise de la perte de son *hegemon*, se bat pour préserver son statut de première puissance et de première économie. La Russie se bat pour retrouver un statut de grande puissance. La Chine se bat pour devenir la première économie et défendre le *Zhongguo*. Les trois grands se comportent avant tout comme des puissances « nationales ». On ne peut qu'en déduire l'impossible concert entre elles. L'Amérique est en crise d'autorité, la Russie est en crise d'identité, et la Chine est en crise de croissance. Il peut y avoir des dialogues bilatéraux, mais une action commune en faveur d'un ordre public mondial est difficile. Un certain chaos entre les trois est inévitable.

L'ambassadeur de France auprès des Nations unies, F. Delattre, a fait observer qu'il existe trois conditions à un équilibre mondial. Une puissance américaine gardienne en dernier ressort, une gouvernance multilatérale adaptée au monde multipolaire, un concert minimal de gestion des crises. Or rien de tout cela n'existe actuellement.

Faut-il s'en plaindre et dénoncer le désordre mondial actuel ? Non pas. Il faut en premier lieu prendre conscience que jamais le monde n'a été aussi emplis de l'humanité. La marche du monde est allée depuis la Haute Antiquité vers une mondialisation du monde à laquelle participent aujourd'hui tous les peuples de la Terre. C'est le sens principal à donner aux mondialisations. Tous les peuples, tous les princes, tous les prêtres, tous les marchands, affirment leur existence au sein de près de deux cents États. On pourrait dire que notre monde est un monde « anarchico-démocratique » dont le destin est dans les mains de ses multiples peuples et de ses multiples princes, vieux et neufs, expérimentés et apprentis.

Notre monde se construit par le bas. Dans chaque État doté de sa puissance minimale. Dans chaque région du monde où émergent des

puissances régionales. Dans la puissance relative des grands. Tout comme dans les dynamiques des sociétés, celles des marchands, ainsi que dans l'action des hommes par-delà les pouvoirs et les frontières.